

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE GOLFE PERSIQUE
ET
LES ILES DE BAHREIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 16 mars 1936, à 13 h. 30.

PAR

M. MALEK ESMAÏLI (AZIZOLLAH)

Diplômé de l'École des Sciences Politiques.

Président : M. BASDEVANT, professeur.

*Suffragants { MM. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, professeur.
LE FUR, professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1936

LE GOLFE PERSIQUE

ET

LES ILES DE BAHREIN

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE GOLFE PERSIQUE
ET
LES ILES DE BAHREIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 16 mars 1936, à 13 h. 30.

PAR

M. MALEK ESMAÏLI (AZIZOLLAH)

Diplômé de l'École des Sciences Politiques.

Président : M. BASDEVANT, professeur.

Suffragants { MM. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *professeur.*
LE FUR, *professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

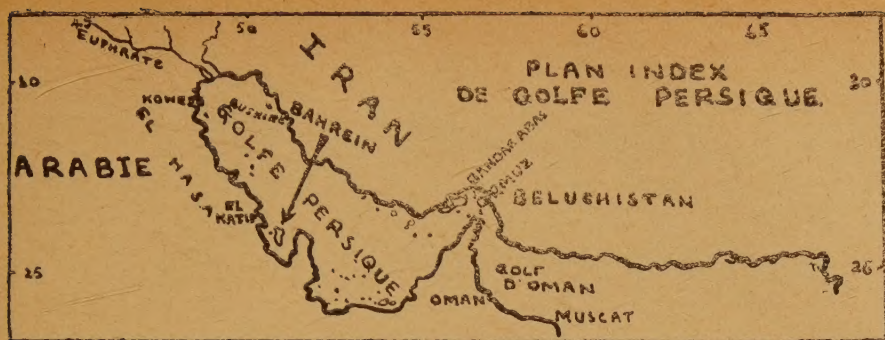
160, RUE SAINT-JACQUES

1936

* 30550.



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE ET DE MA MÈRE



BAHREIN

ADAPTÉ D'APRÈS LE PLAN DE T. BENT

LE GOLFE PERSIQUE

ET

LES ILES DE BAHREIN

INTRODUCTION

Le 23 novembre 1927, le gouvernement iranien adressait au gouvernement britannique une note revendiquant les droits de l'Iran sur les îles de Bahrein. Cette note fut suivie de l'échange d'une correspondance diplomatique entre les deux ministères des Affaires étrangères, transmise au Secrétariat de la Société des Nations pour être communiquée à titre d'information aux États membres.

Une correspondance poursuivie pendant plusieurs années, l'appareil de la Société des Nations mis en mouvement, tout cela pour les îles de Bahrein ! La diplomatie européenne, la Société des Nations n'ont-elles pas de plus pressantes préoccupations ? Et, au moment où le monde tourne vers l'Abyssinie des regards chargés d'anxiété, a-t-on quelque chance d'intéresser des lecteurs à l'étude d'un différend dont l'enjeu se borne à quelques îlots, perdus dans le Golfe Persique, dont bien peu de personnes sans doute soupçonnent même l'existence ?

L'intérêt de la « question de Bahrein » ne doit pas cependant se mesurer à la modeste superficie de ces îles.

Depuis l'avènement de S. M. Riza Shah, en 1926, le

gouvernement de l'Iran¹ s'est attaché à rendre à l'Iran la place dans le monde que sa glorieuse histoire et son antique civilisation lui permettent de revendiquer. Sous l'impulsion personnelle de S. M., l'Iran a opéré en quelque années un prodigieux redressement, qui embrasse tous les domaines, militaire, financier, économique. Il est sorti de l'état d'anarchie, d'asservissement, de pauvreté où l'avaient laissé tomber l'incapacité et la faiblesse des derniers rois Kadjars.

Dès son avènement, le premier souverain de la dynastie nouvelle des Pahlavi a saisi l'occasion d'affirmer sa volonté de ne laisser se prescrire aucun des droits de l'Iran. Il a protesté contre un accord de 1927 entre l'Angleterre et le Hedjaz, qui faisait allusion aux îles de Bahrein sans le consulter, et revendiqué la souveraineté de ces territoires. D'autres notes ont maintenu et appuyé de nouveaux arguments la prétention de l'Iran.

L'affaire de Bahrein n'est pas toutefois uniquement une question de prestige, soulevée pour donner satisfaction au légitime orgueil national, réveillé par le mouvement nationaliste qui a abouti à la chute de la dynastie Kadjar et trouve son expression dans la politique du nouveau gouvernement. Les gouvernements de l'ancien régime avaient déjà revendiqué à plusieurs reprises le droit de souveraineté de l'Iran sur Bahrein, peut-être seulement avec une persé-

1. Par une ordonnance du 21 mars 1935, S. M. Riza Shah a décidé que la Perse porterait désormais le nom d'Iran. Cette mesure, n'a fait que restituer officiellement au royaume sa véritable dénomination. D'après Élisée Reclus (*Géogr. Univ.*, IX, p. 139), « ce nom de Perse ou Farsistan n'est appliqué de nos jours dans le pays même qu'à une petite province du royaume. Les Persans désignent leur patrie par l'antique dénomination d' « Iran », qui est d'ailleurs employée géographiquement pour toute la contrée des plateaux compris entre le bassin de l'Euphrate et celui de l'Indus. » Au point de vue historique, le mot d'Iran s'entend encore dans un sens plus large, en contraste avec le mot « Touran ».

vérance moins continue. Que les ministres d'une dynastie affaiblie aient porté leur attention sur les îles, c'est une preuve que les intérêts en jeu en valaient la peine.

C'en est une autre, fort convaincante, de lire la signature du Secrétaire d'État britannique des Affaires étrangères, Sir Austen Chamberlain en personne, au bas de deux longues notes qui s'attachent à réfuter point par point la thèse iranienne.

Qu'on ne s'étonne pas de rencontrer la Grande-Bretagne en cette affaire. La question qui se pose est la suivante : les îles de Bahrein appartiennent-elles à l'Iran, ou sont-elles indépendantes ? Le débat devrait, semble-t-il, se dérouler entre l'Iran et les cheiks de Bahrein. Mais les Anglais ont su, depuis plus d'un siècle, pressentir l'importance politique et économique de Bahrein et s'y sont peu à peu réservé une situation à peu près exclusive. Installés dans le Golfe Persique, ils ont d'abord assuré la sécurité des transactions commerciales par des accords avec les cheiks du littoral interdisant la piraterie et la traite des esclaves. Puis, en 1861, un « traité d'amitié » imposait au cheik de Bahrein l'arbitrage britannique pour ses litiges territoriaux avec d'autres puissances. Des traités de 1880 et de 1892 ont établi un véritable protectorat de la Grande-Bretagne sur les îles de Bahrein : contrôle britannique des relations extérieures, monopole britannique de la représentation politique et consulaire, réserve au profit de l'Angleterre du droit d'acquérir à Bahrein des territoires ou des droits réels.

La défense par le Foreign Office de l'indépendance des îles est donc un véritable plaidoyer *pro domo*. La reconnaissance de la souveraineté de l'Iran sur Bahrein ruinerait le monopole politique et économique de l'An-

gleterre, puisqu'elle entraînerait la caducité des traités qu'elle a conclus avec les cheiks.

Or l'importance pour la Grande-Bretagne de son protectorat sur Bahrein s'est encore accrue au cours de ces dernières années. Au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, elle s'était créé une situation prépondérante dans le Golfe Persique; la faiblesse et l'incapacité des rois Kadjars lui avaient permis de partager avec la Russie le sol même de l'Iran en zones d'influence : à l'Angleterre, la partie sud ; à la Russie, la partie nord ; la zone neutre, au centre, fut attribuée à l'Angleterre au début de la guerre de 1914. Puis en 1919, un traité anglo-iranien consacra la mainmise britannique sur tous les rouages de l'administration en Iran. Sous la pression du nationalisme, l'Iran n'a pas ratifié l'accord de 1919. Les zones d'influence, dessinées en dehors de l'assentiment de l'Iran, sont devenues caduques sous un régime résolu à exercer la plénitude de la souveraineté.

La Grande-Bretagne est ainsi amenée à abandonner le tracé par le sol de l'Iran de sa route vers les Indes, menacée par la politique nationale dans les droits exclusifs qu'elle s'était attribués, et à la détourner vers le Golfe Persique même, à l'abri des navires de guerre qu'elle y entretient. Sous son protectorat, les îles de Bahrein lui fournissent un point d'appui indépendant.

L'île d'Abadan, au fond du golfe, forme un second point de cette route : c'est le terminus des *pipe line* de la puissante *Anglo Iranian Oil Co*, Société d'exploitation des pétroles iraniens, le siège de ses raffineries et le port d'embarquement du pétrole. La découverte récente, à Bahrein, de gisements pétrolifères, ajoute une raison de plus au zèle britannique pour la défense de l'indépendance de Bahrein.

On aperçoit déjà l'importance de l'enjeu du différend relatif à Bahrein. Mais ce serait en donner une vue trop étroite de le limiter au cadre modeste de quelques petites îles. Pour l'apprécier dans sa plénitude, il faut étendre le regard jusqu'à l'horizon du Golfe Persique, embrasser même tout l'horizon du Proche-Orient. Autour de cette « Méditerranée » de l'Asie, que d'intérêts rivaux ont gravité, se sont combattus ou établis côte à côte ! Le Golfe Persique a été, depuis le xvi^e siècle, le carrefour des puissances coloniales d'Europe : le Portugal, la Hollande, la France y ont occupé une place aujourd'hui abandonnée. L'Angleterre a su s'y maintenir avec plus de ténacité et s'y assurer une position dominante, sérieusement menacée à la veille de la guerre de 1914 par l'Allemagne et la Russie.

Le monopole commercial de la Grande-Bretagne dans le Golfe Persique, raffermi par la débâcle russe et la défaite de l'Allemagne et de la Turquie, paraît à nouveau compromis. Le régime économique des Soviets leur permet, par le monopole du commerce extérieur et la pratique du *dumping*, de concurrencer les articles anglais jusque dans le sud de l'Iran. Les Allemands n'ont pas renoncé, nous le verrons, à leur grandiose projet d'une voie terrestre directe de Berlin à Constantinople et au Golfe Persique par le chemin de fer de Bagdad. L'Iran entend apporter sa contribution à l'activité du golfe par l'achèvement de la ligne Caspienne-Golfe Persique.

Il y a place pour d'autres puissances encore dans cette mer intérieure du Proche-Orient. La France, autrefois souveraine de l'Inde, se doit de reconquérir pacifiquement la place qu'elle a occupée jadis dans le Golfe : n'est-il pas sur la route de l'Indochine, et de Madagascar, aussi bien que de l'Inde anglaise ? Et les possessions françaises sur la

mer Rouge ne sont-elles pas les voisines des côtes du Golfe Persique ? Par ces possessions, nous rejoignons le conflit qui préoccupe actuellement le monde : l'Italie, installée en Somalie et en Erythrée, demain peut-être en Abyssinie, songera sans doute ensuite au Golfe Persique. Le Japon même paraît avoir obtenu des avantages en Éthiopie, et une compagnie américaine exploite une concession de pétrole à Bahrein.

Le Golfe Persique semble donc appelé, dans un avenir peut-être prochain, à redevenir un des carrefours du globe et les rivalités inévitables entre les puissances réveilleraient alors la question d'Orient sous un de ses aspects. Par sa position dans le golfe, ses richesses perlières et pétrolières, le mouvement de transit de son port, Bahrein serait le point de mire des convoitises internationales.

Ainsi le différend des îles de Bahrein, aujourd'hui limité à l'Iran et la Grande-Bretagne, est susceptible de devenir une question mondiale. S'il vient à être officiellement soumis à la Société des Nations, il méritera d'éveiller l'attention des États membres, non pas seulement par la puissance d'un des adversaires, mais par les perspectives d'intérêts qu'offrent les îles aux autres puissances. Il est déjà surprenant que l'Europe ait assisté passive à l'établissement d'un protectorat, puis d'une véritable mainmise de la Grande-Bretagne sur Bahrein, alors que d'autres tentatives de protectorat menaçaient de déclencher la guerre. Sans doute des considérations de politique générale ont-elles laissé à l'Angleterre les mains libres, notamment du côté de la Russie. Le redressement national de l'Iran doit mettre fin à cette situation et substituer au monopole britannique à Bahrein, dans le cadre de la souveraineté rétablie de l'Iran, un régime plus conforme à l'égalité des États,

à la liberté économique et aux intérêts généraux de la communauté internationale.

Ces considérations générales nous dictent notre plan. Il convient, avant d'étudier sous son aspect juridique le différend de Bahrein, de le situer dans son cadre géographique, historique et économique. Ce cadre, ce n'est pas seulement le modeste territoire des îles, mais le Golfe Persique. Aussi consacrerons-nous notre première partie à une étude de la géographie, de l'histoire et de l'économie du Golfe. Cette méthode semble, en outre, présenter l'avantage de familiariser le lecteur avec une région peu connue de beaucoup de personnes.

Dans notre seconde partie, nous entrerons dans le milieu plus précis du différend, en faisant pour les îles de Bahrein un exposé géographique, historique et économique. Puis, l'enjeu du litige ainsi estimé, nous examinerons les positions prises par le gouvernement iranien et par le gouvernement britannique, et la valeur respective de leur argumentation.

PREMIÈRE PARTIE

LE GOLFE PERSIQUE

CHAPITRE PREMIER

DESCRIPTION GÉOGRAPHIQUE DU GOLFE PERSIQUE

Le Golfe Persique offre plusieurs points de ressemblance avec le Golfe Arabique ou Mer Rouge. Ils sont les deux grandes branches occidentales de l'Océan Indien, orientées, l'une et l'autre, presque parallèlement du Sud-Est au Nord-Ouest et offrent ainsi deux routes maritimes de l'Europe vers l'Asie Centrale et l'Extrême-Orient par l'Océan Indien. Fermés au Sud par les détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb, ils sont arrêtés au Nord par la terre ferme et éveillent l'idée de grands lacs. Une différence capitale les distingue : toute la masse de l'extrémité occidentale du continent asiatique sépare le Golfe Persique de la Méditerranée, tandis qu'un isthme étroit seulement interceptait aux navires le passage de la Méditerranée à la Mer Rouge. Le percement de l'isthme de Suez a mis les deux mers en communication et réalisé par contre-coup la relation maritime du Golfe Persique et de la Méditerranée.

Dans une période géologique très reculée ¹, la Méditerranée s'étendait jusqu'au plateau de Pamir, couvrant tout le midi de l'Iran et le Kurdistan, et communiquait avec la Mer Rouge, alors séparée de l'Océan Indien. A l'époque du pliocène, la Mer Rouge s'est isolée de la Méditerranée et a

1. Wilson (A. T.), *Persian Gulf*, traduction en iranien par Saïdi, p. 1.

reçu les eaux de l'Océan Indien. Vers le milieu de l'époque du miocène, la Méditerranée s'est retirée du midi de l'Iran, et a déposé sur les vastes marais de grandes quantités de sel et de salpêtre ; puis, après une nouvelle avance de ses eaux, elle s'est détachée pour toujours de l'Océan Indien.

On présume que les deux contrées arabique et iranienne, riveraines du Golfe Persique, devaient, dans une période géologique très éloignée, se souder par un isthme à l'endroit que forme aujourd'hui le détroit d'Ormuz. Le Golfe Persique était alors un immense lac salé où venaient se jeter, par des embouchures jadis distinctes, les eaux du Tigre et de l'Euphrate.

Enfin, la poussée formidable des eaux, accompagnée de mouvements sismiques à l'époque pliocène, aurait rompu cette barrière terrestre et ouvert au Golfe Persique l'accès de la mer d'Oman et de l'Océan Indien, pour le bienfait de la civilisation naissante.

La couche épaisse de sel déposée par la mer dans la période du cambrien s'est transformée en pierre ; la pression des eaux l'a fait surgir au-dessus de la mer et a donné naissance aux îles du Golfe Persique, Abou Moussa, Ormuz, Lark et Hingam.

Le Golfe Persique mériterait le nom de mer par sa vaste superficie. Il atteint 97.000 milles carrés, ou 248.000 kilomètres carrés, soit près de la moitié de la surface de la France. Sa longueur, du détroit d'Ormuz au fond du Golfe, est d'environ 800 milles ; sa largeur est de 180 milles au maximum et se réduit à 29 milles au détroit.

Les eaux du Golfe sont peu profondes. Les sondages donnent de 40 à 80 mètres. Élisée Reclus évalue la profondeur moyenne à 75 mètres¹. Cependant aux dires des

1. E. Reclus, *Géographie Universelle*, p. 859.

pêcheurs d'huîtres, le niveau du lit descendrait jusqu'à 250 mètres au milieu du Golfe.

Les alluvions entraînées par les fleuves qui se jettent dans le Golfe Persique en réduisent progressivement les dimensions et la profondeur. Chaque année, l'Euphrate et le Tigre charrient respectivement 1,22 million et 2,2 millions de yards cubes dans les régions de Faloudjah et de Badgad, le Karoun et le Karkhé, 1,5 million. Un dixième environ de ces terres arrivent à Fao, à l'entrée du Golfe. La Mésopotamie s'est formée d'alluvions entraînées par le Tigre et l'Euphrate, qui ont peu à peu envahi la moitié septentrionale du Golfe, et l'on pourrait approximativement calculer, en supposant constantes les conditions géographiques, l'époque où le Golfe Persique sera intégralement comblé.

Grâce à l'étroitesse de son entrée, le Golfe Persique présente dans une certaine mesure la physionomie d'un lac fermé : isolé en quelque sorte de l'Océan Indien, il échappe à certains égards à son influence et conserve quelques traits originaux.

D'une part, les courants généraux de l'Océan Indien ne se propagent pas dans le Golfe, dont la masse liquide est d'ailleurs trop faible pour qu'ils puissent s'y faire sentir. Les mouvements de l'onde entre le détroit d'Ormuz et la Mer d'Oman suivent ceux des vents ; de mai à septembre, la mousson qui souffle du sud détermine un courant de la Mer d'Oman vers le détroit ; d'octobre à avril, le courant se dessine du détroit vers la haute mer. Mais à l'intérieur du Golfe, les courants n'ont pas cette régularité : tout superficiels, ils varient avec la direction de la brise.

En second lieu, l'eau du Golfe est moins salée que celle des autres mers intérieures. En été, elle devient plus douce

encore, par l'apport des grandes rivières de Mésopotamie, pendant la saison des pluies, tandis que la faible ouverture du détroit empêche les eaux du large d'y faire prédominer leur consistance plus salée.

Les rivières les plus importantes se jettent dans le fond du Golfe Persique, par le Chatt-el-Arab. Il est formé par la réunion de l'Euphrate et du Tigre, qui a reçu plusieurs affluents : le Karkhé, le Dialeh, et il est grossi par le Karoun. Deux rivières, la Djarahi et la Hendian, se jettent directement dans le Golfe sur la côte iranienne. Quelques autres cours d'eau sont salés et, dans leur ensemble, les rives du Golfe Persique manquent d'eau douce.

Les rivages sont généralement très découpés et par endroits si dentelés qu'aucune carte n'a la prétention d'en figurer tous les caps, baies, criques, îlots. Les localités maritimes sont fort nombreuses, surtout sur la côte iranienne, mais les véritables ports, donnant accès aux vapeurs, ne dépassent guère une dizaine. Ce sont : sur le littoral arabe : Debai, Bahrein et surtout Koweit ; les ports fluviaux de Bassora, sur le Chatt-el-Arab, et de Mohammera, sur le Karoun ; sur le littoral iranien : Bender-Chapour, terminus du chemin de fer Caspienne-Golfe Persique, Henjam, Linga, Bender-Bouchir et Bender-Abbas.

Le Chatt-el-Arab, qui forme la frontière entre l'Iran et l'Arabie, divise le littoral du Golfe Persique en deux régions d'aspect assez nettement différent. Les côtes du Golfe sont en général basses, marécageuses, sablonneuses. Cependant le littoral iranien est plus escarpé sur tous les points de la côte où viennent s'infléchir les derniers contreforts du plateau iranien. On peut apercevoir à l'horizon des montagnes élevées, couvertes de neige en hiver, tandis

que, à l'arrière-plan du littoral arabe, dans sa partie méridionale, se dessinent seulement de petites chaînes de collines, encore mal explorées. La côte arabe est dans sa plus grande étendue stérile, privée d'eau douce ; la côte iranienne est plus riche et plus peuplée. Les villages maritimes y sont plus nombreux. Les îles voisines du littoral arabe émergent peu au-dessus du niveau de la mer, comme la côte, basse et sablonneuse, et sont entourées de bancs de sable. Les îles situées près de la côte escarpée de l'Iran sont montueuses et se détachent nettement de la mer.

Le climat du Golfe Persique est très pénible, surtout pour les Européens. L'Arabie est une des contrées les plus brûlantes du globe. Les marins qualifient d'« enfers » Aden et Mascate. La température moyenne à Aden dépasse en hiver, la moyenne de celle de l'été en Europe ; dès le mois d'avril, elle atteint souvent 40° à l'ombre ; en été, le thermomètre monte jusqu'à 50° et même au-delà, quand le vent souffle du désert. L'ardeur du soleil fait parfois éclater la pierre. La réverbération solaire sur le sable est une cause fréquente de cécité : dans la population du littoral de la mer d'Oman, on compte un borgne ou un aveugle sur dix individus. L'humidité de l'air est aussi fort pénible : après le coucher du soleil, en été, il est impossible de rester dans une maison. On dort en plein air, sous un toit de branchages ou de nattes (« ariche »), pour se protéger de la rosée du matin. Le vent du Nord-Ouest, ou chamal, souffle heureusement assez souvent et tempère l'ardeur de la température qui, sans lui, serait intenable. La région de Bassora-Mohammera, encaissée entre des fleuves marécageux, est assez malsaine et les îles de Bahrein passent pour être insalubres. D'une façon générale, les Européens ne peuvent passer plus de trois étés consécutifs dans ces régions

brûlantes, et vont chercher le repos en Europe ou aux Indes.

Faisons rapidement le tour du Golfe Persique pour en décrire les villes et les ports.

Sur la côte d'Arabie, le ras ou cap Musandin, gigantesque promontoire montagneux, s'avance vers le Nord-Est et ferme l'entrée du Golfe, qu'il rétrécit au détroit d'Ormuz ; il s'y termine en pittoresques dentelures : îlot Malcome, îlot Elphinstone, récifs dangereux redoutés des navigateurs. C'est là qu'ont été observées les plus fortes chaleurs connues et l'homme ne peut y séjourner sans danger. En 1864, les Anglais avaient fait passer par ce promontoire le câble télégraphique de Fao à Karachi ; le climat insupportable les contraignit, cinq années plus tard, à le reporter sur la côte iranienne. Au pied du ras Musandin se trouvent cinq petites îles rocheuses, appelées « Quoins » par les marins britanniques.

Malgré la rigueur du climat, les cîmes du ras Musandin sont habitées par un petit peuple mystérieux, les Chikiyins, qui vivent dans des cavernes et se nourrissent des produits de leur pêche. Leur peau est plus brune que celle des Arabes, et ils parlent un dialecte sémitique, que cependant ceux-ci ne comprennent pas.

A l'Ouest du ras Musandin, à Ras-el-Kheima, commence la côte des Pirates : elle s'étend sur la large baie comprise entre le promontoire du Musandin et la presqu'île d'El-Katar. Cette longue côte stérile et déserte était autrefois le repaire des pirates arabes des tribus Wahabites, qui infestaient les eaux du Golfe, pillant et massacrant les habitants des côtes voisines. Au XIX^e siècle, les navires britanniques ont réussi à mettre fin aux exploits des pirates. La côte est aujourd'hui contrôlée par les six chefs

de la Trêve (*Tracial chiefs*), cheiks arabes des ports de Ras-el-Kheïma, Um-el-Gawaïn, 'Ajam, Sharga, Debaï et Abou-Debaï, qui ont conclu des traités spéciaux avec les Anglais.

En face de la côte des Pirates, le Golfe Persique est parsemé d'îles nombreuses, dont les principales sont Tanb, Zirkol et Sirri.

Debaï est le port le plus important de la côte des Pirates et les vapeurs y font parfois escale pour embarquer des perles, des dattes et du poisson séché.

La presqu'île d'El-Katar, orientée du sud au nord, est montagneuse, stérile et déserte. Elle se termine par le ras Rekkan. La principale localité est El-Bidaa, que les Turcs ont jadis prétendu leur appartenir.

Après le ras Rekkan, la côte arabique descend brusquement vers le sud, puis remonte vers le nord, dessinant la forme générale d'un V. Dans le petit golfe formé par les deux branches de ce V est situé l'archipel des îles Bahrein, célèbre par la pêche des perles, et sur lequel nous reviendrons dans notre deuxième Partie.

La côte continue dans la direction du nord-ouest, vers Ojeir et El-Katif ; on peut y relever le ras Tanara, l'île d'Abou-Ali et des caps stériles.

Nous arrivons ensuite au golfe de Koweit. C'est une vaste baie de 20 milles sur 5. La ville de Koweit, construite à l'entrée du Golfe, est l'agglomération la plus importante de la côte arabique du Golfe Persique. Elle compte environ 50.000 habitants, Arabes musulmans, qui commercent avec le Nedjd, se livrent à la pêche des perles, ou construisent des voiliers réputés dans tout le Golfe Persique. Koweit est le centre d'un territoire gouverné par un cheik protégé par l'Angleterre, qui détache à Koweit un agent commercial du service des Indes.

Le port de Koweit est appelé à un grand avenir. Il sera le point terminus du chemin de fer de Bagdad ; situé sur la route de l'Europe vers l'Inde, il est plus rapproché de l'Inde que Bassora, et le golfe de Koweit peut recevoir plus facilement des aménagements modernes pour l'entrée des vapeurs de fort tonnage.

En face de Koweit, les îles de Failakah et de Kubbar portent de petits phares construits par les Anglais. Au fond de la baie de Koweit, la localité de Mutla est le point de départ des caravanes vers l'Arabie centrale.

La grande île de Bubiyan termine le littoral arabe du Golfe Persique ; elle n'est habitée que par quelques Arabes pauvres.

Au fond du Golfe Persique vient se jeter le Chatt-el-Arab, frontière de l'Arabie et de l'Iran. Le petit port de Fao est le terminus du câble sous-marin de Karachi au Golfe Persique. En 1914, les Anglais l'ont enlevé aux Turcs.

En remontant le cours du Chatt-el-Arab, on rencontre l'île d'Abadan où sont situées les importantes raffineries de l'Anglo-Iranian Oil Company. Le pétrole brut y est amené des gisements par deux longues *pipe line*.

Mohammera a été construite en 1812 au confluent du Karoun et du Chatt-el-Arab. C'est un port fluvial déjà important, appelé à prendre plus d'extension encore avec les travaux de navigabilité du Karoun et l'essor de l'industrie pétrolière iranienne. Mohammera était le fief du cheik arabe Kazal, allié des Anglais. Pour mettre un terme à ses agissements contraires aux intérêts nationaux, le gouvernement iranien, sous le règne de S. M. Riza Shah, a fait transférer la personne de ce cheik à Téhéran.

En amont de Mohammera, sur le Chatt-el-Arab, Bas-

sora est une grande et vieille cité arabe (en arabe : Bara), qui comptait, en 1916, 28.000 âmes de population agglomérée, plus 8.000 dans sa banlieue. Les troupes britanniques l'ont enlevée aux Turcs dès le début de la grande guerre, le 23 novembre 1914. Bassora est « un point d'aboutissement terrestre, fluvial et maritime » du plus grand avenir : il est le port de la riche Mésopotamie, la porte maritime de Bagdad, un des terminus du chemin de fer qui relie l'Europe au Golfe Persique et aux Indes.

Le littoral iranien du Golfe Persique commence sur la rive gauche du Chatt-el-Arab. Les ports de Bender-Mashur¹, Hindian, Bender-Diloum, Bender-Rig, sont fréquentés par les voiliers arabes et iraniens, qui font un trafic assez important avec les grandes villes de l'intérieur de l'Iran, mais ils ont conservé une physionomie plutôt provinciale. Le port de Bender-Diloum, bien protégé contre les vents du Golfe, pourrait aisément développer son activité. Bender-Rig, qui était gouverné par un Khan, a subi, comme presque tous les ports du Golfe Persique, l'influence anglaise.

Les îles de Kharg et de Kargou comptent peu d'habitants, qui se livrent au commerce. L'île de Kharg fut occupée autrefois par les Hollandais, puis par les Anglais et passa même à deux reprises, mais nominalelement, sous la souveraineté de la France. Elle contenait un hôpital militaire anglo-indien pendant la guerre.

La petite localité maritime de Chil, en face de Bender-Bouchir, et point de la côte le plus rapproché de la ville de Chiraz, est inhabitée.

Bender-Bouchir (en arabe : Aboucher ; en anglais :

1. Bender signifie « port » en langue iranienne.

Bushire) est le port le plus important sur le littoral iranien du Golfe Persique. Au milieu du XVIII^e siècle, Bender-Bouchir n'était qu'un modeste village de pêcheurs arabes, perché au sommet d'une presqu'île stérile. C'est le Shah de l'Iran Nadir qui stimula l'activité de Bouchir avec les villes de Chiraz et d'Ispahan, Aujourd'hui, la population de la presqu'île atteint 30.000 âmes, et Bouchir est la capitale administrative et commerciale de la côte orientale du Golfe Persique. Bouchir est la résidence du Gouverneur général iranien des ports et des îles du Golfe, du Consul général de Grande-Bretagne et des Consuls des autres grandes puissances européennes. Le télégraphe indo-européen y a été installé en 1864, puis transféré, en 1876, dans le village voisin de Reshire. Bouchir possède aussi le téléphone et l'éclairage électrique. On y trouve une église catholique et une église arménienne ; la Banque nationale de l'Iran y a une agence. Les commerçants, iraniens et européens, sont nombreux à Bouchir. Le climat y est pénible pour les Européens, qui doivent prendre un congé tous les trois ou quatre ans. L'eau naturelle y est mauvaise ; l'eau potable se vend cher.

Les Anglais ont occupé Bender-Bouchir en 1857, puis, pendant deux mois et demi, en 1915. Ils maintenaient au nord de la presqu'île de Bouchir un corps de 2 à 3.000 soldats indiens, qui assurait la protection de leurs intérêts contre les tribus jadis indépendantes du Tanguistan.

Le port de Bouchir est un centre animé de transactions entre l'Europe et l'Inde, d'une part, et avec l'Iran central, d'autre part ; mais Mohammera lui dispute de plus en plus âprement la suprématie commerciale dans le Golfe Persique.

Au sud de Bender-Bouchir, entre cette ville et Linga,

s'éparpillent sur la côte iranienne du Dachtistan, du Tanguistan et du Laristan, de nombreux villages maritimes (25 environ), fréquentés par les voiliers arabes et iraniens, qui se livraient jadis à la contrebande avec les îles de Bahrein. En face de la côte se trouvent les îles de Makeileh, Bu-Shuaib, Hinderat et Keis.

Le port de Linga offre un mouvement plus considérable ; il est visité par les vapeurs. La Grande-Bretagne et d'autres puissances européennes y entretiennent des vice-consuls. Linga est le débouché maritime du Laristan, et le centre iranien du commerce des perles. Cette localité a eu longtemps un caractère plutôt arabe qu'iranien : elle était gouvernée par les Arabes de Charga sur la côte des Pirates. En 1887, le gouvernement iranien en a pris possession effective et définitive.

Après Linga, on trouve deux villages maritimes sans importance, situés sur une côte basse et marécageuse, puis on arrive à Bender-Abbas. Cette ancienne cité, d'abord appelée Gombrun, a pris le nom du Shah Abbas, le vainqueur des Portugais, chassés d'Ormuz en 1622 par les Iraniens avec le concours des Anglais. Le sultan de Mascate s'était emparé de Bender-Abbas ; l'Iran l'a reconquis définitivement en 1852. Le port de Bender-Abbas, aménagé sur la meilleure rade de tout le littoral iranien du Golfe, est le débouché naturel du Laristan, du Kerman et du Yezd. La population est d'environ 10.000 habitants, dont la moitié vont fuir la chaleur torride sur les collines voisines. Les Européens ne s'y fixent pas. Le port de Bender-Abbas a connu une animation particulière avec la création, en 1916, par l'Angleterre, de la police militaire du sud de l'Iran : c'est à Bender-Abbas que les soldats britanniques et hindous venaient s'embarquer pour Kerman.

En face de Bender-Abbas s'allonge, parallèlement à la côte, la grande île de Gishm, peuplée d'une vingtaine de mille habitants, qui porte à son extrémité occidentale le vieux fort de Basidu. L'île de Hendjam est aménagée en station télégraphique.

La petite île d'Ormuz, située à l'entrée du détroit, fait face au ras Musandin, à l'autre extrémité du détroit d'Ormuz. Quelques ruines rappellent seules le souvenir de la splendeur de l'ancien royaume arabe d'Ormuz.

La côte s'infléchit vers le sud, sablonneuse et marécageuse, avec quelques villages insignifiants. Au-delà du détroit d'Ormuz, le littoral se poursuit en ligne droite, non plus sur le Golfe Persique, mais sur la Mer d'Oman, par Jask, station du télégraphe et Chahbar, dernier port iranien, à la frontière du Béloutchistan, vers Gwadar et Karachi.

CHAPITRE II

APERÇU HISTORIQUE SUR LE GOLFE PERSIQUE

SECTION I. — **Le Golfe Persique dans l'antiquité.**

Le Golfe Persique semble avoir été fréquenté dès la plus haute antiquité. Les documents manquent pour en décrire l'histoire avant l'ère chrétienne, mais les allusions de la Bible, les inscriptions et les fouilles permettent de penser que les peuples des puissants empires d'Assyrie, d'Elam, de Chaldée, de Médie et de Perse ont utilisé ses eaux, dès une époque reculée, pour leurs relations militaires et commerciales. On peut dire que le Golfe Persique, baignant les rivages de pays d'antique civilisation, a été le berceau de la navigation maritime. Un texte de l'époque des rois d'Ur, écrit 2.300 ans environ avant Jésus-Christ, parle du passage des navires de Magan (Oman) vers le Golfe Persique. Au ^{xiii}^e siècle avant l'ère chrétienne, Senacribé vainquit et dispersa les Chaldéens, réfugiés dans la Susiane, en les attaquant avec une puissante flotte réunie dans le Golfe. Vers le milieu du ^{iv}^e siècle, les Arabes de la région de Bahrein se livrèrent à une agression contre le littoral iranien du Golfe. Les vaisseaux de Chapour leur donnèrent la chasse et les forcèrent à se retirer.

Il est probable, sans qu'on puisse appuyer cette assertion sur des documents décisifs, qu'il a existé aussi, dès une époque reculée, des relations commerciales entre les

régions riveraines du Golfe Persique et les Indes ou l'Extrême-Orient.

En 325, Néarque, amiral d'Alexandre le Grand, suivit son roi dans l'Inde et effectua sur toute la côte asiatique, depuis l'Indus jusqu'à l'Euphrate, un périple célèbre, dont on peut encore aujourd'hui identifier les points de passage décrits par ce hardi navigateur.

En 116 après Jésus-Christ, les flottes de l'empereur Trajan naviguèrent sur les eaux du Golfe Persique et en ravagèrent les côtes, puis allèrent planter leurs enseignes sur les côtes de l'Inde.

SECTION II. — Les Arabes et le Golfe Persique.

Au VI^e siècle, Anochirevan, voulant conquérir l'Arabie, réunit de nombreux vaisseaux à Aboulé, à l'embouchure de l'Euphrate, et gagna Aden par le Golfe Persique et la mer d'Oman.

En 652, les Arabes conquièrent l'Iran et renversèrent la dynastie des Sassanides. Leur domination dura en théorie jusqu'au XIII^e siècle. La dynastie des califes Abbassides régna à Bagdad de 752 à 1258. Les dissensions qui se produisirent au sein de l'islamisme rendirent la domination des Arabes purement nominale en Iran. Des gouverneurs de province proclamèrent leur indépendance ; des princes iraniens et turcs fondèrent des États particuliers, de sorte que, concurremment avec les califes, régnaient des dynasties locales : Tabérides, Saffarides, Bouïides, Sassanides, Ghaznévides. Ces derniers réussirent quelque temps à régner sur tout l'Iran. Ils furent renversés par les Seldjoukides, détrônés à leur tour en 1194 par les Khorasmiens.

Au XIII^e siècle, l'Iran passa au pouvoir des Mongols, puis, au début du XV^e siècle, des Turcomans.

Les marins arabes furent les maîtres incontestés du Golfe Persique, même après la fin de la domination des Arabes sur l'Iran. Les Iraniens, qui n'étaient pas un peuple de marins, ne s'occupèrent que beaucoup plus tard, et par intermittences, de la navigation et du commerce sur le Golfe.

A partir du IX^e siècle, historiens et géographes iraniens ou arabes fournissent des renseignements abondants sur le Golfe et ses habitants, dans leurs récits de voyages vers l'Asie septentrionale ou centrale, l'Afrique du Nord et les bords de la Méditerranée.

Les relations commerciales des Arabes et Musulmans atteignent au IX^e siècle leur point culminant. La ville de Siraf connaît une prospérité dont témoignent encore sa magnifique mosquée et ses palais. Aux XII^e et XIII^e siècles, elle est encore le centre important du commerce en Iran.

Le navigateur arabe Sindebad visite à plusieurs reprises l'Inde et les mers de Chine. Il rapporte les produits de ces terres lointaines à Bassora, port des Khalifes abbassides de Bagdad, fondé par le Khalife Omar en 638, et dont le mouvement commercial était intense, d'après les historiens arabes. De Bassora, les caravanes transportaient les marchandises indiennes et chinoises vers Bagdad, Alep et Constantinople.

Au XIII^e siècle, l'île de Qishm devient le principal centre commercial du littoral iranien. Un siècle plus tard, la ville d'Ormuz lui enlève sa suprématie.

Capitale du royaume arabe de ce nom, la ville d'Ormuz avait été bâtie sur la côte iranienne, et l'on a retrouvé ses ruines près de la ville actuelle de Minab. En 1300, le roi Koutb-ed-din, redoutant une invasion mongole, décida de

transporter sa capitale sur une île située à l'entrée du Golfe Persique et donna à cette île le nom d'Ormuz. Le royaume d'Ormuz fut pendant trois siècles le plus célèbre établissement arabe sur le littoral iranien du Golfe Persique. Marco Polo le visita à deux reprises au XIII^e siècle et témoigne dans son livre de l'intensité du trafic commercial d'Ormuz, principalement avec les Indes. Aux siècles suivants, Ormuz reçut de nombreux voyageurs, qui en ont décrit la splendeur et la prospérité.

Jusqu'au début du XVI^e siècle, les Arabes exercèrent le monopole de fait du commerce et de la navigation sur le Golfe Persique. Les imans de Mascate, les cheiks de Bahrein, les Wahabites, tous Arabes, s'implantèrent sur les côtes arabiques du Golfe. Sur la côte des pirates régnaient des Wahabites qui, jusqu'au XIX^e siècle, infestèrent les eaux et les rives du Golfe. Les trois principaux ports du littoral iranien étaient aussi aux mains de chefs arabes. C'est le cheik Sadoun qui autorisa les Anglais, en 1763, à trafiquer à Bouchir ; à Linga et sur les îles voisines gouvernaient des Arabes venus de la côte des pirates ; Bender-Abbas appartint longtemps aux sultans de Mascate. C'est seulement au XIX^e siècle que l'Iran réussit à reprendre aux cheiks arabes la souveraineté définitive de son littoral.

A l'heure actuelle, des milliers de voiliers arabes sillonnent le Golfe Persique, fréquentent les petites localités maritimes délaissées par les vapeurs, et s'aventurent même parfois dans la mer d'Oman, la mer Rouge, et jusqu'à Zanzibar. Ils se livrent à la pêche des huîtres perlières, au voisinage de Debai, de Koweït et surtout des îles de Bahrein, ou à la pêche de nombreuses variétés de poissons, qu'ils font saler pour expédier aux Indes.

Ce sont les Arabes qui ont, en somme, donné au Golfe

Persique sa véritable physionomie indigène, qui se maintient encore par l'intense activité de la navigation à voile. Le Golfe Persique est peut-être la seule mer du monde où elle prospère encore ¹.

SECTION III. — Les Iraniens dans le Golfe Persique.

Le rôle commercial des Iraniens dans le Golfe Persique a été assez effacé au cours de l'histoire. Descendus des hauts plateaux de l'Iran vers la mer, ils rencontrèrent les tribus qui s'y trouvaient installées. Ils parvinrent peu à peu à réoccuper toutes leurs côtes. Les Arabes durent souvent s'iraniser et même se convertir au chiisme. Des commerçants iraniens s'établirent sur la côte orientale, se hasardant parfois jusqu'à Bassora, Bahrein, Mascate, Aden. Le gouvernement iranien était trop faible pour prêter appui à ses nationaux établis sur les rives du Golfe, dont le séparaient des régions immenses, dépourvues de routes praticables, infestées de tribus hostiles, qui refusaient de reconnaître son autorité.

Aussi, quand la découverte du cap de Bonne-Espérance fit perdre aux Arabes le monopole commercial dans le Golfe Persique et vers l'Extrême-Orient, ce ne furent pas les Iraniens qui le leur arrachèrent, mais des navigateurs venus d'Europe, et les gouvernements iraniens subirent désormais l'emprise de puissances européennes. En 1622, le Shah Abbas est obligé de demander appui aux Anglais pour enlever aux Arabes l'île d'Ormuz, située à quelques milles de la terre ferme.

Nadir Shah, au XVIII^e siècle, rêvait de donner à l'Iran une flotte de guerre sur le Golfe. Il fait construire en Europe

1. Vadala, *Le Golfe Persique*, p. 15.

et aux Indes trente navires de guerre, avec des équipages portugais et indiens ; mais ces derniers, musulmans sunnites, refusent de combattre leurs coreligionnaires arabes, tuent leurs officiers iraniens chiites, et abandonnent les navires. Nadir Shah projetait aussi de créer à Bouchir un chantier de constructions navales. Les ouvriers qu'il fit venir de Mazenderan ne purent même pas achever le premier navire.

En 1775, Sadek Khan, frère du Vali de Chiraz, fit une expédition contre les Turcs de Bassora, avec trente vaisseaux de Bouchir et de Bender-Rig, mais ces vaisseaux avaient été construits et armés par les Arabes.

En 1865, le Shah projeta d'avoir dans le Golfe deux ou trois navires, commandés par des officiers anglais, avec des équipages arabes ou indiens. Le gouvernement britannique s'opposa à ce projet, prétendant que cette flottille avait pour objet de mettre la main sur les îles et les pêcheries de perles de Bahrein.

En 1885, l'Iran acheta à l'Allemagne, moyennant un prix de 30.000 livres sterling, deux vapeurs, le Suza et le Persepolis, ce dernier, vapeur à hélice de 860 tonnes et 450 chevaux, armés de quatre canons Krupp et de canons de petit calibre. Ce bâtiment, commandé d'abord par des officiers allemands, eut ensuite un équipage iranien et arabe. Ce bâtiment servait à la police du Golfe.

Le « Suza » naviguait sur le Haut Karoun.

Le gouvernement iranien possédait quelques garde-côtes, qui assuraient le contrôle douanier ou des services postaux ; mais, souvent en réparations, ils coûtaient très cher, sans réussir à enrayer la contrebande formidable des voiliers sur l'interminable côte iranienne du Golfe.

SECTION IV. — **L'Empire portugais d'Orient.**

La découverte par Barthélemy Diaz, en 1486, du Cap des Tempêtes ouvre une période nouvelle dans l'histoire du Golfe Persique. En 1498, le navigateur portugais Vasco de Gama double le cap, dont le roi Jean III a changé le nom funeste en celui de Cap de Bonne-Espérance, et, poussé par la mousson, aborde à Calicut, le grand marché où les Arabes s'approvisionnent en épices. La route maritime des Indes est trouvée. A partir du xvi^e siècle, les Portugais, puis les autres puissances maritimes d'Europe, viennent s'installer sur les côtes de l'Océan Indien et disputer aux Arabes le monopole de l'activité commerciale dans le Golfe Persique.

Les premiers, les navigateurs portugais sont fascinés par la richesse du royaume d'Ormuz, par les perles des îles Bahrein et les produits de la Mésopotamie et de l'Iran. L'appât du lucre, le désir aussi d'apporter aux infidèles de l'Islam la foi chrétienne, expliquent la ténacité de l'effort portugais en vue de s'établir sur des côtes lointaines, désolées, au climat meurtrier, peuplées de fanatiques et infestées de pirates.

Les Portugais entendaient être les seuls maîtres de l'Océan Indien. Vasco de Gama, nommé amiral de la mer des Indes, terrorise les ports fréquentés par les Arabes, massacre les équipages, incendie les navires. Il bombarde Calicut et impose aux princes hindous la défense de commercer avec les Arabes (1502-1503).

L'amiral Albuquerque fut le véritable fondateur de l'empire colonial portugais. Au lieu de tenir uniquement la mer par ses vaisseaux, il occupe solidement les positions

importantes de la côte. Il s'empare de Scotora, qui commande l'accès de la mer Rouge, et de Malacca, qui assure la liberté du passage dans les mers de Chine. Il fait de Goa sa capitale et le point d'appui de sa flotte. Partant de cette base, il met la main sur les principaux points de la mer d'Oman et du Golfe Persique. En 1506, il bombarde et enlève Mascate, dépendance du royaume arabe d'Ormuz, où les Portugais se maintiendront jusqu'en 1650, et construisent deux forts et une cathédrale. L'année suivante, Albuquerque attaque le roi d'Ormuz dans sa propre capitale. Il le contraint à se reconnaître le vassal du roi de Portugal et à lui payer un tribut annuel. En 1514, l'amiral portugais reparait devant l'île avec une flotte plus nombreuse et s'en empare. Il maintient le roi d'Ormuz, Seïf-ed-Dine, sur son trône, [mais augmente chaque année le tribut de vassalité, qui passe de 15.000 à 100.000 seraphins.

Vers le milieu du xvi^e siècle, les Portugais sont devenus les véritables maîtres d'Ormuz ; ils y perçoivent les droits de douane et ont transformé l'île en un centre des plus important, rendez-vous de tous les marchands iraniens, arabes, indiens, portugais, béloutchis. Ormuz compte à cette époque 40.000 habitants ; elle est célébrée par les voyageurs pour la splendeur de ses églises et la richesse de ses bazars.

Après leur première attaque sur Ormuz, les navigateurs portugais poursuivent leur avance dans le Golfe Persique. En 1512, ils occupent Gombrun, l'actuel port de Bender-Abbas, dont ils font l'entrepôt de leur commerce avec l'intérieur de l'Iran. Ils s'aventurent ensuite plus loin sur le littoral du Golfe, et s'installent en divers points de la côte, où l'on trouve encore les ruines de leurs établissements dans

de petits ports du littoral iranien : A Reshir, situé à six milles au sud de Bouchir, un fort protégeait un comptoir commercial ; dans l'île de Kishm, un château avait été construit à deux milles de la ville de Kishm, et une factorerie était installée à Bassidu ; d'autres comptoirs fonctionnaient à Kangoum, petit port encore actif, et à Kong, où les Portugais trafiquèrent jusqu'au XVIII^e siècle.

L'empire portugais d'outre-mer ne formait pas un véritable domaine colonial. Les Portugais ne possédaient que des comptoirs et des escales, avec quelques forteresses, dispersés sur une immense étendue de côtes, jusqu'en Chine. La population était trop faible pour exploiter un domaine aussi immense ; l'entretien des flottes et des troupes était fort onéreux. Au point de vue économique, les Portugais limitaient leur objectif au commerce des épices, sans se soucier de la mise en valeur des territoires occupés. Leurs navires partaient chaque année pour arriver dans l'Océan Indien à l'époque de la mousson ; ils chargeaient les marchandises accumulées dans les comptoirs et les ramenaient à Lisbonne. La capitale portugaise s'enrichit par le commerce, au détriment de Gênes et de Venise ; mais les Portugais négligeaient une source importante de profits : la distribution des épices d'Orient dans les pays d'Europe. Les marchands hollandais prirent l'habitude, dès le XVI^e siècle, de s'approvisionner en épices à Lisbonne et d'en assurer la répartition sur les marchés du continent. La conquête du Portugal par Philippe II d'Espagne en 1583 prépara la ruine de l'Empire portugais.

Enfin le gouvernement de la métropole était impuissant à surveiller un empire aussi vaste et aussi éloigné. Les commerçants établis sur les côtes de l'Asie étaient des aventuriers cupides, préoccupés de faire rapidement for-

tune, même en dépouillant les indigènes par des transactions conduites sans scrupules, et souvent arrachées par la violence. Les officiers portugais, nommés pour trois ans, ne cherchaient qu'à s'enrichir, en revendant les épices le plus cher possible à la Couronne. Ils imposaient le paiement d'un tribut aux chefs indigènes.

Cette politique à courtes vues, intéressée, cupide, parfois cruelle, devait susciter le mécontentement parmi les populations indigènes du Golfe Persique, et contribuer à la chute de la domination portugaise, en unissant contre elle les Iraniens et les puissances d'Europe ambitieuses de lui succéder, l'Angleterre, puis la Hollande.

Le Shah Abbas le Grand avait résolu de chasser les Portugais des côtes de l'Iran. En 1614, l'armée de Davoud Khan, frère du gouverneur de Fars, s'empara de Gombrun, qui prit le nom de Bender-Abbas. Les Anglais s'étaient établis en divers points de l'Iran à partir du début du XVIII^e siècle et s'efforçaient d'enlever aux Portugais le monopole du commerce dans le Golfe Persique. Shah Abbas leur accorda d'importantes concessions, puis fit alliance avec eux contre les Portugais, dans l'espoir, après avoir chassé ceux-ci, de débarrasser ensuite son sol des Anglais. En 1620, la flotte britannique battait les navires portugais devant Jask, sur la côte iranienne de la mer d'Oman. Puis, le 19 janvier 1622, neuf vaisseaux anglais, aidés par les troupes iraniennes, s'emparent du château de Kishm et mettent en déroute les trente frégates de l'amiral d'Andrada, qui est fait prisonnier. Le 9 février, les Iraniens s'emparent de la ville d'Ormuz et mettent le siège devant le château. La garnison portugaise se rend après deux mois et demi de siège, le 22 avril. Les Portugais de Gombrun, d'Ormuz et de Kishm se replièrent sur Mascate.

En 1624, une flotte de vingt quatre vaisseaux tenta de reprendre les possessions portugaises ; elle fut battue devant Bender Abbas par quatre navires anglais, renforcés cette fois par quatre bâtiments hollandais, et dut regagner Mascate.

L'année suivante, les Portugais furent contraints de signer avec le Shah Abbas un traité par lequel ils lui restituèrent toutes ses possessions sur les côtes du Golfe, à l'exception des pêcheries de perles de Bahrein et des douanes de Kishm. Aussi longtemps que les Portugais disposèrent d'une flotte assez puissante pour appuyer leur domination, ils conservèrent leur situation privilégiée dans le Golfe Persique. Mais dès que les chefs indigènes se rendirent compte du déclin des forces des Portugais, ils refusèrent d'accepter leur souveraineté. Le gouvernement de Kong avait cessé de verser la part des droits de douane qui revenait aux Portugais. A la suite d'une démonstration navale, cette redevance fut fixée à 15.000 couronnes par an. Elle fut acquittée jusqu'en 1711, puis l'influence du Portugal s'évanouit définitivement du Golfe Persique. A l'heure actuelle, quelques ruines, quelques Goanais employés ou domestiques, rappellent seuls l'époque où les navigateurs portugais faisaient trembler les chefs de tribus de la côte des pirates.

SECTION. V. — Les Hollandais et le Golfe Persique.

L'occupation du Portugal par Philippe II d'Espagne eut pour conséquence le développement du commerce colonial de la Hollande et la formation d'un empire colonial hollandais. Au xvi^e siècle, les marchands néerlandais achetaient à Lisbonne les épices pour les revendre dans les autres

pays d'Europe; ce port, devenu possession espagnole, leur étant désormais fermé, ils entreprirent d'aller chercher directement les épices dans les pays d'origine.

Le succès des premières expéditions entraîna la fondation à Amsterdam, en 1602, entre armateurs, marchands et riches bourgeois, de la Compagnie Générale Néerlandaise des Indes orientales, société par actions au capital de six millions et demi de florins. Cette Compagnie obtint le monopole du commerce dans l'Océan Indien et le Pacifique. Elle se rendit maîtresse des comptoirs portugais dans l'Inde et des îles de la Sonde, noua des relations avec la Chine et le Japon et conquit, pour la sécurité de ses navires, sur la route d'Europe, Ceylan et le Cap. Elle entretenait deux flottes de caboteurs dans les mers d'Asie et d'Europe, et une flotte de voiliers au long cours sur l'Océan Indien et l'Atlantique, qui assuraient la concentration des marchandises dans les Indes, leur transport à Amsterdam et leur répartition en Europe. Après des débuts difficiles, la Compagnie devint rapidement prospère et puissante, et réalisa des bénéfices énormes.

La Compagnie Néerlandaise des Indes Orientales n'apparaît au Golfe Persique qu'en 1623, au moment où les Portugais venaient d'en être chassés. Elle obtient l'autorisation d'ouvrir une agence à Ormuz, qu'elle transfère bientôt dans le centre même de Bender-Abbas. L'année suivante, ses navires coopèrent avec les navires britanniques à repousser la tentative des vaisseaux portugais contre ce port. La factorerie hollandaise de Bender-Abbas fut installée plus tard, en 1798, dans de nouveaux bâtiments, situés à l'est, qui sont actuellement le centre de la ville.

Les Hollandais se fixèrent aussi à Ispahan, capitale du Shah, qui reçut en 1652 et en 1666 leurs ambassades. Les

échanges y furent très actifs, surtout du sucre contre la soie.

En 1722, le siège d'Ispahan par les Afghans contraignit les commerçants hollandais de se retirer vers le Golfe à Bender-Abbas, après avoir eu soin de vendre tout leur sucre aux assiégés au prix fort. Le Shah Mahmoud les obligea à lui verser 100.000 couronnes.

La Compagnie des Indes Orientales avait aussi installé une factorerie à Bassora. En 1748, elle dut, devant l'intransigeance des Turcs, la transporter dans l'île de Kharg, en face de Bouchir, où elle se livra au commerce des perles. Son activité fit monter rapidement la population de l'île de quelques centaines d'habitants à 15.000 âmes.

La prospérité de cet établissement fut éphémère. En 1765, les Hollandais commirent l'imprudence de laisser entrer dans le port, avec une escorte armée, le pirate Mir Mohannah, cheik de Bender-Rhig, qui s'en empara et les en expulsa.

La Compagnie Néerlandaise avait encore des factoreries appuyées sur des ports à Bender-Diloum, à Bender-Rhig, à Kong, dans l'île Larak. Elle occupa la ville de Hishm pendant deux années (1641-1642), mais le climat rigoureux obligea ses représentants à l'évacuer.

Les établissements des Hollandais dans le Golfe Persique ont revêtu dans l'ensemble un caractère plutôt commercial que militaire. Au XVIII^e siècle, leurs affaires ont considérablement baissé, par suite de l'affaiblissement politique de la métropole et surtout d'un esprit de lucre trop accentué. Les Anglais, maîtres de l'Inde, et d'une activité commerciale envahissante, les ont peu à peu supplantés.

Au XIX^e siècle, une forte maison d'Amsterdam, la firme

Holtz et C^{ie}, succéda à la Compagnie Néerlandaise, dissoute en 1796 ; elle entretenait des agences dans les grandes villes de la Mésopotamie et de l'Iran. Elle n'existe plus aujourd'hui, et la Hollande n'a plus un seul national sur les côtes du Golfe Persique. Le gouvernement des Pays-Bas a supprimé sa légation de l'Iran au début de la guerre. Le commerce demeure cependant assez actif entre le Golfe Persique, la Hollande et ses colonies, mais les intérêts hollandais sont représentés à Bouchir par le consulat général britannique, après l'avoir été par le vice-consul de France. De l'activité des Hollandais dans le Golfe Persique, seules des ruines témoignent aujourd'hui, comme de la domination portugaise, et le palais construit par le baron Richard Van Keun, consul général de Hollande à Bouchir, acheté par la France, en 1901, pour y installer son vice-consulat.

SECTION VI. — **La France et le Golfe Persique.**

La France débute dans la politique coloniale au xvii^e siècle et y prend une place importante, sous l'impulsion des grands ministres de la monarchie, Sully, Richelieu et Colbert. Sous Henri IV est créée une Compagnie des Indes orientales. Richelieu protège les compagnies de commerce et les entreprises coloniales. Des établissements sont fondés au Sénégal et à Madagascar. Colbert pratique une politique économique d'ensemble, visant à enrichir la France par l'industrie et le commerce extérieur : le développement maritime et colonial est un article de son programme. A l'imitation de la Hollande, il fonde cinq compagnies par actions, dont la Compagnie des Indes orientales est la plus importante. Le roi et toute la famille royale souscrivent des actions.

Dans le Golfe Persique, l'influence française commence de se manifester en 1623, avec l'établissement à Bassora des missionnaires Carmes. En 1639, ils reçoivent la visite du grand voyageur français Tavernier, qui explore la Turquie, l'Iran et les Indes ; en 1674, ils offrent l'hospitalité au fils du secrétaire interprète du roi de France, Petis de la Croix. Un décret royal nomme leurs supérieurs consuls de France à Bassora à perpétuité. En 1739, ce privilège fut enlevé à l'Institut des Carmes, et un consul laïque fut nommé, Pierre de Martinville.

La Compagnie française des Indes orientales avait installé deux factoreries, à Bassora et à Bender-Abbas, qui furent très prospères au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles. Les marchands et les missionnaires visitaient aussi Ispahan, alors capitale de l'Iran, Chiraz et Bagdad. L'île de Kharg avait été à deux reprises cédée par traité aux Français, qui ne l'occupèrent jamais effectivement. Les seuls comptoirs français étaient ceux de Bassora et de Bender-Abbas. Ils disparurent à la suite de la suppression de la Compagnie française des Indes en 1770.

Le traité de Paris de 1763 consacre la ruine de l'empire colonial français, la perte du Canada et de l'Inde. La France ne conserve que cinq villes démantelées dans l'Inde et perd sa position commerciale dans le Golfe Persique, où la prépondérance des Anglais va s'accuser de plus en plus, parce que le Golfe est sur la route des Indes.

Cette situation géographique fait de l'Iran un des enjeux de la lutte de Napoléon contre l'Angleterre. Bonaparte, en Égypte, projette la conquête de l'Inde par la mer, avec le concours du sultan de Mysore, Tippo-Sahib. La destruction de la flotte française à Aboukir entraîne l'abandon de ce dessein. L'assassinat du tsar Paul I^{er} fait échec au

projet d'attaque combinée de la France et de la Russie contre l'Hindoustan. Le nouveau tsar, Alexandre I^{er}, n'est pas l'allié de Napoléon et est en guerre avec l'Iran. Napoléon conclut avec l'Iran, le 4 mai 1807, à Finkenstein, un traité d'alliance par lequel il garantit l'intégrité territoriale des domaines iraniens, y compris la Géorgie, occupée par les Russes. Le Shah Fath-Ali s'engage à rompre toutes relations politiques et commerciales avec les Anglais, à leur déclarer la guerre, à saisir leurs marchandises dans ses ports, et à entrer dans le système du blocus continental. Napoléon envoie à Téhéran une mission diplomatique et militaire, dirigée par le général de Gardane, pour réorganiser l'armée iranienne et étudier un plan d'invasion de l'Hindoustan. Le général écarte l'itinéraire par Bagdad, Bassora, Bouchir, Chiraz et Yezd, route mauvaise pour l'artillerie et susceptible d'être menacée par des troupes jetées par les Anglais sur la côte du Golfe Persique. Il préfère le passage par Bagdad, Ourfa, Hama-dan, le Khorassan et Hérat. Le général de Gardane, dès son arrivée, négocie un traité de commerce qui confirme des conventions de 1708 et de 1715. L'îlot de Kharg, au nord-ouest de Bouchir, serait cédé à la France dès l'exécution de l'article 4 du traité de Finkenstein. Napoléon cherchait surtout dans l'alliance iranienne une menace contre les Anglais dans l'Inde, tandis que le Shah entendait, grâce à l'alliance avec Napoléon, conquérir d'abord la Géorgie sur les Russes, puis sur la Turquie Bagdad et toute la Mésopotamie.

Le traité de Tilsitt, conclu peu de temps après le traité de Finkenstein, en faisant de la France l'alliée de la Russie, ennemie de l'Iran, devait bientôt rompre l'alliance franco-iranienne. Napoléon était devenu à la fois l'allié du Shah

et du tsar, mais il était impossible de maintenir la paix entre eux. En dépit du rapprochement de Napoléon avec Alexandre, des intrigues et présents des Anglais à la Cour du Shah, Fath-Ali restait fidèle à son alliance, et fit rejeter les troupes britanniques qui avaient essayé d'enlever l'ilot de Kharg et débarqué à Bouchir. Mais Napoléon, attiré vers les affaires d'Espagne, abandonnait son projet d'invasion de l'Inde ; la paix avec Alexandre lui rendait inutile le concours iranien contre les Russes, et rendait à ceux-ci leur liberté d'action en Iran. La pression militaire russe et les efforts de la diplomatie anglaise contraignirent la mission de Gardane à quitter Téhéran, le 13 février 1809.

La rupture des relations entre Napoléon et le Shah, qui se produisit contre le gré des deux souverains, écarta désormais la France comme puissance politique de l'échiquier iranien, et mit pour quelque temps l'Angleterre à l'abri des entreprises des autres puissances contre les Indes.

L'activité commerciale de la France dans le Golfe Persique, compromise par la perte des Indes, est restée en sommeil pendant la première moitié du XIX^e siècle.

La percée de l'isthme de Suez en 1869 ouvre une route maritime plus courte de l'Europe vers l'Inde et l'Extrême-Orient. Le Golfe Persique, situé au bord de cette route, est appelé à participer au développement des échanges commerciaux qui suivent ce nouvel itinéraire. A partir de 1880, les Français essaient de reprendre pied sur le Golfe. Tous leurs efforts échouent, par défaut d'études préparatoires assez poussées, ou manque de capitaux, d'initiative ou de ténacité, ou incapacité des agents. Quelques navires français apportent, à partir de 1884, du sucre des raffineries nationales : en décembre 1889, ils débarquent à

Bouchir 14.200 caisses, et à Bassora 11.000 caisses. Des projets de chemin de fer, de navigation sur le Tigre, par Mougel et sur le Karoun, n'ont pas de suite. La Compagnie Tramier ouvre des comptoirs à Bouchir et à Bender-Abbas, mais se dissout par suite du manque d'entente entre ses associés.

En 1895, la Compagnie des Messageries Maritimes décide de créer un service régulier, tous les mois, entre Bombay et Bassora, par tous les ports de la côte iranienne. Douze navires assurent ce service en 1896; trois seulement en 1897, puis il fut suspendu dès 1898. Cette entreprise péchait par la base : le transbordement des marchandises à Bombay devait se faire sur les grands paquebots de la Compagnie des Messageries Maritimes, mais ces bâtiments, déjà surchargés, ne pouvaient guère embarquer les marchandises du Golfe Persique. Aussi ce furent les bateaux anglais, indiens, iraniens et arabes qui bénéficièrent d'un supplément de fret. D'autre part, la Compagnie n'apportait pas au recrutement de ses agents le soin exigé par l'intensité de la concurrence dans cette région.

L'échec de cette tentative eut de graves conséquences pour le prestige et le commerce de la France dans le Golfe Persique. Il découragea les armateurs : aucun vapeur français ne fréquente plus le Golfe, et le pavillon tricolore ne flotte que sur des voiliers ou boutres arabes de Mascate.

En 1901, des fabricants français envoyèrent un représentant, M. Brasseur, qui installa à Bouchir un comptoir et une école française. Bien qu'ayant réussi, ces établissements furent fermés à la mort de leur fondateur.

Désormais, la France n'a plus de comptoir sur les rives du Golfe Persique, ni de vapeurs sur ses eaux. La France continuait ses échanges avec les ports iraniens et arabes,

mais ce sont des maisons étrangères, surtout anglaises, qui perçoivent les profits des frets et des commissions des intermédiaires.

Le gouvernement français avait créé, en 1889, un vice-consulat à Bouchir. La rigueur du climat, les difficultés matérielles expliquent la faible durée du séjour de ses titulaires : en vingt-sept ans, on n'en comptait pas moins de huit. Le vice-consulat restait pendant de longs intervalles géré par les deux drogmans iraniens, et par le consulat général britannique ! Le vice-consul a été installé dans un vaste domaine acheté par le gouvernement à Djoufra, à près de 10 kilomètres de Bouchir. Les agences consulaires de Linga et de Bassora ont été supprimées. Un seul vice-consulat français pour tous les ports du Golfe Persique est évidemment insuffisant.

SECTION VII. — **Les Anglais et le Golfe Persique.**

L'apparition des Anglais dans le Golfe Persique remonte aux dernières années du ^{xvi}^e siècle. En 1579, Thomas Stephens visite l'Inde par l'Iran ; en 1581, se fonde la Compagnie britannique de Turquie et du Levant, dont l'objet est l'exportation de la soie iranienne vers l'Europe par Bassora, Bagdad et Alep. La même année, John Newberry visite l'Iran et fait un séjour de six semaines à Ormuz, centre des possessions du Portugal dans le Golfe Persique. En 1583, Newberry revient à Ormuz avec trois marchands anglais désireux de tenter fortune ; Albuquerque les fait arrêter et les envoie au vice-roi du Portugal à Goa, qui les emprisonne ; ils réussissent à s'échapper.

Après cette tentative individuelle d'arracher aux Portugais le monopole des transactions avec l'Iran et l'Orient,

le commerce britannique va prendre son essor en Asie avec la fondation, en 1599, de la Compagnie des Indes orientales, *The East India Company*, dotée par la Couronne d'un monopole renouvelé sans interruption jusqu'au milieu du XIX^e siècle. C'est seulement en 1858, à la suite de la révolte des Cipayes, qu'un act du Parlement supprimera la Compagnie, et confiera au Gouvernement britannique l'administration de l'Inde, jusqu'alors assumée par l'*East India C^o*.

La Compagnie des Indes Orientales, confirmée dans ses possessions indiennes, en 1693, par un firman de Jehanguir, empereur de l'Hindoustan, prolonge, la même année, son activité vers l'Iran. En 1615, un firman du Shah Abbas le Grand recommande aux gouverneurs des ports du Golfe Persique de réserver bon accueil aux navires anglais. En 1617, la Compagnie ouvre un comptoir dans la capitale Ispahan. Son agent signe, la même année, avec Shah Abbas un traité qui l'autorise à installer à Jask une factorerie en franchise douanière, moyennant une redevance de 6 shillings par livre, et lui accorde le monopole du commerce de la soie, sous l'engagement de payer au Shah le tiers en numéraire et deux tiers en marchandises. La Compagnie achetait la soie 8 shillings la livre, et la revendait sur le marché de Londres 12 shillings, et même jusqu'à 27 shillings en 1629.

Nous avons vu plus haut comment l'alliance des Anglais avec le Shah d'Iran a réussi à chasser les Portugais d'Ormuz, puis du Golfe Persique tout entier. Shah Abbas avait cherché l'appui des navires britanniques pour débarrasser l'Iran de la domination portugaise, mais avec l'arrière-pensée d'expulser ensuite les Anglais. La puissance grandissante de la Compagnie des Indes Orientales déjoua ce

calcul. La défaite des Portugais eut pour résultat d'éliminer le rival le plus dangereux pour les ambitions naissantes de l'Angleterre et d'affermir de plus en plus la prépondérance de la Compagnie britannique dans le Golfe Persique, malgré la concurrence des Compagnies hollandaise et française. L'acte de navigation, voté le 9 octobre 1651, qui réservait aux navires anglais le monopole du transport des marchandises à destination de l'Angleterre, donna un essor rapide à la marine marchande britannique, et, maintenu pendant deux siècles, renforcé en 1660, assura à l'Angleterre la suprématie navale.

Les concessions nouvelles accordées par le Shah à des Compagnies rivales suscitaient de vives discussions de la Compagnie des Indes. Elle protesta notamment au sujet de la perception des revenus des douanes à Bender-Abbas, dont un traité lui avait réservé la moitié du produit.

En 1722, l'invasion afghane et la prise d'Ispahan contraignirent tous les Européens établis dans la capitale à se retirer à Bender-Abbas ; mais l'insécurité y porta bientôt un coup sérieux à leurs factoreries. Aussi la Compagnie anglaise des Indes fonda-t-elle, en 1738, une autre agence à Bassora.

En 1754, elle cherchait à transférer à Bender-Rig son agence de Bender-Abbas, mais entravée par les intrigues des Hollandais, elle décida de s'installer à Bender-Bouchir. Par une concession signée en avril 1763, et confirmée le 2 juillet suivant par Kerim Khan Zend, régent iranien à Chiraz, le chef arabe local, Cheik Sadoun, autorisa le gouverneur anglais dans le Golfe Persique, William Andrew Price, à construire une factorerie à Bouchir, avec franchise totale de la taxe douanière et monopole de l'importation des tissus de laine. C'est grâce à cette concession

que Bouchir a pu devenir le centre principal de l'activité économique anglaise dans le Golfe Persique.

Les débuts du comptoir de Bouchir furent cependant difficiles. La Compagnie des Indes orientales abandonna même Bouchir pour Bassora, en 1770, pour n'y revenir qu'en 1773, et elle entretenait des résidents commerciaux dans les deux villes. Pendant les premières années, un seul vaisseau par an visitait Bouchir, avec un chargement de 600 balles de cotonnades, de mousseline, de sucre et de fer. De 1780 à 1790, les ventes ne dépassaient pas 7.000 £ par an, elles tombèrent une année à 93 £. Cependant, la Compagnie tint bon et maintint son comptoir, en dépit d'une perte annuelle de 1.800 £. Sa ténacité fut récompensée : à partir de 1790, les transactions entre le Golfe Persique et l'Inde prirent un rapide essor : en 1809, l'importation des cotonnades s'élevait à elle seule à 600 balles.

En 1800, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne auprès du Shah, Sir John Malcolm, négocia avec Fath-Ali des traités accordant aux marchandises de l'Angleterre et de l'Inde des privilèges dans les ports iraniens. Un traité d'alliance perpétuelle fut conclu en 1801 entre l'Iran et la Grande-Bretagne. Fath-Ali escomptait l'appui des Anglais pour reconquérir la Géorgie sur les Russes ; mais comme prix de ce concours, sir John Malcolm demandait, au nom de son gouvernement, l'île de Khark et les ports du Golfe Persique. Ces exigences firent échouer les négociations. D'ailleurs l'alliance de l'Angleterre et de la Russie renversa cette combinaison et rapprocha l'Iran de Napoléon I^{er}, en guerre avec la Russie. Des relations très amicales se nouèrent entre les deux souverains : Napoléon cherchait à former une alliance avec la Turquie et l'Iran, dirigée surtout contre l'Angleterre ; il voulait comprendre la Russie

et l'Iran dans le blocus continental et songeait à envahir l'Inde par l'Iran. De son côté, Fath-Ali attendait de la France un appui pour la conquête de la Géorgie.

Le traité de Tilsitt, qui faisait de Napoléon l'allié de la Russie, ennemie de l'Iran, devait compromettre l'alliance franco-iranienne. Le Shah y demeurait cependant fidèle, malgré les intrigues de sir John Malcolm, resté à Bender-Abbas, de sir Harford Jones, qui s'approchait de l'Iran avec 500.000 tonnes de présents pour le Shah et ses ministres. Il fit rejeter les soldats britanniques, qui avaient tenté de s'emparer de l'ilot de Khark et débarqué à Bouchir.

Mais Napoléon n'avait plus besoin du concours de l'Iran contre la Russie, et les affaires d'Espagne détournaient son attention du projet d'invasion de l'Inde. Les troupes russes de Pologne devenaient libres d'agir contre l'Iran. Les Anglais multiplièrent leurs intrigues et leurs présents. L'ambassadeur anglais, sir Harford Jones, remplaçait à Téhéran, le 13 février 1809, la mission française, partie la veille ; il promettait de chasser les Russes, moyennant l'expulsion des Français, et la cession des îles du Golfe Persique et de quelques ports sur le littoral ¹. Fath-Ali n'était aucunement disposé à accepter ces exigences, mais Napoléon, malgré ses protestations d'amitié, n'ayant plus envoyé de mission en Iran, le Shah dut se tirer seul d'affaire avec les Russes et s'accommoder avec les Anglais. Le 14 mars 1812, la Grande-Bretagne obtenait un traité d'alliance perpétuelle ; elle s'engageait à secourir le Shah en cas d'attaque d'une puissance européenne, et le Shah prenait l'engagement de s'opposer à toute attaque européenne des Indes par l'Iran.

1. Afschar, *La Politique européenne en Perse*, p. 181.

Le 15 mars 1814, les Anglais signèrent un nouveau traité d'alliance défensive, mais ils s'abstinrent de secourir l'Iran pendant la guerre de 1827 avec la Russie, sous le prétexte injustifié que le Shah était l'agresseur ¹.

L'activité de la diplomatie russe en Iran, au lendemain du traité de Torkmantchaï (1828), ouvrit les yeux des Anglais sur le danger, pour la sécurité de l'Inde, d'une expansion de la Russie en direction du Golfe Persique et de l'Océan Indien. En 1834, ils conclurent avec les Russes un accord garantissant l'indépendance et l'intégrité de l'Iran. En 1837, la bataille autour d'Hérat, « Porte de l'Hindoustan », entre Iraniens et Afghans, se compliqua d'une lutte politique entre les Anglais, qui appuyaient les Afghans, et les Russes, qui encourageaient les Iraniens. Hérat fut sauvée à la suite de l'intervention dans le Golfe Persique d'une flotte britannique, qui s'empara de plusieurs îles du littoral iranien. Le 1^{er} novembre 1856, le Gouverneur général de l'Inde dénonça la vieille alliance anglo-iranienne et déclara la guerre à l'Iran. En décembre, le corps expéditionnaire, composé de 2.200 soldats anglais, 2.000 fantassins et 420 cavaliers hindous, et armé de 18 canons, et placé sous le commandement de sir J. Ontram, débarqua à Kharak au sud de Bouchir, qu'il occupa, ainsi que Reshir. Il s'empara de Khushah et Borazdjan et mit en fuite l'armée iranienne de l'intérieur, en février 1857. Les Anglais bombardèrent Mohammera, et l'enlevèrent le 26 mars 1857. Trois canonnières, avec 300 hommes, remontèrent le Kharoun jusqu'à Ahwaz.

La Russie, vaincue en Crimée, n'était plus en mesure de recommencer la guerre, et l'Iran ne pouvait pas seul

1. Afschar, *loc. cit.*

soutenir la lutte contre les Anglais. Par le traité conclu à Paris, le 4 mars 1857, le Shah évacua Hérat, que ses troupes avaient occupée, reconnut l'indépendance de l'Afghanistan et s'engagea à recourir à l'intermédiaire du gouvernement britannique en cas de conflit avec ce pays. Le traité stipulait au profit de l'Angleterre, en échange de l'évacuation par ses troupes du territoire iranien, la clause de la nation la plus favorisée, qui lui accordait tous les avantages commerciaux, spécialement le privilège des capitulations, dont la Russie jouissait en vertu du traité de Torkmantchaï¹.

Au point de vue économique, l'Angleterre a pris dans le Golfe Persique la place prépondérante. La Russie, puis l'Allemagne, la lui disputaient avant la guerre de 1914. La défaite de l'Allemagne l'a éliminée du Golfe Persique ; la Russie, écartée par la victoire des alliés et la révolution soviétique, lutte, sous le nouveau régime économique de Moscou, pour reconquérir la place à laquelle l'appelle en Iran sa situation de voisine.

Dès 1835, la Grande-Bretagne s'était fait reconnaître par le Shah le droit de visite sur les navires iraniens. L'année suivante, le colonel anglais Chesnay remontait le Karoun, puis le lieutenant Selby recommença l'expédition. De 1836 à 1838, le major Rawlinson explora le cours septentrional du Karoun.

La pénétration économique des Anglais s'est développée avec l'installation des lignes télégraphiques. En 1864, le colonel Patrick Stewart jeta les premiers câbles sous-marins reliant les Indes à l'Iran, de Karachi à Fao, au fond du Golfe Persique, et Bassora, en passant par Jask, Hen-

1. Afschar, *op. cit.*, p. 192-193.

jam et Bouchir. Les stations télégraphiques établies dans les ports du Golfe possédaient leur personnel et leurs moyens de défense propres. Un vapeur, qui portait le nom du colonel Stewart, était affecté aux réparations des câbles. L'*Indo-European Telegraph Department* et l'*Indo-European Telegraph Co* établirent ensuite des relations télégraphiques entre les grandes villes commerçantes de l'Iran, et une ligne trans-iranienne relia l'Europe à l'Inde.

Les lignes télégraphiques ont notablement contribué à développer le commerce anglo-indien et à propager l'influence britannique dans l'Iran. « Dans le système anglais, les télégraphes jouent le même rôle que les routes dans le système russe. S'ils fournissent des prises moins solides, ils favorisent davantage la diffusion de l'action britannique ¹. » Les bureaux de télégraphe sont même devenus, comme les légations et les consulats, des lieux de refuge pour les mécontents qui, de là, pouvaient communiquer rapidement avec la capitale.

Les Anglais se sont fait aussi concéder l'entreprise de l'amélioration de quelques routes, notamment la route de Bakhtiary, dite *the Arabistan road*, aménagée par Lynch Brothers.

Grâce à la suprématie qu'elle s'est acquise dans le Golfe Persique au XIX^e siècle, la Grande-Bretagne en a débarrassé les eaux et le littoral de la piraterie et de l'esclavage.

La côte occidentale du Golfe, entre le cap Musandin et la presqu'île d'El Katar, était habitée par des tribus arabes wahabites, qui vivaient, au XVIII^e siècle et au début du XIX^e, de la piraterie. Ils pillaient tous les navires qu'ils

1. Eugène Aubin. *La Perse d'aujourd'hui*, p. 220.

rencontraient dans le Golfe, et faisaient des expéditions fréquentes sur les côtes voisines, dont ils allaient détrousser et massacrer les paisibles populations. Les pirates attaquaient souvent les bateaux anglais, à l'instigation des chefs wahabites, désireux d'étendre du Nedjd jusqu'au Golfe leur influence, menacée par la pénétration britannique dans le Golfe Persique.

Les pirates disposaient de forces importantes : en 1809, la tribu des Jowasmi avait une flotte de 63 grands vaisseaux, dont quelques-uns montés par 300 hommes et munis de canons, et 810 petits navires, portant au total 19.000 pirates.

La première moitié du XIX^e siècle est remplie par une lutte féroce entre les pirates et les marins anglais¹. En 1805, le *Mornington* est attaqué par quarante voiliers arabes ; en 1809, le *Minerva* résiste pendant deux jours entiers contre une flotte de 55 navires, montés par 5.000 hommes et armés de nombreux canons. Le colonel Smith détruisit Ras-el-Kheïma, le principal repaire des pirates, puis, en 1810, incendia une cinquantaine de leurs bateaux.

Cette expédition punitive ne mit pas fin aux exploits des Wahabites de la côte des pirates. En 1819, Sir W. Keir Grand s'empara de Ras-el-Kheïma, où il laissa une garnison de 1.000 cipayes, et il brûla 200 bâtiments pirates.

Le gouvernement britannique imposa, en 1820, un traité général aux six cheiks de la Côte des Pirates, les cheiks de Ras-el-Kheïma, de Oum-el-Kawaïn, de Ajman, de Chargah, de Deabī et de Abou-Debaï. D'autres accords furent successivement conclus en 1847, 1853, 1856, 1864, 1879,

1. Vadala, *Le Golfe Persique*, p. 43.

1892 et 1902. Les six cheiks se sont engagés par ces traités à ne plus se livrer à la piraterie, à la contrebande des armes, ni au trafic des esclaves nègres, et à reconnaître comme juge, arbitre et médiateur le résident politique anglais.

Ils s'engageaient, en outre, ainsi que, par un traité de 1892, le cheik de Bahrein, à n'avoir de relations avec aucune puissance étrangère, si ce n'est par l'intermédiaire du gouvernement britannique, et à ne céder aucune parcelle de leur territoire à une autre nation que l'Angleterre ¹.

Les tribus arabes ont violé à diverses reprises les traités, mais il suffisait de la démonstration d'un croiseur anglais pour les faire rentrer dans l'ordre.

Après avoir supprimé la piraterie dans le Golfe Persique, la Grande-Bretagne se préoccupa d'y abolir l'esclavage. En 1838, la libération des esclaves était un fait accompli sur les territoires britanniques ; la nation anglaise s'attacha à poursuivre la même œuvre dans le monde entier. Vers 1840, on comptait une importation annuelle d'environ 13.000 esclaves d'Afrique dans les ports du Golfe Persique. En 1861, le gouvernement de Londres conclut une série de traités pour la suppression du trafic des esclaves avec l'Iran et les principaux États du Golfe Persique. En 1890, l'Acte général de la Conférence de Bruxelles réalisa l'harmonie de la politique des puissances en matière de trafic des esclaves. Vers la fin du XIX^e siècle, le commerce des esclaves avait pratiquement pris fin dans le Golfe Persique ².

La contrebande des armes se'exerçait aussi sur une

1. Vadala, *op. cit.*

2. Persian Art Number, numéro spécial du *Times*, 5 janvier 1931, p. xv.

grande échelle dans les eaux du Golfe. Pendant la troisième guerre afghane, en 1879, d'énormes chargements d'armes et de munitions atteignaient l'Afghanistan en traversant l'Iran. L'ampleur de cette contrebande causa de vives inquiétudes au gouvernement de l'Inde. Pendant dix ans, la flotte britannique pratiqua l'arraisonnement minutieux des navires suspects. En 1909, 1910 et 1911, l'amiral Slade fit des démonstrations navales pour intercepter la contrebande des armes entre Mascate et la côte iranienne et protéger la ligne télégraphique. En 1912, un accord diplomatique conclu entre les puissances européennes a arrêté à sa source la contrebande des armes et l'a fait complètement disparaître ¹.

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, la prépondérance de la Grande-Bretagne s'accuse dans le Golfe Persique, mais sa grande rivale pendant cette période, la Russie, veille à la contrecarrer.

En 1872, le baron Julius de Reuter, financier anglais, fondateur de l'agence d'information qui porte son nom, obtint du Shah Nasser-ed-dine la concession ² pour 70 années de la construction d'un chemin de fer de la mer Caspienne à Téhéran, avec prolongement ultérieur jusqu'au Golfe Persique, et le droit exclusif et définitif de construire tous embranchements qui seraient jugés convenables par le concessionnaire, en vue de relier entre elles les provinces et les villes de l'Empire iranien, ou de relier les lignes iraniennes aux chemins de fer étrangers vers l'Europe ou les Indes.

La concession comprenait en outre : le monopole des

1. *The Times*, 5 janvier 1934, p. xv.

2. Afschar, *op. cit.*, p. 197 et suiv.

tramways ; l'octroi gratuit, sur les domaines de l'État, des terrains nécessaires à la construction et à l'exploitation, et des matériaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien de la voie ; l'exemption de tous droits sur le matériel ; le privilège exclusif, pendant la durée de la concession, d'exploiter, dans toute l'étendue de l'Empire, toutes les mines, sauf celles déjà exploitées par des particuliers et les mines d'or, d'argent et de pierres précieuses, ainsi que les forêts de l'État ; d'exécuter tous travaux d'aménagement des eaux.

Le gouvernement iranien garantissait à la Compagnie un intérêt annuel de 5 p. 100, plus une annuité d'amortissement de 2 p. 100, pour tout capital affecté à la construction de la ligne de la mer Caspienne au Golfe Persique.

En outre, la concession réservait au concessionnaire la régie des douanes pendant vingt-quatre ans, le privilège éventuel d'une banque et un droit de préférence pour la concession éventuelle de toute autre entreprise (routes, postes, télégraphes, gaz, etc...).

Enfin, l'article 22 donnait au concessionnaire pleine latitude de transférer, en tout temps et à toute autre partie, ses droits et obligations.

Pour obtenir une concession aussi exorbitante, le baron de Reuter avait distribué des centaines de mille francs de présents au Shah, mal équilibré, et à ses courtisans corrompus. C'était « le plus extraordinaire et complet abandon de toutes les ressources industrielles d'un État entre les mains de l'étranger ¹ », la mainmise de l'Angleterre, par l'intermédiaire de la Compagnie concessionnaire, sur tout l'Iran. Le gouvernement russe protesta contre cette con-

1. Curzon, *Persia and the Persian question*, tome I^{er}, p. 180.

cession, négociée à l'insu de son ambassadeur à Téhéran; sous la pression comminatoire du tsar, le shah la déclara nulle et non avenue, dès l'année suivante, sous le prétexte du retard apporté à l'exécution des travaux.

Dans l'intervalle, un cabinet libéral présidé par lord Granville avait succédé à Londres au gouvernement conservateur de lord Beaconsfield. Les libéraux étaient hostiles à l'intervention du gouvernement dans les entreprises privées à l'étranger, et redoutaient surtout un conflit avec la Russie. Le gouvernement Granville ne soutint pas les réclamations du baron de Reuter ¹.

En 1889, le financier anglais prit sa revanche : il obtint la concession de l'*Imperial Bank of Persia* ², pour une période de soixante ans, avec privilège exclusif d'émission des billets de banque. Le concessionnaire de la banque obtenait en outre le droit exclusif et définitif d'exploitation de différentes ressources minières dans toute l'étendue de l'Empire iranien ; mais la banque perdit ce droit, faute d'avoir commencé les travaux dans le délai prévu.

L'*Imperial Bank of Persia* fut, au contraire, un précieux instrument de la politique et de l'influence britanniques en Iran. Elle transféra presque aussitôt son siège social de Téhéran à Londres, soumettant en conséquence ses statuts aux lois anglaises, qui subordonnent à l'octroi d'une charte royale la faculté d'émettre des billets. L'*Imperial Bank of Persia*, banque d'État iranienne, devenait ainsi une société financière anglaise, favorable aux intérêts britanniques en Iran. Elle a fondé de nombreuses succursales, notamment, dans la région du Golfe Persique, à Bouchir, Ahwaz, Mohammerah.

1. Afschar, *op. cit.*, p. 200.

2. Afschar, *op. cit.*, p. 201 et suiv.

L'*Imperial Bank of Persia* n'était pas seulement une banque d'émission ; elle s'occupait de toutes affaires économiques, financières et commerciales. Elle était le principal intermédiaire entre l'Europe et l'Iran pour toutes les opérations financières. En 1892, en 1898, puis presque chaque année, elle consentit des avances au gouvernement iranien, moyennant des garanties sous forme de gage sur les revenus publics. En 1898, notamment, en garantie d'une nouvelle avance de 50.000 livres sterling, le Shah mit en gage les douanes de Kermanschah et de Bouchir, et ces bureaux de douane furent en réalité administrés par des employés de la Banque anglaise¹.

A partir de 1891, la Banque russe de Prêts, appelée plus tard Banque d'Escompte de Perse, rivalisa avec succès avec l'*Imperial Bank* anglaise et devint même, en 1900, pour quelque temps, l'unique prêteur du Shah.

En 1890, l'influence anglaise en Iran remporta un nouveau succès : moyennant un forfait annuel de 15.000 livres, le Shah abandonnait à l'*Imperial Tobacco Corporation of Persia*, pour une période de cinquante ans, le contrôle de la production, de la vente à l'intérieur et de l'exportation de tous les tabacs de Perse, une des branches importantes de la production et du commerce iraniens². L'obligation imposée aux Iraniens d'acheter à une Compagnie anglaise le tabac qu'ils cultivaient ou récoltaient suscita un mouvement de révolte qui se propagea du sud jusqu'au nord et gagna même Téhéran. Les Anglais durent lâcher prise ; la concession fut annulée moyennant indemnité en janvier 1892.

1. W. Litten, *Persien*, p. 40.

2. Afschar, *op. cit.*, p. 203 et suiv. ; Feuvrier, *Trois ans à la Cour de Perse*, p. 269 et suiv.

Dans cette affaire, pour avoir voulu tout avoir, la Grande-Bretagne perdit en Iran une grande partie de son prestige, que la Russie recueillit.

Elle devait, une dizaine d'années plus tard, reconquérir la suprématie économique, grâce à l'acquisition par une Compagnie anglaise de la concession exclusive d'exploitation des sources de pétrole, accordée en 1901 par le Shah à l'Australien William Knox d'Arcy. Le prodigieux développement, surtout pendant la guerre, des moteurs à explosion comme procédé de locomotion a mis en relief le rôle économique et militaire du pétrole. La Grande-Bretagne s'est assuré la fourniture d'une énorme quantité de ce combustible par la fondation, en 1908, de la puissante *Anglo Iranian Oil Co.*

Les Anglais ont établi peu à peu des comptoirs commerciaux, maritimes et financiers dans tous les principaux ports du Golfe Persique. L'effort des commerçants anglais, d'abord individuel, mais tenace, a été soutenu par la finance nationale, et par le gouvernement britannique, qui a compris l'importance économique, politique, stratégique du Golfe Persique, point d'escale et de passage entre la métropole et l'Inde. Dans tous les ports importants fonctionne un consulat britannique, dont le chef, détaché du service politique de l'Inde, dispose de tous les moyens d'action indispensables : crédits, personnel civil, militaire, médical, croiseurs au service des intérêts anglais. Dans les ports d'importance secondaire, les Anglais sont représentés par des agents indigènes.

Tous les consuls et agents de la Grande-Bretagne dans le Golfe Persique dépendent du résident britannique, consul général de Bouchir. Ce port, nous l'avons vu, avait été au XVIII^e siècle le siège d'une factorerie, maintenue malgré

les résultats d'abord déficitaires, et d'une résidence commerciale. En 1812, cette résidence commerciale fut supprimée, et remplacée par un agent politique, origine de la résidence et du consulat général d'Angleterre.

En 1872, la surveillance des intérêts britanniques dans le Golfe Persique fut transférée du gouvernement de Bombay au gouvernement de l'Inde : c'est lui désormais qui nomme dans tous les ports du Golfe des officiers, pourvus de grades dans l'armée, mais qui remplissent en réalité des fonctions consulaires et politiques. Le colonel Ross, pendant vingt ans, exerça les fonctions de résident à Bouchir pour le Golfe Persique. Il eut pour successeur le colonel sir Percy Cox.

Bouchir est le centre administratif de l'influence anglaise dans le Golfe Persique. Le résident de Bouchir, consul général d'Angleterre, est le chef des agents britanniques ; il exerce la police du Golfe ; il est l'arbitre et le médiateur des chefs arabes et iraniens des tribus établies sur le littoral. Il a sous ses ordres un très nombreux personnel ; une flotte de trois avions est à sa disposition et transmet ses ordres sur tous les points du littoral. Des troupes britanniques commandées par un général ont occupé pendant la guerre la presqu'île de Bouchir, en vue de protéger les intérêts nationaux contre la tribu des Tanguistanis excitée par les intrigues allemandes.

L'occupation de l'Inde a permis aux Anglais, depuis le XVIII^e siècle, d'expédier rapidement des navires et des soldats sur le littoral du Golfe Persique, toutes les fois que leurs positions y étaient menacées.

Les Anglais ont été les premiers à introduire la navigation à vapeur dans le Golfe Persique. En 1862, Sir Bartle

Frere inaugura un service maritime trimestriel, puis mensuel. La *British India Co* établit par la suite un service postal hebdomadaire entre Bombay et Bassora, avec escales dans les principaux ports du Golfe, qui sont tous dotés d'un bureau postal anglo-indien.

Avant la guerre, sept lignes britanniques de navigation desservaient le Golfe Persique. Vers la fin du XIX^e siècle, le pavillon anglais et le commerce anglais y jouissaient d'un monopole presque absolu : 40 bateaux contre 1 battaient pavillon britannique ; en 1900, sur une valeur totale de 2.873.000 livres sterling, 2.507.000 représentaient la part des marchandises anglo-indiennes ; pour les exportations, qui s'élevaient à 2.087.000 £, la proportion des marchandises à destination de Londres ou de Bombay était à peu près la même.

Des bateaux anglais remontaient jusqu'à 250 kilomètres de son embouchure le Karoun, ouvert à la navigation commerciale en 1888, sur l'initiative britannique. Le bassin du Karoun commerçait presque exclusivement avec la Grande-Bretagne et ses possessions d'outre-mer.

La suprématie commerciale de l'Angleterre en Iran fléchit dans les premières années du XX^e siècle, par suite de la concurrence russe : dès 1907, la prédominance commerciale de la Russie est établie d'une façon définitive dans le Nord de l'Iran¹ ; les cotonnades russes battent les cotonnades anglaises, qui, vers 1888, ne craignaient aucun rival. En 1912-1913, les exportations vers la Russie représentent 69 p. 100 des exportations iraniennes ; les importations russes, près de 59 p. 100 du total des importations iraniennes. L'Angleterre et les Indes ne figurent

1. Major P. M. Sykes, consul à Méched, *Diplomatic and Consular Reports*, n^o 3043.

plus que pour un quart dans le commerce général extérieur de l'Iran. Leurs ventes en Iran sont de près de trois fois supérieures à leurs achats.

En 1907, la rivalité politique russo-britannique avait fait place à un accord. La cause essentielle de ce rapprochement était la menace chaque jour plus redoutable du *Drang nach Osten* de l'Allemagne, affirmée par le projet de chemin de fer de Bagdad et les armements navals de l'Empire allemand. En réglant contractuellement la situation respective de la Grande-Bretagne et de la Russie en Iran, en Afghanistan et au Thibet, le gouvernement britannique se proposait surtout de barrer à la Russie la route de l'Inde.

L'accord anglo-russe, signé à Saint-Pétersbourg le 31 août 1907, proclame, dans son préambule, l'engagement mutuel des gouvernements contractants de « respecter l'intégrité et l'indépendance de l'Iran » et leur désir sincère de « l'établissement permanent d'avantages égaux pour le commerce et l'industrie de toutes les autres nations¹ », mais ses dispositions partagent l'Iran en trois zones : l'une, au nord, est réservée à l'influence russe ; une autre, au sud, est attribuée à l'influence anglaise ; une troisième, au centre, est appelée zone neutre.

La zone anglaise embrasse les territoires compris entre les frontières du Béloutchistan et de l'Afghanistan, à l'est ; une ligne idéale, à l'ouest, passant par Ghazig, Birdjand, Kirman et rejoignant le Golfe Persique à Bender-Abbas ; au sud, la côte iranienne du Golfe et de la mer d'Oman, de Bender-Abbas à la frontière du Béloutchistan. Ce sont les régions, en grande partie désertiques, qui forment le

1. P. Albin, *Les grands traités politiques*, p. 416 et suiv.

Sistan et le Béloutchistan iraniens et la province de Kerman.

L'accord anglo-russe du 31 août 1907 ne contient pas de déclaration relative au Golfe Persique, mais le Gouvernement anglais y faisait allusion par une dépêche adressée le 29 août 1907 à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, en même temps qu'il l'autorisait à signer la convention ¹. La dépêche exposait pour quelles raisons l'arrangement ne mentionnait pas le Golfe Persique, et prenait acte d'une reconnaissance par le gouvernement russe, au cours des négociations, des intérêts spéciaux de la Grande-Bretagne dans le Golfe Persique.

« L'arrangement intéressant la Perse est limité aux régions de ce pays qui touchent les frontières respectives de la Grande-Bretagne et de la Russie en Asie ; le Golfe Persique ne fait pas partie de ces régions et n'est que partiellement en territoire persan. Il n'a donc pas semblé qu'il y avait lieu d'introduire dans la convention une déclaration positive concernant les intérêts spéciaux que possède la Grande-Bretagne dans le Golfe, intérêts qui sont le résultat de l'action britannique dans ces eaux durant plus de cent ans. Le Gouvernement de Sa Majesté a de bonnes raisons pour croire que cette question ne donnera lieu à aucune difficulté entre les deux gouvernements, dans le cas où surgiraient des événements qui rendraient nécessaire une nouvelle discussion au sujet des intérêts britanniques dans le Golfe. En effet, le Gouvernement russe, au cours des négociations qui ont préparé et amené la conclusion de cet arrangement, a déclaré explicitement qu'il ne niait pas les intérêts spéciaux de la Grande-Bre-

1. Pierre Albin, *Les grands Traités Politiques*, p. 422.

tagne dans le Golfe Persique, déclaration dont le Gouvernement de Sa Majesté a formellement pris note.

« Afin qu'il soit tout à fait clair que le présent arrangement n'est pas conclu avec l'intention de modifier en rien la situation actuelle dans le Golfe, et n'implique aucun changement dans la politique de la Grande-Bretagne à cet égard, le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'il est désirable d'attirer l'attention sur les déclarations antérieures relatives à la politique britannique, de confirmer à nouveau d'une façon générale les déclarations antérieures relatives aux intérêts britanniques dans le Golfe Persique et d'affirmer à nouveau l'importance qu'il y a à maintenir lesdits intérêts.

« Le Gouvernement de Sa Majesté continuera à faire tous ses efforts pour assurer le maintien du statu quo dans le Golfe et la conservation du commerce britannique ; ce faisant, il n'a aucun désir d'exclure le commerce légitime d'aucune autre puissance. »

Le traité avait été conclu en dehors du gouvernement iranien. Le ministre anglais à Téhéran se borna à lui remettre le 5 septembre une communication officielle de son gouvernement. Il démentait le bruit d'un accord en vue du partage de l'Iran. Les négociations anglo-russes ne sont aucunement dirigées contre l'Iran : aucune des deux puissances n'interviendra dans ses affaires ; les négociations ne doivent pas violer son intégrité et son indépendance. « Aucune des deux puissances n'exige rien de la Perse et, par conséquent, la Perse peut consacrer toutes ses énergies à la solution de ses affaires intérieures... Non seulement l'Angleterre et la Russie ne cherchent pas un motif d'intervention, mais leur but... est de ne point s'autoriser l'une l'autre à intervenir en Perse sous prétexte

de sauvegarder leurs intérêts. Les deux puissances... espèrent qu'à l'avenir, la Perse sera à tout jamais délivrée de la crainte d'une intervention étrangère, et jouira d'une complète liberté pour arranger ses affaires à sa guise. »

Vaines assurances, données après la conclusion de l'accord, et non au cours des « négociations ». Quand la Russie s'est à nouveau immiscée dans les affaires de l'Iran, l'Angleterre ne l'a pas désavouée et ne s'est pas déclarée dégagée de l'accord ; elle a soutenu les prétentions de la Russie et coopéré avec elle à la destruction de l'indépendance de l'Iran.

Depuis la visite officielle du vice-roi des Indes, lord Hardinge, en 1915, Bassora forme un territoire britannique à part, indépendant de l'autorité exercée par le résident général à Bouchir sur l'ensemble du Golfe Persique, et est en quelque sorte la capitale de la Mésopotamie. Les Anglais commencèrent à s'intéresser pratiquement à la Mésopotamie vers le milieu du XIX^e siècle. La Compagnie Lynch Brothers établit un service maritime entre Londres et Bassora, par le Cap, d'abord, puis par le canal de Suez après la percée de l'isthme. Elle construisit des navires à vapeur pour remonter le Tigre, l'Euphrate et le Karoun, et installa de nombreuses agences dans la région de Mohammera et de Bagdad. A l'ombre de cette Compagnie se multiplièrent les comptoirs commerciaux, qui prirent un rapide essor, grâce au courant commercial entre Londres et Bombay. Le développement agricole et industriel que les Anglais se proposent de donner à la Mésopotamie, notamment par les travaux d'irrigation étudiés par sir William Wilcocks, doit assurer un trafic important aux ports de Mohammera et de Bassora. Ce dernier surtout est appelé par sa situation géographique

à devenir un des plus grands ports du monde : Bassora se trouve au point de rencontre de toutes les voies commerciales maritimes, fluviales et terrestres de l'Orient moyen. C'est de Bassora que partent vers le nord de la Mésopotamie les troupes anglo-indiennes, les vapeurs de la Lynch Brothers C^o et du gouvernement, les chemins de fer stratégiques et les marchandises apportées par le Golfe Persique de Londres ou de l'Inde.

Quant à Abadan, sur une île du Chatt-el-Arab, c'est le grand centre de raffinage des pétroles iraniens, exploités par la puissante *Anglo Iranian Oil C^o*, dont le gouvernement britannique possède la majorité des actions. Le pétrole y arrive des gisements par des *pipe line*, et des pompes le chargent sur les navires qui l'exportent vers l'Inde, Ceylan, l'Égypte et l'Europe.

Dès 1899, le gouvernement britannique manifestait l'intérêt qu'il portait à la Mésopotamie par la conclusion d'accords comportant des clauses secrètes avec les cheiks de Koweit et de Mohammera, chefs puissants et riches, dont les territoires se trouvent situés aux deux extrémités méridionales de la Mésopotamie sur le Golfe Persique. Le vice-roi des Indes lui-même rendit visite à ces deux cheiks et leur remit de hautes décorations.

SECTION VIII. — Les Russes dans le Golfe Persique.

Les relations commerciales entre l'Iran et la Russie sont anciennes, par suite du voisinage des deux pays. Dès 1561, Jean IV envoyait en Iran un ambassadeur, qui représentait en même temps la reine Élisabeth d'Angleterre. Les ambassadeurs russes étaient, au dire de Chardin ¹,

1. Chardin, *Voyages en Perse*, édition 1711, tome III, III^e Partie, p. 170.

« de grands marchands, revêtus du caractère d'ambassadeur, pour être francs de droits, pour aller avec plus de sûreté et de facilité, et pour faire leur commerce plus avantageusement. » Au ^{xvii}^e siècle, l'ambassadeur moscovite avait la préséance sur ceux de la France et de l'Angleterre ¹.

Sous le règne de Pierre le Grand, les relations des deux pays furent plus fréquentes et, de commerciales, devinrent politiques et militaires. La Moscovie était un grand pays continental, qui ne touchait à aucune mer libre. L'objectif essentiel de sa politique a été d'étendre son territoire jusqu'à la Méditerranée, la mer Baltique, le Golfe Persique et l'Océan Indien, l'Océan Pacifique.

Au début du ^{xviii}^e siècle, l'Iran s'abandonnait au fatalisme sous les derniers rois, faibles et impuissants, de la dynastie des Séfévis, et les Afghans faisaient régner l'épouvante sur le pays. L'occasion était favorable, pour un tsar intelligent et énergique comme Pierre le Grand, de pousser vers le Golfe Persique.

Un testament apocryphe attribué à Pierre le Grand a fixé le programme de la politique russe vers l'Inde. Il s'agissait de s'emparer de l'Hindoustan, « entrepôt du monde, » en éliminant l'obstacle principal, l'Iran. « Approcher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui y règnera, c'est le vrai souverain du monde. En conséquence, susciter des guerres continuelles, tantôt aux Turcs, tantôt à l'Iran ; établir des chantiers sur la mer Noire ; s'emparer peu à peu de cette mer, ainsi que de la Baltique, ce qui est un double point nécessaire à la réussite du projet ; hâter la décadence de l'Iran ; pénétrer jusqu'au Golfe

1. Chardin, *op. cit.*, p. 218.

Persique ; rétablir, si c'est possible, par la Syrie, l'ancien commerce du Levant, et avancer jusqu'aux Indes, qui sont l'entrepôt du monde. Une fois là, on pourra se passer de l'or de l'Angleterre. »

Pierre le Grand occupa la région du Daghestan, Bakou et la rive méridionale de la mer Caspienne, Krasnowodsk sur la rive orientale. Il conclut avec le fils du Shah détrôné un traité qui, moyennant son appui pour reconquérir le trône, attribuait à la Russie les Khanats du Caucase et les provinces iraniennes de la mer Caspienne.

En vertu du Traité de Recht (1726), la Russie envoie en Iran ses premiers consuls et agents permanents ¹.

Les victoires de Nader Shah sur les Afghans et sur les Ottomans forcèrent les Russes à se retirer au-delà de la rivière Koura et retardèrent leur avance jusqu'à l'avènement de la dynastie Kadjar (1792).

En 1783, le vali de la Géorgie signa avec Catherine un traité de protectorat sur ses relations extérieures avec l'Iran et la Turquie, puis Paul I^{er} annexa la Géorgie à l'empire russe (1801).

Nous avons exposé plus haut dans quelles circonstances Napoléon I^{er} fut amené à s'allier à l'Iran contre les Russes et les Anglais, puis à l'abandonner aux attaques russes après le traité de Tilsitt. Au traité de Gulistan (12 octobre 1813), l'Iran cédait à la Russie la Géorgie, le Daghestan et tous les territoires situés entre les bouches du Tereck et celles de la Koura ; la Russie se réservait le droit d'avoir des vaisseaux de guerre sur la mer Caspienne. Après une nouvelle guerre, l'Iran abandonnait en outre à la Russie, par le traité de Torkmantchaï (1828), l'Arménie iranienne.

1. Grothe, *Wanderungen in Persien*, p. 276.

Le traité de Torkmantchaï faisait des Russes les maîtres absolus du Caucase, isthme d'une importance considérable, puisqu'il commande à la mer Noire et à la mer Caspienne, débouchés des plus grands fleuves de la Russie et, par ces deux bassins, se relie, d'un côté, à l'Anatolie, à la Méditerranée et à l'Europe, de l'autre, à l'Iran, à l'Inde et au reste du continent asiatique¹.

D'autre part, le traité de 1828 soumettait l'Iran à un joug politique, juridique et économique très lourd, qui le condamnait à l'impuissance en face de la Russie, et marque le début de sa décadence politique. L'Iran eût été absorbé dans la sphère d'influence russe, si sa diplomatie n'avait entretenu la rivalité de l'Angleterre et de la Russie.

Un traité de commerce, signé le même jour que le traité de paix, rétablit et étend les relations commerciales entre les deux États, et introduit en Iran, en faveur de la Russie, le régime des capitulations.

En vertu de la clause de la nation la plus favorisée, le régime capitulaire fut par la suite étendu à d'autres puissances, notamment à la France, en 1855, à la Grande-Bretagne, en 1856, à l'Allemagne, en 1873.

Les traités de 1828 terminent la période militaire; les Russes pratiquent ensuite la politique de pénétration pacifique, commerciale et économique. L'influence grandissante des Russes commence à inquiéter les Anglais; en 1834, ils concluent avec le tsar un traité qui garantit l'indépendance de l'Iran, mais n'arrête pas les progrès des Russes, sous les Shahs Nasereddine et Mozaffereddine (1848-1907). Ils ouvrent des écoles; ils installent des consuls généraux, des consuls et des agents dans un grand

1. Afschar, *La Politique européenne en Perse*, p. 47.

nombre de villes. La plupart de ces consulats ont leur propre médecin, qui, pour gagner les sympathies des habitants, les soigne gratuitement.

En 1891, une « Banque de Prêts » russe s'ouvre à Téhéran ; elle prend ensuite le nom de « Banque d'Escompte de Perse » ; en 1899, toutes les actions sont aux mains du gouvernement russe. Pour supplanter l'*Imperial Bank of Persia*, elle consent au Shah, aux ministres, aux prêtres, aux commerçants, des prêts à des conditions plus favorables. Elle accorde à Mozaffereddine un prêt de 22 millions et demi de roubles, moyennant des conditions de nature surtout politique : remboursement de toutes les dettes de l'Iran envers les étrangers (c'est-à-dire surtout les Anglais) ; engagement de ne conclure d'emprunt qu'avec la Russie, jusqu'au remboursement de cette avance ; mise en gage des recettes des douanes, à l'exception de celles du Golfe Persique. Aux emprunts suivants, elle exige de nouvelles garanties : recettes de pêcheries, de télégraphes, etc...

Les Russes construisent une route d'Enzeli à Téhéran, qu'ils réservent au trafic de leurs marchandises, à des conditions privilégiées ; ils se font concéder la construction d'une route Tauris-Kazvine-Téhéran, et d'un tronçon Askabad-Méched.

Ils projetaient le tracé d'une grande voie ferrée partant des frontières du Caucase, longeant la mer Caspienne, passant par Recht, Téhéran, Ispahan, Schirz et aboutissant à Bender-Abbas sur le Golfe Persique. Aux termes de la concession, l'exécution de ce projet devait être achevée en 1903. Le manque de fonds en a empêché la réalisation.

Le gouvernement russe visait, en même temps que le monopole financier, le monopole des voies ferrées en Iran :

par un traité secret, signé en 1894 et renouvelé en 1900, le gouvernement du Shah promettait de n'accorder aucune concession et de n'entreprendre aucune construction de chemin de fer.

Les Russes obtinrent encore des concessions de mines, de forêts, de lignes télégraphiques, de pêcheries.

Le traité de Torkmantchaï de 1828 avait établi pour le commerce entre la Russie et l'Iran un tarif uniforme de 5 p. 100 *ad valorem* sur les importations et les exportations, étendu ensuite à presque tous les États par des traités de commerce stipulant la clause de la nation la plus favorisée. Une convention russo-iranienne du 27 octobre 1901 remplaça le tarif *ad valorem* par un tarif spécifique, tout à l'avantage du commerce russe : léger sur les articles dont il avait le monopole de fait, élevé sur les articles intéressant l'Angleterre¹.

C'est au début du xx^e siècle que les Russes prirent pied sur le Golfe Persique, dernière étape de leur poussée vers la mer libre du sud. Après une enquête menée sur place par le Docteur Chevânowski, établi à Bouchir, quatre voyageurs russes, dont deux chargés d'une mission par la Compagnie russe de commerce et de navigation d'Odessa, vinrent, en 1900, visiter le Golfe Persique. Le *Dariabegui*, gouverneur général iranien des ports et des îles du Golfe Persique, reçut du gouvernement russe une haute décoration. La canonnière *Gnilok*, en 1900, et le croiseur *Varyag*, l'année suivante, firent croisière dans le Golfe et furent reçus à Bouchir par le vice-consul de France, chargé des intérêts russes.

La Russie créa en 1901 un consulat général à Bouchir

1. *Recueil des traités de l'Empire iranien*, p. 166.

et un consulat à Bassora ; puis, en 1903, un consulat à Bender-Abbas. Le consul général russe de Bouchir avait une garde de six cosaques à cheval, et les agents consulaires rétribués de Chiraz et de Ahwaz dépendaient de son autorité. Le gérant du consulat général de Bouchir reçut en 1902 et 1903 deux croiseurs russes en croisière dans le Golfe Persique. Le consul général de Russie à Ispahan, le prince Dahidja, vint en grande pompe à Bouchir, le 4 mars 1901, inaugurer la nouvelle organisation consulaire et économique et recevoir le premier navire marchand russe, le *Korniloff*, qui amenait cinq commerçants russes et de nombreuses marchandises. La maison hollandaise Holtz représenta provisoirement la Compagnie de navigation et de commerce russe d'Odessa.

Cette Compagnie inaugura en 1903 un service maritime trimestriel entre Odessa et Bassora, par les ports de Turquie, de Syrie, d'Égypte, d'Arabie et tous les ports du Golfe Persique. Le gouvernement russe lui allouait une subvention annuelle de 200.000 roubles. Les vapeurs russes apportaient du sucre, des cotonnades, du pétrole raffiné et de la vodka, des machines agricoles, des planches, des poutrelles, de la porcelaine et de la verrerie, des meubles, des samovars, des allumettes, de la bière, et emportaient comme fret de retour des dattes, du tabac, des sésames, du blé, de l'assa-foetida.

Les agents de la Compagnie étaient autorisés à faire le commerce pour leur propre compte, et ils obtenaient des fabricants russes des facilités de crédit énormes, qui leur permettaient de faire une concurrence sérieuse aux industriels anglais, beaucoup plus sévères pour les conditions de règlement.

En 1903, la Banque internationale de Moscou avait fait

étudier sur place par un de ses directeurs la création d'une banque russe à Bouchir. Ce projet n'eut pas de suite.

L'accord anglo-russe de 1907 attribuait à la Russie comme zone d'influence le nord de l'Iran, et à l'Angleterre, le sud, avec le littoral du Golfe Persique de Bender-Abbas à la frontière du Béloutchistan. La dépêche du gouvernement britannique du 29 août 1907 prenait note de la reconnaissance explicite par le gouvernement russe des intérêts spéciaux de la Grande-Bretagne dans le Golfe Persique. La situation antérieure de la Russie dans le Golfe n'était pas compromise par ces actes diplomatiques. L'article 3 de l'accord maintenait expressément les concessions possédées par les ressortissants de chacune des parties dans la zone d'influence attribuée à l'autre, et la zone dite neutre, qui embrassait tout le littoral arabe du Golfe et la partie du littoral iranien jusqu'à Bender-Abbas, restait un champ ouvert, jusqu'à nouvel avis, à l'action des deux puissances.

L'accord interdisait seulement à chacun des contractants de rechercher pour lui-même, ou d'appuyer en faveur de ses ressortissants ou de ceux de puissance étrangères, des concessions de nature politique ou économique, dans la zone d'influence réservée à l'autre, ou de s'opposer à des demandes de concessions faites par chacun d'eux dans la zone réservée à son action.

En ce qui concerne le Golfe Persique, l'accord de 1907 limitait donc l'action de la Russie seulement pour l'avenir, à l'encontre de l'Angleterre, et dans la zone de Bender-Abbas à la frontière béloutchi.

Le gouvernement britannique avait, en 1907, renoncé à la politique de rivalité avec la Russie, afin de s'assurer le concours de Saint-Petersbourg contre une agression alle-

mande, dont la menace passait au premier plan des inquiétudes anglaises. Il espérait aussi faire la part du feu, en laissant à la Russie le nord de l'Iran comme champ d'activité, et en se réservant les régions du sud, frontières de l'Afghanistan et du Béloutchistan.

Après la conclusion de l'accord de 1907, le cabinet de Londres, de plus en plus hypnotisé par le danger allemand et la tension en Europe, abandonna l'Iran à la politique de force à laquelle revenait la Russie. Il la laissa appuyer par une intervention armée les tentatives de restauration du Shah Mohammed Ali Mirza, en dépit du protocole signé en commun le 25 août 1909. Sur les protestations des agents russes, il abandonna la candidature au commandement de la « gendarmerie du Trésor » du major Stokes, de l'armée de l'Inde, attaché militaire à la légation britannique, tout désigné par sa connaissance parfaite de la langue et des mœurs des Iraniens. Pour concilier cette candidature avec l'accord de 1907, opposé par le cabinet de Saint-Petersbourg, l'Angleterre suggérait de donner le commandement de la gendarmerie du Trésor à Stokes, dans le sud, et à des officiers russes, dans le nord. Le gouvernement iranien repoussa cette proposition, qui eût été une reconnaissance de l'accord anglo-russe, auquel il n'avait pas été partie. C'est seulement en 1912 qu'il fut contraint d'y adhérer officiellement. Le 29 novembre 1911, le ministre de Russie présentait au gouvernement iranien un ultimatum exigeant l'acceptation dans les quarante huit heures du renvoi du trésorier général américain Shuster, l'engagement de ne pas prendre à son service des sujets étrangers sans le consentement préalable des légations russe et anglaise, et le paiement d'une indemnité pour les troupes d'expédition russes. Le Madjless, soutenu par

l'opinion, rejeta ces conditions. L'Angleterre refusa sa médiation et fit pression sur le cabinet iranien, qui accepta l'ultimatum après avoir dissous le Parlement. Sir Edward Grey se borna à faire des réserves sur la clause d'indemnité, qui pourrait paralyser la force de l'Iran, nécessaire à la sécurité des routes commerciales du sud, et nuire ainsi au commerce britannique.

Le remplacement de Shuster¹ par Mornard, employé subalterne du personnel belge des douanes iraniennes, mesure à laquelle avait été opposée la communauté commerciale anglaise, en Iran et dans le Royaume Uni, marque le triomphe de la diplomatie russe sur celle de l'Angleterre. Le gouvernement de Londres ne protesta même pas contre les massacres de Tauris et le bombardement du sanctuaire de l'Iman Réza à Méched.

SECTION IX. — **Les Allemands** **dans le Golfe Persique.**

Les Allemands sont entrés dans la voie de l'expansion coloniale beaucoup plus tard que les autres puissances européennes. C'est seulement vers la fin du XIX^e siècle que le développement rapide de son industrie oblige l'Allemagne à chercher au dehors des débouchés, des matières premières et des produits agricoles. Puis les pangermanistes poussent Guillaume II à réaliser leur rêve d'une politique mondiale d'une domination universelle, appuyée par une puissante marine de guerre.

La « poussée vers l'Est » est un des articles essentiels du programme pangermaniste. Les intentions du gouvernement allemand s'affirment par le voyage de Guillaume II

1. Shuster, *The Strangling of Persia*, p. 167.

en Palestine et à Constantinople, et prennent corps avec les entreprises dans le Proche-Orient. L'empereur obtient du sultan, en 1898, la promesse d'une concession pour la construction d'un chemin de fer du Bosphore à Bagdad et Bassora. « Cette concession, écrivait le prince de Bulow¹, ouvrit à l'influence et à l'entreprise allemandes un champ d'activité entre la mer Méditerranée et le Golfe Persique, sur les rivières de l'Euphrate et du Tigre, et le long de leurs rives. Cette région peut à peine être surpassée comme fertilité et pour ses grandes possibilités de développement dans l'avenir. Si l'on peut parler à propos d'un pays de perspectives illimitées, c'est bien de la Mésopotamie. »

Cette concession était surtout l'instrument essentiel de la domination politique mondiale voulue par les pangermanistes. Le chemin de fer de Bagdad devait être le dernier tronçon de la ligne Hambourg-Constantinople-Bagdad-Bassora-Koweit. Il avait un double caractère, stratégique et économique. Cette ligne « sera une menace pour la puissance anglaise aux Indes, et un embranchement vers le Sud permettra d'inquiéter sa domination sur le canal de Suez. Au point de vue économique, sa jonction avec le réseau européen, par un tunnel sous le Bosphore, mettra Anvers en relations directes avec le Golfe Persique ; ce sera le moyen de divertir une partie du trafic dont bénéficie la marine anglaise. Enfin elle facilitera la mise en valeur des territoires d'Asie Mineure, faiblement peuplés encore, qu'elle traversera ainsi que celle de la Mésopotamie, à demi désertique aujourd'hui, mais qui a laissé dans l'histoire un renom de grande fertilité. »²

1. De Bulow, *Imperial Germany*, trad. anglaise (1914), p. 98.

2. Vialatte, *L'impérialisme économique et les relations internationales pendant le dernier demi-siècle* (1923), p. 209-210.

En 1901, la « Société des Chemins de fer ottomans d'Anatolie, » fondée en 1899, par la *Deutsche Bank* et la *Dresdnerbank*, obtint la concession formelle pour la prolongation de ses lignes, de Konia à Bagdad et au Golfe Persique. Le gouvernement britannique fit opposition au prolongement jusqu'au Golfe Persique d'une ligne placée sous la domination allemande. Après de laborieuses négociations, un accord, conclu en 1913 entre Londres et Berlin, fixa à Bassora le point terminus de la ligne, accorda aux Anglais deux sièges dans le conseil d'administration de la Compagnie et garantit aux marchandises anglaises la pleine égalité des tarifs sur la ligne entière. Quelques mois plus tard, les financiers français renoncèrent au profit des Allemands à la participation qui leur avait été accordée dans le capital de la Compagnie, moyennant la reconnaissance par l'Allemagne de la suprématie française sur les lignes de chemin de fer à construire sur le littoral de la mer Noire et en Syrie.

Peu après la conclusion de l'accord relatif au chemin de fer de Bagdad, l'Angleterre et l'Allemagne conclurent une entente pour l'exploitation des pétroles à découvrir en Mésopotamie, en vue de concilier les droits que conférait à la Compagnie allemande la concession de Bagdad, sur les gisements situés dans un périmètre déterminé de chaque côté de la voie ferrée, avec une concession particulière obtenue du sultan par l'Angleterre. L'entente prévoyait la création d'une société anglaise d'exploitation dans laquelle la part anglaise serait de 75 p. 100 et la part allemande de 25 p. 100.

L'arrivée des Allemands dans le Golfe Persique remonte aux débuts mêmes de la politique coloniale allemande. Dès 1885, ils cherchèrent à concurrencer, grâce à un moindre

prix de revient, les sucres français expédiés en grandes quantités dans les ports iraniens. Mais les populations arabes et iraniennes trouvèrent aux sucres raffinés dans le Holstein un arrière-goût désagréable ¹.

Les Allemands poursuivirent néanmoins leur campagne de vente de produits à bon marché sur le littoral du Golfe. En 1895, le premier vapeur allemand vint débarquer de la houille, des articles de bonneterie, de lingerie, des échantillons d'étoffes, etc... Un commerçant de Hambourg s'installa à Bouchir, où la maison Johann Werth et Cie de Brême installa un comptoir pour l'achat des céréales, des peaux, des dattes, et la vente de houille, ciments, fer, bois, sucres, verrerie, quincaillerie, machines agricoles, etc... Cette firme, qui disposait de trois vapeurs pour ses transports, fit faillite dès l'année suivante. Deux autres sociétés, la *Hamburg and Persian Gulf Co* et la *Deutsche Persische Handelsgesellschaft*, disparurent après une brève existence, faute de capitaux et de compétence.

Cependant, dès 1896, un jeune Allemand, Robert Wonckaus, s'établit à Linga, où, tout en étudiant le pays, il achetait des écailles d'huîtres perlières pour le marché de Hambourg. Grâce au concours d'armateurs et de banquiers de cette ville, la société Robert Wonckaus et Cie, seul représentant de l'activité allemande dans ces régions, devint une firme puissante, créa dans tous les ports du Golfe [Persique : Bender-Abbas, Bahrein, Bassora, Mohammera, des établissements, dont l'activité embrassait toutes les affaires susceptibles de rapporter de l'argent ou de relever le prestige de l'Allemagne.

En 1897, le gouvernement allemand créa à Bouchir un

1. Vadala, *Le Golfe Persique*, p. 33.

vice-consulat, bientôt érigé en consulat, dont il confia la gestion à des agents très actifs.

En 1900, la *Hamburg-Amerika Linie* organisa un service maritime mensuel, qui touchait à l'aller et au retour tous les ports de la mer Rouge et du Golfe Persique ; dans la pensée du Directeur général de la *Hambourg-Amerika* et de Guillaume II, personnellement intéressés dans l'affaire, cette ligne maritime devait constituer le prolongement du chemin de fer Hambourg-Bagdad-Bassora. La maison Robert Wonckhaus était l'agent de la *Hamburg-Amerika Linie* dans tous les ports du Golfe Persique et ces deux Compagnies, étroitement unies par des liens financiers, luttèrent, avec succès, jusqu'en 1914, contre la prépondérance commerciale et maritime de l'Angleterre dans le Golfe Persique, grâce à des conditions de transport plus avantageuses, à l'extension de leur activité à tous les articles, grâce aussi aux puissantes protections et aux concours financiers dont elles disposaient auprès des banques allemandes et jusqu'à la Cour impériale. Le fret, de 40 shillings la tonne sur les vapeurs anglais, n'était que de 20 shillings, parfois de 10, sur les bateaux allemands, qui, même, pour attirer les populations musulmanes, assuraient parfois le transport gratuit des pèlerins vers Djeddah. La maison Wonckhaus et Cie importait d'Allemagne les marchandises les plus diverses ; elle achetait aux indigènes leurs articles plus cher que les Anglais ; toutefois, elle ne réussit pas à arracher à ceux-ci l'achat des perles et de l'oxyde de fer.

En 1908, l'attaché commercial allemand à Constantinople fut chargé d'une mission officielle en Mésopotamie et en Iran, riverains du Golfe Persique, également visité par un croiseur allemand et des savants allemands.

Le gouvernement de Berlin et la maison Wonckaus et Cie multipliaient les intrigues auprès des chefs arabes pour prendre pied sur tout le littoral du Golfe Persique. En 1900, le consul général d'Allemagne à Constantinople, Herr Stermrich, vint à Koweit, accompagné de l'attaché militaire et d'une mission, pour acheter au cheik Mobarek des terrains situés à Ras-Kathama, terminus projeté du chemin de fer de Bagdad. Allié des Anglais depuis un an, le cheik déclina les offres allemandes. Les Allemands songèrent un moment à s'emparer par la force des territoires convoités, en excitant les Turcs contre le cheik de Koweit. A l'instigation des agents de l'Allemagne, les Turcs occupèrent l'île de Bubian.

Un agent de la Wonckaus ayant été battu, à Bahrein, par un Arabe, la Compagnie, qui avait derrière elle le gouvernement allemand, grossit cet incident. Le résident britannique dut se rendre à Bahrein sur un navire de guerre et faire punir le coupable. L'employé battu reçut une indemnité de 66 £.

Le gouvernement de Berlin, renouvelant ses intrigues de Koweit, tenta d'entrer en relations directes avec le cheik de Bahrein, mais il se heurta au contrôle britannique sur les rapports de Bahrein avec les étrangers. Il poussa alors la Turquie à faire valoir de prétendus droits sur Bahrein, les pêcheries de perles, et notamment sur l'îlot de Halul, centre important du banc de perles. Le gouvernement britannique écarta nettement ces prétentions.

Sans se laisser décourager par ces échecs, les Allemands essayèrent de s'implanter dans l'île d'Abou-Moussa, où commence le grand banc de perles, et qui contient des mines d'oxyde de fer. Le cheik de Chargah, maître de l'île, avait accordé des concessions minières à trois Arabes,

dont deux cédèrent leurs droits à la Wonckaus Cie. Le cheik de Chargah, protégé de l'Angleterre d'après un traité de 1892, protesta contre cette cession. En octobre 1907, un navire de guerre britannique, accompagné de voiliers portant 300 hommes armés du cheik de Chargah, aborda dans l'île d'Abou-Moussa et fit transporter à Linga les ouvriers des mines cédées. La presse germanique, à son habitude, mena grand bruit autour d'un prétendu coup de feu tiré par les soldats du cheik sur un agent de Wonckaus, débarqué dans l'île sur un navire battant le pavillon impérial.

A la suite de l'intervention britannique, la Compagnie Wonckaus fut désormais privée de l'oxyde de fer de l'île d'Abou-Moussa, et obligée de l'acheter au prix fort à la Compagnie anglaise Strick, concessionnaire des mines de l'île d'Ormuz.

La Wonckaus tourna dès lors son activité vers la vallée du Karoun. Elle créa un service de navigation à vapeur de Mohammera jusqu'à Ahwaz qui, grâce aux bas prix de transport, concurrença la Compagnie anglaise Lynch Brothers. Elle obtint du Shah d'Iran la concession de l'irrigation de la vallée du Karoun ; le cheik de Mohammera, allié des Anglais, s'opposa à l'exécution de ce projet.

Ainsi toutes les tentatives de la Wonckaus Cie de s'implanter sur le littoral du Golfe Persique se heurtèrent au veto de l'Angleterre, qui contrôlait l'action extérieure des cheiks locaux. Le cabinet de Londres savait trop bien que, derrière la façade économique et commerciale de cette firme, se cachaient les ambitions pangermanistes du gouvernement allemand. La Société Wonckaus dut limiter son activité au commerce proprement dit d'importation et d'exportation dans les grands ports du Golfe, au service

maritime de Hambourg à Bassora et au service fluvial sur le Karoun. Ces services fonctionnèrent jusqu'à la guerre de 1914 ; la ligne maritime Hambourg-Bassora allait même être doublée, et un vapeur électrique de 7.400 tonnes, à trois mâts, sans cheminées, le *Christian X*, avait été expédié de Hambourg vers le Golfe Persique ; les hostilités le contraignirent à s'arrêter en Italie.

La firme Wonckaus ne réussit certainement à maintenir sa ligne maritime jusqu'à la guerre que grâce à des concours officiels. C'était surtout le matériel destiné à la construction du chemin de fer de Bagdad qui l'alimentait. Ses vapeurs arrivaient chargés dans le Golfe, mais ils manquaient de fret de retour, et c'est une des raisons pour lesquelles l'Angleterre élimina la Compagnie allemande de l'île d'Abou Moussa, dont l'oxyde de fer eût constitué un fret idéal, lourd et peu coûteux. D'autre part, la Wonckaus consentait des prix de fret inférieurs de moitié à ceux des Compagnies anglaises. La gestion de la ligne maritime devait se traduire par des déficits et son maintien ne peut s'expliquer que par le renouvellement des crédits bancaires et le concours financier du gouvernement allemand ; il couvrait à l'occasion les pertes de cette ligne, voire celles de la maison Wonckaus, parce que le service Hambourg-Bassora représentait une des pièces maîtresses du programme pangermaniste.

La guerre de 1914, terminée par la défaite de l'Allemagne, a ruiné ses efforts dans le Proche-Orient. Ses agents essayèrent d'exciter les Turcs contre les Anglais. Ceux-ci s'emparèrent cependant de Bassora. Les employés de la Wonckaus dans les ports du Golfe Persique, et les consuls allemands, furent internés aux Indes. Seul le consul de

Bouchir réussit à fuir chez les Tangoustanis et les persuada, à force d'intrigues et d'argent, d'attaquer les ressortissants alliés établis à Bouchir. Les troupes anglo-indiennes dispersèrent ces tribus dans l'été de 1915.

SECTION X. — **Les Belges dans le Golfe Persique.**

L'activité des Belges dans le Golfe Persique n'offrait pas le même caractère que celle des peuples précédemment étudiés. Ils entretenaient avec les ports du Golfe quelques relations d'échanges commerciaux, mais leur action s'est surtout manifestée sous une forme administrative, par la gestion des douanes, des postes et des finances iraniennes.

Le gouvernement iranien avait contracté plusieurs emprunts aux banques anglaises et russes, et le service de ces emprunts était gagé sur le produit des recettes d'État, notamment des droits de douane. Pour rendre effective cette garantie, il était nécessaire de modifier la méthode de perception des droits en vue d'en améliorer le rendement. Les douanes du Golfe Persique étaient prises à ferme par le Gouverneur général iranien du Golfe, moyennant un prix à forfait de 1.400.000 krams; le Gouverneur général les affermait à son tour à des sous-fermiers, qui se préoccupaient surtout de réaliser les plus gros bénéfices. L'organisation du service était des plus rudimentaire. Ce régime compromettait les intérêts du Trésor iranien, et de ses prêteurs, et livrait les particuliers à l'arbitraire des employés des sous-fermiers.

En 1900, le gouvernement iranien décida de confier l'organisation et l'administration de ses douanes à des officiers des douanes belges. Le 22 mars 1900, les Belges

prirent possession de la douane de Bouchir, puis de celles de Linga et de Bender-Abbas.

Cette réforme fut d'abord très mal accueillie. Les marchands iraniens, excités par des politiciens et des prêtres fanatiques et cupides, s'abstinrent pendant quarante jours de toute déclaration à la douane et le pouvoir central dut intervenir pour faire cesser cette grève.

Le régime douanier était établi sur des bases assez arbitraires. Toutes les marchandises importées par des commerçants étrangers et destinées à une province quelconque de l'Iran acquittaient uniformément un droit de 5 p. 100 *ad valorem*, imposé à l'Iran par la Russie au traité de Torkmantchaï, puis étendu successivement aux autres puissances par la clause de la nation la plus favorisée. Les marchandises importées par des commerçants indigènes acquittaient des droits *ad valorem* dont le taux, de 5 p. 100 au maximum, variait selon les catégories de marchandises, et des droits de douanes intérieures de province à province.

Dès 1901, les Belges unifièrent tous les droits d'entrée à 5 p. 100 et abolirent les douanes intérieures. Cette réforme, qui supprimait avec les perceptions une entrave à la circulation intérieure des marchandises, fut très populaire.

En 1903, fut mis en vigueur, sous l'influence de la Russie, un nouveau tarif douanier, très favorable, par les spécifications, aux marchandises de provenance russe, aux dépens du thé et du riz des colonies anglaises.

Les officiers belges se sont heurtés à de sérieux obstacles dans la réorganisation et l'administration des douanes iraniennes. Les Anglais étaient blessés dans leur orgueil de voir un service confié aux agents d'un autre pays : mais le choix de la Belgique, neutre et sans intérêts primordiaux

en Iran, était un gage d'administration pacifique et désintéressée du service des douanes, tandis que la désignation de l'Angleterre eût avivé la rivalité anglo-russe en Iran. Des relations cordiales finirent par s'établir entre Anglais et Belges, d'abord en lutte ouverte. Les Belges étaient d'ailleurs étrangers à la mise en vigueur du tarif de 1903, dont les Anglais étaient mécontents.

Le service belge des douanes rencontra d'autres difficultés plus durables. Le personnel belge était peu nombreux, ignorait la langue et les mœurs locales, et supportait mal un séjour prolongé sous le climat torride des ports du Golfe Persique. Il lui fallait donc utiliser la collaboration d'agents subalternes iraniens ; mais il était impossible de recruter et de former un personnel indigène de carrière et d'extirper chez les agents locaux l'esprit de concussion et de malversation.

D'autre part, chaque port prétendait conserver son autonomie, ses coutumes. Les cheiks locaux étaient hostiles à la répression de la contrebande, dont ils tiraient profit, et le service belge ne disposait pas de moyens de contrôle et de répression de la fraude, qui s'exerçait par les voiliers sur une vaste échelle entre les ports du Golfe, souvent avec la complicité des autorités locales.

Le service belge était représenté à Mohammera par un directeur ; mais l'autorité de cet agent était illusoire, et se heurtait continuellement à l'opposition du cheik local, nommé directeur général des douanes et postes d'Ara-bistan par le Shah, pour prévenir la proclamation par ce Cheik de son indépendance.

Ces difficultés ne permirent pas aux Belges de doter l'Iran d'une administration douanière aussi parfaite qu'ils l'auraient voulu. Néanmoins leur ténacité obtint d'heu-

reux résultats ; ils mirent de l'ordre et de l'uniformité dans le service ; ils préparèrent un règlement douanier, promulgué en 1905, et dressèrent une statistique annuelle des douanes.

Le service belge fit acheter par l'Iran sept garde-côtes pour la surveillance du littoral. Ces bâtiments, placés sous les ordres de la direction des douanes de Bouchir, furent pendant plusieurs années commandés par des officiers belges.

La douane belge fit aussi immatriculer, en vue du contrôle, toutes les barques à voiles, même des plus petites dimensions, des côtes iraniennes du Golfe.

La réorganisation du service se traduisit par une augmentation progressive des recettes : affermés autrefois pour 1.400.000 krans, les droits de douane du Golfe Persique atteignirent, pour l'exercice 1915-1916, un produit de 10 millions de krans.

Le service belge des douanes eut, en outre, pour effet indirect d'augmenter le volume des échanges entre la Belgique et l'Iran, les industriels belges se trouvant mieux renseignés par leurs compatriotes sur les conditions du commerce avec ce pays. Leurs importations annuelles montèrent de 1 à 15 millions de krans, représentés surtout par les sucres belges.

Les directeurs belges des douanes ont eu sous leur contrôle la poste iranienne, de 1902 à 1907, et les finances des ports iraniens, d'octobre 1912 à mai 1915. Ces services furent ensuite dirigés par des Iraniens, qui conservèrent à Téhéran du personnel belge.

CHAPITRE III

LE GOLFE PERSIQUE DEPUIS LA GUERRE

Les positions respectives des puissances dans le Golfe Persique, telles que nous les avons décrites dans le chapitre précédent, se sont profondément modifiées depuis la guerre, sous l'influence de trois principaux facteurs. La défaite des empires centraux a éliminé la Turquie des rives du Golfe, et suspendu l'exécution des ambitieux projets de l'Allemagne dans le Proche-Orient. La révolution russe a, pour un temps, replié la Russie sur elle-même et arrêté la poussée de son influence, à travers l'Iran, vers le Golfe Persique.

Débarrassée de ses deux plus dangereuses rivales, la Grande-Bretagne a affermi la suprématie qu'elles avaient essayé de lui disputer, et le Golfe Persique semblait mériter désormais le nom de « lac britannique. » L'accord anglo-iranien de 1919 couronnait son œuvre par un véritable protectorat sur l'Iran.

Les vieilles ambitions des tsars vers la mer libre du Sud n'ont pas tardé cependant à se réveiller sous le régime soviétique et à menacer à nouveau le monopole britannique. Mais c'est surtout un autre facteur qui est venu modifier la situation politique des puissances dans le Golfe Persique. Les derniers rois de la dynastie des Kadjars, incapables et sans autorité, avaient entraîné rapidement

l'Iran vers sa déchéance. Ils assistaient sans réagir aux luttes de rivalité entre la Grande-Bretagne et la Russie, dont le territoire et les richesses du pays étaient l'enjeu. L'accord anglo-russe de 1907, conclu en dehors du gouvernement iranien, partageait l'Iran en zones d'influence entre ces deux puissances, qui protestaient de leur mutuel respect de son intégrité. Les concessions arrachées à ses rois, moyennant quelques avances de fonds destinées à satisfaire leurs fantaisies, livraient à l'étranger son administration et ses finances. A l'intérieur, les Kadjars laissaient tomber en ruines les belles routes et les solides caravansérails construits par les Safavis. L'Iran fut peu à peu isolé du reste du monde et du progrès ; sans relations avec les provinces, sans armée, les shahs laissaient fatalement les gouverneurs des régions éloignées de la capitale se conduire en seigneurs féodaux indépendants en fait. L'état d'anarchie et d'abandon encourageait l'intervention des puissances étrangères.

L'accord de 1919, qui consommait l'asservissement de l'Iran à l'Angleterre, a réveillé dans l'âme iranienne la conscience de sa personnalité. Il a suscité une réaction nationaliste, et dressé l'Iran contre le shah qui avait signé l'abdication de son indépendance. Le shah Ahmad, dernier souverain de la dynastie des Kadjars, fut déposé le 31 octobre 1925. Le général Riza Khan, commandant en chef des forces iraniennes depuis le 21 février 1921, ministre de la guerre le 25 avril 1921, président du Conseil des ministres depuis le 28 octobre 1923, fut nommé par le Parlement régent et chef du gouvernement provisoire, puis élu à l'unanimité Shah-in-shah héréditaire, le 12 décembre 1925, par l'Assemblée constituante réunie à Téhéran.

Le nouveau souverain a continué la politique nationale

inaugurée par le mouvement nationaliste qui l'a élevé jusqu'au trône. Le gouvernement iranien poursuit l'œuvre du redressement de l'Iran. Il est résolu à sauvegarder et à mettre en valeur le patrimoine national.

Aussi le mouvement national, et l'avènement de la dynastie de S. M. Riza Shah, qui l'a consolidé, est-il bien un facteur nouveau, d'importance essentielle, dans la position politique des puissances autour du Golfe Persique. Décidé à faire respecter l'intégrité du territoire de l'Iran et l'indépendance de sa souveraineté, le gouvernement iranien s'oppose, avec une énergie et une ténacité qui ne se démentent jamais, à toute tentative étrangère qui les menace. L'Angleterre, la Russie ne pourraient plus traiter l'Iran comme une *res nullius* à se partager : elles trouveraient ce qu'elles ne rencontraient presque jamais au temps des Kadjars : un gouvernement pourvu d'énergie et d'autorité, résolu à leur résister. En étudiant dans ce chapitre la place des puissances dans le Golfe Persique depuis la guerre, nous constaterons les effets de ce réveil de l'Iran. Il se manifeste aussi sur le terrain économique, car le nouveau gouvernement poursuit le redressement national dans tous les domaines.

Aussi, avant de décrire la situation politique et économique du Golfe Persique depuis la guerre, convient-il de consacrer quelques développements à l'œuvre accomplie depuis la résurrection de l'âme nationale, et surtout sous le règne de S. M. Riza Shah.

SECTION I. — L'Iran depuis 1921.

Riza Khan commença en 1921 à jouer un rôle au Parlement et il prit une part active au mouvement nationaliste.

La première réforme réalisée fut celle de l'armée¹.

Avant 1921, l'armée ne se composait que d'une division de cosaques, commandée par des officiers russes, une brigade centrale de soldats réguliers et une force de gendarmerie dirigée par des officiers suédois.

A partir de 1921, les instructeurs étrangers furent congédiés et l'armée nouvelle créée. La loi sur le service militaire fut votée : actuellement tous les citoyens iraniens, de 21 à 45 ans, sont astreints à des obligations militaires.

L'organisation d'écoles militaires et l'envoi des élèves-officiers en Europe en vue d'y parfaire leur instruction militaire ont permis de former un cadre d'officiers.

L'aviation militaire iranienne a été créée. L'École d'aviation de Téhéran forme des pilotes et des aviateurs et envoie chaque année en Europe de nombreux élèves.

En vue d'assurer la sécurité et la surveillance des côtes iraniennes, S. M. Riza Shah a créé une marine militaire. Depuis 1926, des élèves-officiers suivent les cours de l'Académie navale de Livourne ou de l'École navale de Brest. Six unités nouvelles, construites dans les chantiers de Palerme et de Naples, ont été mises en service dans le Golfe Persique. Des achats de munitions et d'avions ont été effectués en Europe ; l'arsenal de Téhéran a été modernisé et développé. Grâce à ces mesures énergiques, la pacification méthodique du pays a été réalisée et une sécurité inconnue depuis longtemps a été rétablie.

Dans le domaine politique, les traités inégaux qui, pendant les périodes de faiblesse de l'Iran, lui avaient été imposés par des puissances étrangères, ont été remplacés

1. Nous empruntons la plupart des renseignements de cette section à l'album *La Perse*, édité au mois de juin 1934 à l'occasion du voyage de S. M. Riza Shah en Turquie.

par de nouveaux traités, basés sur l'égalité absolue et une réciprocité parfaite.

En 1921, Riza Shah avait obtenu du Madjless le rejet de l'accord de 1919 avec l'Angleterre. La même année, appuyé sur l'amitié des Soviets, qui continuaient en Iran la politique traditionnelle de rivalité avec l'Angleterre, il contraignit les troupes britanniques à évacuer le territoire national, tandis qu'il concluait avec la Russie un traité d'amitié.

Les capitulations en Iran avaient la force pour origine : la Russie les lui avait imposées après sa victoire, par le traité de commerce signé à Torkmantchaï en 1828. Le bénéfice capitulaire avait été par la suite étendu aux autres puissances, par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée.

Au mois de mars 1919, le gouvernement iranien avait fait le premier pas vers l'abolition des capitulations, lorsqu'il exposait les inconvénients et l'injustice de ce régime, dans un memorandum à la Société des Nations.

Après avoir réorganisé les tribunaux judiciaires, le gouvernement abolit les droits de juridiction consulaire et les privilèges des étrangers, vestiges du passé, le 26 avril 1927.

Les impôts ne rentraient pas ou rentraient mal, en raison de l'insécurité qui régnait dans le pays et de la faiblesse du gouvernement central. La pacification du pays permit de remédier à cet inconvénient. Les finances furent réorganisées et le budget équilibré. Les finances iraniennes comptent aujourd'hui parmi les plus saines et permettent à l'Iran de réaliser ses projets de modernisation. L'Iran est un des rares pays qui n'ont presque pas de dette publique. Son budget accuse un excédent de recettes et dans le mon-

tant des recettes ne figurent pas les droits de concession que l'*Anglo-Iranian Oil Company* verse au gouvernement iranien (en 1933, 1.443.475 livres sterling).

L'Iran est principalement un pays agricole, son sol est extrêmement fertile et ses cultures très variées : coton, thé, tabac, riz, fruits de renommée universelle, mûrier (industrie de la soie).

Les forêts sont très riches en essences de toutes sortes.

Le gouvernement iranien a encouragé particulièrement l'industrie : sucreries, fabriques de ciment, scieries, filatures, fabriques de tissage de coton, de jute, d'étoffes de soie, de châles, de cotonnades, d'indiennes de couleur, savonneries, se sont fondées ou développées à l'abri de sa protection.

L'industrie des tapis de l'Iran a une renommée mondiale et fournit un article d'exportation des plus important.

Le sous-sol de l'Iran est très riche en produits miniers : fer, plomb, nickel, cuivre, zinc, mercure, manganèse et cobalt. Des prospections ont constaté la présence en quantités industrialisables de quartz aurifère, d'or, d'argent, de platine. La turquoise est courante en nombreux endroits. On trouve en quantités considérables la potasse et la houille.

Le plus important de tous les produits miniers de l'Iran est le pétrole : il en recèle tout le long de ses provinces occidentales et septentrionales. Le pétrole est l'objet d'une extraction systématique près du Golfe Persique, qui produit actuellement plus de 7 millions de tonnes par an, plaçant ainsi l'Iran parmi les plus riches nations pétrolifères du monde.

En 1929, l'Iran a rétabli son autonomie douanière, perdue au traité de 1828, qui lui avait imposé un tarif uniforme de 5 p. 100 *ad valorem* sur les échanges avec la

Russie, étendu aux autres puissances par le traitement de la nation la plus favorisée. La Russie avait réussi, en 1902, à se faire accorder un régime douanier de faveur, désastreux pour le commerce iranien. En 1927, les délégués iraniens firent insérer dans la convention commerciale avec la Russie une clause la déclarant caduque, si, dans un délai de deux ans, l'Iran acquérait son autonomie douanière.

Le gouvernement iranien fit appel à la Société des Nations. Une conférence économique internationale, réunie à Genève le 4 mai 1927, vota une recommandation en faveur de l'autonomie douanière de l'Iran.

Le Madjless adopta le 3 mai 1928 un tarif analogue au tarif français de 1892, comportant un tarif minimum et un tarif maximum. Le gouvernement est autorisé à signer, sur la base de l'écart entre les deux tarifs, des conventions douanières avec les puissances étrangères, pour une durée de huit ans au maximum.

Une convention douanière avec l'U. R. S. S., signée le 10 mars 1929 à Téhéran, conclue pour une durée de sept ans, prévoyait l'application entre les deux pays du tarif minimum avec clause de la nation la plus favorisée. Dans un protocole additionnel, les deux puissances s'engageaient à ne pas augmenter leurs tarifs pendant toute la durée de la convention.

Cet accord a compromis l'essor économique de l'Iran en face de la Russie, qui, fortement organisée au point de vue économique, poursuivait son industrialisation par l'application du plan quinquennal, et dont la population, au *standard* d'existence réduit, n'absorbait plus les produits alimentaires de l'Iran.

Le gouvernement iranien a établi le « monopole du com-

merce extérieur », par les lois du 25 février et du 11 mars 1931, qui déterminent désormais sa politique économique, non seulement avec la Russie soviétique, mais avec les autres pays.

L'importation en Iran des produits étrangers ne pourra se faire que sous la stricte condition d'exporter des produits de l'Iran dans les limites du prix des marchandises à exporter. L'importation des produits des monopoles concédés est limitée à 20 p. 100 du prix de ces produits exportés. L'exportation du pétrole, des matières pétrolières et des produits des pêcheries ne donne pas droit à l'importation de marchandises.

Une des causes de l'introduction du monopole du commerce extérieur a été la réforme monétaire.

Jusqu'au 18 mars 1930, le système monétaire iranien était le monométallisme-argent ; en conséquence, le kran était sujet à des variations constantes par rapport à l'or. A plusieurs reprises, l'Iran avait envisagé la substitution de l'étalon-or à l'étalon-argent.

En 1930, le cours du kran tomba sur tous les marchés. Après de longues hésitations, le parlement adopta le monométallisme-or. Le moment était mal choisi, dans les circonstances d'après guerre, en pleine crise, au moment même où certaines grandes puissances, comme l'Angleterre, cherchaient à rompre avec l'étalon-or pour relever leur commerce et leur industrie.

Le monopole du commerce extérieur n'a pu arrêter les effets de la dépréciation récente : il y a eu, à partir de février 1932, des sorties exceptionnelles de capitaux ¹.

1. Sur les réformes douanière et monétaire en Iran, voir Hussein Navâi, *Les relations économiques irano-russes*, thèse, Paris (1935).

SECTION II. — Les puissances et le Golfe Persique.

§ 1. — L'ANGLETERRE

Pendant la Grande Guerre, l'Iran, incapable de défendre ses frontières, devait être un des théâtres des hostilités entre les grandes puissances. Les Anglais eurent à sauvegarder leurs intérêts dans le Golfe Persique et en Mésopotamie contre les intrigues de l'Allemagne, dont la politique était de menacer la route de l'Inde en utilisant ses alliés turcs pour attaquer l'Afghanistan et le gagner à la cause de l'Islam. Dans la vallée du Karoun, ils avaient à protéger contre les attaques turques les *pipe line* et les raffineries d'Abadan, qui fournissaient de pétrole les navires de guerre britanniques. La mobilité des bâtiments anglais du Golfe Persique et la rapide avance des troupes sur Bassora rétablirent la situation un moment inquiétante. Une brigade anglaise attaqua le port d'Ahwaz, sur le littoral iranien du Golfe et y consolida sa position, tandis qu'une division chassait les Turcs du sol de l'Iran.

Les Allemands, à l'aide d'organisations de missionnaires, essayèrent aussi de chasser les résidents anglais et russes du centre et du sud de l'Iran et d'établir une ligne de postes militaires à travers l'Iran et l'Afghanistan. Vers la fin de 1915, ils réussirent à chasser ces résidents, qui durent chercher asile dans les ports du Golfe Persique. Mais en mars 1916, le général Sir Percy Sykes fut envoyé avec son état-major à Bender-Abbas avec la mission de lever une force armée dans le sud de l'Iran. Ses soldats battirent les Allemands et entrèrent en libérateurs à Kerman ¹.

1. Sir Percy Sykes, dans le *Times*, n° spécial du 5 janvier 1931, p. vi.

L'effondrement de l'empire des tsars en 1917, et la défaite des empires centraux en 1918, libérèrent le Golfe Persique, l'Iran et la Mésopotamie des ambitions et des intrigues allemandes et russes. L'influence anglaise demeurait, désormais, exclusive dans ces régions. Les inquiétudes causées par les attaques des troupes turques, excitées par l'Allemagne, les tentatives sur Abadan, la situation un moment critique pour les armes anglaises, lors du siège et de la prise de Kut-el-Amara, avaient contribué à souligner encore mieux aux yeux des impérialistes anglais l'importance capitale de l'Iran et de la Mésopotamie comme routes d'accès vers l'Inde.

Quelques citations d'autorités britanniques montreront mieux que tous les arguments la doctrine anglaise sur le Golfe Persique.

Lord Curzon écrivait en 1892 : « L'Union Jack flottant au sommet du mât de la résidence n'est pas un vain symbole de la prédominance anglaise à Bouchir. Les vapeurs qui y sont ancrés sont anglais, à de rares exceptions près ; les marchandises qui encombrent les échoppes du bazar sont anglaises ou indiennes ; la roupie est aussi promptement acceptée, si ce n'est plus, que le kran. Il doit y avoir plus d'un Persan qui a noté le contraste entre le magnifique corps de garde du Résident anglais et la pâle escorte du Gouverneur indigène. En apparence ni en structure, le quartier anglais de la ville n'est différent d'une station indienne, tandis que les sentiments amicaux de la populace se sont clairement manifestés par la manière dans laquelle fut célébré à Bouchir le jubilé de la reine d'Angleterre ¹. »

« Il n'est pas exagéré de dire que les vies et les propriétés

1. Curzon. *Persia and the Persian question*. II, p. 236.

de centaines de milliers d'êtres humains sont sauvegardées par le protectorat britannique du Golfe Persique, et si celui-ci était retiré ou détruit sur terre et sur les côtes, elles retomberaient dans le chaos anarchique duquel elles ont été si laborieusement tirées ¹. » « Je considérerais la concession à la Russie d'un port sur le Golfe Persique par une puissance quelconque comme une insulte délibérée à la Grande-Bretagne, comme un désir de rupture du statut quo et comme une provocation voulue à la guerre et j'accuserais le Ministre britannique coupable d'acquiescer à une pareille reddition de traître à son pays ². »

Il faut mentionner aussi ce qu'a écrit en 1902 l'Amiral Mahan : « Toute concession dans le Golfe Persique, soit par un arrangement formel avec d'autres puissances, soit par négligence des intérêts commerciaux locaux qui étaient actuellement le contrôle politique et militaire, mettra en péril la situation navale de la Grande-Bretagne en Extrême-Orient, sa position politique dans l'Inde, ses intérêts économiques dans les deux régions et le nœud impérial entre elle-même et l'Australie. » Et plus loin : « Le contrôle du Golfe Persique par un État étranger ayant une puissance navale considérable, une flotte y ayant comme base un port militaire puissant, reproduisant les relations de Cadix, Gibraltar et Malte dans la Méditerranée... Ils flanqueraient toutes les routes conduisant en Extrême-Orient, aux Indes, à l'Australie, ces deux dernières faisant actuellement partie de l'Empire considéré comme système politique ; et bien que la Grande-Bretagne ferait incontestablement échec à une pareille flotte, ainsi placée, par une de ses propres divisions, ils pourraient bien

1. Curzon, *op. cit.*, p. 464.

2. Curzon, *op. cit.*, p. 465.

requérir un détachement assez grand pour affecter sérieusement la puissance générale de sa position navale. »

Le 5 mai 1903, parlant à la Chambre des Lords, en sa qualité de Ministre des Affaires étrangères, Lord Lansdowne, déclarait : « Je le dis sans hésitation, nous considérerions l'établissement d'une base navale, ou d'un port fortifié dans le Golfe Persique, par une autre puissance, comme une très grande menace aux intérêts britanniques et nous nous opposerions certainement par tous les moyens à notre disposition. » Le *Times* ajouta : « Ceci est notre doctrine de Monroë dans l'Orient musulman, et nous ne pouvons pas nous en départir. »

Cette doctrine exclusive n'a fait que se développer jusqu'à nos jours.

Aussi, dès la cessation de la guerre mondiale, le gouvernement britannique résolut-il de renforcer son influence dans le Golfe Persique et en Iran par un accord avec le Shah.

Dans le préambule de l'accord du 9 août 1919, le gouvernement britannique réitère ses engagements de respecter l'indépendance et l'intégrité de l'Iran. Mais les clauses de l'accord équivalent à un véritable protectorat, par la mainmise de la Grande-Bretagne sur l'organisation administrative, militaire, financière et économique du pays.

« En vertu des liens étroits d'amitié qui ont existé entre les Gouvernements dans le passé et dans la conviction qu'il est indispensable pour les intérêts mutuels des deux gouvernements dans l'avenir que ces liens soient renforcés, et qu'une impulsion énergique soit donnée [au développement de la prospérité de l'Iran, il est, par les présents, convenu ce qui suit entre le gouvernement iranien, d'une part, et le ministre de Sa Majesté britannique, agissant au nom de son gouvernement, d'autre part :

1^o Le gouvernement britannique réitère de la façon la plus catégorique les engagements qu'il a donnés à plusieurs reprises dans le passé de respecter absolument l'indépendance et l'intégrité de l'Iran.

2^o Le gouvernement britannique fournira, aux frais du gouvernement iranien, les services des Conseillers experts qui, après entente entre les deux gouvernements, pourront être jugés nécessaires aux différents départements de l'administration iranienne. Ces Conseillers seront engagés par contrat et munis de pouvoirs adéquats, dont la nature fera l'objet d'un accord entre le gouvernement iranien et les Conseillers.

3^o Le gouvernement britannique fournira, aux frais du gouvernement iranien, les officiers, les munitions et les équipements de type moderne qui pourront être jugés nécessaires par une commission mixte d'experts militaires anglais et iraniens, laquelle se réunira immédiatement dans le but d'évaluer les besoins de l'Iran en vue de la constitution d'une force uniforme que le gouvernement iranien se propose de créer pour l'établissement et le maintien de l'ordre dans le pays et sur ses frontières.

4^o Dans le but de trouver les fonds nécessaires aux réformes indiquées aux clauses 2 et 3 de cet accord, le gouvernement britannique offre de consentir au gouvernement iranien ou de lui ménager un emprunt substantiel, pour la garantie duquel les ressources seront cherchées par les deux gouvernements dans les revenus des douanes ou autres sources de revenus à la disposition du gouvernement iranien. En attendant la fin des négociations relatives à cet emprunt, le gouvernement britannique fournira des avances sur cet emprunt, dans la limite qui sera jugée nécessaire pour commencer lesdites réformes.

5° Le gouvernement britannique, reconnaissant pleinement la nécessité urgente d'améliorer les communications en Iran en vue à la fois de l'extension du commerce et de la lutte contre la famine, est disposé à coopérer avec le gouvernement iranien pour encourager les entreprises anglo-iraniennes qui travailleraient dans ce but au moyen de construction de voies ferrées ou autres moyens de transport. Il est bien entendu que les décisions qui seraient prises à cet effet ne le seraient qu'après un examen des problèmes soulevés par les experts et après accord entre les deux gouvernements sur les différents projets qui pourraient paraître les plus nécessaires, les plus pratiques et les plus avantageux.

6° Les deux gouvernements se mettent d'accord sur la nomination immédiate d'une commission mixte d'experts chargés de l'examen et de la révision des tarifs de douane en vigueur, en vue de leur réorganisation sur une base les mettant en harmonie avec les intérêts légitimes du pays et destinés à assurer sa prospérité ¹. »

L'accord anglo-iranien du 9 août 1919 fut une grave faute politique de la part de l'Angleterre. Son gouvernement aurait pu obtenir de nouveaux avantages économiques en Iran par d'autres méthodes. Le traité compromit le prestige et la dignité de la Grande-Bretagne. En lui conférant le contrôle virtuel de l'Iran, il provoqua un mouvement nationaliste, d'allure anti-britannique, et réveilla en même temps en Asie Centrale le néo-nationalisme russe. En dépit de la visite du Shah de l'Iran à Londres, la poussée nationaliste accusa de plus en plus l'hostilité contre l'accord de 1919 et le Medjless refusa, en 1921, d'autoriser le gouvernement à le ratifier.

1. Accord anglo-iranien du 9 août 1919 (d'après le *Temps*).

L'échec du traité du 9 août 1919 ouvrit une période de tension dans les relations anglo-iraniennes. Cette situation s'améliora avec la chute de la dynastie Kadjar et l'avènement de Riza Shah. L'abolition des capitulations, le règlement des réclamations financières anglaises contre l'Iran, l'établissement de relations amicales avec l'Irak, la conclusion d'un accord autorisant l'accès du littoral iranien du Golfe Persique et de la mer d'Oman aux avions de l'*Imperial Airway*, témoignaient de la bonne volonté du gouvernement iranien et du rétablissement de relations cordiales avec la Grande-Bretagne. L'indépendance et l'intégrité de l'Iran sont, pour l'Inde anglaise, des garanties de sécurité, et l'Empire britannique a le plus puissant intérêt à sauvegarder l'ordre et la prospérité de l'Iran, qui est un de ses principaux fournisseurs de pétrole. De son côté, l'Iran peut trouver dans l'amitié anglaise, à condition que celle-ci se montre loyale, une protection contre une menace éventuelle de la Russie vers le Golfe Persique, que les progrès de l'automobile et de l'aviation ont rendu plus vulnérable ¹.

§ 2. — LA RUSSIE

A partir du début du XIX^e siècle, les rapports des consuls britanniques constataient que l'invasion des produits russes en Iran menaçait la suprématie commerciale de l'Angleterre, non seulement dans les provinces terrestres, mais jusque sur le Golfe Persique. L'accord anglo-russe de 1907, qui répartissait l'Iran en zones d'influence entre la Grande-Bretagne et la Russie, n'avait pas arrêté l'essor économique de l'empire russe vers le sud de l'Iran.

1. Cf. *Times*, n° spécial du 5 janvier 1931, p. vi.

La révolution de 1917 eut pour conséquence de replier la Russie sur elle-même : il fallait organiser le nouveau régime politique et économique, et affermir son existence menacée par les partis de réaction¹.

Bien que l'Iran eût été le premier à reconnaître le gouvernement soviétique, les échanges entre les deux pays furent presque nuls de 1917 à 1921 : pendant l'exercice 1920-1921, les importations russes en Iran ne dépassent pas 20 millions de krams, contre 302 millions avant la guerre ; les exportations de l'Iran en Russie, 8 millions au lieu de 355. L'état de l'industrie russe, le manque de plan et le monopole soviétique du commerce extérieur, expliquent ce changement, qui permet à l'Angleterre de reprendre de loin la première place dans le commerce extérieur avec l'Iran.

La conclusion de l'accord anglo-iranien rapprocha l'Iran des Soviets, par la crainte commune du protectorat britannique sur l'Iran. Le 26 février 1921, les deux gouvernements conclurent un traité d'amitié, d'une importance considérable au point de vue économique et au point de vue politique.

Toutes les dettes de l'Iran envers la Russie, avec leurs intérêts, qui atteignaient 350 millions de krams et pesaient si lourdement sur la balance des comptes iranienne, sont abolies. Toutes les concessions sont rendues ; tous les traités et conventions entre les deux contractants, si préjudiciables à l'Iran, et même les accords au sujet de l'Iran, conclus par la Russie avec une tierce puissance, sont annulés, c'est-à-dire principalement l'accord anglo-russe de 1907, relatif au partage du territoire iranien en zones d'influence.

1. Nous empruntons une partie des renseignements de ce paragraphe à la thèse précitée de M. Hussein Navai.

Après la conclusion du traité d'amitié de 1921, le volume du commerce irano-soviétique augmente : à la veille de la conclusion de la convention commerciale de 1927, il atteignait le chiffre de 408 millions de krans au lieu de 28 en 1921. La Russie remonte de la 4^e à la 2^e place dans le commerce extérieur de l'Iran.

Mais à partir de 1926, la nouvelle politique économique des Soviets, favorable à l'industrialisation, les oblige, pour ménager les devises, à acheter peu et à vendre cher. D'où une diminution du commerce avec l'Iran, surtout défavorable aux exportations de l'Iran.

Le 1^{er} octobre 1927, à Moscou, l'Iran signe avec l'U. R. S. S. une convention commerciale fondée sur le principe de la balance des contrats, avec la clause de la nation la plus favorisée. La valeur totale des marchandises iraniennes exportées dans l'Union ne devra pas être inférieure à celle des produits importés de l'U. R. S. S. en Iran. Les échanges se régleront pour 90 p. 100 en marchandises et 10 p. 100 seulement en numéraire.

Les exportations de l'Iran en Russie soviétique ne devront pas dépasser 250 millions de krans par an (soit 50 millions de roubles), dont 150 millions de matières premières et 100 millions de produits alimentaires. 25 p. 100 au moins doivent être destinés aux institutions de l'État ou au gouvernement des Soviets lui-même. Le surplus sera exporté de l'Iran par les organisations économiques de l'U. R. S. S. et surtout par les sociétés mixtes ou, à leur défaut, par les commerçants iraniens.

La convention de 1927 était surtout favorable à la politique soviétique d'industrialisation : le gouvernement russe cherchait à acquérir des machines et des matières premières sans déboursier des devises.

La convention de 1927 a fait tomber les exportations iraniennes en Russie de 281 millions, en 1925-1926, à 166 millions en 1928-1929 et à 148 millions en 1929-1930.

En 1928, l'Iran a rétabli son autonomie douanière, puis, en 1931, il a institué, sous le nom de « monopole » du commerce extérieur, un système de contingentements, adopté pour briser les entraves apportées par les Soviets aux exportations iraniennes, mais applicable à l'égard de toutes les puissances.

En ce qui concerne spécialement le Golfe Persique, le vice-consul britannique à Bouchir fait, en 1927-1929, une constatation analogue à celle de ses collègues vers 1907 : les produits russes font une concurrence acharnée aux manufacturiers anglais jusque dans cette région.

Dans l'ensemble du commerce extérieur de l'Iran, l'Angleterre a conservé cependant la première place depuis 1907, mais grâce au volume de ses importations. Dans l'état de choses actuel, elle ne pourra jamais ravir à la Russie son rang dans le commerce d'exportation, car elle n'a pas besoin des produits iraniens, qu'elle trouve à acheter moins cher dans ses possessions, à l'exception du pétrole.

Le gouvernement des Soviets, craignant que le monopole ne nuise aux intérêts russes en Iran, a conclu le 27 octobre 1931 une « convention d'établissement, de commerce et de navigation », fondée sur le principe de la balance nette des contrats.

A propos de la question du pétrole, nous verrons un nouvel aspect de la rivalité anglo-russe en Iran.

§ 3. — L'ALLEMAGNE

L'Allemagne, contrainte par la guerre et la défaite d'abandonner ses ambitions en Orient, matérialisées dans

le projet de chemin de fer de Bagdad, n'a pas renoncé à reprendre pied et à dominer dans le Golfe Persique. Nous en avons la preuve dans un article récemment paru dans une revue allemande, dont nous reproduisons un résumé donné par *La France Militaire*¹.

« La presse allemande, qui surveille attentivement tous les événements du Proche-Orient, a porté récemment son attention sur cette voie ferrée du Bagdad, à la construction de laquelle les Allemands ont poussé en leur temps et sur laquelle ils avaient fondé de grandes espérances. Personne ne méconnaît le grand intérêt du Berlin-Vienne-Sofia-Constantinople-Bagdad, et son rôle futur sera vraisemblablement impressionnant dans le trafic mondial ! L'Allemagne avait vu grand en l'occurrence et l'installation des *pipe line* de pétrole de la région de Mossoul vers Haïffa et Tripoli a confirmé la justesse de ces observations ; aussi bien les Allemands se lamentent-ils aujourd'hui sur le non-aboutissement de leur grand projet, auquel la dernière guerre mondiale a porté un coup fatal.

« Dans un des derniers numéros du *Militär Wochenblatt*, un auteur, qui signe E. M., traite sommairement le problème ; il expose, ce qui a un gros intérêt à l'heure d'aujourd'hui, où en est cette construction du Bagdad et il émet une opinion sur l'avenir.

« Nous résumons succinctement ci-dessous l'article en cause :

« La voie ferrée du Bagdad ! comme ce titre a aujourd'hui une autre résonance qu'à l'époque où la motorisation et le trafic aérien étaient encore en enfance. Le chemin de fer de Bagdad était avant-guerre présenté dans la presse

1. « Le chemin de fer de Bagdad, » dans *La France Militaire*, n° des 29-30 septembre 1935.

anglaise comme un gros épouvantail. Au début de la guerre mondiale, l'Angleterre fit occuper Bagdad avec de très grosses forces ; c'est que, par le chemin de fer de Bagdad, est ouverte une autre route, une route plus courte vers l'Océan Indien ; sur les bords de cet océan s'étalent les possessions anglaises et aboutit le chemin qui, par le canal de Suez, conduit aux Indes et en Australie. L'axe Berlin-Vienne-Sofia-Constantinople-Bagdad est bien plus court que la voie maritime Londres-Gibraltar-Malte-Suez-Aden ; cette voie de Bagdad, ce projet gigantesque de la Banque d'Allemagne frémissante, c'était pour cette Allemagne non point seulement la maîtrise de l'Europe centrale et de l'Europe du Sud-Est, mais elle ouvrait aussi à ce pays l'exploitation du Proche-Orient, en même temps qu'elle ouvrait d'autres perspectives insoupçonnées. Le chemin du Golfe Persique, la liaison commerciale avec les Indes était plus rapide et moins coûteuse ; Berlin arrivait à l'avant-garde et la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran trouvaient du même coup leur liaison avec le trafic commercial allemand.

« L'issue tragique de la guerre mondiale, poursuit l'auteur, a détruit ici pour nous un grand et prometteur avenir.

« Certes, ces regrets son bien compréhensibles et ils doivent raviver chez les Allemands le désir de réparer si possible un jour la cause perdue.

« L'auteur donne alors des détails sur l'état actuel de la voie ferrée, qui n'est point encore entièrement terminée. Les Allemands avaient poussé la ligne de Constantinople (plus exactement de Haidar-Pacha, sur la rive turque) jusqu'à Nissibin et la superstructure avait été établie jusqu'à 20 kilomètres au delà de ce point ; il manquait

encore 200 kilomètres de voie ferrée. Jusqu'à Mossoul, vers le Golfe Persique, il manquait aussi 150 kilomètres de voie ; de ce côté, la voie ferrée part de Kirkuk (sud de Mossoul, point de départ des *pipe line* de pétrole) vers Bagdad et le golfe Persique ; aujourd'hui, on atteint Bagdad par la voie ferrée en une nuit. De nos jours, la voie ferrée a été prolongée de 20 kilomètres par les Français, au-delà de Nissibin jusqu'à Tal-Siouan, si bien que les voyageurs qui prennent le Taurus-Express débarquent à Tal-Siouan, d'où un omnibus les emmène à Mossoul ; ils passent la nuit à Mossoul et l'omnibus les conduit le lendemain matin à Kirkuk, où ils retrouvent la voie ferrée.

« En 1935, 80 autres kilomètres de voie ferrée devraient encore être terminés, si bien que le chemin de fer arriverait à 100 kilomètres environ au nord de Mossoul ; mais ici, dit l'auteur, on se trouve en face des Anglais, dont les intentions ne sont point encore bien connues. Aux termes du traité de 1916, les Français n'ont pas le droit de construire plus avant ; un jour viendra cependant où la ligne sera achevée, mais la question se posera alors : Qui commandera et qui en aura le profit ?

« L'auteur donne alors son opinion sur l'avenir de la ligne et il pousse la Turquie en avant, étant bien entendu que l'Allemagne est derrière elle et tire les ficelles :

« La Turquie, dit-il, n'est plus l'homme malade du Bosphore et elle pense bien aujourd'hui utiliser un jour la voie ferrée du Bagdad à son profit ; d'ailleurs, un tracé plus rectiligne de la voie ferrée, en laissant de côté le coude qui mène à la Syrie, raccourcirait le trajet d'environ 250 kilomètres, soit d'un jour de voyage. Les centres industriels et commerçants de Turquie ont déjà pensé à ce projet (vraisemblablement proposé par les Allemands) ;

l'Anatolie se développe ; deux nouvelles voies ferrées y sont en construction, qui s'accordent de la régularisation de la voie ferrée ; en tournant entièrement la Syrie, la Turquie est assurée d'établir une liaison directe avec Mossoul (évidemment, on songe à mettre la France en dehors du circuit) et une telle liaison directe conduirait voyageurs et marchandises, sans aucun transbordement, de Berlin à Bagdad en six jours ; on monterait à cet effet un bac sur le Bosphore, qui conduirait le train d'une rive à l'autre. Les capitaux du monde entier affluent dans le Proche-Orient. Suivons l'affaire, dit l'auteur, car ici va s'ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire du monde. »

§ 4. — LA FRANCE

Le traité de Paris de 1763, qui cédait à l'Angleterre l'Inde française, avait fait perdre à la France la position intéressante qu'elle s'était faite dans le Golfe Persique. Les rêves orientaux de Napoléon I^{er} ranimèrent un moment l'attention du gouvernement français sur le Golfe, mais la rupture des relations entre l'empereur et le Shah laissa désormais la place libre à la Grande-Bretagne. L'activité commerciale de la France dans le Golfe Persique, ralentie pendant le XIX^e siècle, découragée par une série d'échecs, ne s'est pas réveillée depuis la guerre de 1914.

La France devrait cependant jouer dans le Golfe Persique un rôle plus actif. Les missionnaires Carmes maintiennent fidèle le souvenir de l'influence française sous le règne de Louis XIV. La France a acquis sous Napoléon I^{er} une influence morale en Iran qui ne s'est pas effacée de nos jours. Fath Ali Shah « avait une grande affection pour Napoléon et pour la France. Il voulait même envoyer à

Paris son plus jeune fils, âgé de six ans, pour y recevoir une éducation française ¹. »

« L'Iran est resté jusqu'à nos jours comme une enclave intellectuelle française. Victor Bérard écrit en parlant de l'Iran :

« C'est un devoir pour nous, Français, de ne pas ménager notre sympathie à celui de nos clients intellectuels qui, malgré tout, nous est demeuré le plus fidèle ; même à la Cour de Tauris, l'influence russe n'a le plus souvent dominé que sous un vêtement français ²... »

Un autre Français ³ évalue de 8.000 à 10.000 le nombre des Iraniens qui parlent le français, rien qu'à Téhéran. »

L'influence française demeure très profonde en Iran. Le mot farangui (franc ou français) est le terme générique en usage pour désigner tous les étrangers. La langue française est obligatoire dans les programmes de l'enseignement secondaire. La Faculté de droit et des sciences politiques a eu longtemps un Français, M. Perny, comme doyen, et la majorité des professeurs sont Français. Le gouvernement iranien est autorisé par une loi à envoyer à l'étranger, chaque année, des jeunes gens comme boursiers de l'État : sur environ 125 boursiers par an, une centaine poursuivent leurs études en France. De nombreux étudiants iraniens fréquentent les facultés françaises et les grandes écoles. Des officiers iraniens suivent l'enseignement de l'École militaire de Saint-Cyr et de l'École navale de Brest.

Les Codes récemment mis en vigueur par l'Iran s'inspirent des Codes français. Les missionnaires Carmes, établis

1. Afschar, *op. cit.*, p. 178.

2. *Les Révolutions de la Perse*, p. 230. Voir aussi : Demorgny, *La Question Persane et la Guerre* (chap. : *L'influence française en Perse*).

3. Maurice Spronck, dans la *Revue Hebdomadaire*, 29 mai 1920, p. 543.

à Bassora en 1623, ont toujours des supérieurs français, et leurs supérieurs ont exercé les fonctions de consul de France jusqu'en 1779. Ils sont subventionnés par le gouvernement français, ainsi que les sœurs de la Présentation de Tours, toutes de nationalité française. Ces deux ordres de religieux maintiennent en Iran l'influence intellectuelle et morale de la France, et jusqu'aux mœurs et habitudes françaises.

On peut regretter que la France, si bien introduite en Iran, ait laissé se prescrire l'influence économique qu'elle exerçait dans le Golfe Persique avant la perte de l'Inde et que les tentatives de ses nationaux au XIX^e siècle aient échoué par défaut de préparation, de ténacité, de capitaux, d'appui financier du gouvernement. L'Angleterre, qui a su lui enlever la première place, l'Allemagne qui, tard venue, n'a pas hésité à la disputer à l'Angleterre, offrent aux commerçants français et au gouvernement de la France des leçons d'intelligence, de ténacité, de solidarité, qui devraient leur servir d'enseignement et d'encouragement.

La France, qui jouit de l'affection et de l'estime traditionnelles de l'Iran, et n'a jamais cherché à porter atteinte à son indépendance, mériterait de collaborer à l'œuvre de redressement économique de l'Iran et de participer plus activement au courant des échanges qui traverse le Golfe Persique.

La France a des intérêts à sauvegarder en Orient. Une des préoccupations essentielles de la politique britannique, depuis la fin du XVIII^e siècle, est de sauvegarder la route des Indes. Gibraltar, Malte, Chypre, Suez, Aden, Bahrein sont les jalons qu'elle a su se réserver sur cette route. Or, le Golfe Persique n'est-il pas aussi la route stratégique, maritime, commerciale, aérienne de la France

vers l'Indo-Chine, et ne doit-elle pas, elle aussi, chercher dans le Golfe Persique un point d'étape sur cette route ?

Dans un discours prononcé à la séance générale de la Société de Géographie commerciale de Paris, le 18 février 1907, M. Bordat soulignait les richesses du sol et du sous-sol de l'Iran et déplorait l'abstention à peu près complète des Français dans ce pays. Après plus d'un quart de siècle, les conclusions de M. Bordat n'ont rien perdu de leur actualité et méritent d'être reproduites.

« Une des principales raisons pour lesquelles le commerce franco-iranien est peu développé vient de ce fait : tandis que les Anglais et les Russes possèdent à Bouchir, à Chiraz, à Ispahan, à Meched, à Tabriz, à Téhéran, etc., des comptoirs représentant pour l'achat et la vente les principales industries de leur pays, nous n'avons en Iran aucune agence de ce genre.

« La création de comptoirs commerciaux est l'unique moyen de développer notre commerce avec ces pays d'Orient. C'est la première et la seule chose à faire. Les missions commerciales ne sont bonnes que pour en préparer l'établissement; elles ne peuvent donner par elles-mêmes aucun résultat sérieux.

« Nous avons tout intérêt, au moment où la question iranienne semble prendre un regain d'importance, à profiter de cette situation morale pour resserrer les liens matériels encore assez faibles qui nous unissent à l'Iran. Nous avons intérêt à ce que l'Iran s'ouvre et progresse, l'absence d'entreprises françaises venant surtout de ce que nous ne le connaissons pas.

« En un mot, les intérêts de l'Iran sont les nôtres. Nous ne pourrions suivre nulle part une politique plus franche et plus nette. Il est fort à souhaiter qu'il en résulte désormais

des initiatives favorables à la plus grande expansion de notre commerce dans un pays qui ne demande qu'à nous accueillir, et où nous trouvons nos intérêts en parfait accord avec nos sentiments. »

SECTION III. — Le pétrole en Iran.

L'Iran est un des principaux pays producteurs de pétrole du monde : il extrait de ses gisements plus de 7 millions de tonnes de pétrole par an. Des *pipe line* amènent le liquide des lieux de production vers les raffineries d'Abadan, dans le voisinage du Golfe Persique. Dans une étude sur l'économie du Golfe, il convient de consacrer quelques développements à un produit qui est un de ses principaux éléments d'activité, et qui a pris dans le monde entier une importance primordiale.

L'origine de l'industrie pétrolière en Iran est la concession faite, en 1901, par le Shah à l'Australien William Knox d'Arcy, qui lui accorde et garantit, à lui « et à tous ses attenants, descendants, amis et héritiers, pleins pouvoirs et liberté illimitée, pendant soixante-dix ans, de fouiller, forer, percer à son gré les profondeurs du sol iranien ; en conséquence de quoi tous les produits souterrains demandés par lui, sans exception, resteront sa propriété inaliénable. »

La concession était absolue, elle s'étendait à tout le territoire iranien, à l'exception des cinq provinces septentrionales de la mer Caspienne, et donnait au concessionnaire le droit à tous les produits du sous-sol. Le Shah exigeait seulement un versement comptant de 100.000 fr. et 16 p. 100 des produits extraits.

D'Arcy avait vainement cherché, de longues années

auparavant, des gisements de naphte en Iran. Des indigènes lui signalent des jaillissements dans la région de Shustar, au nord du Golfe Persique, à 160 kilomètres environ de Mohammera. Mais pendant plusieurs années, d'Arcy rencontra une série de difficultés. Il investit 300.000 livres dans une entreprise qui échoua. Découragé, il laisse une petite société, la *Burmah Oil Co*, exploiter les puits déjà forés, sans lui révéler la concession illimitée qu'il détient, et retourne dans son pays. Un agent de l'Intelligence Service britannique, déguisé en missionnaire, obtient de d'Arcy par la persuasion la remise de son document. La *Burmah Oil* se démasque : elle cède ses terrains à une société nouvelle : l'*Anglo Iranian Oil Co*, constituée au capital important de deux millions de livres sterling, dont les actions sont émises hors cote. En mai 1914 seulement, le gouvernement britannique révèle que 56 p. 100 du capital sont aux mains de l'Amirauté et de l'Intelligence Service : sans éveiller les susceptibilités de l'Allemagne et de la Russie, l'amiral Fisher et W. Churchill avaient assuré à la Grande-Bretagne le pétrole indispensable à sa nouvelle flotte de guerre alimentée au mazout.

A la veille de la guerre, le capital de l'*Anglo Iranian Co* est porté à 4.800.000 £. Elle crée sur tout le globe des sociétés filiales qui, contrôlées comme elle par le gouvernement britannique, servent souvent d'instruments pour la politique impériale. Elle lutte avec succès contre la *Standard Oil* de Rockefeller sur le sol même des États-Unis. En mars 1914, un acte officiel signé à Londres accorde à l'*Anglo Iranian* 50 p. 100 du pétrole de Mossoul et de la Mésopotamie, 25 p. 100 à la *Deutsche Bank* et 25 p. 100 à l'*Anglo Saxon Petroleum*.

A la fin de la guerre, l'*Anglo Iranian Co* est devenue un

trust tout puissant. La révolution russe, puis la défaite de l'Allemagne, l'ont débarrassée de ses deux concurrents les plus dangereux dans le Proche-Orient. C'est elle qui détermine le gouvernement britannique à imposer à l'Iran le traité de 1919. La même année, le gouvernement britannique souscrivit 3 millions de livres d'actions ordinaires. Le capital social de l'*Anglo Iranian* s'élève actuellement à 24 millions de livres.

Cependant, le gouvernement soviétique ne renonce pas à la politique traditionnelle d'influence russe en Iran. Le mouvement nationaliste iranien, dirigé contre l'Angleterre, favorise indirectement la Russie, qui se rapproche de l'Iran. En 1921, Riza Khan obtient du Parlement le rejet du traité de 1919 et le retrait des troupes anglaises du sol iranien. La même année, le gouvernement des Soviets restitue gracieusement à l'Iran toutes les concessions précédemment obtenues, sous condition qu'elles ne seront rétrocédées à aucun État étranger, et se pose ainsi en ami désintéressé. Il aide les Iraniens à fonder la Société des Pétroles Ghilan. Monté sur le trône de l'Iran, Riza Shah déclare nulle la concession d'Arcy, c'est-à-dire le monopole de l'*Anglo Iranian*, l'accusant d'avoir falsifié ses bilans et versé au Trésor iranien son pourcentage de 16 p. 100, de 1922 à 1932, sur 70 millions de bénéfices déclarés, alors qu'elle en aurait gagné en Iran plus de 200 millions.

Le cabinet britannique envoie en toute hâte des croiseurs dans le Golfe Persique. Le chef de l'*Anglo Iranian Co*, sir John Cadman, se rend en personne à Téhéran, mais il se heurte à la fermeté du gouvernement nationaliste iranien. Il ne réussit pas à se faire confirmer la concession d'Arcy. Il obtient seulement, le 29 avril 1933, une nouvelle concession, beaucoup moins avantageuse. Elle n'est plus va-

lable pour tout l'Iran, mais pour des territoires limités ; elle ne donne pas droit d'exploiter tous les produits du sous-sol, mais le pétrole seulement. La Compagnie a dû déboursier comptant un million de livres pour obtenir cette concession et il lui faut verser au gouvernement de Téhéran 9 pences pour chaque tonne de pétrole extrait, et 20 p. 100 des bénéfices.

Après la chaude alerte de 1932, la position de l'*Anglo Iranian Co* en Iran reste très affaiblie et la concurrence de la Russie rend son avenir incertain. La Russie dispose de gisements nombreux presque inépuisables. Sa production pétrolière a triplé de 1925 (52.448 milliers de barils) à 1933 (150.300 milliers de barils). Elle a conquis en 1932 la seconde place dans le classement mondial.

La Russie a sur l'*Anglo Iranian* l'avantage d'être la voie de sortie économique et proche vers le Nord. Aussi la Compagnie britannique se hâte-t-elle de multiplier les modes de communication vers le Golfe Persique : elle construit des routes pour automobiles ; elle installe à la disposition du gouvernement iranien des lignes télégraphiques, et elle l'aide à réaliser son programme ferroviaire et routier, tandis que les Russes s'efforcent d'en entraver l'exécution ¹.

Pour assurer l'exploitation méthodique des gisements concédés, l'*Anglo Iranian Co* avait une triple tâche à exécuter : explorer les champs pétrolifères dans leur structure souterraine comme dans leur topographie superficielle, construire une raffinerie pour traiter le pétrole brut, transporter le pétrole des lieux d'extraction à la raffinerie et le distribuer aux navires pétroliers sur le Golfe Persique.

La prospection et l'exploration des gisements ont été

1. Sur le conflit anglo-russe du pétrole en Iran, voir Zischka, *La guerre secrète pour le pétrole*, chap. xv, p. 145 et suivantes.

pratiquées selon des méthodes rigoureusement scientifiques. Les gisements exploités par la Compagnie anglaise sont situés à Masjid-i-Sulaiman et à Haft-Kel, au pied des montagnes de Bakhtiari, dans la province de Khusistan, à 35 milles environ de l'ancienne cité de Shuchtar.

La Compagnie a construit une raffinerie dans l'île d'Abadan, sur le Chatt-el-Arab, et y a aménagé un port bien équipé pour le chargement sur les navires du pétrole raffiné. Le pétrole brut est amené à Abadan, des gisements de Masjid-i-Sulaiman, par une *pipe line* de 150 milles de longueur, qui suit la vallée du Karoun, et des gisements de Haft-Kel par une seconde *pipe line*, qui vient rejoindre la première à Kut-Abdullah. Quatre stations de pompage ont été construites à des intervalles de 30 milles.

L'aménagement et l'exploitation de l'entreprise soulevaient de délicats problèmes d'ordre technique et social. Tout le matériel de construction a été importé et, dans de nombreux cas, il a fallu le transporter à travers des régions désertiques, dépourvues de moyens de communication. La Compagnie dut construire des routes et des ponts, organiser un transport fluvial, édifier des centrales électriques et des ateliers mécaniques un peu partout. Le recrutement et l'entraînement de la main d'œuvre étaient difficiles : les travaux, dirigés par des ingénieurs et des spécialistes étrangers, ont nécessité la collaboration des tribus nomades, sans forte structure sociale, inaccoutumées à la discipline, ou à un labeur industriel régulier. Des troubles éclatèrent à plusieurs reprises. La Compagnie dut organiser dès l'abord un service médical et sanitaire. Elle bâtit à Abadan, à Ahwaz, à Masjid-i-Sulaiman, des hôpitaux, qu'elle entretient à ses frais et qui soignent les

employés, leur famille et même les autres habitants¹.

L'entreprise a eu aussi à assurer la nourriture et l'approvisionnement en eau potable d'une population de plus en plus nombreuse.

La production pétrolière de l'*Anglo Iranian Co* en Iran a suivi une rapide progression² :

	(En milliers de barils) (7 barils = 1 tonne).
1913.	1.857
1923.	28.326
1924.	32.373
1925.	35.038
1932.	50.270
1933.	48.700

En 1933, l'Iran occupait le 5^e rang, après les États-Unis, la Russie, le Venezuela et la Roumanie.

La mise en exploitation des gisements pétrolifères a procuré à l'Iran des avantages économiques considérables. L'*Anglo Iranian Co* a construit plus de 1.600 milles de routes. L'aménagement des puits et des moyens de transport a occupé des milliers d'indigènes, et la Compagnie emploie constamment, directement ou indirectement, 4.000 ouvriers iraniens. Les salaires et frais qu'elle paie dans le pays peuvent être évalués à 1,5 ou 2 millions de livres par an, et constituent un élément favorable important de la balance des comptes de l'Iran, qui atténue l'excédent des importations sur les exportations.

Le gouvernement iranien tire du prélèvement sur les bénéfices un revenu annuel qui s'est élevé, pour l'exercice 1929, à 1.750.000 livres.

Enfin, l'exploitation pétrolière a modifié profondément

1. *Times*, n° spécial du 5 janvier 1931, p. xvii.

2. Statistiques du Département du Commerce de Washington.

la condition sociale des populations des régions intéressées. Elle a donné naissance, autour des gisements, au centre de raffinage, à des agglomérations importantes qui connaissent les bienfaits de la civilisation occidentale (habitations salubres, éclairage électrique, eau potable, services médicaux et sanitaires, routes, chemin de fer, postes, télégraphes, téléphone, T. S. F., écoles, centres de culture physique, théâtre, hippodrome).

La population groupée autour des puits atteint 30.000 âmes. Abadan, qui n'était vers 1900 qu'un amas de boue, qui, même en 1914, n'était qu'une faible colonie aux environs couverts de magnifiques palmeraies, est aujourd'hui un centre industriel comptant 50.000 habitants, des réservoirs par centaines, que supportent de larges appontements ; une véritable flotte de cargos et de bateaux-citernes encombre le port d'Abadan.

Des gisements de pétrole abondants ont été récemment découverts dans les îles de Bahrein. Ils ont fait l'objet de concessions à l'*Anglo Iranian Co*, puis à la *Standard Oil Co of California*, consenties par le cheik de Bahrein. Le gouvernement iranien a protesté auprès du gouvernement britannique contre ces concessions accordées, en violation de son droit de souveraineté sur les îles, comme nous le verrons dans la deuxième partie.

SECTION IV. — **Les voies d'accès au Golfe Persique.**

§ 1. — LES ROUTES

Les communications du littoral du Golfe Persique avec l'intérieur des terres sont longues sur la côte arabique. Il n'existe pas de fleuves navigables, et les relations commer-

ciales s'effectuent par caravanes, à dos de chameau. Quelques rares ports communiquent avec l'intérieur par des routes : Dohah, Ojeir, El-Katif, sont reliés à Raid, capitale du Nedjd, par deux grandes routes passant par Hofuf et Mubarra. El-Katif communique aussi avec Koweit, relié à Bassora, Bagdad et Mohammera par le Chatt-el-Arab et par le Tigre.

Sur la côte iranienne, avant la guerre, une grande route reliait Bouchir à Chiraz, suivie par des caravanes qui montaient par Chiraz vers Téhéran et Ispahan ; de Bender-Abbas, de nombreuses routes desservent le Sistan et l'Afghanistan. Enfin, deux chemins de fer stratégiques anglais reliaient la côte à Naseri et à Ankarra.

Une entreprise russe avait construit une route de Pahlavi, sur la mer Caspienne, à Recht, qui fut prolongée jusqu'à Hamadan.

Une compagnie anglaise construisit pour le compte du gouvernement des routes de Téhéran à Gum et à Sultabad.

Pendant la guerre, de 1916 à 1919, les communications de l'ouest, du sud et du centre furent notablement améliorées par l'ouverture de nouvelles routes, décidée par les autorités britanniques : une route de la frontière de l'Irak à Hamadan jusqu'à la mer Caspienne ; au sud, des routes de Bouchir à Chiraz et de Bender-Abbas à Kerman.

En 1923, un département des routes et ponts est créé au Ministère iranien des Travaux publics ; un programme d'entretien et d'extension du réseau routier est mis à l'étude.

Une loi du 8 février 1926 abolit tous les droits de péage et autres taxes et les remplace par une surtaxe douanière sur toutes les marchandises entrant en Iran. Cette réforme

a facilité les échanges et procuré à l'État un revenu de 700.000 £ par an.

En 1931, on comptait en Iran plus de 6.000 milles de routes pour automobiles, dont la valeur technique est inférieure à celle des routes européennes, par suite du manque de rouleaux compresseurs ; mais tous les centres commerciaux iraniens sont accessibles par des routes carrossables pendant toute l'année, sauf, pendant l'hiver, dans les régions montagneuses traversées.

Le système routier du Kurdistan iranien, du lac d'Urumiah vers l'ouest, complète les routes de l'Irak aux frontières de Rowandouz. Ce réseau est l'amorce d'une grande voie commerciale vers Mossoul et l'Irak du nord.

La route du sud traverse les monts Luristan et a son terminus à Dizful. Elle ouvre une artère commerciale dans la province du Kuzistan. Les marchandises exportées ou importées sont chargées sur des embarcations qui sillonnent dans les deux sens le Karoun entre les ports fluviaux de Nasseri et de Mohammera.

La suppression de tous les droits et taxes sur les véhicules et le matériel automobiles a favorisé le développement des importations et des transports par automobiles. Les entrées ont passé, de 529 voitures et 103 camions, en 1925-1926, à 1.369 voitures et 1.783 camions en 1928-1929. L'importation a sensiblement fléchi pendant les deux années suivantes, par suite des troubles intérieurs. Les véhicules proviennent surtout des manufactures américaines : en 1928-1929, 88 p. 100 des voitures, 86,3 p. 100 des camions. Les firmes allemandes s'efforcent depuis quelques années de fournir plus abondamment le marché iranien. On peut s'étonner que l'industrie automobile française soit à peine représentée.

§ 2. — LES CHEMINS DE FER

Le réseau de chemins de fer iranien est extrêmement réduit. De la mer Caspienne au Golfe Persique, il n'existait, jusqu'en 1929, que 271 milles de voies ferrées, divisés en trois tronçons : au nord, 85 milles de la frontière au Caucase à Tauriz, prolongement d'une ligne russe, construit par le gouvernement tsariste ; au sud, 104 milles, construits par le gouvernement de l'Inde en prolongement de la ligne Mirjawa à Dusdab, une ligne de 40 milles construite par l'*Anglo Iranian Oil Co* pour desservir ses gisements.

Le faible développement des chemins de fer, dans un pays d'une superficie plus de trois fois supérieure à celle de la France, s'explique par les conditions géographiques et économiques. Tout le tracé de la côte à l'intérieur ou de l'est à l'ouest doit traverser une série de hautes chaînes de montagnes avant d'atteindre le plateau central, élevé de 3 à 4.000 pieds. La construction des chemins de fer se heurte ainsi à de grandes difficultés techniques ; elle exige des capitaux énormes, dont la rétribution serait douteuse : une grande partie des régions desservies sont à demi-désertes, et le trafic futur des lignes serait subordonné, soit à la découverte de gisements miniers rémunérateurs, soit au développement de l'agriculture par un système rationnel d'irrigation.

Des projets récents envisagent de joindre l'Iran aux réseaux de chemins de fer des pays environnants pour relier l'Europe à l'Inde et même à l'Extrême-Orient.

Le gouvernement a commencé l'exécution d'un projet de chemin de fer transiranien, du nord au sud, qui doit

relier la mer Caspienne au Golfe Persique en passant par Téhéran. Pour couvrir les dépenses de la ligne, exécutée aux frais de l'État, une loi de mai 1925 a autorisé le gouvernement iranien à lever une taxe additionnelle, appelée « monopole », sur les importations de thé et de sucre, et en a affecté le produit à la construction de la ligne. Ce monopole rapporte un revenu annuel de plus d'un million de livres sterling.

La ligne, qui desservira toute la partie occidentale de l'Iran, aura ses terminus à Bender-Shah, dans la baie d'Ashurada, sur la mer Caspienne, et à Bender-Shapour, à 30 milles environ du Golfe Persique. L'aménagement de deux ports à ces points terminus sera difficile ; la baie d'Ashurada est si peu profonde que les ingénieurs allemands chargés de la construction furent obligés de construire une jetée, longue d'un mille, pour permettre aux navires d'ancrer ; au sud, en raison des hautes marées, le port de Bender-Shapour sera construit entièrement dans une zone litigieuse. Le gouvernement iranien aurait pu utiliser comme terminus le port bien situé de Pahlevi (Enzeli), sur la mer Caspienne, et le port aménagé de Mohammera, vers le Golfe Persique. Il a écarté Pahlevi pour échapper à l'influence russe, particulièrement importante dans cette localité. Il a abandonné Mohammera en raison d'une clause d'un traité antérieur attribuant au gouvernement de l'Irak l'exercice du contrôle sur le Chatt-el-Arab jusqu'aux eaux territoriales de la côte iranienne.

La construction de la ligne Caspienne-Golfe Persique a été commencée par les deux extrémités. En avril 1928, le Parlement ratifie deux accords passés : l'un, avec un consortium de cinq Compagnies allemandes, pour la construction d'une ligne de 81 milles, de Bender-Shah à Aliabad,

au pied de l'Elbourz, l'autre, avec une Compagnie américaine comprenant une participation anglaise de 20 p. 100 et une participation française de 20 p. 100, pour la construction d'une ligne de 156 milles de voies ferrées de Bender-Chapour vers le Nord, par Ahwaz et devant se terminer vers Dizful, au nord de la route automobile septentrionale. Ces accords fixaient les modalités financières et techniques et comprenaient la construction de deux ports aux terminus.

Le devis total des travaux était évalué à 40 millions de livres sterling. L'exécution a nécessité la construction de nombreux ouvrages d'art, tunnels, ponts métalliques, notamment un pont de 1.052 mètres sur le Karoun.

En avril 1930, à la suite d'un grave différend avec les Compagnies sur la qualité et la durée des travaux, le gouvernement iranien résilia les deux contrats, et passa, le 31 juillet, une nouvelle convention avec un groupe allemand pour compléter la section nord des travaux, au prix de 183.000 £. Il espérait terminer la section sud avec le concours d'ingénieurs étrangers engagés.

A l'heure actuelle, les deux tronçons nord et sud sont construits, et l'achèvement de la ligne est prévu pour 1940. Le gouvernement de S. M. Riza Shah est décidé à la terminer aussi rapidement que le permettront les moyens matériels et financiers.

Quel est l'avenir du chemin de fer de la mer Caspienne au Golfe Persique ?

L'exécution des travaux a commencé par les sections du tracé les plus faciles. Il reste à franchir les régions de montagnes et de hauts plateaux. En raison des obstacles naturels à vaincre, les frais d'ensemble de la ligne dépasseront certainement de beaucoup l'estimation première.

Il est possible que le gouvernement iranien soit contraint de faire appel aux capitaux de l'étranger. Ceux-ci trouveront-ils leur rémunération dans les bénéfices réalisés ?

Au point de vue politique, le gouvernement iranien se trouverait mieux en mesure d'exercer un contrôle effectif sur les tribus turbulentes du Sud-Ouest et, d'une manière générale, le développement des voies de communications affermit l'autorité du gouvernement central.

Les avantages économiques de la ligne de l'Ouest iranien paraissent assez problématiques. Les provinces iraniennes voisines de la mer Caspienne sont très prospères. Leurs produits principaux sont le riz et les fruits. Or, la Russie leur achète pour environ 50.000 tonnes de riz par an. Les fruits, d'une qualité splendide, supporteraient mal un voyage long et coûteux jusqu'au Golfe Persique ¹.

Le chemin de fer favoriserait surtout les importations et, en définitive, profiterait surtout à l'économie russe ; c'est pourquoi les Anglais se montrent si réservés sur l'avenir de cette ligne.

A l'heure actuelle, dans le monde entier, l'automobile fait une concurrence redoutable aux chemins de fer. Une politique générale de construction de routes carrossables paraît être plus opportune dans un pays comme l'Iran, montagneux et en partie désertique, démuní de capitaux. Peut-être cependant les avantages politiques de la ligne reliant la mer Caspienne au Golfe Persique suffisent-ils pour en recommander l'achèvement. En dehors de l'affermissement de l'autorité centrale sur les provinces éloignées, l'Iran verrait son prestige mondial nettement grandir. De plus, cette ligne conserverait à l'Iran le trafic du Golfe

¹. *Times*; numéro cité.

Persique, que le projet Bagdad-Haïfa menacerait de drainer vers les territoires sous mandat britannique.

Si le gouvernement iranien ne trouvait pas dans le produit du « monopole » un moyen suffisant de financer l'entreprise, à l'exclusion des capitaux étrangers, ceux-ci pourraient être attirés vers une entreprise dont le rendement est incertain par un système de garantie d'intérêts inspirée de celui qui a permis de mener à bien l'équipement ferroviaire de la France, à une époque où le rendement éventuel des fonds investis était aussi une inconnue pour les capitalistes.

§ 3. — L'AVIATION

Sous la poussée du nationalisme antibritannique, le gouvernement iranien avait imposé au survol et à l'atterrissage en Iran des avions de la ligne *Imperial Airways* des conditions rigoureuses, qui leur rendaient le passage à peu près impossible. En 1932, il leur interdit formellement le survol de l'Iran, permis aux appareils des lignes hollandaises des Indes, obligeant les avions britanniques à dérouter par la mer Rouge.

A partir de 1933, ils ont été autorisés à suivre le Golfe Persique ; chaque semaine, les avions de l'*Imperial Airways* effectuent un voyage dans les deux sens le long du Golfe ; ils assurent ainsi des communications régulières avec les ports du Golfe.

Le tronçon de Bassora à Karachi de la ligne de Londres aux Indes est celui qui appelait le plus impérieusement un service par la voie des airs. Cette côte de 1.354 milles de longueur est, en effet, à l'exception de quelques palmeraies près du Golfe et à l'est de Bender-Abbas, dépourvue de

végétation, dénudée et aride, bordée d'une chaîne de montagnes volcaniques, qui descend parfois jusqu'à la mer. Elle est parsemée de petites localités dont les habitants vivent de la pêche et d'une agriculture rudimentaire, et, pendant la saison de la pêche des huîtres perlières, émigrent tous vers Bahrein.

Les services télégraphiques ont pris une extension considérable au cours de ces dernières années. Une puissante station de télégraphie sans fil est installée à quelques kilomètres de Téhéran et est en relation avec tous les grands postes importants du monde. Deux grandes lignes de navigation, celle de la Compagnie française « Air-France », allant de Paris en Indo-Chine et celle de la Compagnie hollandaise K. U. N., qui relie Amsterdam à Batavia, traversent le territoire iranien.

Les avions de ces lignes atterrissent dans les ports iraniens de Bouchir, Djask et Langeh, situés dans le Golfe Persique et le courrier iranien peut de cette manière s'acheminer avec rapidité dans les différentes directions.

SECTION V. — L'activité économique du Golfe Persique depuis la guerre.

Il n'existe pas de documents statistiques périodiques sur la vie économique du Golfe Persique. Nous empruntons les données qui suivent à un Rapport donné en avril 1929 au Département britannique du Commerce extérieur par le lieutenant-commander Forester, Vice-consul de Grande-Bretagne à Bouchir. Ce rapport concerne la partie du Golfe Persique où les agents politiques et consulaires anglais sont placés sous l'autorité du résident politique et consul général à Bouchir, à l'exclusion de Bassora et de Mohammera.

Après un exposé général de l'activité commerciale du Golfe Persique, pendant la période de 1927 à 1929, le rapport Forester décrit la situation économique des principaux ports du Golfe.

Dans les États arabes de la Côte méridionale du Golfe, la roupie indienne est l'unité monétaire courante pour toutes les transactions commerciales avec les pays étrangers. En Iran, l'unité monétaire est le « kran »¹, dont le cours moyen par rapport à la livre sterling était en 1926-1927 de 47-49 et en 1927-28 de 48-70.

Dans la partie arabe du Golfe, une grande variété de poids et de mesures sont en usage, mais les mesures anglaises et indiennes sont utilisées normalement pour les transactions avec les pays étrangers. En Iran, l'unité de poids est le « batman », qui varie légèrement suivant les villes. Le « Tabriz batman » de 6.5464 lbs. est le plus utilisé. 100 batmans valent un « kharvar », et 3 1/2 kharvars valent approximativement une tonne.

La Compagnie de navigation *British India* assure un courrier hebdomadaire entre Bombay et Bassora, qui dessert Karachi, Bushire et Mohammerah. Un autre service plus lent dessert également Mascate, Bender-Abbas, Henjam, Lingah, Bahrein, Bushire, Koweit, Mohammerah, Bassora et alternativement, chaque semaine, Gwadur, Jask, Dubai ou Pasni et Chahbar.

La durée du voyage entre Bombay et Bassora est de quatorze jours.

La *Strick Line* exploite un service irrégulier bi-mensuel entre le Royaume-Uni et Bassora, qui dessert quelquefois les ports de la côte arabe du Golfe.

1. D'après la réforme monétaire cette unité s'appelle Rial.

La ligne Hanse allemande maintient un service irrégulier mensuel de Hambourg aux ports du Golfe Persique.

Des bateaux de l'*Indian Line*, sous le nom de *Persian Gulf Steam Navigation Company*, desservent parfois les ports de la partie intermédiaire du Golfe.

Le commerce total du Golfe Persique pendant l'exercice 1927-1928 a diminué de £ 1.059.876 sur la période 1926-1927. Ce fléchissement est imputable uniquement à la partie iranienne du Golfe, dont le commerce global a diminué de £ 1.324.756, tandis que le commerce de la partie arabe accusait une augmentation de £ 264.889. La diminution constatée pour la côte iranienne est due, jusqu'à concurrence de £ 1.072.154, à la diminution des exportations d'opium, consécutive à la liquidation des stocks accumulés, après la convention sur l'opium de 1925, dans tous les pays d'Extrême-Orient. Abstraction faite de l'opium, le fléchissement en valeur du commerce total de la côte iranienne se réduit à £ 252.611, et la valeur du commerce global du Golfe Persique accuse une augmentation de £ 12.278.

Les importations de sucre, de thé, de matières premières, des ports iraniens ont diminué en valeur en 1927-1928 sur 1926-1927. La valeur du sucre importé a fléchi d'environ £ 95.000, conséquence d'une baisse des prix mondiaux plutôt que d'une diminution des quantités importées.

Les importations de thé ont diminué d'environ £ 57.000 pendant la même période, et les importations d'objets manufacturés de 68.000 £.

Le fléchissement de la valeur des importations de l'Iran pendant cette période était imputable à la diminution du pouvoir d'achat de la population et à la raréfaction de l'argent, provoquée par la politique de tarifs élevés, de monopoles et de taxes de route imposées aux importations.

Le vice-consul britannique à Bouchir examine ensuite les possibilités pour le commerce anglais dans le Golfe Persique. Il estime que l'Iran devrait, dans les prochaines années, si le pays continue à jouir de la sécurité interne et de la paix, importer progressivement de la Grande-Bretagne : la laine, les tricots, les soies artificielles, la mercerie, les vêtements de confection, les bottes, les souliers, les conserves, le whisky et autres alcools, les poudres de limonades et les essences similaires, les sirops, les gramophones, les articles en caoutchouc, les automobiles et plus particulièrement les véhicules de commerce, les motocyclettes, bicyclettes, accessoires mécaniques, les huiles lubrifiantes, les machines (agricoles et pour l'irrigation), le matériel d'électricité et accessoires, les postes de T. S. F., les instruments divers, le fer galvanisé, l'étain, le cuivre et le nickel en barres ou en feuilles, l'aluminium et les objets en émail, la poterie, la verrerie, les lampes, le papier, le savon, les teintures pour l'industrie des tapis et plus particulièrement l'indigo synthétique, les fusils et munitions. Comme conséquence de la loi, promulguée au début de 1929, qui a rendu obligatoire le port des costumes européens pour la population mâle, l'Iran devrait ouvrir son marché aux vêtements de confection à bon marché. Les phonographes se vendent déjà et des disques en langue iranienne sont fournis. Depuis l'abolition de la prohibition d'importer des postes de T. S. F., une demande accrue de postes à bon marché peut être envisagée.

On ne doit pas cependant perdre de vue que le marché iranien est un marché pauvre et ne pourrait devenir un débouché pour les marchandises anglaises de qualité supérieure et à prix élevés. Les taxes très lourdes imposées pratiquement à toutes les importations, et l'immobilisa-

tion durant ces dernières années d'énormes sommes de la Trésorerie pour la construction du chemin de fer Caspienne-Golfe Persique, ont considérablement diminué le pouvoir d'achat des habitants. Le chemin de fer est en cours de construction, mais la plus forte partie des sommes affectées à cette construction sera employée aux paiements extérieurs et la faible part qui reviendra au travail iranien restera dans les districts où se font les travaux de construction.

Les manufactures des autres pays trouvent un marché en Iran dans la proportion de 10 à 40 p. 100 des exportations anglaises. Un crédit d'une durée assez élastique devrait être accordé aux importateurs dignes de confiance. Leur nombre est faible, tandis que les distances sont telles que la sphère d'activité effective des agents est forcément limitée. Les manufacturiers anglais sont tous trop enclins à confier des agences pour tout l'Iran à de petites firmes de Bagdad, qui sont généralement incapables de les gérer. Les quelques importateurs anglais bien établis, qui ont des succursales dans la plupart des grandes villes, refusent d'accepter des agences si elles ne sont pas exclusives, de manière à n'avoir pas à craindre la concurrence des fabriques extra-européennes, qui vendent les mêmes marchandises sans avoir à supporter les lourdes charges qui pèsent sur les firmes européennes.

Le pouvoir d'achat de la grande masse de la population est extrêmement bas et les achats se font au comptant. C'est donc le prix, et non la qualité de la marchandise, qui constitue le facteur déterminant, bien que dans une certaine mesure les populations se rendent compte qu'elles sont trop pauvres pour acheter même les produits à bas prix. Dans les villes, l'extension rapide du système des paiements par acomptes pour la vente des marchandises

de qualité supérieure permet à une certaine classe de consommateurs de les acquérir, mais cette tendance elle-même est la conséquence du resserrement financier général et de la détermination du détaillant de récupérer son capital à tout prix. Il s'ensuit que le détaillant demande un plus long crédit à l'intermédiaire, l'intermédiaire à l'importateur et l'importateur au manufacturier étranger qui, en fin de compte, supporte la charge de financer le marché. L'exportateur britannique, lorsqu'il n'insiste pas sur l'ouverture d'un crédit à Londres au profit de l'acheteur iranien contre le paiement intégral pour les marchandises chargées sur un navire, demande généralement le paiement comptant de 20 ou 25 p. 100 du prix à la commande et le règlement du solde contre remise des documents au port du Golfe Persique ou à Badgad. Dans des cas exceptionnels, il pourrait accorder un crédit de 91 jours, largement suffisant en été pour permettre à la consignment d'atteindre sa destination, mais insuffisant en hiver.

D'un autre côté, une firme allemande prendra habituellement 20 p. 100 d'avance, 20 p. 100 quand les marchandises atteindront un port du Golfe Persique et le solde à la livraison à destination.

Les manufacturiers italiens de marchandises de laine stipulent 15 p. 100 d'avance, 20 p. 100 à l'arrivée dans les ports du Golfe et le solde lorsque les marchandises seront vendues. Pour les soies artificielles, les conditions sont plus rigoureuses : 25 p. 100 d'avance, 25 p. 100 au port du Golfe et le solde à destination. Pour les marchandises de coton, le manufacturier italien accorde le même crédit que pour les laines et il expédie les marchandises sur connaissance à son client iranien sans traite ni facture.

L'erreur de certaines firmes continentales en relations

avec l'Iran a été d'accepter des avances de 5 à 10 p. 100 de tous les acheteurs sans distinction. Les chargeurs anglais qui avaient exigé 20 p. 100 à la commande et 25 p. 100 plus les frais à l'arrivée à Bouchir, pouvaient se permettre d'accorder à l'acquéreur iranien le temps de disposer de ses marchandises.

En mai 1928, l'Iran a acquis son autonomie douanière. Le nouveau tarif douanier, qui élève les impôts sur tous les articles de luxe, a provoqué une diminution des importations.

L'invasion économique russe s'est fait sentir pendant l'année 1928, où trois navires russes ont mouillé dans les ports du Golfe, apportant du sucre, des cotonnades et diverses autres marchandises.

Bien que le marché britannique n'ait pas souffert autant qu'on le croyait, l'introduction des marchandises russes dans les ports du sud l'a incontestablement troublé. Ce trouble s'accroît lorsque d'autres marchandises russes pénétrèrent par les routes du nord au sud du pays.

Le rapport Forester passe ensuite en revue la situation économique des principaux ports du Golfe Persique.

Bouchir est la ville principale et le port le plus important du Golfe Persique. Elle est un centre d'importation, d'exportation et de distribution pour les districts de Ispahan, de Chiraz et de Kazeroun. Très peu d'importations sont consommées par la ville même, dont les habitants, à part quelques riches négociants, sont extrêmement pauvres.

Comme partout dans le Golfe, les conditions de débarquement sont insuffisantes. Les bateaux doivent jeter l'ancre dans une rade ouverte à une distance de 3 à 5 milles et les marchandises sont ramenées à terre sur des embarcations à voiles. Il n'y a ni grues ni martinets sur les

quais de la douane; les marchandises sont portées par des hommes. Les magasins et entrepôts sont insuffisants.

Bouchir est fertile, mais, par suite de sa faible étendue, ne suffit pas à pourvoir aux besoins de la ville. Les plaines situées au pied des montagnes, distantes de 40 milles, lui fournissent les produits dont elle manque. Quelques palmiers poussent dans le district de Bouchir et l'on cueille des amandes sauvages sur les collines avoisinantes, en vue de l'exportation.

Le rapport Forester donne les renseignements suivants sur le commerce extérieur de Bouchir durant les années 1926-1927 et 1927-1928.

IMPORTATIONS

1926-1927			1927-1928		
Valeur en £.	Principaux pays par ordre d'importance.	ARTICLES de commerce.	Principaux pays par ordre d'importance.	Valeur en £.	
403.373	{ 1. Inde. 2. Grande-Bre- tagne. }	Cotonnades imprimées.	{ 1. Grande-Bre- tagne. . . . }	468.348	
232.188	Inde.	Tissés au fil teint.	Inde	109.525	
83.661	{ 1. Grande-Bre- tagne. 2. Inde. }	Blanchis (décolorés).	{ 1. Grande-Bre- tagne. . . . }	100.145	
330.151	Inde.	Thé.	Inde	293.310	
52.005	Droits payés.		Droits payés .	47.402	
154.974	{ 1. France. . 2. Belgique. }	Sucre brut.	{ 1. France. . . }	111.206	
76.415	Droits payés.		Droits payés .	73.715	
39.130	Java.	Sucre raffiné.	Java	18.950	
21.761	Droits payés.		Droits payés .	16.385	
36.468	États-Unis.	Automobiles. Camions.	États-Unis . .	538.878	
1.279.945	Total.		Total. . . .	1.640.362	
827.450	Balance.		Balance . .	415.913	
2.407.395	Total importations.		Total impor- tations . .	2.056.275	

EXPORTATIONS

1926-1927			1927-1928		
Valeur en £.	Principaux pays par ordre d'importance.	ARTICLES de commerce.	Principaux pays par ordre d'importance.	Valeu en £.	
1.894.136	1. Vladivostok. 2. Singapour. 3. Japon. 4. Chine.	Opium.	1. Vladivostok. 2. Singapour. 3. Japon. 4. Chine.	821.982	
127.579	1. Égypte. 2. Grande-Bre- tagne.	Tapis.	1. Grande-Bre- tagne. 2. Égypte.	173.820	
150.281	1. Grande-Bre- tagne. 2. Inde.	Gomme Tragacanth.	1. Inde. 2. Etats-Unis. 3. Grande-Bre- tagne.	138.838	
53.881	Inde.	Fruits secs et noix.	Inde.	65.293	
33.399	1. Grande-Bre- tagne. 2. Inde.	Peaux et fourrures.	1. Grande-Bre- tagne. 2. Inde.	59.122	
38.394	Égypte.	Tabac.	Égypte.	28.531	
2.298.670	Total.		Total	4.287.586	
156.719	Balance.		Balance	107.656	
2.455.389	Total exportations.		Total expor- tations.	4.395.242	

Total du commerce général 1926-1927.	£ 4.562.788
— — — 1927-1928.	3.451.517
Taux du change du kran 1926-1927	Krans : 48.70 = £ 1
— — — 1927-1928	Krans : 49.47 = £ 1

Bender-Abbas (15.000 habitants environ) tire son importance commerciale de son rôle d'entrepôt et de distribution vers l'intérieur du pays. Elle consomme à peine 5 p. 100 de ses importations et exporte le reste vers Kerman, Yezd, Lar et les autres villes de l'intérieur.

Le port de Bender-Abbas est une rade ouverte, peu profonde, protégée des vents par les îles de Ormuz, Larak et Kishm. Il n'y a ni phares ni quais ; les bateaux doivent

jeter l'ancre à un mille et demi en dehors. Les cargos sont déchargés et les marchandises apportées par de petites embarcations à voile jusqu'à un quai.

Les dattes, les amandes, les pistaches, les raisins et les noix sont les principaux produits d'exportation.

Les mines d'oxyde de fer de Ormuz sont affermées par le gouvernement iranien à un négociant iranien de Téhéran. La production, qui a été en 1927-1928 de 6.535 tonnes, augmente chaque année. L'oxyde de fer est exporté en quantités égales aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Voici une statistique du commerce de Bender-Abbas pendant les années 1926-1927 et 1927-1928 :

IMPORTATIONS

1926-1927			1927-1928		
Valeur en £.	Principaux pays d'origine par ordre d'importance.	ARTICLES de commerce.	Principaux pays d'origine par ordre d'importance.	Valeur en £.	
377.892	{ 1. Inde. 2. Japon. 3. Grande-Bre- tagne.	{ Fils de coton.	{ 1. Inde 2. Japon 3. Chine 4. Grande-Bre- tagne	360.615	
343.287	{ 1. Inde. 2. Grande-Bre- tagne.	{ Cotonnades.	{ 1. Inde 2. Grande-Bre- tagne	315.081	
48.588	{ Belgique. France.	{ Sucre brut.	{ 1. Belgique . . . 2. France	35.215	
27.944	{ Java. Inde.	{ Sucre raffiné. Thé.	{ Java Inde	21.490 15.882	
832.760	Total.		Total.	738.283	
205.561	Balance.		Balance. . . .	196.716	
1.038.321	Total importations.		Total impor- tations	934.999	

EXPORTATIONS

1926-1927			1927-1928		
Valeur en £.	Principaux pays de destination par ordre d'importance.	ARTICLES de commerce.	Principaux pays de destination par ordre d'importance.	Valeur en £.	
442.951	États-Unis.	Tapis.	{ 1. Grande-Bre- tagne. . . 2. États-Unis . . 3. Inde	401.974	
45.816	Inde.	Coton brut.	Inde	68.120	
34.030	Inde.	Noix et fruits secs.	{ 1. Belgique . . 2. Inde 3. États Unis . .	59.005	
54.139	Inde.	Dattes.	Inde	41.008	
31.484	Inde.	Gomme.	Inde	16.628	
308.420	Total.		Total.	286.735	
92.331	Balance.		Balance. . .	63.717	
400.751	Total exportations.		Total expor- tations. . .	350.452	

	£
Total du commerce pour 1926-1927	1.439.072
— — — 1927-1928	1.285.451
Cours du change pour 1926-1927	Krans : 48.00 = £ 1
— — — 1927-1928.	50.37 = £ 1

Koweit, déclare le rapport Forester, est « un État arabe indépendant sous la protection britannique, mais non un protectorat au sens juridique du mot. » Il forme un territoire en demi-cercle borné par l'Irak au nord, par le royaume du Nedjd à l'ouest et au sud, et par le Golfe Persique à l'est. La capitale compte 50.000 âmes dont 10.000 Iraniens. Les îles de Warbah, Bubiyan, Maskan, Failakeh, Auhah, Kubbar, et Umm-Ul-Maradin appartiennent à Koweit, tandis qu'une certaine étendue autour de Koweit est reconnue comme étant commune à Koweit et au Nedjd.

L'importance économique de Koweit réside principa-

lement dans ses pêcheries de perles. L'agriculture y est pour ainsi dire inexistante.

L'administration des douanes, placées sous le contrôle d'un indigène, fonctionne d'une manière très satisfaisante. Un droit de douane de 4 p. 100 *ad valorem* est perçu sur toutes les importations. Il n'y a pas de droit sur les exportations, sauf sur celles en provenance des états arabes, par exemple les peaux, la laine, frappées d'un droit de 4 p. 100 *ad valorem*. Il y a quelques années, un litige s'est élevé entre le cheik de Koweit et le roi du Hedjaz et du Nedjd à propos de l'imposition des importations destinées à ces pays lors de leur passage par Koweit. Le roi du Hedjaz et du Nedjd a mis l'embargo sur toutes les marchandises provenant de Koweit, ce qui gêne beaucoup le commerce de Koweit.

Les transports vers l'intérieur se font par chameaux et ânes. Il n'y a pas de transports automobiles entre Koweit et Zubair en Irak. Il existe un transport maritime vers l'Irak et l'Iran. Les facilités de débarquement sont bien plus grandes à Koweit que partout ailleurs dans le Golfe.

L'industrie la plus prospère de Koweit est la pêche. La plus grande partie des pêches est consommée dans l'État de Koweit, mais une grande quantité de poisson fumé est exportée en Irak.

Le mortier de gypse est fabriqué dans une vaste région gypsifère située aux alentours de la ville.

Un grand nombre d'habitants de Koweit possèdent en Irak, entre Fao et Bassora, sur le Chatt-el-Arab, de grandes propriétés et de vastes palmeraies, dont les profits vont à Koweit, mais il est impossible d'estimer la valeur de ces exportations occultes. De même, beaucoup de perles de Koweit vont à Bahrein pour y être vendues. Ces ventes

grossissent les statistiques de Bahrein, bien que le bénéfice soit pour Koweit.

Koweit n'a pas de monnaie propre et utilise la roupie indienne. Les thalers de Marie-Thérèse sont utilisés pour les transactions avec les pays arabes.

Il y a un bureau de postes et télégraphes anglais.

Les principales importations sont : le sucre, les cotonnades, le riz, le café.

PRINCIPAUX PAYS d'origine.	1925-26 £	1926-27 £	1927-28 £
Inde	318.259	228.525	272.247
Irak	44.808	57.094	65.517
Iran	39.001	45.233	47.426

L'Inde fournit la plus grande partie de ces importations, mais on peut considérer que le sucre vient de Java et que la Grande-Bretagne fournit à peine un quart des cotonnades.

Les exportations sont principalement les perles.

La statistique suivante montre les principaux pays de destination des exportations :

PRINCIPAUX PAYS de destination.	1925-26 £	1926-27 £	1927-28 £
Inde	66.746	23.864	88.530
Iran	83.263	2.238	52.382
Côte arabe	41.414	4.463	49.733

L'Inde achète presque toutes les perles.

1925-26 £	1926-27 £	1927-28 £
694.760	439.542	629.447

DEUXIÈME PARTIE

LES ILES DE BAHREIN ET LE CONFLIT ANGLO-IRANIEN

Dans la première partie de notre étude, nous avons mené le lecteur jusqu'au Golfe Persique, et essayé de mettre en relief le rôle historique et l'importance économique de cette région du Proche-Orient. C'est dans ce cadre général que se déroule le différend entre la Grande-Bretagne et l'Iran sur les îles de Bahrein. Avant de l'exposer sous son aspect juridique, il convient, pour dégager les éléments du litige et apprécier l'intérêt de son enjeu, de le situer sur son terrain précis, et de consacrer quelques développements spéciaux à la géographie et à l'histoire de ces îles, ainsi qu'à leur activité économique.

CHAPITRE PREMIER

LES ILES DE BAHREIN

SECTION I. — Géographie des Iles.

La baie formée par la pointe de Katar et l'El-Hasa, sur la côte arabique du Golfe Persique, est parsemée d'îles et d'îlots de sable à fleur d'eau. Le groupe le plus important porte le nom d'îles de Bahrein, qui est aussi la dénomination de cette baie. L'expression Bahrein signifie « les deux mers » : autrefois, sans doute, l'archipel [des îles s'étendait sur les deux grandes baies, « les deux mers », que forme vers l'est et vers l'ouest la pointe de Katar ¹.

Les îles de Bahrein sont situées sous 26° de latitude nord, à une distance de 20 milles environ d'El Hasa, sur le littoral arabique du Golfe Persique.

Le groupe se compose de sept îles : Bahrein ou El-Manamah, Moharrek, Citrah, Nebbi-Saleh, Sayah, Khas-seifah et Arad.

L'île de Bahrein, appelée aussi Awal, ou plus souvent El-Manamah, du nom de sa principale ville, est de beaucoup la plus étendue : elle couvre une superficie de 28 milles environ de longueur sur 10 milles de largeur. C'est dans son ensemble une terre morte, constituée par un désert de sable, coupé, sur les points où se trouve de l'eau, par des

1. Élisée Reclus, *Géographie universelle*, p. 859, vol. IX.

palmeraies et quelques terres de culture. Dans le centre de l'île s'élève à 400 pieds une chaîne de collines de roches de l'âge de pierre, appelée le Djebel Dukhan, ou montagne de fumée, probablement à cause de la brume marine rougeâtre qui les enveloppe souvent, et rend les îles très insalubres pendant l'été. Autour du Djebel Dukhan s'étend une plaine, de formation corallienne, et bordée par des falaises basses.

Manamah, capitale commerciale de Bahrein, située à l'extrémité nord de l'île, est bâtie sur un îlot. Elle s'étend sur plus de 2 milles le long de la côte. On y remarque quelques monuments, notamment des mosquées aux minarets bas : les habitants de la côte sont principalement des Arabes de la secte fanatique des Wahabites, qui condamnent le rituel et la décoration des mosquées. Au contraire, les populations des villages appartiennent au rite chiite iranien, et affirment la suprématie de l'Iran sur les îles depuis de longues années. Beled-el-Kadime a une mosquée pourvue d'un haut minaret, construite à l'époque de l'occupation iranienne. Le nom d'Ali y figure à côté de celui du Prophète, et l'architecture en est incontestablement iranienne. Elle rappelle par ses ruines le style des mosquées de Rey et de Sultanieh dans le nord de l'Iran. Le jardin du cheik est construit au milieu des ruines de la vieille cité iranienne ; on relève des inscriptions Kufie sur les murs et autour du puits.

L'île de Moharrek, au nord-est de l'île de Bahrein, en est séparée par un détroit d'un mille de large, qu'on peut franchir à dos d'âne à marée basse. Elle affecte la forme d'un fer à cheval long de 5 milles et large d'un demi-mille environ.

Citrah a 4 milles de long et porte un village du même

nom. Les autres îles ne sont guère que des îlots rocheux. Arad, à l'est de Moharrek, ne dépasse pas trois quarts de mille de longueur ; à marée basse, elle ne forme plus qu'une presqu'île prolongeant l'île Moharrek. Elle produit des dattes et porte un fort construit par les Portugais.

L'île d'Arad est la seule qui ait conservé son ancien nom. D'après Strabon, Pline l'Ancien et Ptolémée, les autres îles s'appelaient Tyrus, Tylus ou Tharos.

Les eaux qui baignent les îles de Bahrein sont peu profondes. Deux bancs de corail, détachés des îles Bahrein et Moharrek, barrent le chenal entre ces îles et ne permettent pas le passage des bâtiments de fort tonnage ; seuls y ont accès les bateaux de dimensions moyennes et l'atterrissage se faisait même, à l'époque des grandes caravanes, à dos d'âne.

Les rivières de l'Arabie, qui prennent leur source dans les montagnes du Nedjd, se répandent souterrainement jusqu'au Golfe Persique, et, sur tout le littoral arabique, des fontaines d'eau douce jaillissent sous la couche d'eau salée. C'est à ces sources nées sur la côte que les îles de Bahrein doivent leur végétation et la densité de leur population. Les plongeurs vont remplir leurs outres aux jets d'eau douce qui jaillissent des fonds peu profonds du détroit qui sépare Bahrein du continent. Toutes ces sources sont chaudes et quelques-unes sulfureuses. Palgrave attribue à une activité volcanique les eaux qui jaillissent fumantes des cendres et des laves. A côté de la plupart des sources s'élèvent de petits monticules, formés probablement par les sables rejetés par les eaux des profondeurs du sol ¹.

1. Palgrave, Carl Ritter. *Asien*, dans le *Journ. of the roy. Geogr. Soc.*, XXXIV.

SECTION II. — **Histoire des îles de Bahrein.**

L'histoire des îles de Bahrein présente de nombreuses lacunes ; malgré la pénurie des documents, il convient de l'exposer, parce que les faits historiques contribuent à déterminer leur statut juridique au regard du droit des gens au cours des siècles et viennent corroborer la revendication par l'Iran de la souveraineté de ces îles.

Sur l'origine des habitants de Bahrein, nous ne possédons pas de renseignements décisifs. Le premier historien qui ait écrit sur ce sujet est l'auteur de l'ouvrage respecté de Tabari.

« Au temps des rois Achkanids, sauf les tribus Maad-Ebné-Adnan, dont Nabuchodonosor avait amené de l'Arabie les ancêtres comme esclaves, il n'y avait pas d'autres tribus arabes dans l'Irak ; les autres tribus arabes résidaient ou dans le désert de Hedjaz ou dans le Yemen, où elles avaient beaucoup de peine à vivre, à cause du manque de nourriture et des luttes intestines. Par suite de ces événements, nombre de Sultans arabes et Emirs du Hedjaz ont quitté leur pays, et, de peur des rois Achkanids, n'osant pas entrer sur le territoire de l'Irak, ils choisirent comme résidence Bahrein et Yamama. »

Caussin de Perceval fixe à l'année 190 de l'ère chrétienne la date de cet événement et cite à ce sujet une légende rapportée par Ebn-Khalladoun dans son livre Aghani.

« Les familles Mohadjers (quittant l'Arabie) arabes sous l'égide de Malek et de son frère Amre se sont mises en marche et, dans l'année 190 de l'ère chrétienne, sont arrivées à Hadjar, qui est le centre principal de Bahrein ; et comme les indigènes les empêchaient d'entrer sur les

territoires de Bahrein, les Arabes leur ont fait la guerre, les ont tous chassés de ces terres et ont pris leur place.

« Avant de chasser les anciens habitants de Bahrein, les Arabes avaient demandé conseil à l'augure de leur tribu (Zarghaa). L'augure leur répondit : Cette région sera dorénavant votre Tonokh (c'est-à-dire votre résidence) jusqu'à ce qu'un corbeau, portant un anneau aux pattes, vienne se poser sur un dattier et s'envole en criant de l'arbre. A ce moment, il vous faudra poursuivre le corbeau et aller à Hiré.

« C'est à cause de cette légende que les dits Mohadjers ont été appelés du nom de Tonokh ou Tonokhieh.

« Bientôt d'autres tribus arabes vinrent rejoindre les Mohadjers et passèrent avec eux des traités d'amitié, avec serment de rester amis et unis et de s'entr'aider. Depuis cette date, les tribus qui sont venues s'établir à Bahrein ont toutes été appelées Tonokhieh.

« Après des années de séjour à Bahrein, les Tonokhieh virent un jour un corbeau aux pattes ornées d'anneaux d'or se poser sur un dattier et s'envoler en criant. Ils se rappelèrent la prédiction de l'augure et, suivant le corbeau, ils arrivèrent sur les terres de l'Irak. Malek choisit cette région comme lieu de séjour et fit construire la ville de Hiré. »

Cette légende du corbeau est la source la plus ancienne concernant l'origine des habitants de Bahrein.

D'après Tabari, à l'époque d'Ardechir, au commencement du III^e siècle de l'ère chrétienne, Bahrein était gouvernée par un roi, du nom de Satiroun, qui s'était établi dans un fort très sûr. Après avoir conquis les régions situées autour de Fars, le roi Ardechir dirigea une expédition contre Bahrein et, après un an de siège, s'empara

du fort. Il emporta en Iran les trésors du roi et les objets de valeur et nomma son fils Chapour I^{er} gouverneur de Bahrein.

Au début du iv^e siècle, durant la minorité de Chapour II, les tribus de Bahrein et de Yamama attaquèrent à plusieurs reprises le territoire iranien. Parvenu à sa majorité, Chapour les repoussa et leur fit subir des pertes élevées. Parmi les survivants, un grand nombre se réfugièrent en Mésopotamie ; d'autres, qui habitaient Bahrein, y retournèrent ; Chapour les y poursuivit avec une forte armée débarquée à Katif et occupa Hadjar. Il extermina la majeure partie de la tribu Abdalgheisse et attaqua Tamime. Sur son ordre, ses guerriers percèrent des trous dans les épaules des prisonniers et des esclaves et y passèrent des cordes : de là le surnom, donné à Chapour II, de Zol-Aktaf, le « possesseur des épaules. »

A cette époque, la souveraineté de Fars sur Bahrein s'affirme donc sans aucun doute : les chefs de tribus administrent les îles en qualité de gouverneurs nommés par le Shah de l'Iran.

Au vii^e siècle, la naissance de l'islamisme introduit un élément nouveau dans l'histoire des îles. De l'Arabie, l'Islam se propage rapidement vers l'est. Dans la neuvième année de son règne, Mahomet donne mission à Ala, fils de Khazrami, de se rendre chez Manzar, chef de la tribu des Abdelgheisse, gouverneur de Bahrein nommé par le Shah de l'Iran, Khossrow II, pour l'inviter à accepter l'Islam. Manzar et les habitants de Bahrein des tribus Abdelgheisse et Beni Bekr se convertissent à la nouvelle religion et lui demeurent fideles jusqu'au kalifat d'Abou-Bakr.

Après la mort de son chef, Manzar, la population de

Bahrein, laissée à elle-même, répudie l'Islam. Djoroud y ramène la tribu des Abdelgheisse. La tribu des Beni Bekre persiste au contraire dans son abjuration et décide de se choisir pour elle-même un roi.

Mahomet charge Ala de vaincre les révoltés; il prend en personne le commandement de son armée et, par le Nedjd et Yemama, il pénètre sur le territoire de Tamime, situé entre Yemama et Bahrein, et dont les habitants sont musulmans. Hâtam, chef des rebelles, occupait Katif et les alentours de Hadjar. Après de minutieux préparatifs, Ala occupe le fort Djavacé et l'île de Darian dans le Golfe Persique; il tue Hâtam, fait de nombreux prisonniers et s'empare d'un important butin.

Ala rétablit ainsi la domination de l'Islam dans ces contrées et en devient gouverneur au nom du Khalife. Désormais, Bahrein fait partie du Kalifat des Bani Omaïeh, puis, sous les Khalifes Abbassides, des territoires d'Oman et Yamama, jusqu'à l'époque où les Gharameteh l'occupent et lui donnent une certaine indépendance.

D'après le récit de Barrós¹, le roi de Bahrein était un vassal du roi d'Ormuz, lequel était d'origine iranienne, et lui payait un tribut annuel de 40.000 parduos.

La découverte du Cap de Bonne Espérance et de la route des Indes orientales ouvre dans l'histoire du Golfe Persique une période nouvelle, marquée par l'établissement des Européens. Les îles de Bahrein n'échappent pas à leurs convoitises : ils saisissent l'importance commerciale de cet archipel, séparé du continent asiatique par des eaux peu profondes et situé aux abords de la route des Indes orientales.

Les Portugais ont occupé Bahrein vers le début du

1. Barros (Joa de), *Asia*, Lisbonne, Gorge Rodriguez, 1628, 3 vol.

xvi^e siècle. Les renseignements sont incomplets sur la période de leur occupation, et la date même de leur arrivée dans les îles est incertaine. Leur domination a commencé vers 1507. En 1521, les Arabes de Bahrein se révoltèrent à la fois contre les Iraniens et les Portugais et torturèrent, crucifièrent Ruy Dale, représentant de la Couronne du Portugal. Les troupes portugaises, revenues en force, reprirent Bahrein. Don Luis de Menezos nomma le cheik Hussein ben Saïd gouverneur portugais dans les îles.

Quelques années plus tard, ras Bardadun Guazil, gouverneur de Bahrein, se révolta contre le Portugal. Le gouvernement de Lisbonne envoya une expédition qui rétablit l'ordre, mais son chef, Siméon d'Acunha, succomba à la fièvre.

Les Turcs menaçaient sérieusement la suprématie du Portugal à Bahrein ; mais ils furent vaincus à la bataille de Coronez (1554).

La domination du Portugal sur Bahrein et le Golfe Persique déclina, lorsqu'il passa sous la Couronne d'Espagne ; pendant la guerre des Flandres, l'Espagne retira ses troupes. En 1629, le shah Abbas, aidé des Anglais, chassa les Portugais d'Ormuz. Allah Verdi Khan, gouverneur de la province de Fars, occupa Bahrein et l'annexa au gouvernement de Fars. Le seul vestige actuel de l'occupation des Portugais dans les îles de Bahrein est un fort en ruines situé près de Baladel Gadime (ou « la ville ancienne »). Les marchands de perles de Bahrein se servent encore des anciens mots et poids portugais.

Après l'élimination des Portugais par l'Iran, les îles Bahrein furent en fait gouvernées par des chefs indigènes, véritables tyrans locaux, dont l'administration suscita parmi les habitants des troubles plus violents que sur tout autre point du Golfe Persique.

Les Turcs essayèrent de profiter de cette situation et de la faiblesse du pouvoir central iranien pour revendiquer la souveraineté sur Bahrein. En 1718, le roi d'Oman, Sultan Ebn Seif, attaqua les îles et s'y maintint pendant peu de temps. Au milieu du XVIII^e siècle, les Arabes Hovaleh, très influents à Bahrein, où ils sont encore nombreux à l'heure actuelle, occupèrent à leur tour l'archipel de Bahrein. Mais l'Iran mit à profit les dissensions entre les tribus, qui se faisaient continuellement la guerre, pour les chasser, occuper à nouveau les îles où il fit désormais régner la paix, sous le règne du Shah Karime Khan Zend, monarque très estimé des Iraniens, qui réussit à centraliser le gouvernement de ses provinces.

A quelques kilomètres de Manamah, on remarque une ruine, communément appelée Fort Naderi, du nom du Shah Nader. C'est une ancienne forteresse iranienne : à l'intérieur se trouve une profonde tranchée, dans laquelle on a recueilli des bois de bateaux et des pierres sculptées représentent les rois de l'Iran, principalement Nader Shah ¹.

Après la mort de Karime Khan (1779), les Arabes Atabides chassent les Iraniens des îles de Bahrein. Les chefs locaux du Golfe Persique, maintenus dans l'obéissance et tranquilles sous l'autorité de Nader Shah, commencèrent à se faire la guerre les uns aux autres. En 1783, les tribus Atabites de El-Hasa, aidées par les tribus Assabah, occupèrent Bahrein.

En 1808, le sultan de Mascate réussit à s'emparer des îles, mais deux ans plus tard, Atabides et Wahabites s'unirent pour le chasser. Puis les Atabides se débarrassèrent

1. Masoude Keyhan, *Géographie* (en iranien), p. 107.

des Wahabites, et, en 1816, repoussèrent une nouvelle attaque du sultan de Mascate.

Depuis cette époque, la tribu des Atabides a exercé son influence sur ces îles ; mais de temps en temps, elle a été obligée de s'incliner devant Mascate, les Wahabites et les Iraniens.

Pendant toute cette période, le gouvernement britannique s'était désintéressé des luttes des tribus entre elles ou avec l'Iran et avait observé la plus entière neutralité. C'est pour la première fois en 1820 que la Grande-Bretagne entre en relations avec le gouvernement de Bahrein, à l'époque où ses représentants luttent pour exterminer la piraterie du Golfe Persique. Le cheik de Bahrein prend part au traité de paix générale conclu en 1820 avec le cheik d'Oman, mais n'est pas représenté aux négociations du traité naval de 1835.

Pendant l'occupation de la région d'El-Hasa par les troupes égyptiennes, le cheik de Bahrein s'est rapproché, malgré l'opposition constante de la Grande-Bretagne, du gouvernement égyptien, et a subi son influence jusqu'en 1840, où les Wahabites ont de nouveau pris possession des îles.

En 1847, suivant l'exemple du cheik d'Oman, le cheik de Bahrein conclut avec le gouvernement britannique un traité relatif à l'interdiction de la traite des nègres.

Peu de temps après, les représentants de la Grande-Bretagne proposèrent à leur gouvernement de placer les îles de Bahrein sous le protectorat britannique. Cette proposition ne fut pas approuvée à Londres. La Grande-Bretagne préférait se borner à exercer une sorte de contrôle sur les affaires générales des îles.

En 1861, le shah affirma les droits de l'Iran sur l'archipel de Bahrein, tirant argument de ce que l'archipel était un

apanage de l'Iran sous les rois Saffavides. Il fomenta une révolte dans l'île et força le cheik à hisser le drapeau iranien. Des navires anglais bloquèrent les îles, arrêtrèrent les courriers et contraignirent le cheik à céder. Ils lui imposèrent un « traité d'amitié », aux termes duquel le cheik reconnaissait la validité des traités passés antérieurement et promettait de ne pas faire la guerre, ni la piraterie, ni la traite des nègres. En échange, les Anglais aideront les cheiks dans leurs affaires extérieures. Le cheik s'engage à soumettre à l'arbitrage britannique les différends qui viendraient à s'élever entre lui et d'autres pays sur des questions de frontières. Les litiges intéressant les sujets anglais résidant à Bahrein seront portés devant le représentant politique de la Grande-Bretagne dans le Golfe Persique, et les Anglais auront le droit de résider librement dans les îles et d'y commercer.

En 1871, les troupes turques envahirent la province de El-Hasa et tentèrent d'occuper Bahrein. Le colonel Pli, représentant politique de l'Angleterre, se rendit à Bahrein pour donner au cheik de nouvelles assurances que son gouvernement le défendrait et le protégerait aussi longtemps qu'il respecterait le traité de 1861. La présence continuelle dans les eaux de Bahrein des navires de guerre britanniques fit renoncer les Turcs à leurs tentatives sur El-Hasa et Bahrein.

En 1880, le cheik de Bahrein, Issa, passa un nouveau traité qui resserrait la mainmise de la Grande-Bretagne sur Bahrein : il s'engageait à ne conclure aucun traité avec d'autres pays sans le consentement britannique, et à n'autoriser aucune puissance, sauf l'Angleterre, à établir à Bahrein des représentants politiques ou des consuls, ou à installer des dépôts de charbon.

En 1892, une convention amorce la cession territoriale de l'archipel à l'Angleterre : le cheik s'engage à ne pas aliéner ses territoires et dépendances, sous forme de vente, donation, constitution d'hypothèque, ou quelque autre titre que ce soit, sauf à la Grande-Bretagne.

Trois ans plus tard, de nouvelles intrigues turques poussèrent les tribus arabes d'El-Katar, la plupart appartenant à la tribu Ebné Ali, à attaquer Bahrein avec des navires de guerre. Après un ultimatum du gouvernement britannique resté sans réponse, les croiseurs anglais du Golfe bombardèrent ces navires, en coulèrent plusieurs et mirent les autres en fuite. L'année suivante (1896), des relations d'amitié se nouèrent entre El-Katar et Bahrein. Le gouvernement ottoman abandonna ses prétentions sur les îles.

En 1905, les intrigues de certains membres de la famille du cheik suscitérent des attaques d'une partie de la population contre les Iraniens et les étrangers ; le cheik se montrait impuissant à les faire cesser. Les rapports avec l'Angleterre se relâchèrent ; mais le gouvernement britannique envoya un ultimatum au cheik, qui accepta toutes les suggestions anglaises concernant les affaires intérieures, et les relations redevinrent amicales.

L'influence de l'Angleterre sur les îles demeure prépondérante. Il y a quelques années, le cheik de Bahrein, qui n'aimait pas beaucoup les Anglais, a été déporté aux Indes et remplacé par le plus docile de ses fils.

C'est un véritable protectorat déguisé que la Grande-Bretagne exerce sur Bahrein. Si les Anglais se refusent à admettre ce mot, leurs autorités dans le Golfe reconnaissent le fait : « Ce n'est pas, écrit Forester, vice-consul de Grande-Bretagne à Bahrein, dans son rapport précité, un

protectorat anglais, mais l' « État » est protégé par le Royaume-Uni, » distinction bien subtile entre le protectorat et l'État protégé !

Le rapport continue en précisant le rôle de l'agent politique britannique en matière judiciaire à Bahrein. Un agent politique y représente le gouvernement de S. M. britannique et le gouvernement de l'Inde. Un tribunal local ou « Shara » administre la justice islamique et tranche les différends entre les habitants de Bahrein, et, si les deux parties y consentent, entre les musulmans étrangers et les musulmans de Bahrein. L'agent politique britannique, en tant que juge de district et membre du Conseil de Bahrein, administre la justice civile entre les ressortissants de la Grande-Bretagne, et connaît des litiges qui s'élèvent entre eux et les Bahreïnais.

Les procès civils, suivant les circonstances, peuvent être jugés par la Cour de l'Agent politique britannique, en tant que juge de district, ou par une Cour composée de l'Agent politique et d'un représentant du Cheik, ou par le Majlis-el-Urf, tribunal civil composé de quatre membres choisis par l'Agent politique avec le consentement du Cheik. La justice criminelle est exercée soit par l'Agent politique, soit par un tribunal mixte, soit par un Ghazi, suivant les circonstances. Appel peut être fait dans certains cas au Résident Politique du Golfe Persique.

Pour terminer l'histoire de Bahrein, mentionnons l'action de la mission religieuse hollandaise. Établie depuis longtemps à Bassora, elle a fondé une branche à Bahrein, vers la fin du XIX^e siècle. Cette succursale a créé en 1902 une grande pharmacie, qui a contribué à améliorer l'état sanitaire de la région, dont le climat est humide et malsain.

SECTION III. — **L'activité économique**
des îles de Bahrein^{1.}

On peut estimer à 120.000 environ le nombre des habitants des îles de Bahrein, dont plus de la moitié en population agglomérée dans quatre localités : Manamah (25.000 âmes) et Budaiya (8.000 âmes), dans l'île d'Awal ; Moharrek (20.000 âmes) et Hadd (8.000 âmes) dans l'île de Moharrek. Le reste de la population est disséminé en une soixantaine de villages.

Les habitants, tous musulmans, appartiennent au rite chiite, comme les Iraniens, ou au rite wahabite, comme les tribus arabes de la côte opposée, mais la langue, l'école et l'architecture sont iraniennes. Les habitants, même d'origine arabe, parlent tous l'iranien ; la race est assez mêlée, comme il arrive généralement dans les îles et les ports, lieux de passage des différents peuples.

L'occupation principale des habitants des îles est, pendant la saison, la pêche des huîtres perlières, à laquelle nous consacrerons quelques développements.

Les habitants tirent des revenus importants des forêts de palmiers-dattiers, qui couvrent les régions riches en sources. Le froment, le seigle, la luzerne, les oignons et diverses variétés de légumes poussent à l'ombre des palmiers-dattiers. Bahrein élève des ânes réputés dans tout l'Orient pour leur force et leur endurance. Ils ont la queue, les crins et les flancs teints au henné.

Les îles Bahrein sont traversées dans leur majeure partie

1. Les documents statistiques sont peu nombreux sur les îles de Bahrein comme sur l'ensemble du Golfe Persique. Nous empruntons la plupart des renseignements qui suivent au rapport précité du Vice-consul Britannique à Bouchir (avril 1929). V. aussi Vadalà, *Le Golfe Persique* (1918), p. 70 et suiv.

par des routes carrossables. En 1928, on y dénombrait 200 voitures automobiles de marques diverses. Des bateaux à vapeur relient Bahrein à El-Katar et à El-Katif. Le débarquement des marchandises est resté assez rudimentaire, comme dans presque tous les ports du Golfe Persique. En raison de la faible profondeur des eaux, il faut les transborder à 2 ou 3 milles au large, opération difficile et dangereuse par gros temps. Depuis quelques années, l'achat de bateaux à vapeur a amélioré cette situation.

Il existe dans l'île de Bahrein un bureau de postes britannique et un poste émetteur de télégraphie sans fil.

La monnaie en usage est la roupie indienne, avec ses pièces divisionnaires d'argent et de cuivre, ainsi que les roupies de papier. Les thalers de Marie-Thérèse, autrefois répandus dans les îles, y circulent rarement.

La *Eastern Bank* a une succursale à Manamah, où elle reçoit les fonds en dépôts et en comptes courants, sans intérêts.

Les îles de Bahrein sont surtout, au point de vue commercial, une région de transit; elles réexportent le tiers environ de leurs importations.

Le service des douanes fonctionne sous le contrôle d'un directeur européen nommé par le cheik.

Toutes les marchandises importées sont frappées d'une taxe *ad valorem* de 5 p. 100, souvent acquittée en nature. Il n'y a pas d'impôt général sur les exportations. Un impôt de 2 p. 100 *ad valorem* frappe les marchandises réexportées vers la côte arabe dans les vingt jours de leur arrivée et portant la mention « en transit ». Un impôt d'exportation de Rs 10 / frappe les cuirs et les peaux en liasse et un impôt de Rs 2 / chaque panier de dattes.

Les principales importations, par ordre décroissant de

valeur, sont : le numéraire, le riz, les cotonnades, le sucre, le café.

Voici le tableau des importations des principaux pays :

	1925-26	1926-27	1927-28
	£	£	£
Inde.	1.210.223	1.510.550	1.658.227
Côte arabe. . . .	209.784	190.768	162.674
Iran.	61.636	71.424	77.619
Irak.	14.815	39.051	65.968

Les Indes occupent de loin la première place et la Côte arabe la deuxième.

Les Iles de Bahrein importent des céréales, des animaux domestiques, du poisson fumé, des fruits secs. Toutes ces importations sont d'origine exclusivement iranienne.

L'Irak exporte vers Bahrein diverses marchandises pour la plupart réexportées.

Le sucre figure parmi les importations les plus importantes. Les importations de sucre de France et de Belgique ont atteint pour les exercices 1926-27 et 1927-28 une valeur de 40.000 £, en augmentation de 500 p. 100 sur 1925-26, due probablement à la contrebande du sucre en Iran.

Le tableau suivant indique les exportations :

	1925-26	1926-27	1927-28
	£	£	£
Côte arabe.	540.435	504.824	529.907
Inde.	467.658	492.876	369.520
Iran.	134.454	112.229	109.615

La Côte Arabe occupe ici le premier rang et les exportations vers l'Inde ont notablement fléchi.

Les perles vont principalement vers les Indes ; Bombay est devenu un grand marché des perles ; le riz, les cotonnades et le sucre, vers la Côte Arabique. L'Iran importe également ces dernières marchandises des Iles Bahrein.

Le commerce général pour les années 1925-26, 1926-27, et 1927-28 s'est élevé aux valeurs suivantes :

1925-26	2.776.646 £
1926-27	3.012.980 £
1927-28	3.043.222 £

SECTION IV. — L'industrie des perles à Bahrein¹.

Le Golfe Persique est célèbre depuis des siècles par ses perles. Elles étaient déjà réputées à l'époque du périple de Néarque, sous Alexandre le Grand. Albuquerque écrivait en 1510 que les perles de Bahrein « sont meilleures et plus lourdes qu'aucune autre trouvée dans tout autre endroit. »

Les perles du Golfe Persique, moins blanches que celles de Ceylan et du Japon, sont plus grosses, de forme plus régulière et conservent plus longtemps leur orient ; les perles blanches de Ceylan perdent rapidement leur éclat, surtout dans les pays chauds.

C'est dans le voisinage des sources d'eau douce qui jaillissent au fond de la mer que l'on trouve les plus belles perles et la nacre la plus éclatante. Les Arabes attribuent même aux sels déposés par l'eau douce l'origine des concrétions perlières, et les grandes pluies sont pour eux l'annonce d'une récolte fructueuse.

Au point de vue médicinal, les perles de Bahrein sont les plus estimées par les Arabes et les Iraniens, qui attribuent une vertu curative aux débris pilés des gemmes.

La pêche des huîtres perlières est la grande occupation, pendant la saison, des populations de Bahrein, de la côte de la « Mer des Filles » et de presque toute la côte arabique du Golfe Persique.

1. Rapport Forester, p. 21 à 23 ; Valada, *op. cit.*, p. 71 et suiv.

Le grand banc de perles s'étend sur le côté occidental du Golfe Persique. Il commence près de l'île d'Abou-Moussa, en face de Charga, s'infléchit vers le sud autour de l'île de Halul, passe près de El-Katar et se termine près de Musalamiya, où commencent les territoires du cheik de Koweit. On trouve aussi des huîtres perlières dans le Golfe de Koweit et à Kharg, en face de Bouchir.

Les bancs de pêche du Golfe Persique ne se trouvent qu'exceptionnellement situés dans la limite des eaux territoriales. Le libre exercice de la pêche devrait donc, d'après les principes du droit international, être reconnu à tout individu, quelle que soit sa nationalité, dans les portions situées dans la haute mer. Cependant, depuis des siècles, ce sont les Arabes établis sur la côte occidentale du Golfe, et aussi quelques-uns établis à Linga et dans ses environs, qui se livrent à la pêche des huîtres perlières. Une longue tradition réserve ainsi l'exercice de la pêche aux riverains, et l'on pourrait considérer qu'ils ont acquis un droit exclusif par une sorte de longue prescription.

Aujourd'hui, le centre de l'industrie perlière et le marché principal des perles du Golfe Persique se trouvent à Bahrein ; plus de 500 bateaux à plongeurs y sont enregistrés. 15.000 habitants environ de Bahrein gagnent leur vie en plongeant à la recherche des perles et, pendant la saison, de nombreux plongeurs viennent chaque année de l'Iran et de la Côte Arabique. Bien que des chiffres exacts soient assez difficiles à obtenir, on estime à 15.000 environ les plongeurs de perles de El-Katar et d'Oman. Koweit en emploie 5.000.

La saison s'étend du 15 mai environ au 15 octobre et se subdivise en trois périodes : la première, appelée Khanchieyah, dure seulement vingt-cinq jours ; la seconde pé-

riode, la principale, est appelée Ghaus et dure quatre mois et dix jours ; la troisième, appelée Raddah, dure de vingt à vingt-cinq jours.

Chaque année, le cheik fixe le début et la fin de la saison Ghaus par une proclamation et ordonne à tous les plongeurs de se présenter aux capitaines des bateaux une semaine avant l'ouverture, afin que tous les bateaux soient prêts en temps utile. La date d'ouverture des saisons courtes varie avec le temps.

Le mode d'exploitation des bancs est encore rudimentaire. Lorsqu'un bateau atteint une position favorable, il jette l'ancre et les rames sont fixées horizontalement au-dessus de l'eau. Deux cordes sont nouées à chaque rame ; à l'une d'elles est suspendu un poids qui servira au plongeur pour atteindre le fond de l'eau ; l'autre corde sert à le faire remonter à la surface. La profondeur moyenne est de 20 pieds.

Chaque plongeur se bouche les narines avec un obturateur en corne et les oreilles avec un tampon de cire. Il met des gants de cuir très épais, pour attraper les coquilles d'huîtres perlières sans se couper les mains. A son cou est suspendu un sac de toile, dans lequel il met les coquilles au fur et à mesure qu'il les recueille. Il remonte à la surface et les donne au rameur, qui les entasse sur le pont.

Les coquilles sont ouvertes chaque matin avant le commencement des plongées, elles sont vendues par centaines et expédiées en Europe pour la fabrication des boutons de nacre. Parfois, elles sont rejetées à la mer : la superstition prétend assurer de cette façon une bonne pêche l'année suivante.

Le capitaine du bateau surveille l'ouverture des huîtres, prend toutes les perles et les met dans un coffre.

La profession de plongeur est malsaine et pénible. Les bateaux restent parfois deux mois en mer. La durée des plongées est de 50 à 60 secondes, et les plongeurs en effectuent plus de 10 par jour. La majorité des plongeurs souffrent de maux d'oreille, la rupture de la trompe auriculaire est générale. L'emphysème, les troubles des bronches, la dilatation du cœur sont fréquents. Le scorbut éclate parfois et est prévenu par l'absorption de jus de fruits. Les pêcheurs sont exposés aux attaques des requins et des espadons.

Un bateau-hôpital, ayant à bord un chirurgien, demeure dans les bancs perliers pendant toute la saison.

En vertu d'usages séculaires, les perles appartiennent à tous les habitants du littoral ; seuls, ils peuvent ramasser les huîtres.

Dans la plupart des cas, la pêche des perles est financée par des négociants qui consentent des avances aux capitaines.

Chaque *nakhoda*, ou patron de *boum* (barque spéciale pour la pêche des huîtres perlières) occupe une équipe moyenne de 8 plongeurs et de 8 tireurs, auxquels il consent des avances en vivres et en argent. La situation du personnel a été longtemps des plus misérable : les patrons empruntaient aux marchands hindous ou arabes à des taux usuraires, et majoraient encore de 30 à 40 p. 100 le taux des avances consenties à leur personnel. Les plongeurs ne retiraient donc aucun profit de leur travail pénible ; une fois endettés, ils devenaient de véritables esclaves, et l'autorité les contraignait à servir leur patron, au cas où ils voulaient le quitter.

Sur l'initiative de l'agent politique britannique, le cheik de Bahrein a modifié en 1924 le statut juridique de l'in-

dustrie perlière. Il a fixé le taux de l'intérêt des avances de l'industrie perlière à 20 p. 100 pour les deux saisons courtes, et à 10 p. 100 pour la saison Ghaus. Le capitaine n'est pas obligé de vendre les perles au marchand qui lui fait l'avance, à moins de s'y être engagé, ou lorsqu'aucun intérêt n'a été stipulé et que le marchand achète les perles à 20 p. 100 au-dessus du cours du marché. Le capitaine prélève $1/5$ du bénéfice après déduction de toutes les dépenses et l'équipage partage le reste en parts proportionnelles.

Depuis cette réforme, les pêcheurs ont un salaire plus équitable qu'auparavant. Une nouvelle réglementation relative à la tenue des comptes a été mise en vigueur et le tribunal spécial qui connaissait des litiges relatifs à l'industrie perlière, le Salfeh, notoirement corrompu, a été aboli.

Les acheteurs les plus importants sont des négociants européens, indiens et iraniens. Au lieu de traiter comme autrefois par l'intermédiaire d'agents, ils viennent maintenant en personne à Bahrein. Après la clôture de la saison, ils se rendent à Bombay pour faire polir les perles, puis à Paris et à Londres pour les mettre sur les marchés mondiaux. Les acheteurs paient rarement comptant; généralement, les règlements s'effectuent à la saison suivante. Un grand nombre de courtiers s'interposent entre les capitaines des bateaux, les petits marchands et les acheteurs continentaux.

Le nombre croissant de perles de culture a déterminé un fléchissement de l'industrie de la pêche des perles. Une perle cultivée vaut habituellement le tiers d'une perle naturelle. Il est impossible, même à un expert, de les distinguer sans un appareil électrique très onéreux, infail-

libre seulement pour les perles percées. L'appareil consiste en une aiguille creuse contenant deux minces miroirs. On introduit l'aiguille dans la perle, dont l'intérieur est éclairé au moyen d'un puissant rayon électrique ; l'opérateur peut ainsi constater si le cœur de la perle est naturel ou non.

En 1928, on découvrit que plusieurs perles achetées à Bahrein étaient des perles cultivées. Le gouvernement de Bahrein a interdit l'importation des perles de culture, mais les douaniers ne sont pas en mesure de les dépister. Le gouvernement a envisagé l'achat d'un appareil pour les expertises, dont l'usage serait soumis à une taxe.

Comme l'exportation des perles n'est pas assujettie au paiement de droits de douane, il est difficile de se faire une idée de la valeur des perles exportées chaque année. Pour la saison 1927, on l'estime à 2.000.000 £, dont un seul gros acheteur a introduit pour 600.000 £ sur le marché de Londres.

Après Bahrein, le marché perlier le plus important est Dabai, sur la côte d'Oman, qui produit les fameuses perles « rose carmin. »

Koweit, au fond du Golfe Persique, est aussi un centre important ; mais bien que Dabai se développe de plus en plus comme marché des perles, la suprématie de Bahrein ne paraît pas menacée pour longtemps.

SECTION V. — Importance mondiale des îles de Bahrein.

Nous avons souligné l'importance mondiale du Golfe Persique, situé sur la route la plus courte de l'Europe vers l'Orient, voie directe des échanges commerciaux entre le vieux continent et l'Extrême-Orient, d'une part, et,

d'autre part, les régions du Proche-Orient : Iran, Arabie, Irak, appelées à prendre un essor économique considérable avec l'accès à la civilisation de l'occident, la sécurité politique, la mise en valeur rationnelle des richesses du sol et du sous-sol, la création de voies de communication par chemins de fer, automobiles, avions, navires marchands.

Sur cette route commerciale internationale, les îles de Bahrein occupent une position de choix. Situées entre le fond du Golfe Persique et le détroit d'Ormuz, reliées par des eaux peu profondes à la côte arabique comme à la côte iranienne du Golfe, elles sont un point de passage et d'escale sur les routes de l'Europe et du Proche-Orient vers les Indes et l'Extrême-Orient. L'activité de l'industrie perlrière attire vers elles un courant de population flottante, de pêche, de commerce, de navigation maritime, et fournit un aliment d'échanges commerciaux qui, complété par les autres éléments d'entrée et de sortie, fait de Manamah un port de transit brassant dès maintenant plus de 3 millions de livres sterling de commerce général annuel.

La valeur de la position des îles de Bahrein n'avait pas échappé aux historiens de l'antiquité. Ptolémée considérait déjà Arad comme le centre le plus ancien du commerce avec les Indes et situait le point de départ des caravanes vers les routes de l'Arabie, juste en face du point où se trouve aujourd'hui El-Katif. Les auteurs classiques ont de bonnes raisons de placer à Bahrein la première capitale du commerce des Phéniciens : Hérodote rapporte que les ancêtres des Phéniciens venaient du Golfe Persique et que ceux-ci avaient la ferme conviction de cette origine. Tylos ou Arados aurait été l'île principale de l'archipel de Bahrein, aux dires de Pline et d'Hérodote. Les travaux récents de Théodore Bent paraissent confirmer ces conclu-

sions, par l'étude des tombeaux découverts dans les îles, qui révéleraient l'art des Phéniciens.

L'importance économique des îles de Bahrein s'est singulièrement accrue depuis la découverte de la route des Indes par le Cap de Bonne-Espérance et surtout, à l'époque contemporaine, par le percement du canal de Suez.

Dans une lettre adressée le 21 octobre 1514 au roi de Portugal, Albuquerque soulignait la position favorable des îles Bahrein et concluait qu'avec Ormuz et Bahrein en mains, les Portugais auraient en leur pouvoir le Golfe Persique tout entier.

Le major Durand exprime la même opinion dans un rapport consulaire : Sous un gouvernement fort, Bahrein pourrait être le centre commercial du Golfe Persique pour l'Iran et l'Arabie, mais à la condition de creuser un port pour les navires de fort tonnage, auxquels la faible profondeur des eaux du Golfe interdit l'accès direct aux îles Bahrein.

L'exploitation des pétroles de l'Iran et de la Mésopotamie, la découverte récente de gisements pétrolifères dans les îles mêmes, ont fourni à l'activité de Bahrein un surcroît d'activité.

L'achèvement du chemin de fer transiranien, de la mer Caspienne au Golfe Persique, le prolongement de la ligne de Bagdad jusqu'à Koweit et la construction projetée du chemin de fer mésopotamien vers Haïffa favoriseraient encore l'essor commercial des îles de Bahrein. Elles peuvent être considérées comme le Chypre du Golfe Persique, le point de rencontre des échanges entre l'Europe, — par la Russie, la Méditerranée et le Levant, — le Proche-Orient, l'Iran, l'Inde et l'Extrême-Orient.

Enfin, les plaines qui entourent les collines centrales du

Djebel Dhakan offrent aux lignes aériennes d'Europe vers l'Inde anglaise, l'Asie extrême-orientale et l'Australie, des terrains d'atterrissage plus hospitaliers que les déserts des côtes arabique et iranienne du Golfe Persique. Les avions trouveront dans les perles de Bahrein un fret idéal, de grande valeur, sous de faibles dimensions et un poids minime.

La *Royal Air Force*, assistée par la marine britannique, et l'*Imperial Airways Co*, songent à utiliser Bahrein pour éviter le survol du littoral iranien et assurer l'indépendance de la route aérienne britannique vers les Indes.

On comprend que l'importance économique de l'archipel de Bahrein n'ait pas échappé à l'esprit réaliste des Anglais et que, après s'être assuré, grâce à la présence de leurs croiseurs, une position commerciale prépondérante dans le Golfe Persique, ils aient multiplié leurs efforts pour mettre la main sur cette clef du Golfe, comme ils l'ont fait pour tous les points stratégiques maritimes du monde. Les traités conclus avec les cheiks de Bahrein, sous la pression des forces navales britanniques, sont un épisode de la politique impérialiste de la Grande-Bretagne, préoccupée d'assurer la sécurité politique de la route des Indes et de sauvegarder le courant d'échanges entre la métropole et ses possessions.

Ces considérations de politique générale et d'économie commerciale expliquent les tentatives de mainmise de la Grande-Bretagne sur les îles de Bahrein et la résistance opposée par son gouvernement aux prétentions légitimes de l'Iran à la souveraineté de ces îles. On s'explique moins bien que la politique anglaise n'ait pas soulevé de protestations de la part de sa vieille adversaire dans l'Iran et le Golfe Persique, la Russie, ni de l'Allemagne de Guillaume II,

qui poursuivait la domination du Proche-Orient, ni des autres puissances intéressées à la liberté politique et économique du Golfe, à une époque où la liberté économique et commerciale était un des articles de la politique internationale (Congo, Maroc).

CHAPITRE II

POSITION DU DIFFÉREND ANGLO-IRANIE

SECTION I. — **L'intervention de la Grande-Bretagne aux îles de Bahrein.**

Le différend anglo-iranien est né de l'entrée en relations directes de la Grande-Bretagne avec les cheiks des îles de Bahrein. Le gouvernement britannique, en dépit de l'activité de ses agents dans le Golfe Persique, s'était d'abord abstenu d'intervenir dans les luttes entre les tribus pour la possession de Bahrein. Pour la première fois, en 1820, il admit le cheik à participer au traité général contre la piraterie dans le Golfe Persique. Puis, en 1847, il conclut avec lui un traité interdisant la traite des nègres. En négociant directement des accords avec les cheiks, sans en référer avec l'Iran, la Grande-Bretagne reconnaissait implicitement l'indépendance des îles de la souveraineté de l'Iran.

L'activité diplomatique de l'Angleterre à Bahrein semblait s'inspirer à cette époque de vues désintéressées ; elle invoquait l'intérêt général de l'humanité (interdiction de la traite des nègres), ou l'intérêt du bon ordre et de la sécurité commerciale dans le Golfe Persique (interdiction de la piraterie).

Les Anglais ne tardèrent pas à démasquer leurs véritables intentions : ce qu'ils prétendent, c'est mettre la main sur Bahrein, sous une forme juridique plus ou moins déguisée.

Dès 1850, les représentants britanniques dans le Golfe proposent à leur gouvernement de placer les îles sous le protectorat anglais. Londres repousse cette formule, dont le contenu juridique est trop visible ; mais sous des expressions plus vagues se dissimulent les mêmes ambitions. C'est l'idée d' « aide », de « protection », qui inspirera la politique anglaise. Ces mots figurent dans les traités passés avec les cheiks de Bahrein : ils sont le prétexte à un droit de regard, de contrôle, sur les affaires extérieures, à une mainmise de plus en plus accusée de l'Angleterre sur le territoire qu'elle appelle « l'État indépendant de Bahrein ».

Le traité d'amitié de 1861 abandonne à l'Angleterre, sous couleur « d'aide », d' « arbitrage », toutes les affaires extérieures de Bahrein et lui permet ainsi d'éliminer tous les concurrents. Les Anglais entendent être les seuls maîtres dans les îles : si un différend naît « de dépassement des autres, » c'est l'Angleterre qui l'arbitrera. Autrement dit, si une puissance veut acquérir des intérêts à Bahrein, si le gouvernement iranien, comme il vient de le faire en 1861, revendique la souveraineté de Bahrein, le gouvernement britannique sera derrière le cheik pour lui donner raison, sous prétexte d' « arbitrer » le différend.

Dix ans plus tard, la présence des navires de guerre britanniques dans le voisinage de Bahrein prouve au cheik et aux Turcs, qui tentent d'occuper Bahrein, la valeur de la protection du gouvernement de Sa Majesté et lui en rappelle le prix : il la maintiendra aussi longtemps que le cheik restera fidèle au « traité d'amitié » : derrière la protection, la menace de la retirer, si le cheik ne conforme pas tous ses actes aux intérêts anglais.

Les conventions ultérieures avec les cheiks de Bahrein renforcent la tutelle et la mainmise de l'Angleterre sur les

îles. Le cheik s'interdit, en 1880, de conclure des traités sans le consentement britannique; l'Angleterre se réserve le monopole des dépôts de charbon, de la représentation politique et consulaire. Autrement dit, elle condamne Bahrein à l'isolement du reste du monde, et l'exclut de la communauté internationale, politique et commerciale..., sauf l'Angleterre.

La convention de 1892 couronne la politique anglaise à Bahrein. Le cheik s'engage à ne pas disposer de ses territoires sous une forme quelconque, sauf au profit de l'Angleterre. Celle-ci prévient toute tentative éventuelle d'une puissance rivale de lui enlever Bahrein; elle se réserve l'archipel et escompte l'incident qui, sous prétexte de protection, lui permettra, au besoin sous la menace de ses croiseurs, d'en acquérir la propriété même.

Cette éventualité ne s'est pas encore réalisée, mais la diplomatie britannique, qui a de la ténacité, de l'esprit de suite, sait mettre le temps pour achever son œuvre. En 1905, elle a imposé à son « protégé », par un bon ultimatum, toutes ses suggestions sur les affaires intérieures, — et non plus seulement extérieures. Le gouvernement anglais n'a pas hésité à déporter aux Indes un cheik de Bahrein qui ne servait pas assez bien ses intérêts et à le remplacer par un de ses fils plus docile à la tutelle britannique.

En résumé, l'activité de la Grande-Bretagne à Bahrein, après une période de non intervention, s'est manifestée, à partir de 1820, par l'entrée en relations directes avec les cheiks, la conclusion de traités où ceux-ci figurent en leur propre nom, c'est-à-dire la reconnaissance implicite de leur indépendance. Ces traités, conclus sous la pression diplomatique et navale britannique, ont assuré à la Grande-Bretagne le contrôle de plus en plus serré des affaires exté-

rieures et intérieures de Bahrein, et préparent l'abandon à son profit de la souveraineté des îles. Ce ne sont pas les cheiks de Bahrein, c'est le gouvernement de Sa Majesté britannique, qui défend la thèse de l'indépendance des îles contre les revendications du gouvernement iranien ; la Grande-Bretagne est trop intéressée à ne pas reconnaître les droits de l'Iran sur un archipel d'une inestimable valeur économique actuelle, et surtout future, et sur lequel elle a su se réserver un véritable monopole.

**SECTION II. — Position de l'Iran
en face de l'activité britannique à Bahrein.**

Le gouvernement iranien n'a jamais laissé sans protester la Grande-Bretagne édifier par son action diplomatique la thèse de l'indépendance de Bahrein. Sous les derniers rois de la dynastie des Kadjars, le défaut d'autorité du pouvoir central, la faiblesse militaire de l'Iran, l'absence de force navale à opposer dans le Golfe Persique aux croiseurs anglais expliquent le caractère intermittent de ses protestations. Cependant, elles se sont matérialisées, en 1861, en une action insurrectionnelle fomentée dans les îles contre les tribus Wahabites, puis, sous la forme diplomatique, dans une correspondance échangée en 1869 avec le comte de Clarendon, secrétaire d'État britannique, et dans une note diplomatique de 1907.

Le gouvernement iranien a formulé sa revendication de la souveraineté sur les îles avec plus d'énergie et de ténacité, à partir du moment où la dynastie des « rois fainéants » Kadjars a cédé sous la pression du mouvement nationaliste. Avec le règne de S. M. Riza Shah a commencé pour l'Iran une ère de résurrection nationale. Avec une persé-

vérance dont beaucoup d'Européens croyaient les peuples d'Orient incapables, le gouvernement de S. M. Riza Shah s'efforce de restituer à l'Iran la place que lui assigne un passé particulièrement glorieux, et que l'anarchie lui avait fait perdre sous des dynasties sans autorité. Le gouvernement central a raffermi son pouvoir relâché sur les provinces et brisé les tentatives d'indépendance des gouverneurs, rétabli les finances, organisé une armée et une marine nationales, poursuivi un programme de mise en valeur économique (chemins de fer, routes...). Dans tous les domaines, il s'est efforcé de briser les liens étrangers qui étranglaient l'indépendance nationale et préparaient la mainmise de puissances étrangères sur l'Iran ; il a repoussé l'accord désastreux de 1919 avec l'Angleterre, obtenu l'abolition des capitulations, l'abrogation de l'accord anglo-russe de 1907, l'autonomie douanière.

Fermement résolu à raffermir l'indépendance de l'Iran, le gouvernement national se devait, avant tout, de ne supporter aucune atteinte directe ou indirecte à sa souveraineté et à l'intégrité de son territoire.

SECTION III. — Le différend diplomatique.

Fidèle à ses origines, à sa politique générale, le gouvernement de S. M. Riza Shah a protesté de nouveau, avec plus d'énergie que jamais, contre la politique anglaise à Bahrein, et saisi toutes les occasions de le faire. Le 22 novembre 1927, il adressait au ministre britannique à Téhéran une note de protestation contre l'article 6 du traité signé à Djeddah le 20 mai 1927 par les représentants de la Grande-Bretagne et du Hedjaz. Cet article, qui prévoyait « le maintien de relations amicales et pacifiques

entre le Hedjaz et les territoires de Bahrein », est contraire, déclare la note iranienne, à l'intégrité territoriale de l'Iran, souverain de ces îles.

A cette protestation, sir Austen Chamberlain, chef du *Foreign Office*, répondit par une note au ministre iranien des Affaires étrangères, en date du 18 janvier 1928, dans laquelle il s'efforçait de réfuter les arguments invoqués dans la note iranienne et exposait les motifs de la fin de non recevoir opposée par le gouvernement britannique à la protestation du gouvernement de Téhéran.

Une nouvelle note, en date du 2 août 1928, du gérant du ministère des Affaires étrangères d'Iran au chargé d'affaires britannique à Téhéran, repousse les « postulats sur lesquels s'appuie le secrétaire d'État, » et maintient intégralement la position du gouvernement iranien, opposant à la thèse britannique de nombreuses objections.

Le 18 février 1929, sir Austen Chamberlain réplique par une nouvelle note au ministre de l'Iran à Londres, et déclare, après avoir « attentivement pesé les arguments avancés dans la note du 2 août 1928 » n'avoir « trouvé aucune raison de modifier les vues antérieures. »

Ces quatre longues notes diplomatiques exposent dans le détail tous les arguments invoqués par les deux gouvernements. Iran et Grande-Bretagne sont demeurés sur leurs positions, et, à de nouvelles protestations du gouvernement iranien, Sir John Simon, secrétaire d'État britannique, s'est borné à répondre, par une note du 23 juillet 1934, par un rappel des notes du 18 janvier 1928 et du 18 février 1929, ajoutant non sans une certaine impatience : « Le gouvernement de S. M. ne désire actuellement rien ajouter au contenu de ces notes. »

Le gouvernement de Téhéran entend maintenir intégra-

lement sa revendication et il n'a laissé passer sans protester aucun acte susceptible de compromettre ses droits de souveraineté sur Bahrein.

Le 5 janvier 1929, une note au ministre britannique à Téhéran proteste en termes d'une particulière énergie contre l'intention prêtée au gouvernement de Londres d'exiger des Iraniens qui se rendent à Bahrein un passeport, « comme si Bahrein était hors de l'Iran, » alors que, précédemment, il n'était exigé que le permis nécessaire pour se rendre d'un port iranien à un autre.

Le gouvernement de Téhéran informe le ministre anglais qu'il n'accordera aucun passeport à un Iranien pour se rendre à Bahrein et rejette sur les autorités britanniques la responsabilité des dommages qui pourraient en résulter pour les ressortissants iraniens. Il se réserve de « prendre toutes autres sanctions utiles, par exemple, de défendre l'entrée dans les ports iraniens aux bateaux ayant à leur bord des passagers qui ne seraient pas en règle avec les prescriptions et le point de vue du gouvernement impérial. »

Le 17 janvier 1930, le ministre iranien des Affaires étrangères adresse au secrétaire général de la Société des Nations, à Genève, une protestation formelle contre le fait que, « dans le texte de la deuxième partie de l'annexe 1 à la convention internationale concernant les statistiques économiques, les îles Bahrein sont indiquées comme territoire statistique distinct, rangé sous la rubrique : « Dominions, Colonies, etc..., britanniques » (G. 505, M.167. 1929. II, page 25, n° 59). Il doit être entendu que l'indication fournie dans le document officiel émanant de la Société des Nations, et intitulé « Conférence Internationale Économique concernant les statistiques économiques » (Genève, 1^{er} octobre 1929), n'a aucune valeur réelle et ne

préjuge en rien de l'attribution des îles en question, lesquelles sont et demeurent iraniennes. »

Le 14 octobre 1932, le gouvernement iranien a protesté auprès de la légation britannique à Téhéran contre la mise en circulation par l'Administration postale des Indes de timbres portant la surcharge des îles Bahrein pour les besoins du service postal de ces îles.

Enfin, dans deux notes, l'une en date du 23 juillet 1930 au ministre britannique à Téhéran, l'autre, en date du 22 mai 1934, au ministre des États-Unis, le ministre iranien des Affaires étrangères proteste contre des concessions d'exploitation des pétroles de l'île accordées par le cheik de Bahrein à un syndicat anglais et à la *Standard Oil Co of California* et les déclare nulles comme n'ayant pas été obtenues du gouvernement de l'Iran, souverain des îles.

Le différend anglo-iranien s'est traduit seulement jusqu'ici par des échanges de notes diplomatiques. Copie de toutes ces notes a été transmise au Secrétariat de la Société des Nations pour être communiquée aux États membres « à titre d'information ». Le gouvernement iranien a placé le différend sur le terrain du Pacte de la Société des Nations, en invoquant dans ses notes l'article 10, qui garantit l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des États membres. Il n'a pas mis en jeu les procédures de règlement pacifique prévues par le Pacte, et il s'est borné à y faire allusion dans sa note en date du 5 janvier 1929. La mesure exigeant des passeports des Iraniens qui se rendent à Bahrein, « coïncide, remarque le gouvernement iranien, avec le moment où la question entière pourrait être résolue par la Société des Nations. Il semble qu'en tout état de cause, il eût été préférable

d'attendre, avant de rien modifier au statu quo, jusqu'à ce que cette question ait été réglée par la décision de la Société des Nations, ou par un accord amiable entre les deux gouvernements. »

CHAPITRE III

LA QUALITÉ DE LA GRANDE-BRETAGNE DANS LE DIFFÉREND ANGLO-IRANIEN

Avant d'examiner au fond les arguments invoqués de part et d'autre dans le différend relatif aux îles de Bahrein, il importe de faire une remarque sur la personnalité de l'un des adversaires en présence. Au gouvernement de l'Iran, qui revendique la souveraineté des îles, ce n'est pas le cheik de ces îles qui réplique, mais le gouvernement britannique. Le ministre iranien des Affaires étrangères de S. M. Riza Shah n'a d'ailleurs pas soulevé d'objection relative à la qualité, au pouvoir du chef du *Foreign Office*. Dans l'échange de notes diplomatiques, c'est lui-même qui, le premier, saisit le représentant de la Grande-Bretagne de sa protestation. De même, en 1869, et en 1907, c'est avec les représentants diplomatiques de la Grande-Bretagne que le gouvernement iranien avait engagé la discussion relative à la souveraineté des îles.

La question de qualité ne présente guère qu'un intérêt de doctrine, aussi longtemps que le débat se déroule sur le terrain diplomatique, sous la forme d'échanges de vues. Elles mériteraient d'être étudiée, le jour où le litige serait soumis à une procédure régulière devant le Conseil de la Société des Nations, la Cour permanente de justice internationale ou une juridiction arbitrale.

Dans sa note du 18 février 1929, sir Austen Chamberlain fait allusion à un pouvoir donné par le cheik de Bahrein au gouvernement de Londres. La « politique timorée et irrésolue qu'ont parfois suivie les prédécesseurs du cheik actuel ne peut être considérée comme affectant la situation de celui-ci, qui est fermement résolu à s'opposer aux revendications du gouvernement iranien et qui a autorisé le gouvernement de S. M. à les repousser en son nom, conformément aux traités qui donnent au gouvernement de S. M. le droit de défendre Bahrein contre une agression étrangère. »

Pour prendre en mains la défense de Bahrein, le gouvernement britannique invoque donc : une autorisation du cheik local, — qui, dans une procédure régulière, devrait être un acte authentique présenté à l'adversaire — et « le droit que lui confèrent les traités de défendre Bahrein contre une agression étrangère. » On peut se demander si la revendication par l'Iran d'un territoire qu'il prétend faire partie de sa souveraineté peut être assimilée à une « agression étrangère ».

Pour le gouvernement iranien, l'agression vient des cheiks de Bahrein, qui ont méconnu l'intégrité territoriale de l'Iran en traitant directement avec la Grande-Bretagne. et il invoque l'article 10 du Pacte de la Société des Nations. Or la note britannique en conteste l'application en l'espèce. Nous laissons de côté l'examen au fond de cette question, qui soulève le principe de l'intervention politique des États membres de la Société des Nations et déborde le problème juridique du litige anglo-iranien.

Retenons seulement, quant à la question de qualité, que, si la Grande-Bretagne tire des traités conclus avec les cheiks de Bahrein le pouvoir de les représenter, c'est que ces traités ont institué à son profit, bien qu'elle s'en défende

et l'ait même refusé, un véritable droit de protectorat. La situation respective de Bahrein et de la Grande-Bretagne répond exactement à la définition du protectorat. « Le protectorat, écrit Strupp, est un rapport juridique résultant d'un traité international, dans lequel un État, tout en conservant, en principe, sa personnalité internationale, se place pour un temps indéterminé sous la dépendance d'un autre État, qui lui accorde le bienfait de sa protection, et le représente au point de vue international vis-à-vis des autres États ¹. »

Le gouvernement britannique reconnaît implicitement sa situation juridique à l'égard des îles de Bahrein, puisqu'il établit une distinction entre la période des traités de 1820, de 1847 et de 1861, et la période qui a suivi la conclusion des traités de 1880 et de 1892. Dans sa note du 18 février 1929, Sir Austen Chamberlain, en réponse à l'argument de l'Iran invoquant, comme une reconnaissance de ses droits par le gouvernement britannique, une lettre de lord Clarendon de 1869, écrit : « Tout en n'admettant pas la validité des droits de propriété revendiqués par l'Iran, le gouvernement de S. M., à l'époque, n'avait pas à les réfuter directement. Les traités spéciaux par lesquels le gouvernement de S. M. a finalement accepté le contrôle des relations étrangères du cheik ont été conclus à une date ultérieure. »

Pourquoi le gouvernement de S. M., par la plume de lord Clarendon, répondait-il lui-même, en 1869, au gouvernement de l'Iran, s'il « n'avait pas à... réfuter directement » sa revendication ?

Si le gouvernement britannique a pris en mains la direc-

1. Strupp. *Eléments du Droit international public universel, européen et américain* (1927), p. 33.

tion du débat diplomatique avec l'Iran, ce n'est pas seulement en qualité de défenseur du cheik de Bahrein, ni même en tant que son représentant. Comme État protecteur, il s'est réservé par les traités des avantages, qui peuvent se traduire en concessions de dépôts de charbon, de terrains d'atterrissage et de ravitaillement pour avions, et même, dans l'avenir, par une cession du territoire des îles à l'Angleterre. En prenant en mains la cause de l'indépendance du cheik, la Grande-Bretagne défend donc ses propres intérêts, les droits qu'elle tient des traités passés avec les cheiks. Si la thèse du gouvernement iranien venait à triompher, les traités passés par les cheiks avec l'Angleterre, à l'insu de l'Iran, souverain des îles, seraient nuls, et les droits de la Grande-Bretagne deviendraient caducs.

Dans le litige avec l'Iran, la Grande-Bretagne a donc à la fois la qualité d'un défenseur, représentant du cheik, et celle d'un ayant cause ayant un intérêt personnel au débat. Cette observation présenterait un intérêt pratique, si le différend venait à glisser du terrain diplomatique sur celui de la procédure devant le Conseil ou devant l'Assemblée de la Société des Nations ou devant une juridiction arbitrale. La Grande-Bretagne devrait être considérée comme une « partie » au litige, avec toutes les conséquences attachées par le Pacte à cette qualité, par exemple pour le calcul de l'unanimité des voix.

La distinction établie par sir Austen Chamberlain entre les deux périodes, antérieure et postérieure à 1880, appelle d'ailleurs une sérieuse réserve. Avant le traité de 1880, la Grande-Bretagne n'était sans doute pas tenue de prendre en mains la défense des intérêts des cheiks de Bahrein. Mais n'avait-elle pas cependant le devoir de réfuter la thèse de la souveraineté de l'Iran sur Bahrein ? Dès 1820, le gou-

vernement britannique a conclu des traités avec le cheik de Bahrein, sans passer par le gouvernement iranien : il a ainsi implicitement reconnu son indépendance. Comme le montre fort bien la note de Téhéran du 2 août 1928, c'est enfreindre un principe élémentaire du droit des gens que de conclure des accords avec des chefs locaux à l'insu du gouvernement dont ils dépendent. L'Iran revendiquant la souveraineté sur Bahrein, le gouvernement de la Grande-Bretagne avait un intérêt personnel à faire écarter cette prétention, pour dégager sa responsabilité de droit international du fait de ces accords, même s'il poursuivait des buts plus ou moins désintéressés.

On aperçoit par ces observations combien la question de qualité se trouve dans ce litige intimement liée au fond, dont nous allons maintenant aborder l'examen.

Réduit à sa plus simple expression, le différend anglo-iranien gravite autour d'une date : l'année 1783, où les Iraniens, maîtres de Bahrein, ont été vaincus par les Arabes. Le gouvernement de Téhéran soutient que l'Iran, souverain des îles de Bahrein, n'a pas perdu sa souveraineté depuis l'installation des cheiks Atabis. Le gouvernement de Londres conteste à l'Iran la souveraineté sur les îles de Bahrein et prétend qu'en tout cas, il l'aurait perdue depuis l'arrivée des Arabes à Bahrein.

Le litige peut ainsi se formuler sous deux questions :

1^o L'Iran avait-il la souveraineté sur les îles de Bahrein en 1783 ?

2^o L'Iran a-t-il perdu la souveraineté sur ces îles depuis 1783 ?

Pour résoudre ces deux questions, il y a lieu d'interpréter les faits à la lumière des principes d'acquisition ou de perte de la souveraineté.

CHAPITRE IV

L'IRAN AVAIT-IL, EN 1783, LA SOUVERAINETÉ SUR LES ILES DE BAHREIN ?

Dans sa note du 2 août 1928, le gouvernement de Téhéran déclare solennellement que la souveraineté de l'Iran sur les îles est conforme à la vérité historique : « Comme toute vérité historique, c'est l'évidence même que les îles de Bahrein appartiennent à l'Iran. » Pour le démontrer, la note précise que : « Bahrein a constamment et sans interruption fait partie de l'Iran dans les siècles passés, sauf cependant durant l'occupation portugaise de 1507 à 1622, date à laquelle le gouvernement iranien en a repris la possession. »

Le gouvernement britannique n'admet pas au profit de l'Iran la possession constante et ininterrompue des îles.

Dans sa note du 18 février 1929, le *Foreign Office* accumule des faits pour la contester. Citons dans son entier ce petit cours d'histoire, pour mieux apprécier la réplique du gouvernement iranien.

« L'histoire des îles avant 1507 est obscure ; mais on ne saurait sérieusement soutenir qu'elles sont restées assujetties à la souveraineté iranienne pendant toutes les invasions arabes, mongoles et tartares, ainsi que pendant l'anarchie du moyen âge. Au contraire, les historiens modernes ont exprimé l'opinion que, du ^x^e siècle au com-

mencement du ^{xvi}^e, les habitants de Bahrein dépendaient de chefs de leur propre race ; parmi les auteurs contemporains, le géographe arabe Idrisi, qui écrivait pendant la seconde moitié du ^{xii}^e siècle, a déclaré catégoriquement que l'île était alors gouvernée par un chef indépendant. Il est donc impossible d'accepter la thèse selon laquelle l'île a été assujettie d'une manière continue à la domination de l'Iran avant 1507. De 1507 à 1622, les îles ont été occupées par les Portugais, ainsi que le gouvernement iranien le reconnaît lui-même. La domination de l'Iran a commencé en 1622 et a pris fin en 1783, date à laquelle les troupes iraniennes ont été définitivement chassées des îles par les ancêtres du cheik actuel de Bahrein. »

Pour apprécier si la souveraineté de l'Iran est conforme à la vérité historique, nous distinguerons deux périodes, séparées par la durée de la domination portugaise.

SECTION I. — **La période du ⁱⁱⁱ^e siècle au début du ^{xiv}^e siècle.**

Le Secrétaire britannique des Affaires étrangères admet que « l'histoire des îles avant 1507 est obscure. » Soulignons que, pour l'éclairer, il n'apporte pas des faits, mais des conjectures : « On ne saurait sérieusement soutenir que... » puis, une « opinion » des « historiens modernes ». Pour cette période obscure, il invoque un seul fait, le témoignage d'un contemporain : le géographe Idrisi, dans la seconde moitié du ^{xii}^e siècle, déclare catégoriquement que l'île est gouvernée par un chef indépendant.

Par contre, la note anglaise omet de mentionner des faits précis et établis. Au ⁱⁱⁱ^e siècle de l'ère chrétienne, le Shah Ardechir conquiert et occupe Bahrein ; il nomme son

filz Chapour I^{er} gouverneur des îles. Au début du iv^e siècle, Chapour II défait les tribus qui avaient attaqué le territoire de Bahrein pendant sa minorité. A partir du iii^e siècle et au iv^e siècle, les îles sont donc incontestablement sous la souveraineté de l'Iran. Elles s'y trouvent encore au vii^e siècle, puisque le gouverneur de Bahrein, Manzar, a été nommé par le Shah Khossrow II. Remarquons qu'à cette époque, le gouverneur des îles n'est plus le fils du Shah, comme Chapour I^{er} et Chapour II, mais un indigène : Manzar était le chef de la tribu des Abdelgheisses. Ce fait est bien conforme à la conception des shahs de l'Iran sur l'exercice de la souveraineté : ils laissent aux provinces de leur empire une large autonomie. C'est seulement dans les premiers temps après la conquête de Bahrein que les shahs désignaient comme gouverneur leur fils, pour tenir mieux en main une province récemment incorporée à l'Iran.

Au vii^e siècle, les habitants de Bahrein appartenant à la tribu des Abdelgheisses et à celle des Beni Bekre, suivant l'exemple de Manzar, se convertissent à l'Islam : c'est un changement de caractère religieux plus que politique : les Iraniens, eux aussi, ont adhéré à la nouvelle religion et le rite chiite, aujourd'hui pratiqué à Bahrein, est précisément celui auquel ils sont attachés.

Après la mort de Manzar, il est vrai, un lieutenant du Prophète, Ala, vainquit la tribu des Beni Bekr, qui avait répudié l'islamisme et s'était donné un roi indépendant. A partir de cette époque, Bahrein fait partie du Kalifat de Bani Omaïeh (Amavides), puis des territoires des Kalifes Abbassides.

Au xii^e siècle, d'après le témoignage du géographe Idrisi, l'île aurait été gouvernée par un chef indépendant. Au xi^e siècle, en effet, la tribu des Charameteh avait occupé

les îles et, à partir de cette époque, les habitants de Bahrein eurent des chefs indépendants, choisis entre eux. Mais cette indépendance doit-elle s'entendre d'un véritable droit de souveraineté ? N'était-elle pas plutôt une autonomie locale, une décentralisation de l'administration régionale ? Ce régime, en effet, n'était pas spécial aux îles de Bahrein : les shahs d'Iran, trop faibles en général pour exercer l'autorité effective sur les provinces éloignées de leur capitale, privées de communications, toléraient leur administration autonome par les gouverneurs ou par les habitants. Le lien qui rattachait ces provinces à l'Iran était relâché, mais non rompu ; il n'y avait pas sécession politique des provinces, détachement de ces territoires de la souveraineté de l'Iran. Lorsqu'un Shah plus énergique montait sur le trône, les velléités d'indépendance, favorisées par la faiblesse du gouvernement central, ne tardaient pas en effet à se dissiper.

D'après le récit de Barros, le chef de Bahrein était vassal du roi d'Ormuz, auquel il payait tribut. Ce fait semble indiquer que le lien de Bahrein avec l'Iran s'était rompu au profit du roi d'Ormuz. De l'origine iranienne de ce roi, on ne peut conclure qu'il dépendait lui-même de l'Iran. Toutefois cette origine, alors que le royaume d'Ormuz avait été fondé par des Arabes, autorise à conjecturer que son territoire avait pu passer à une certaine époque sous la souveraineté de l'Iran. En tout cas, il est intéressant de souligner que, en 1622, le Shah Abbas chassera les Portugais à la fois d'Ormuz et de Bahrein.

Un auteur anglais, Sir Arnold T. Wilson ¹, après avoir déploré l'insuffisance des renseignements sur la période

1. Sir Arnold T. Wilson. *Persian Gulf*, traduit en iranien par Mohamed Saïdi, p. 210.

d'occupation de Bahrein par les Portugais, dont on ignore même la date initiale, relève, dans les livres de l'époque, en 1521, une révolte des Arabes de Bahrein contre les Iraniens et les Portugais. C'est contre l'autorité qu'on se révolte. On peut de ce fait conjecturer que la domination iranienne se maintenait encore à Bahrein au début du xvi^e siècle, mais avait à lutter contre les efforts des Portugais pour se rendre maîtres des îles.

De l'analyse des faits historiques de la période qui va jusqu'en 1507, on peut dégager les conclusions suivantes : La souveraineté de l'Iran sur les îles de Bahrein est incontestablement démontrée du iii^e au vii^e siècle ; du vii^e siècle au xi^e siècle, les îles font partie des Kalifats Amavides et Abbassides, qui comprennent l'Iran sous leur autorité purement nominale. A la chute des Abbassides, les îles de Bahrein jouissent d'une indépendance qui rappelle l'autonomie locale des provinces de l'Empire iranien. On les trouve un moment sous la dépendance du roi d'Ormuz.

A défaut d'une possession continue et ininterrompue, que l'insuffisance des documents historiques ne permet pas de démontrer — ni de contester, — la thèse iranienne peut s'appuyer sur l'exercice indiscutable de la souveraineté sur Bahrein, prolongé pendant quatre siècles. L'histoire des îles demeure plus obscure à partir du vii^e siècle. Toutefois, aucun fait ne démontre catégoriquement la rupture du lien de souveraineté de l'Iran sur les îles et l'on peut sans invraisemblance en affirmer le maintien. Le passage de l'Iran, comme de Bahrein, sous l'autorité nominale des califes, n'a pas suffi à le briser et l'indépendance des chefs de Bahrein, à partir du xi^e siècle, cadre exactement avec la conception iranienne de la souveraineté.

Il convient, d'ailleurs, de ne pas donner à ces faits une

valeur démonstrative exagérée. Au début du ^{xvi}^e siècle, les Portugais ont chassé les Iraniens des îles et s'en sont rendus maîtres. Bahrein a été, jusqu'en 1622, sous la souveraineté du roi de Portugal, puis, après le rattachement du Portugal à l'Espagne, sous la couronne d'Espagne. Ce fait historique est admis par l'Iran. La domination portugaise sur Bahrein a entraîné une solution de continuité d'un siècle environ dans la possession de l'Iran.

Cette interruption de souveraineté n'est pas, à elle seule, un argument décisif contre la thèse du gouvernement iranien. Pour démontrer qu'il était souverain de Bahrein en 1783, il lui suffit d'administrer la preuve de l'exercice de sa souveraineté à cette date, et pendant une période antérieure d'une certaine durée. Il le prouve, nous allons le voir, pendant plus d'un siècle et demi, de 1622 à 1783. C'est plus qu'il n'est nécessaire. Peu importe de rechercher si Bahrein a appartenu auparavant à telle ou telle puissance.

L'interprétation des faits antérieurs n'était cependant pas inutile. La conclusion qui s'en dégage, bien que dépourvue de portée juridique, présente une valeur morale inestimable. Il n'est pas indifférent pour le succès de la thèse de l'Iran de souligner qu'avant la période à prendre en considération, il avait déjà pendant des siècles été le souverain des îles de Bahrein.

SECTION II. — **La période de 1622 à 1783.**

En 1622, les Portugais furent chassés du Golfe Persique. Allah Verdi Khan, gouverneur de la province de Fars, occupa Bahrein et l'annexa au gouvernement de Fars. L'Iran se maintint en possession des îles jusqu'en 1783, où la tribu Atabide s'empara de Bahrein.

Le gouvernement britannique s'efforce dans ses notes de réduire la valeur juridique de cette possession d'un siècle et demi ; il en conteste la durée et les caractères.

§ 1. — DURÉE DE LA POSSESSION DE L'IRAN SUR BAHREIN

Tout d'abord, le *Foreign Office* met en doute le fait même de la possession par l'Iran. La note du 18 janvier 1928 concède seulement que « pendant une partie du ^{xvii}^e siècle et pendant quelques années de la seconde partie du ^{xviii}^e siècle, Bahrein a été envahi et occupé par des troupes iraniennes ou par les partisans de certains chefs venant de la côte orientale du Golfe Persique ». Cette incipiente « ou par les partisans de certains chefs » veut réduire la portée de l'occupation au geste de tribus plus ou moins autonomes, sans mandat du gouvernement central d'Ispahan, et refuser à l'Iran le bénéfice juridique de la possession.

En second lieu, les notes britanniques qualifient d' « incertaine » la durée de l'occupation des îles par l'Iran. Les mots « envahi et occupé » tendent à assimiler cette occupation aux incursions passagères de tribus arabes à Bahrein. Le gouvernement anglais prétend démontrer que ces invasions éphémères n'ont laissé à l'Iran qu'une possession de courte durée.

« Il semble établi, écrit le Secrétaire d'État britannique, que, vers 1718, les Arabes Omani ont effectué une descente dans l'île, qu'ils ont alors occupée pendant une courte période. Au milieu du ^{xviii}^e siècle, l'autorité semble avoir passé aux mains des Arabes Havalé, qui étaient alors puissants et qui, même actuellement, y sont encore fortement représentés, bien qu'en 1753 l'Iran ait été de nouveau en

mesure d'affirmer son autorité par droit de conquête. »

Les faits qui « semblent établis » ne sont pas démonstratifs. L'occupation des îles « pendant une courte période » par des tribus arabes ne suffisait pas à faire perdre à l'Iran la souveraineté sur Bahrein, à moins de considérer que la souveraineté change de titulaire aussi souvent qu'un territoire change de mains, même par des incursions éphémères. Ce point de vue semble être celui du gouvernement britannique : il déclare, dans sa note du 18 février 1929, qu'en reprenant aux Arabes Havalé la possession de Bahrein qu'ils détenaient depuis peu de temps, l'Iran a « été de nouveau en mesure d'affirmer son autorité par droit de conquête. »

Cette conception n'est pas conforme à la réalité historique. On ne saurait assimiler la situation de l'Iran, qui se remet en possession d'un territoire où il exerce la souveraineté depuis de longues années, à celle de tribus Omani ou Havalé, qui s'emparent de ce territoire par un coup de main sans lendemain et souvent se battent entre elles pour se maintenir en possession. La thèse britannique conduirait à transformer en état de droit des fluctuations politiques ou militaires, particulièrement fréquentes dans des régions où s'affrontent des peuples de race, de civilisation, de religion diverses, et risquerait de compromettre la stabilité politique, déjà précaire dans les contrées que se disputent des tribus rivales. Le point de vue du gouvernement de l'Iran, qui considère comme négligeables les atteintes éphémères à la possession d'un territoire, a le mérite de mieux rendre compte de la réalité mouvante de la vie politique dans les régions du Golfe Persique, et de garantir l'état de droit contre les plus passagères tentatives de la violence.

§ 2. — EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ DE L'IRAN
SUR BAHREIN

Enfin le Secrétaire britannique des Affaires étrangères ne se borne pas à contester le fait matériel de la durée de l'occupation iranienne aux îles de Bahrein. Il prétend dénier toute valeur juridique à cette occupation. « On ne saurait admettre, écrit le chef du *Foreign Office* dans sa note du 18 février 1929, que, même pendant cette période (de 1622 à 1783) de domination iranienne, l'autorité de l'Iran se soit exercée d'une manière ininterrompue et incontestée, ni qu'elle ait assuré aux habitants la paix et la prospérité. »

Que l'autorité de l'Iran ait été parfois interrompue et contestée, cela ne suffit pas pour détruire sa souveraineté.

La discontinuité de l'exercice de la souveraineté ne suffit pas à la rejeter. Dans l'affaire de l'île Palmas, l'arbitre chargé de régler le différend entre l'Espagne et les États-Unis, M. Huber, constatait, dans sa sentence du 4 avril 1928, qu'« il y a nécessairement des lacunes dans l'exercice de la souveraineté territoriale, particulièrement dans le cas de territoires coloniaux.

« Le fait qu'un État ne peut prouver l'exercice de sa souveraineté sur telle partie de territoire ne saurait être interprété *ipso facto* comme démontrant l'inexistence de la souveraineté. Chaque cas doit être apprécié conformément aux circonstances particulières... »

Parmi ces circonstances particulières, il convient en premier lieu de tenir compte de la conception que se fait l'État de l'exercice de la souveraineté. Dans sa note du 2 août 1928, le gouvernement iranien a très bien montré pourquoi des tentatives, même répétées, même couronnées

d'un succès plus ou moins prolongé, n'avaient pu suffire à arracher à l'Iran son droit de souveraineté sur les îles de Bahrein.

« Nous sommes loin de disconvenir qu'il est souvent arrivé dans l'histoire de l'Iran que les khans, gouverneurs, cheikhs ou autres chefs locaux se sont soulevés contre l'autorité du pouvoir central, se soumettant aussitôt après ou vivant un temps plus ou moins long en état de rébellion, fréquemment se battant entre eux, le plus fort s'emparant du pouvoir local, mais restant, comme ses adversaires, soumis et subordonné au Gouvernement central : il va de soi que ces rivalités, ces querelles intestines n'ont jamais pu porter atteinte au droit de souveraineté ni à l'intégrité du pays.

« Cela posé, je déclare, au nom de mon Gouvernement, et de la façon la plus catégorique, que les îles de Bahrein font partie intégrante de l'Iran et qu'il ne peut par conséquent admettre que l'insoumission momentanée ou plus ou moins prolongée d'un cheikh quelconque puisse aucunement porter atteinte au droit souverain de l'Iran sur Bahrein.

« Jamais les cheikhs gouverneurs de Bahrein n'ont, même dans les siècles passés, exercé leurs fonctions à titre de chefs indépendants, mais bien plutôt comme chefs de tribu, à l'exemple de khans locaux de certaines parties de l'Iran, qui, il y a à peine quelques années encore, exerçaient leurs fonctions de gouverneur à titre permanent et parfois même héréditaire, mais toujours sous la dépendance et le contrôle du pouvoir central.

« Les cheikhs de Bahrein ont toujours reconnu la souveraineté iranienne. »

L'exposé de la note iranienne reflète exactement la

conception des Shahs d'Iran sur l'exercice de la souveraineté, et l'état politique des provinces de l'Iran jusqu'à la révolution nationaliste de 1921, tel que l'a récemment décrit l'auteur d'une étude de droit public iranien ¹. Il nous paraît indispensable de reproduire les développements [que cet auteur consacre à l'administration des provinces en Iran, car ils apportent un appui précieux à la thèse du gouvernement de Téhéran.

Une quarantaine de provinces composaient le territoire de l'État ; à la tête de chaque province, un gouverneur représentait le souverain ; ses pouvoirs sont sans limites précises. L'insuffisance du pouvoir central et les difficultés de communication le faisaient échapper d'ailleurs à tout contrôle efficace et c'est pourquoi il se comportait comme un vice-roi. Il n'acceptait aucune autorité militaire ou judiciaire auprès de lui ; il exerçait le commandement des troupes, la perception des impôts, la nomination et la révocation des fonctionnaires.

Nasser-ed-din Shah, en matière militaire et civile, réduisit beaucoup leur pouvoir ; malgré les ordonnances déterminant clairement les rapports des fonctionnaires entre eux, les gouverneurs corrompus par suite du mode de recrutement (une sorte de fermage), restèrent tout-puissants jusqu'à la fin de l'ancien régime. « Dans un pays, vaste comme l'Iran, dont l'étendue est trois fois la superficie de la France, à population peu dense, et qui, par surcroît, est montagneux, les distances et les difficultés de communication constituent de fortes entraves à la centralisation. Les shahs, pour l'administration de leur immense

1. Mehdi Vakil. *Les recours contre l'administration d'après le droit public persan* (Chapitre sur l'Administration provinciale), thèse Paris, 1934, p. 31 et suiv.

territoire, avaient souvent recours à de hauts personnages dont l'influence personnelle suppléait au prestige manquant de l'autorité centrale.

La situation géographique et les conditions physiques engageaient le système administratif dans la voie de la décentralisation. L'autonomie des gouverneurs était telle qu'on pouvait échapper à l'action administrative par le simple procédé consistant à se transporter dans une autre région. (Brown, *Mouvement constitutionnel*). Bien plus, avant la guerre russo-iranienne qui se termina par les deux traités de Torkementchaï et de Gulistan, dans le premier quart du XIX^e siècle, la force publique n'était pas encore concentrée.

Les défaites successives de l'armée iranienne éveillèrent l'attention du Shah sur la supériorité des forces européennes et ce n'est qu'à partir de cette date que les dirigeants iraniens pensèrent à superposer les bandes armées des gouverneurs pour les rattacher aux forces centrales. Mais cette concentration ne se réalisa que beaucoup plus tard.

Ainsi la province iranienne sous l'ancien régime n'avait que très peu d'attaches avec le pouvoir central. Cela habitua la population locale à ne rien voir au-dessus du gouverneur. C'est ce qui d'ailleurs incitait quelquefois ce dernier à réclamer son indépendance¹. Au commencement de la dynastie Safavi, il y avait une sorte de féodalité. C'est Shah Abbas qui choisit la nomination comme mode de recrutement des fonctionnaires ; pourtant en fait ce système subsistait et cela donnait une forme de vénalité et par les cadeaux celui qui offrait le plus avait le poste de

1. Notons que l'œuvre de centralisation complète n'existe que depuis l'avènement de S. M. Riza Shah.

l'administration, d'ailleurs souvent mis aux enchères. »

En second lieu, d'après la note anglaise, l'Iran n'aurait pas assuré aux habitants des îles de Bahrein la paix et la prospérité. A cette prétendue carence, elle oppose l'attitude du gouvernement britannique, qui (note du 18 janvier 1928) « s'est constamment efforcé, en ce qui concerne Bahrein, d'assurer que le développement pacifique des îles et la prospérité des habitants ne seront pas troublés par des tentatives injustifiées venant de leurs voisins et visant à les soumettre à une domination étrangère. »

L'allégation de la note du 18 janvier 1928, concernant la période du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècles, est manifestement contraire à la vérité historique. Du fait que, au cours de plus d'un siècle et demi, l'Iran a été à deux reprises troublé dans la possession de Bahrein par des attaques violentes, on ne saurait conclure qu'il n'a pas su assurer la paix, puisque, au contraire, il a réussi, au bout de peu de temps, à refouler les envahisseurs. C'est aux éphémères conquérants de 1718 et des environs de 1750 qu'on pourrait reprocher de n'avoir pas assuré à Bahrein la paix et la prospérité, et de les avoir troublées.

SECTION III. — **Les objections géographique et ethnique.**

§ 1. — L'OBJECTION GÉOGRAPHIQUE

Il nous reste à apprécier deux autres arguments contenus dans les documents du *Foreign Office*. « Au point de vue géographique, affirme sir Austen Chamberlain dans sa note du 18 janvier 1928, les îles en question ne constituent pas une partie de l'Iran, et leurs habitants ne sont pas de race iranienne. »

Dans sa note de l'année suivante, le Secrétaire d'État britannique se borne à reproduire la première affirmation : « Le gouvernement de S. M..... s'est efforcé de découvrir, parmi les nombreuses affirmations non appuyées de preuves, selon lesquelles Bahrein ferait partie de l'Iran (opinion qui, comme je l'ai déjà indiqué dans ma note sus-mentionnée, n'est fondée sur aucune considération d'ordre géographique), etc... » Puis il réitère cette affirmation : « J'ai déjà attiré l'attention sur le fait évident qu'au point de vue géographique, cette assertion (selon laquelle Bahrein a toujours et sans interruption fait partie de l'Iran) est erronée. »

Si Bahrein est « séparée de l'Iran par toute la largeur du Golfe Persique », ce « fait évident » ne suffit pas à écarter la souveraineté de l'Iran sur ces îles : conclure de la position insulaire de Bahrein qu'elle ne ferait pas partie de l'Iran, c'est confondre la géographie et le droit. Jamais aucun juriste n'a soutenu qu'un État ne puisse étendre sa souveraineté à des territoires situés au-delà de ses eaux territoriales : il faudrait dénier à la France la souveraineté sur la Corse et sur l'Algérie, à toutes les puissances la souveraineté sur leurs colonies.

L'argument rappelle, par *a contrario*, la théorie de la contiguïté, soutenue à plusieurs reprises par l'Angleterre, d'après laquelle l'occupation effective d'un territoire donnerait *ipso facto* la souveraineté sur tous les territoires *nullius* voisins ou contigus.

Cette théorie est généralement repoussée comme contraire aux principes de la souveraineté territoriale.

Si le voisinage juridique ne suffit pas à créer la souveraineté, l'éloignement géographique ne suffit pas non plus à la rejeter. Géographie et droit, « proximité et dépendance » sont « deux idées distinctes ».

Remarquons en passant que, si la théorie de la contiguïté était exacte, la Turquie, ou les tribus arabes de la côte du Golfe Persique située en face de Bahrein, auraient pu l'invoquer pour contester l'« indépendance » des îles.

Bornons-nous à reconnaître que la prétention de l'Iran à la souveraineté des îles de Bahrein « n'est fondée sur aucune considération d'ordre géographique. »

Cette observation est sans intérêt : le gouvernement iranien ne s'est jamais appuyé sur cette considération. Elle ne saurait non plus lui être opposée. Sa prétention trouve un appui sur d'autres arguments.

§ 2. — L'OBJECTION ETHNIQUE

La note britannique objecte encore : « Les habitants des îles Bahrein ne sont pas de race iranienne. » L'argument n'est pas plus fondé que le précédent. L'identité de race n'est pas une condition de l'acquisition et du maintien de la souveraineté sur un territoire. Les colons anglais de l'Amérique du Sud se sont séparés de leur métropole ; l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal ne revendiquent pas ces nouveaux États au nom de la communauté d'origine, de race, de religion, de leurs populations.

Inversement, la souveraineté d'une puissance s'exerce souvent sur des populations de race tout à fait distincte, par exemple celle d'une puissance coloniale sur ses territoires d'outre-mer.

L'identité de race est d'ailleurs une chimère. Il n'existe peut-être pas sur le globe une seule race pure : les guerres, les invasions, les migrations, les échanges commerciaux, sont autant de creusets dans lesquels les races sont venues se combiner. L'idée de réunir sous une même souveraineté

les peuples de même race est aussi fausse que dangereuse : elle est condamnée à chercher la race dans des éléments externes insuffisamment démonstratifs (forme du crâne, couleur de la peau, langage, religion) et elle sert de point d'appui aux doctrines de domination mondiale.

Le mélange des races a été, au cours de l'histoire, particulièrement accentué dans les régions du Proche-Orient, l'Iran, le Golfe Persique, l'Arabie, carrefours des civilisations orientale et occidentale, points de passage des grands conquérants, des migrations de peuples, des courants d'échanges. La propagation de l'Islam y a jeté une nouvelle semence de fusion des races. On ne peut opposer une « race iranienne » à la « race arabe ». Les peuples arabes et iraniens se sont trop intimement pénétrés pour que le départ des races puisse se faire nettement. A Bahrein, comme dans les îles et les ports de mer, où les mouvements de peuples sont particulièrement accentués, il est impossible de distinguer deux races.

Les religions, la langue se sont interpénétrées. L'islamisme, en passant en Iran, a changé de rite : or, à côté des Wahabites, on trouve à Bahrein, surtout dans la population des villages, une majorité d'adeptes du rite iranien-chiite : c'est une preuve de la marque profonde imprimée sur les îles par l'influence iranienne, si l'on admet que l'élément campagnard, attaché au sol, reflète mieux l'aspect ethnique d'un pays que la population des villes, en partie composée de commerçants plus ou moins nomades. L'architecture des maisons, des mosquées, ordinairement chiite, est un autre témoignage non moins probant, inscrit sur le sol même de Bahrein, de la domination iranienne.

Enfin la langue iranienne est très généralement employée, non seulement par la population iranienne, mais par les

habitants arabes, qui tout au moins la comprennent.

La note de l'Iran du 2 août 1928 ne fait donc que constater un « fait évident », lorsqu'elle affirme qu' « il est notoire que les rapports de ces îles avec lui, tant ethniques qu'économiques, sont beaucoup plus développés qu'avec n'importe quel autre pays indépendant et civilisé du monde. »

L'objection tirée par les notes britanniques de la différence des races est donc sans valeur. On peut relever entre les habitants des îles de Bahrein et les Iraniens de nombreux rapports ethniques. Si même l'on n'admet pas l'identité de race, cela n'affaiblit en rien la thèse de l'Iran, puisque la race n'est pas un élément constitutif de la souveraineté. Peu importe que la prétention de l'Iran ne puisse se fonder sur aucune considération de race, comme de géographie : elle se justifie par d'autres arguments plus décisifs.

SECTION IV. — Conclusion : La Souveraineté de l'Iran sur Bahrein en 1783.

A la première question posée : l'Iran avait-il la souveraineté des îles Bahrein en 1783 ? l'examen des faits historiques permet en effet de répondre par l'affirmative. L'Iran peut invoquer au moins sa souveraineté incontestable sur Bahrein du III^e au VII^e siècles, son maintien sous la domination nominale des califes et sous l' « indépendance » des chefs de Bahrein, conforme à sa conception de l'exercice de la souveraineté.

Même si l'on estime que la domination des Portugais sur Bahrein pendant un siècle a fait perdre à l'Iran le bénéfice juridique de sa longue possession antérieure, le gouvernement iranien n'en est pas moins fondé à l'invoquer au

moins comme une considération de fait d'une sérieuse valeur morale.

Pour apprécier si l'Iran avait en 1783 la souveraineté des îles de Bahrein, il n'est d'ailleurs pas nécessaire de remonter le cours des siècles. Il suffit de démontrer qu'à cette date, il exerçait sur l'archipel une autorité bien assise. Les faits exposés plus haut prouvent incontestablement qu'il l'exerçait. Il était en possession du territoire des îles depuis 1622, soit plus d'un siècle et demi. Il y affirmait son autorité solidement et assurait la paix aux habitants, qu'il protégeait contre les incursions des tribus. Si même le pouvoir central iranien laissait aux gouverneurs des îles une large autonomie, cette politique était conforme à la conception traditionnelle de la souveraineté chez les shahs de l'Iran. Les incursions sans lendemain de tribus sur Bahrein n'ont pu faire perdre à l'Iran sa possession et sa souveraineté, acquises depuis un siècle et demi : à leur domination éphémère, il manque, pour être appelée souveraineté, un élément essentiel de la souveraineté : la stabilité, ce qui empêche de l'assimiler à la situation de l'Iran, assise sur Bahrein depuis un siècle et demi.

En dépit des réserves dont il l'entoure, pour tenter d'en réduire la durée et d'en affaiblir la signification, le gouvernement britannique est bien obligé d'admettre ce fait historique : l'occupation de Bahrein par l'Iran de 1622 à 1783.

Note du 18 janvier 1928 : « Il semble établi qu'en 1783, ou vers cette année, le gouvernement du Shah a été dépossédé de ces îles à la suite d'une invasion de tribus arabes dirigées par l'ancêtre, en ligne directe, du cheik actuel et que, depuis cette date, les îles n'ont jamais, à aucun moment, été sous le contrôle effectif de l'Iran. »

Note du 18 février 1929 : « La domination de l'Iran a

commencé en 1622 et a pris fin en 1783, date à laquelle les troupes iraniennes ont été définitivement chassées des îles par les ancêtres du cheik actuel de Bahrein...

« En 1783, les troupes de S. M. le Shah ont été définitivement chassées par les Arabes Atabi ; l'autorité de l'Iran a pris fin et n'a jamais été rétablie depuis... »

Aucune réserve ne saurait atténuer la portée de ce témoignage, répété dans trois passages des notes britanniques : « La domination de l'Iran a commencé en 1622 et a pris fin en 1783. » Témoignage précieux, qui, émanant de son adversaire, pourrait dispenser le gouvernement iranien d'invoquer d'autres arguments.

La souveraineté de l'Iran sur les îles de Bahrein, en 1783, est incontestablement démontrée par les faits, et la Grande-Bretagne elle-même la reconnaît.

Si l'on prétend dénier à l'Iran la souveraineté sur les îles de Bahrein en 1783, il faut établir qui en était à cette époque le souverain. Occupé par des troupes de l'Iran, comme le reconnaît la note anglaise, administré par les agents de l'Iran, l'archipel n'était évidemment pas un territoire sans maître. Veut-on élever un conflit entre deux souverainetés successives, mais non concurrentes ? Par la longue durée de sa possession, par l'exercice prolongé de sa souveraineté, l'Iran l'emporte aisément sur l'éphémère occupation des îles par le roi d'Oman, puis par les Arabes Havalé. Même si l'on admet avec la note britannique la force, le « droit de conquête » comme titre à l'acquisition de la souveraineté, c'est l'Iran qui est fondé à l'invoquer puisque, vers le milieu du XVIII^e siècle, il a chassé de Bahrein les Arabes Havalé, et y a maintenu jusqu'en 1783 son autorité, solidement affermie sous le règne du Shah Karime Khan Zend.

CHAPITRE V

L'IRAN A-T-IL PERDU, DEPUIS 1783, LA SOUVERAINETÉ SUR LES ILES DE BAHREIN ?

En 1783, nous l'avons établi dans le chapitre précédent, l'Iran était souverain des îles de Bahrein. A-t-il perdu ses droits depuis cette époque, et les îles forment-elles actuellement un « État », gouverné par des cheiks indépendants sous la tutelle de la Grande-Bretagne ?

Le gouvernement britannique admet l'existence d'un « État de Bahrein » indépendant. Dans ses notes du 18 janvier 1928 et du 18 février 1929, le *Foreign Office* se fonde sur les arguments suivants pour refuser à l'Iran la souveraineté de l'archipel et justifier l'indépendance des îles de Bahrein.

« Il ressort manifestement du bref résumé contenu dans le paragraphe précédent que l'argumentation d'ordre historique qui peut être invoquée en faveur de la revendication iranienne, doit se fonder principalement sur une occupation intermittente de 1622 à 1783, pendant laquelle on compte au moins deux périodes de domination arabe. Par contre, il s'est écoulé depuis 1783 jusqu'à nos jours, une période, approximativement aussi longue, durant laquelle l'Iran n'a exercé aucune autorité sur les îles, tandis que la domination arabe y était ininterrompue. Dans ces circonstances, le gouvernement de Sa Majesté ne peut

considérer comme abondamment établie l'indépendance revendiquée par Bahrein à l'égard de l'Iran.

« L'Iran n'a exercé (sur Bahrein) aucune autorité depuis cent quarante-cinq ans. »

La thèse anglaise peut se résumer ainsi : l'Iran a été chassé de Bahrein en 1783 par les ancêtres en ligne directe du Cheik actuel, et, depuis cette époque, il n'a exercé sur les îles aucune autorité effective.

SECTION I. — **L'Iran n'a pas renoncé à la souveraineté des îles de Bahrein.**

L'Iran n'a jamais exprimé sa volonté de renoncer à la souveraineté sur les îles de Bahrein. Il ne les a pas cédées par traité à la tribu des Atabides, ni à aucun État. Il n'a passé aucun acte officiel susceptible d'être interprété comme une renonciation implicite, tel qu'une reconnaissance de l'indépendance des îles ou des « droits » acquis des cheiks par une puissance quelconque..

Au contraire, il n'a manqué aucune occasion depuis 1783 d'affirmer son droit de souveraineté, de protester contre la prétention des cheiks et de l'Angleterre à l'indépendance de Bahrein ; il a même provoqué en 1861 un mouvement qui a pendant quelque temps restauré son autorité sur les îles. Dans ses notes de 1867, 1907, 1927, 1928, 1930, 1932 et 1934, il a solennellement affirmé son droit de souveraineté sur l'archipel de Bahrein et protesté contre les atteintes qu'y a portées l'Angleterre.

À défaut du consentement officiel de l'Iran, dont elles faisaient partie en 1783, les îles de Bahrein ont-elles pu légitimement devenir indépendantes ?

Dans sa note du 2 août 1928, le gouvernement iranien l'a contesté :

« Je tiens à attirer l'attention de votre gouvernement sur ce principe juridique d'ordre international : Un territoire appartenant à un État souverain ne peut en être légitimement détaché tant que le droit de propriété n'a pas été transféré par cet État à un autre État par un acte officiel, en l'espèce un traité, ou que son annexion à un autre État ou son indépendance propre n'ont pas été reconnues officiellement par le légitime propriétaire de ce territoire. Or, comme toute vérité historique, c'est l'évidence même que les îles de Bahrein appartiennent à l'Iran. Jamais il n'a existé un État indépendant connu sous le nom de Bahrein. L'Iran n'a jamais renoncé à sa souveraineté sur ces îles, comme elle ne l'a jamais cédée à un autre État, ni jamais reconnu aucun des cheiks de ces îles comme des chefs indépendants. »

La note anglaise du 18 février 1929 s'attache à réfuter cette théorie. « L'assertion selon laquelle le consentement de l'État dépossédé est toujours requis pour valider un changement de souveraineté, est en contradiction à la fois avec les usages internationaux et avec les événements historiques. Au surplus, ce principe, s'il existait, compromettrait gravement le maintien de la paix et de la sécurité internationale. »

Sir Austen Chamberlain conteste d'abord l'exactitude du principe invoqué par le gouvernement iranien. Il expose la thèse britannique de la formation d'un État nouveau, et en fait l'application à « l'État de Bahrein. » « Dans les cas où un territoire s'est effectivement rendu indépendant de son ancien souverain, un traité par lequel le propriétaire dépossédé reconnaît l'indépendance du territoire en question

est, en fait, surtout important comme témoignage décisif indiquant que, de l'avis même de l'ancien souverain, cette indépendance a été effectivement établie. En pareil cas le fait que le territoire s'est effectivement rendu indépendant constitue le facteur décisif du point de vue international. Or, dans le cas de Bahrein, le gouvernement de Sa Majesté considère comme tout à fait insoutenable la thèse selon laquelle la possession et l'administration effective de Bahrein par la famille actuellement régnante, qui y exerce le pouvoir depuis 145 années, pendant lesquelles ces chefs ont été indépendants de l'Iran et pendant lesquelles aucune autorité iranienne n'a été exercée dans leurs territoires, peuvent être affectées par le simple fait que le gouvernement iranien n'a pas apposé sa signature à un document reconnaissant formellement cette indépendance effective. »

Puis le chef du *Foreign Office* s'attache à démontrer « de par les précédents historiques, que la théorie de la nécessité de l'assentiment formel de l'État dépossédé n'a jamais été internationalement reconnue. Les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, révoltées contre la métropole, ont été diplomatiquement reconnues comme États indépendants par le gouvernement des États-Unis d'Amérique en 1822 et par le gouvernement britannique en 1824, c'est-à-dire de nombreuses années avant que leur indépendance fût formellement admise par l'Espagne. En 1837, l'indépendance du Texas et en 1903 celle de Panama, ont été reconnues par les États-Unis d'Amérique, et, ultérieurement, par la Grande-Bretagne et d'autres puissances européennes, bien avant que le Mexique et la Colombie aient cessé de considérer ces territoires comme des provinces rebelles. Dans ces cas, auxquels on pourrait, s'il était nécessaire, en ajouter d'autres, l'établissement effectif de

l'indépendance a été nettement considéré par les puissances comme le facteur décisif de la situation et l'on n'a pas estimé que le consentement de l'État dépossédé constituât une condition *sine qua non* de la validité d'un transfert ou d'une acquisition de territoire. »

Enfin, ajoute Sir Austen Chamberlain, le principe défendu dans la note iranienne serait une menace pour la paix et la sécurité internationales. « Tout État aurait la faculté de revendiquer un territoire qu'il n'a pas effectivement possédé depuis des siècles, en faisant valoir que la perte de cette possession, survenue en des temps écoulés, n'a pas été confirmée par un traité ultérieur. Affirmer un tel principe juridique, équivaldrait à affirmer que, dans un différend relatif à un territoire, le seul facteur décisif est la volonté exprimée par l'une des parties. »

Sir Austen Chamberlain objecte à la thèse iranienne qu'elle « équivaldrait à affirmer que, dans un différend relatif à un territoire, le seul facteur décisif est la volonté exprimée par l'une des parties. » La thèse britannique n'encourt-elle pas le même reproche, et ne fonde-t-elle pas la souveraineté sur la volonté exprimée par l'autre partie ?

La note britannique du 18 février 1929 oppose à la théorie du gouvernement iranien des précédents historiques « auxquels on pourrait en ajouter d'autres. » Les puissances ont reconnu l'indépendance des colonies espagnoles, du Texas, de Panama, de nombreuses années avant que les pays dont ils s'étaient détachés aient cessé de les considérer comme des provinces rebelles. « Dans ces cas.. l'établissement effectif de l'indépendance a été nettement considéré par les puissances comme le facteur décisif de la situation, et l'on n'a pas considéré que le consentement de l'État dépossédé constituât une condition *sine qua non* de

la validité d'un transfert ou d'une acquisition de territoire. »

Ces précédents ne nous paraissent nullement décisifs. Tout d'abord, ils se réfèrent à des espèces différentes de celle des îles de Bahrein. L'indépendance des colonies espagnoles a eu pour origine la volonté unanime d'un peuple de secouer le joug de son souverain. Elle pouvait à la rigueur chercher un appui sur le principe des nationalités, qui allait jouer un rôle si important dans la politique de l'Europe au XIX^e siècle, ou sur le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, facteur dominant de la révision de la carte du monde en 1919.

L'indépendance des îles de Bahrein n'est pas née d'un mouvement populaire manifestant la volonté des habitants de se délier de la souveraineté de l'Iran. Ils ont assisté passifs à l'invasion du territoire par une tribu arabe en 1783, puis aux luttes des tribus rivales entre elles.

D'autre part, les précédents invoqués par la note anglaise n'ont pas de valeur juridique. Le consentement unanime des habitants d'une fraction territoriale d'un État n'est pas à lui seul un titre qui légitime sa séparation. Le principe des nationalités et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, comme le principe de l'équilibre, sont des doctrines utilisées par les diplomates, pour justifier les remaniements de la carte politique du globe. Ce ne sont pas des principes du droit des gens susceptibles de servir de titre juridique à la souveraineté.

Le Conseil de la Société des Nations a adopté ce point de vue dans l'affaire des îles d'Aland, revendiquées par la Suède et la Finlande. La Suède invoquait le vœu de la population, qui s'était manifesté à plusieurs reprises depuis 1918. La Finlande soutenait que ces îles faisaient partie intégrante de son territoire.

Constitué par le Conseil en vue de donner un avis consultatif sur le différend, le Comité des juristes a écarté formellement le droit d'une fraction de peuple de se séparer¹ :

« Sauf stipulations expresses dans des traités internationaux, le droit de disposer du territoire national est essentiellement un attribut de la souveraineté de chaque État. Le droit international positif ne reconnaît donc pas à des fractions de peuples, comme telles, le droit de se séparer, par un simple acte de volonté de l'État dont elles font partie, pas plus qu'il ne reconnaît à d'autres États le droit de réclamer une telle séparation. D'une manière générale, il appartient exclusivement à la souveraineté de tout État, définitivement constitué, d'accorder ou de refuser à une fraction de population de déterminer son propre sort politique par la voie d'un plébiscite ou autrement. »

Conformément à l'avis consultatif, le Conseil attribua à la Finlande la souveraineté des îles d'Aland.

Le rapport des dix juristes rétorque par avance l'objection adressée par la Grande-Bretagne à la thèse iranienne d'être une menace pour la paix, et la retourne contre la thèse britannique. « Un différend entre deux États au sujet d'une pareille détermination porte donc, dans des circonstances normales, sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive d'un de ces États. Toute autre solution serait une atteinte portée à la souveraineté de l'État et risquerait d'engendrer des troubles et un défaut de stabilité, non seulement contraire à la notion même de l'État, mais encore dangereux pour les intérêts de la communauté internationale. »

1. *J. O. de la S.D.N.*, octobre 1920. *Rapport de la Commission des juristes*, p. 546.

La décision du Conseil de la Société des Nations dans l'affaire des îles d'Aland permet d'écarter, comme dépourvus de valeur juridique, les précédents invoqués par la note britannique. Elle condamne sa formule : « le fait que le territoire s'est effectivement rendu indépendant constitue le facteur décisif au point de vue international. »

Faut-il toutefois admettre sans réserve la thèse iranienne qui subordonne le détachement d'un territoire à un transfert officiel à un autre État par un traité, ou à la reconnaissance officielle de son indépendance ?

La note du 2 août 1928 nous paraît trop rigoureuse en exigeant un acte de volonté positif. A notre avis, la souveraineté peut se perdre ou se transférer sans manifestation officielle de volonté, par une renonciation tacite, et cette renonciation sera présumée, lorsque, pendant une période de temps prolongée, l'État titulaire de la souveraineté s'est abstenu de l'exercer, ou a laissé un autre État l'exercer.

Il nous faut donc rechercher si l'Iran a perdu la souveraineté sur Bahrein par abstention prolongée, ou par l'exercice prolongé de la souveraineté d'un autre État sur ce territoire.

SECTION II. — L'Iran a continué d'exercer la souveraineté sur Bahrein.

On peut se demander si le droit des gens positif admet la perte de la souveraineté par non usage. La sentence arbitrale rendue dans l'affaire de l'île Clipperton réduit, en tout cas, au minimum l'exercice de la souveraineté ; elle se contente de l'intention sans actes positifs, indispensable pour éviter l'abandon, qui ferait d'un territoire une

res nullius susceptible d'occupation par un autre État.

Le 17 novembre 1858, un lieutenant de vaisseau, commissaire du gouvernement français, croisant à un demi-mille de l'île, avait, conformément aux ordres reçus, rédigé un acte déclarant que la souveraineté de l'île Clipperton appartenait à perpétuité à S. M. Napoléon III. Cet acte n'avait été suivi d'aucun acte positif et apparent de souveraineté, jusqu'à la fin de l'année 1897, où naquit le différend, de la part de la France ni d'une autre puissance.

Dans sa sentence arbitrale, le roi d'Italie décide : « Il n'y a aucun motif d'estimer que la France ait ultérieurement perdu son droit par *derelictio*, puisqu'elle n'a jamais eu l'*animus* d'abandonner l'île, et le fait de n'y avoir pas exercé son autorité d'une manière positive n'implique pas la déchéance d'une acquisition déjà définitivement achevée. » ¹

L'Iran a certainement conservé l'*animus*, puisqu'il n'a cessé de protester contre l'usurpation de sa souveraineté : il n'a pas abandonné volontairement ses droits.

De plus, et surtout, il a continué d'exercer la souveraineté sur les îles après 1783. C'est la thèse soutenue par le gouvernement de Téhéran dans ses notes au cabinet britannique. Nous l'avons déjà exposée dans le précédent chapitre ; elle vaut pour la période postérieure à 1783 comme pour la période antérieure.

C'est au nom de l'Iran que les gouverneurs de Bahrein administraient les îles. Le pouvoir central, faible et lointain, laissait aux gouverneurs de provinces une très large autorité, qui dégénérait souvent en une véritable indépendance analogue à celle des seigneurs féodaux. Les gou-

1. *Revue génér. de Droit internat. public*, 1932, p. 129.

verneurs n'en tenaient pas moins leur titre de l'autorité de Téhéran.

Cette situation n'a pas pris fin à Bahrein après l'invasion arabe de 1783. Dans sa note du 2 août 1928, le gouvernement iranien se déclare « en mesure de prouver que les cheiks de Bahrein ont toujours reconnu la souveraineté iranienne, et cela non pas seulement jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Des documents postérieurs et authentiques existent où ils déclarent leur entière soumission et leur fidélité au gouvernement central : sans omettre d'ajouter, ce qui est une preuve incontestable de dépendance, qu'ils payaient l'impôt qu'ils devaient à l'État. »

Le gouvernement britannique fait des réserves quant à la difficulté de prouver l'authenticité de ces documents. Éloigné de notre pays, nous n'avons pu consulter sur place les documents auxquels fait allusion le gouvernement iranien. Nous nous proposons, à notre retour, de demander l'autorisation de les publier. La note anglaise conteste la valeur juridique de ces documents.

« Le gouvernement de Sa Majesté n'estime pas que l'existence de ces documents, ou même la preuve, si celle-ci était faite, que des paiements ont été effectués par les chefs de Bahrein au gouvernement du Shah, puissent être considérés comme établissant la validité de la revendication iranienne. Il n'a jamais ignoré que les malheureux chefs des îles, entourés par des États belliqueux et plus puissants, qui menaçaient leur indépendance, ont, à diverses occasions, au cours des soixante ou soixante-dix premières années du XIX^e siècle, reconnu, bien malgré eux, la suzeraineté de Mascate, de l'Iran, de la Turquie, des chefs du continent arabe, et même de l'Égypte, en un mot de toute puissance qui consentait à leur offrir sa protection et leur

semblait, à ce moment, suffisamment puissante pour le faire. Le gouvernement de Sa Majesté n'ignore pas non plus que, pendant de courtes périodes, ces chefs ont, à plusieurs reprises, payé tribut à Mascate, à l'Égypte ou aux Arabes Wahabites du continent. Toute argumentation s'appuyant sur le paiement d'un tribut pourrait donc être invoquée à l'appui d'une revendication de souveraineté sur Bahrein que représenterait l'un quelconque des États auxquels les îles ont, effectivement, payé tribut. »

La note britannique essaie d'établir une confusion tout à fait erronée, en prétendant que « toute argumentation s'appuyant sur le paiement d'un tribut pourrait donc être invoquée à l'appui d'une revendication de souveraineté sur Bahrein que représenterait l'un quelconque des États auxquels les îles ont, effectivement, payé tribut. » Le gouvernement iranien a mentionné, comme preuve de la reconnaissance de ses droits, des déclarations d'« entière soumission » et de « fidélité au gouvernement central », et le paiement de « l'impôt » dû à l'État ; la note britannique parle du paiement de tributs à divers États voisins. La signification de ces faits n'est pas du tout la même. Il n'y a aucune assimilation à établir entre, d'une part, les témoignages de soumission et le recouvrement des impôts, preuve du maintien de la souveraineté de l'Iran, et le prélèvement momentané de tributs par des États, prix de l'éphémère protection offerte aux cheiks de Bahrein.

Le *Foreign Office* conteste à l'Iran l'exercice de la souveraineté à Bahrein depuis 1783, et lui oppose l'exercice de la souveraineté par les cheiks.

« Il ressort manifestement du bref résumé contenu dans le paragraphe précédent que l'argumentation d'ordre historique qui peut être invoquée en faveur de la revendi-

cation iranienne, doit se fonder principalement sur une occupation intermittente de 1622 à 1783, pendant laquelle on compte au moins deux périodes de domination arabe. Par contre, il s'est écoulé depuis 1783 jusqu'à nos jours une période approximativement aussi longue, durant laquelle l'Iran n'a exercé aucune autorité sur les îles, tandis que la domination arabe y était ininterrompue. Dans ces circonstances, le gouvernement de Sa Majesté ne peut considérer comme abondamment établie l'indépendance revendiquée à l'égard de l'Iran.

« L'Iran n'a exercé (sur Bahrein) aucune autorité depuis cent quarante-cinq ans. »

« La possession et l'administration effective de Bahrein par la famille actuellement régnante, qui y exerce le pouvoir depuis 145 années, pendant lesquelles ces chefs ont été indépendants de l'Iran et pendant lesquelles aucune autorité iranienne n'a été exercée dans leurs territoires. »

La note du gouvernement iranien du 2 août 1928 réfute ces assertions et montre que les cheiks de Bahrein ont exercé l'autorité sur les îles au nom de l'Iran, jusqu'au moment où la pression navale britannique leur a fait accepter sa « protection. »

SECTION III. — Les cheiks n'ont pas exercé la souveraineté sur les îles.

Supposons même un instant, puisque nous ne sommes pas en mesure de produire les documents authentiques que possède le gouvernement iranien, que l'Iran ait cessé d'exercer la souveraineté à Bahrein : quelle serait, dans cette hypothèse, la situation juridique des îles et des cheiks ?

§ 1. — LES ILES DE BAHREIN
NE SONT PAS UN « ÉTAT »

Peut-on considérer Bahrein comme un « État », et donner au cheik le titre de « chef d'État » ?

La formation d'un État comporte la réunion de trois éléments : une population, un territoire, une autorité souveraine ou indépendante.

On ne peut, nous l'avons vu, trouver l'origine de l'« État de Bahrein » dans le consentement unanime de la population à se séparer de l'Iran. Il aurait pour origine l'invasion arabe de 1783. Mais peut-on lui donner pour titre la conquête ? La conquête était un mode d'acquisition admis par le droit des gens de l'époque, mais non un mode de formation d'un État. Elle suppose une lutte entre deux États, terminée par l'attribution d'un territoire au vainqueur, ordinairement sanctionnée dans un traité. A Bahrein, en 1783, il n'est pas signé de traité, parce que l'État d'Iran n'a pas en face de lui un État pour le négocier, mais une tribu arabe, sans personnalité constitutionnelle définie. Les Arabes Atabides ne sont pas un État, mais une tribu de la côte arabique, nominalement soumise à la souveraineté du Sultan de Constantinople.

D'autre part, la prise de possession du territoire des îles de Bahrein par cette tribu n'apparaît pas comme une « conquête » définitive ; elle n'est qu'une de ces incursions passagères, assez fréquentes, de nomades riverains de la côte arabique du Golfe Persique.

La possession des Atabides leur a été à maintes reprises disputée par des tribus rivales. En 1783, les Atabides et les Assabah s'unissent pour arracher à l'Iran la domination

de l'archipel. En 1808, le sultan de Mascate s'empare des îles. Deux années plus tard, Atabides et Wahabites, unis, le chassent ; puis les Atabides éliminent les Wahabites et, en 1816, repoussent une nouvelle incursion du sultan de Mascate. L'influence des Atabides devient prépondérante à Bahrein, à partir de cette époque ; cependant Mascate, les Wahabites, l'Iran, la lui disputent par intermittences. Puis les cheiks de Bahrein se tournent vers l'Égypte, dont l'influence est prépondérante jusqu'en 1840. A cette époque, les Wahabites reviennent à Bahrein.

De cette succession rapide de tribus et d'influences, on peut conclure que la tribu installée à Bahrein en 1783 n'a pas su affermir son autorité, assurer un gouvernement stable et définitif, qui aurait légitimé en droit positif sa souveraineté. Les îles de Bahrein étaient en fait livrées aux ambitions de tribus arabes ou d'éléments plus ou moins indépendants de l'Empire Ottoman, tels que l'Égypte ou Mascate. Il n'y avait pas, dans ces prises de possession éphémères, place pour une souveraineté solidement établie, pour un véritable État.

Le *Foreign Office* parle dans ses notes d'occupation « arabe ». Si l'on tient compte des nombreuses tribus répandues sur la côte arabique du Golfe Persique, qui se disputaient, dans la première moitié du XIX^e siècle, la souveraineté des îles de Bahrein, on peut conclure qu'aucune de ces tribus n'a occupé Bahrein, ni exercé la souveraineté, d'une manière suffisamment stable et prolongée pour acquérir un titre à la qualité d'« État » indépendant.

La note britannique du 18 février 1929 constate que les cheiks de Bahrein ont, à maintes reprises, payé tribut à divers États voisins (Mascate, Égypte) pour s'assurer leur protection : c'est l'aveu que les cheiks n'étaient pas en

mesure d'assurer par eux-mêmes la paix et le respect des droits des nationaux et des étrangers, en un mot, d'exercer la souveraineté dans des conditions de stabilité suffisantes pour mériter d'être appelés à la dignité d'État.

Les tribus qui se sont emparées des îles de Bahrein en 1783 ne constituaient pas un État organisé, mais des groupements d'individus, sans autorité souveraine, peut-être sans territoire bien délimité, sans personnalité constitutionnelle définie, nominalement dépendants de la souveraineté de l'Empire ottoman.

Elles n'ont donc pu acquérir les îles par un des procédés du droit des gens qui supposent un État préexistant : ni par la conquête suivie d'un traité de cession passé d'État à État, ni par l'occupation, ni par la prescription. L'occupation se définit par la prise de possession, au nom d'un État, d'un territoire sans maître ou abandonné. La tribu des Atabides n'était pas un État : cela suffit pour écarter l'occupation, sans qu'on ait à rechercher si, par ailleurs, la possession de cette tribu réunissait les conditions de fait de ce mode d'acquérir. En 1783, les îles de Bahrein n'étaient pas des terres sans maître, ni abandonnées. Elles avaient un souverain, l'Iran.

Dépourvue de la qualité d'État, la tribu des Atabides n'a pu davantage prétendre acquérir les îles de Bahrein par la prescription.

La prescription suppose l'aptitude juridique à posséder à titre d'État, à exercer la souveraineté, c'est-à-dire la qualité d'État, dès le début et pendant toute la durée de la possession. L'absence de cette qualité chez les Arabes Atabides dispense d'examiner si la prescription est un mode d'acquérir du droit des gens, si les règles de l'usucapion du droit privé lui sont applicables et de rechercher si

la possession de cette tribu a réuni les qualités utiles pour conduire à la prescription et si l'Iran a interrompu la prescription.

Cet argument suffirait à réfuter la thèse britannique de l'indépendance de l'« État » de Bahrein. Nous rechercherons cependant, à titre subsidiaire, si les cheiks exercent effectivement la souveraineté sur Bahrein depuis 1783.

§ 2. — LES CHEIKS EXERCENT-ILS LA SOUVERAINETÉ SUR BAHREIN DEPUIS 1783 ?

A la thèse affirmative, nous avons opposé précédemment deux objections : L'Iran a continué d'exercer la souveraineté sur Bahrein depuis 1783 ; les tribus arabes, dépourvues de la qualité d'État, n'ont pu l'acquérir. Mais laissant de côté ces deux arguments décisifs, nous examinons maintenant si les cheiks ont, en fait, exercé une souveraineté susceptible de leur créer un titre sur les îles de Bahrein. Ont-ils joui d'une possession continue et paisible ? Ont-ils exercé les devoirs essentiels de la souveraineté, assuré aux habitants la paix et la sécurité ?

La note britannique du 18 février 1929, dans les passages déjà cités, l'affirme. Cette allégation est démentie par les faits.

Pour démontrer la continuité de la possession, le *Foreign Office* déclare que les îles de Bahrein sont possédées depuis 1783 par les Arabes. Il se garde bien d'ajouter que cette dénomination englobe des tribus rivales, qui se sont disputé la possession de Bahrein pendant trois quarts de siècle, jusqu'à la conclusion du « traité d'amitié » britannique de 1861. En 1783, Atabides et Assabah s'unissent pour s'emparer des îles ; le sultan de Mascate les en chasse

en 1808 ; en 1810, les Atabides reviennent, aidés cette fois des Wahabites, puis les Atabides se débarrassent des Wahabites. En 1816, ils repoussent le sultan de Mascate. L'influence des Atabides s'affermit à partir de ce moment, mais ils auront encore à céder la place, de temps en temps, à Mascate, aux Wahabites, aux Iraniens. Jusqu'en 1840, ils sont eux-mêmes sous l'influence de l'Égypte. En 1847, les Wahabites chassent les Atabides.

La communauté ethnique de ces diverses tribus ne suffit pas pour proclamer la continuité d'une possession qu'elles se disputent, triomphant tour à tour les unes des autres. Il n'y a pas de « nation arabe ». La durée de la possession de chaque tribu doit être appréciée séparément.

La note britannique du 18 février 1929 fait état du fait que le cheik actuel de Bahrein serait le descendant en ligne directe du cheik qui s'est emparé des îles en 1783. Le fait est-il exact ? On connaît la fantaisie des généalogies remontant à une époque où l'état civil n'était pas organisé : n'y a-t-il pas encore aujourd'hui des descendants du Prophète ! Même démontrée, cette descendance ne prouverait rien, puisque la chaîne généalogique a été plusieurs fois rompue par la domination d'autres tribus sur Bahrein.

Une possession aussi fréquemment interrompue par les rivalités de tribus ne saurait être paisible. Iraniens et Turcs ont perpétué par des coups de main les troubles dans la possession des cheiks jusqu'au traité de « protection » britannique. Les protestations réitérées du gouvernement iranien ont souligné le caractère « non paisible » de cette possession.

Une possession aussi discontinue, aussi fréquemment troublée, autorise à mettre en doute la souveraineté des cheiks de Bahrein.

La note britannique du 18 février 1929, pour écarter l'argument tiré par le gouvernement de Téhéran du paiement de l'impôt par les cheiks de Bahrein au Trésor impérial, objecte que les cheiks ont dû plus d'une fois payer tribut à des États voisins. « Il (le gouvernement britannique) n'a jamais ignoré que les malheureux chefs des îles, entourés par des États belliqueux et plus puissants, qui menaçaient leur indépendance, ont, à diverses occasions, au cours des soixante ou soixante-dix premières années du XIX^e siècle, reconnu bien malgré eux la suzeraineté de Mascate, de l'Iran, de la Turquie, des chefs du continent arabe, et même de l'Égypte, en un mot, de toute puissance qui consentait à leur offrir sa protection et leur semblait, à ce moment, suffisamment puissante pour le faire. Le gouvernement de Sa Majesté n'ignore pas non plus que, pendant de courtes périodes, ces chefs ont, à plusieurs reprises, payé tribut à Mascate, à l'Égypte ou aux Arabes Wahabites du continent. »

N'est-ce pas le plus éclatant aveu de l'impuissance des cheiks arabes à assurer par leurs propres moyens l'indépendance des îles, la paix et la sécurité des habitants, en un mot, à exercer les droits et les devoirs de la souveraineté ? En 1869, lord Clarendon envisageait déjà que la conduite du cheik de Bahrein pourrait rendre nécessaires des mesures de coercition contre lui. Il s'agissait de la piraterie et de la traite des esclaves, que les prédécesseurs du cheik s'étaient pourtant engagés dès 1820 et 1847 à réprimer. Nouvel aveu du respect des cheiks pour un autre devoir de la souveraineté : la fidélité aux traités !

Le *Foreign Office* affirme qu'il a procuré aux Bahreinis la paix et la sécurité que l'Iran ne leur avait pas assurées. Il y a quelque contradiction de sa part à mettre en cause

l'Iran, dans une période où il lui dénie la souveraineté. C'est des cheiks de Bahrein qu'il devrait parler. A quel prix la Grande-Bretagne a-t-elle donné la paix et la sécurité aux îles de Bahrein ? Au prix de leur indépendance. Les « malheureux cheiks de Bahrein », dont sir Austen Chamberlain proclame l'indépendance, sont donc tombés de la protection de Mascate, de l'Égypte, etc..., dans celle de la Grande-Bretagne. Ils n'auront jamais connu la souveraineté, l'indépendance, la qualité d'État, que les théoriciens du droit des gens tendent aujourd'hui à réserver aux territoires dont les autorités jouissent d'une complète indépendance à l'égard des puissances étrangères.

SECTION IV. — Conclusion :

Maintien de la souveraineté de l'Iran sur Bahrein.

Dans le chapitre précédent, nous avons démontré que l'Iran avait, en 1783, la souveraineté des îles Bahrein. Les développements du présent chapitre permettent d'affirmer qu'il ne l'a pas perdue depuis 1783. Il n'y a pas renoncé par un acte officiel, ni par un abandon de fait. Il n'a pas cessé de la revendiquer et de protester contre les tentatives d'usurpation. Il y a exercé effectivement la souveraineté, suivant sa conception traditionnelle, par des agents locaux, qui ont reconnu le lien de soumission et de fidélité et payé l'impôt.

Aux droits de l'Iran, les cheiks de Bahrein ne peuvent opposer un titre d'acquisition, conquête suivie de traité, occupation, prescription, qui présuppose la qualité d'État : les tribus arabes qui ont successivement occupé Bahrein n'avaient pas cette qualité. Elles ne l'ont pas acquise par l'exercice de fait, paisible et continu, de la possession et des devoirs de la souveraineté.

CHAPITRE VI

LA RECONNAISSANCE DE L' « ÉTAT DE BAHREIN » PAR LA GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement britannique a reconnu l'indépendance de l' « État de Bahrein », et le *Foreign Office* tire argument, pour écarter la revendication de l'Iran, des relations directes, emportant reconnaissance implicite, que la Grande-Bretagne entretient depuis plus d'un siècle avec les cheiks de Bahrein.

Les notes du 18 janvier 1928 et du 18 février 1929 du *Foreign Office* insistent à plusieurs reprises sur les accords conclus par la Grande-Bretagne avec les cheiks de Bahrein en tant que chefs indépendants.

On relève en ce sens, dans la première de ces notes, les passages suivants :

« Les relations spéciales établies par traité, entre le gouvernement de Sa Majesté et les cheiks qui se sont succédé à Bahrein, auxquelles il est fait allusion dans le traité de Djeddah, existent depuis plus d'un siècle, le premier de cette série d'accords qui règlent lesdites relations ayant été signé aux cours de l'année 1820. Les accords en question se sont toujours inspirés du principe que le cheik de Bahrein est un chef indépendant.

« La teneur de la note tout entière (de lord Clarendon) aurait dû montrer nettement que le gouvernement de Sa

Majesté maintenait son droit d'entrer en relations directes, par traité, avec les cheiks de Bahrein, en tant que chefs indépendants.

« Les nombreux accords supplémentaires intervenus entre le gouvernement britannique et les chefs exerçant le pouvoir à Bahrein, entre 1869 et la date actuelle, se sont également inspirés de l'idée qu'une revendication, visant la souveraineté à Bahrein et émanant soit du gouvernement du Shah, soit du Gouvernement turc, ne pouvait, en aucune manière, être admise par le gouvernement de Sa Majesté. »

La note de 1929 répète plusieurs fois la même idée : « Depuis 1820, date à laquelle, pour la première fois, il est entré en relations contractuelles spéciales avec le cheik de Bahrein sans en référer aucunement au Shah, le gouvernement de Sa Majesté a considéré que le cheik est un chef indépendant. »

« En 1820, près de quarante ans s'étaient écoulés depuis la conquête de cette île par l'ancêtre du cheik actuel, et, au cours de ces années, l'Iran n'avait exercé aucune domination sur les îles et ne semblait avoir pris aucune mesure en vue d'y rétablir sa situation. Le gouvernement de Sa Majesté n'hésita donc pas à entrer en pourparlers et à conclure un traité avec le chef indépendant, sans en référer préalablement au gouvernement du Shah. »

« Le gouvernement britannique a conclu tous ces traités avec le cheik en tant que chef indépendant; il a toujours refusé, en conséquence, d'admettre les prétentions turques, iraniennes et autres, à la souveraineté sur les territoires du cheik. »

Le gouvernement iranien n'a pas manqué de souligner, dans sa note du 2 août 1928, l'incorrection de l'attitude de la Grande-Bretagne au point de vue du droit international.

« Le seul argument invoqué, à plusieurs reprises, par le gouvernement britannique, pour refuser de reconnaître la souveraineté de l'Iran sur Bahrein, se base sur le fait qu'il est entré en relations directes contractuelles avec les cheiks gouverneurs de Bahrein.

« A cet aveu, le gouvernement iranien répond en posant les questions suivantes :

« Le fait d'avoir enfreint les règles élémentaires du droit international crée-t-il un droit et autorise-t-il son auteur à s'en prévaloir pour en tirer les conclusions qui conviennent à sa politique ?

« En effet, si un gouverneur ou un chef local d'une partie quelconque du territoire d'un État souverain entre en relations directes avec un État étranger, sans l'autorisation expresse du gouvernement central, cela a-t-il une valeur juridique en droit des gens ?

« Un État étranger a-t-il le droit de conclure des accords avec des gouverneurs ou des chefs locaux, à l'insu du gouvernement dont ces chefs ou gouverneurs dépendent ?

« Mais si néanmoins ce principe incontesté du droit international se trouve avoir été transgressé par un gouverneur ou chef local, volontairement ou par contrainte, ou si l'État étranger passant outre aux règles communes du droit des gens, entre en relations contractuelles avec ces gouverneurs ou ces chefs rebelles, le droit de l'État souverain sur ces parties de son territoire où ces accords litigieux ont eu lieu, sera-t-il prescrit ?

« Le gouverneur ou le chef rebelle pourra-t-il légitimement se prévaloir de ces accords avec l'étranger pour prétendre à une autonomie ou une indépendance quelconque ?

« Le Gouvernement Impérial, chaque fois qu'il a eu connaissance de semblables accords, n'a jamais manqué de

lever à leur encontre une énergique protestation officielle. »

Sur ce point encore, le rapport du Comité des juristes dans l'affaire des îles d'Aland vient à l'appui de l'argumentation de l'Iran, car il précise : « Et si ce droit (de disposer du territoire national) n'appartient pas à une fraction, grande ou petite, d'un peuple, il ne peut pas davantage appartenir à l'État auquel cette population demande à être rattachée, ou à tout autre État ¹. »

La reconnaissance par la Grande-Bretagne de l'indépendance des îles de Bahrein n'est pas un argument décisif contre la souveraineté de l'Iran. Il est inutile d'examiner si la reconnaissance d'un État par une puissance produit un effet déclaratif ou attributif. La reconnaissance émanant d'une puissance n'a d'effet que dans ses rapports avec l'État reconnu. Le gouvernement britannique a traité directement avec les cheiks parce qu'il considérait l'indépendance de Bahrein comme un état de fait établi. Il s'est implicitement engagé à traiter désormais les îles comme un État, dans ses rapports avec elles. Mais l'acte du gouvernement britannique n'engage que la Grande-Bretagne et non l'Iran, ni les autres puissances. La reconnaissance par la Grande-Bretagne de l'indépendance de Bahrein n'est pas opposable à l'Iran et ne saurait préjudicier à son droit de souveraineté, s'il est par ailleurs en mesure de l'établir.

Remarquons que l'Angleterre a seule reconnu Bahrein comme État : aucune autre puissance n'a reconnu par un acte formel « l'État de Bahrein », ni passé de traités avec les cheiks. L'« État de Bahrein » se trouve ainsi dans une situation assez singulière au regard de la communauté internationale.

1. S.D.N., J. O., octobre 1920. *Rapport de la Commission des Juristes*, p. 5-6.

CHAPITRE VII

RECONNAISSANCE PAR LA GRANDE-BRETAGNE DES DROITS DE L'IRAN SUR LES ILES DE BAHREIN

Le gouvernement iranien invoque à l'appui de sa réclamation deux documents, émanant d'agents du gouvernement britannique, qui constituent, à son avis, la reconnaissance par la Grande-Bretagne, à des dates éloignées l'une de l'autre, des droits de l'Iran sur les îles.

1^o L'accord conclu le 30 août 1822 entre le capitaine William Bruce et le prince gouverneur de Chiraz.

2^o La note de lord Clarendon de 1869.

SECTION I. — L'accord de 1822.

Sur le premier fait, Londres répond que Bruce a été immédiatement rappelé, et les négociations désavouées, parce que « cet accord reconnaît le titre de propriété du Shah de l'Iran sur Bahrein, titre dont il n'existe pas la moindre preuve. » Le Shah de l'Iran aurait, de son côté, désavoué aussi le prince gouverneur de Chiraz.

La note iranienne du 2 août 1928 réplique à l'objection par les considérations suivantes :

« Cet accord, même désavoué, reste un document historique d'une inappréciable valeur. Il permet, en effet, de fixer, telles qu'elles étaient, les situations respectives du gouvernement iranien et du gouvernement britannique

par rapport à Bahrein et ses cheiks. La vérité historique qui ressort de cet accord, c'est l'affirmation et la confirmation, de la main même du capitaine Bruce, que les îles de Bahrein faisaient partie de notre province de Fars.

« Aucun désaveu n'infirmes jamais ce point d'histoire, définitivement élucidé dès 1822 par une autorité britannique, bien placée pour en connaître.

« On peut supposer à ce désaveu tous les motifs qu'on voudra, sauf évidemment le fait que le capitaine Bruce avait reconnu que Bahrein faisait partie de l'Iran, puisque la susdite lettre de lord Clarendon, postérieure de 47 ans, corrobore et même renforce, comme nous l'avons ci-dessus établi, la reconnaissance de l'état de fait émanant du capitaine Bruce.

« D'autre part, quand on dit que Fath Ali shah lui-même a désavoué cet accord, ce n'est certes pas parce qu'on y reconnaissait que les îles de Bahrein dépendaient de son gouvernement. »

Laisant de côté la recherche des motifs du désaveu des signataires de l'accord, observons qu'à défaut de ratification par le gouvernement britannique, il n'a pas la valeur juridique d'un traité. Il n'engage pas l'opinion de la Grande-Bretagne et ne peut être retenu comme une reconnaissance officielle des droits de l'Iran. Il reflète seulement l'opinion personnelle du capitaine Bruce.

La note de Téhéran du 10 août 1907 appelle donc une réserve, lorsqu'elle déclare :

« L'accord de 1822, même non exécuté, comme vous le prétendez, ne peut aller à l'encontre des conséquences qui s'en déduisent. Les autorités officielles britanniques, à ce moment-là, ont constaté tels qu'ils étaient, l'état et la situation juridique des îles de Bahrein. Elles les ont certi-

fiés d'après ce qu'elles ont vu et reconnu. Si, par la suite, l'accord intervenu n'a pas été exécuté, cela ne peut nullement porter atteinte au principe de la reconnaissance du droit de l'Iran sur les îles par les autorités britanniques. »

Toutefois, émanant d' « une autorité britannique bien placée pour en connaître », cet accord demeure un document historique d'une haute valeur sur la situation de Bahrein en 1822. Quarante ans après l'invasion des îles par les Arabes, un agent britannique engage des pourparlers directs avec l'Iran au sujet de Bahrein : ce fait démontre que la domination des Arabes sur Bahrein était encore bien mal assise en 1822, [puisqu'un administrateur compétent pouvait la considérer comme un état de fait purement temporaire et reconnaître le maintien de la souveraineté de l'Iran sur Bahrein. C'est un très sérieux argument de fait en faveur de la thèse iranienne.

SECTION II. — **La communication de lord Clarendon au ministre d'Iran.**

Pour démontrer la reconnaissance par la Grande-Bretagne de ses droits sur Bahrein, le gouvernement iranien fait état, en second lieu, de la communication faite par le comte de Clarendon au ministre de l'Iran à Londres, le 29 avril 1869. L'Iran avait adressé au gouvernement britannique une note de protestation contre la conclusion d'un traité passé par la Grande-Bretagne avec le cheik de Bahrein, qui constituait une violation de son droit de souveraineté sur Bahrein. Le secrétaire d'État britannique, lord Clarendon, répondit dans les termes suivants :

« The british Government resdily admit that the Government of Shah has protested against the Persian right

of sovereignty over Bahrein being ignored by the British authority and they have given due consideration to that protest. »

Nous reproduisons en anglais le texte de la communication de lord Clarendon, parce que les termes « have given due consideration to that protest » ont suscité une divergence d'interprétation entre Londres et Téhéran. D'après le gouvernement iranien, « après avoir pris connaissance des faits et documents, il (lord Clarendon) déclare prendre en due considération la protestation par laquelle le gouvernement impérial affirme son droit de souveraineté.

« Nous prétendons qu'il est impossible de découvrir, dans les termes dont se sert le Secrétaire d'État de l'époque, un sens autre et de leur donner une interprétation autre que celle qui tombe sous le sens. »

Pour sir Austen Chamberlain, lord Clarendon s'est borné à prendre acte de la protestation de l'Iran, sans lui reconnaître aucun droit. « Au contraire, la teneur de la note tout entière aurait dû montrer nettement que le gouvernement de Sa Majesté maintenait son droit d'entrer en relations directes, par traité, avec les cheiks de Bahrein, en tant que chefs indépendants, » puisqu'elle affirmait l'intention du gouvernement britannique de continuer à les astreindre à l'observation des engagements figurant dans les traités conclus par eux comme tels.

En décembre 1871, sir Henry Elliott, alors ambassadeur de Sa Majesté en Turquie, aurait rappelé à la légation iranienne à Constantinople que la note en question se bornait à reconnaître le fait que la revendication iranienne visant sa suzeraineté avait été formulée antérieurement.

Dans sa note du 2 août 1928, le gouvernement de Téhéran maintient son interprétation et l'appuie de nouveaux

arguments tirés de divers passages de la communication du comte de Clarendon.

« Cela est si vrai que le noble Lord se voit obligé de justifier la nature des relations entretenues par son gouvernement avec les cheiks de Bahrein, ce qui ne peut s'expliquer que vis-à-vis du souverain légitime, et de restreindre la politique britannique à leur égard à un simple contrôle sur la piraterie, la traite des esclaves et le maintien de l'ordre dans le Golfe. Il convient de citer, à cet effet, la partie de sa lettre qui s'y rapporte :

« I beg to assure you that the British government
« hold the Sheikh to these engagements *solely* for the purposes of preventing piracy and slave trade and of maintaining the police of the Gulf. »

« Il n'est ici nullement question d'un droit pour l'Angleterre sur ces îles, ni de l'indépendance de Bahrein et de ses cheiks.

« Et la reconnaissance de la souveraineté iranienne sur Bahrein est ensuite affirmée de la façon la plus éclatante.

« If the Persian government are prepared to keep a sufficient force in the Gulf for these purposes, this country would be relieved of a troublesome and costly duty, but if the Shah is not prepared to undertake these duties, Her Majesty's Government cannot suppose His Majesty would wish that in these waters disorder and crimes should be encouraged by impunity. »

« Ce qui revient à dire que, si le gouvernement iranien est en état de faire la police du Golfe, le gouvernement britannique se considérera comme libéré « de la lourde et coûteuse tâche » qu'il s'est imposée à cet effet et que, par conséquent, il se retirera pour laisser le souverain légitime

exercer ses devoirs, qui donc lui reviennent réellement. »

« Lord Clarendon ajoute :

« And in regard to this question I have the honour to
« state to you, whenever it is practicable to do so, Her
« Majesty's government will cause the Persian govern-
« ment to be informed beforehand of any measures of
« coercion against himself which the conduct of the Sheikh
« of Bahrein may have rendered necessary. »

« Ce qui ne peut s'expliquer que par la nécessité de rendre compte au souverain légitime. »

Le Chef du *Foreign Office* s'est efforcé de réfuter ces arguments dans sa note du 18 février 1929. « Il est absolument impossible au gouvernement de Sa Majesté, déclare Sir Austen Chamberlain, d'admettre que, dans cette note, la mention relative aux considérations qui ont abouti à l'établissement et au maintien de ces relations contractuelles constitue une reconnaissance implicite de la validité des revendications de l'Iran.

« Le gouvernement de Sa Majesté ne saurait davantage admettre que la question de la dépendance ou d'une autre situation de Bahrein vis-à-vis de l'Iran puisse, d'une manière quelconque, se trouver influencée par le fait qu'en concluant et en maintenant ses traités avec les cheiks, il était animé principalement du désir de réprimer la piraterie et la traite et d'assurer la police du Golfe Persique, obligations que le gouvernement iranien n'était pas en mesure d'assurer lui-même de façon effective. »

A notre avis, la lettre de lord Clarendon ne fournit d'argument décisif à aucune des deux puissances pour la solution du différend. Les termes « give due consideration » signifient-ils simplement : prendre acte de la protestation iranienne, en vue d'un examen attentif, ou prendre en

due considération ? Même si l'on adopte la seconde interprétation, il paraît difficile de la traduire comme une reconnaissance expresse des droits de l'Iran. Il serait surprenant qu'un ministre des Affaires étrangères eût, dans un document officiel, tranché en trois mots une question depuis longtemps controversée, dans un sens contraire à l'opinion du gouvernement britannique manifestée par le rappel de William Bruce.

Si l'on cherche à étayer l'interprétation littérale de ces mots par l'esprit général de la communication, il faut convenir que les autres passages de la note laissent subsister un doute. Lord Clarendon semble s'efforcer d'atténuer la portée des engagements des cheiks de Bahrein, mais il n'en conteste pas la validité. Peut-être a-t-il voulu simplement rassurer le gouvernement iranien sur les mobiles désintéressés de la politique britannique dans le Golfe Persique, en soulignant que les accords se limitent à l'interdiction de la piraterie et du commerce des esclaves.

Quant à l'offre de laisser au gouvernement iranien le soin d'assurer la police du Golfe Persique et de l'informer au préalable des mesures de coercition que la conduite du cheik de Bahrein pourrait rendre nécessaires, elle peut s'expliquer, soit par une reconnaissance de la souveraineté de l'Iran sur Bahrein, comme le soutient le gouvernement iranien, soit, tout simplement, par l'intérêt primordial de l'Iran, comme de tous les États riverains, à coopérer au maintien de l'ordre dans le Golfe Persique. La Grande-Bretagne en a pris la direction, parce qu'elle seule disposait d'une force navale suffisante; si l'Iran est assez fort pour assurer l'ordre, elle le laissera volontiers s'en charger.

Mais, contrairement à ce que déclare la note anglaise de 1929, nous ne trouvons pas non plus, dans la lettre de

lord Clarendon, la reconnaissance formelle par le gouvernement britannique de l'indépendance de Bahrein. S'ils ne sont pas décisifs en sa faveur, les passages soulignés par l'Iran, susceptibles d'interprétations différentes, laissent du moins planer un doute sur les intentions de l'Angleterre en 1869. La fin du passage de la note du 18 février 1929 en est l'aveu implicite.

« Tout en n'admettant pas la validité des droits de propriété revendiqués par l'Iran, le gouvernement de Sa Majesté, à l'époque, n'avait pas à les réfuter directement. Les traités spéciaux par lesquels le gouvernement de Sa Majesté a finalement accepté le contrôle des relations étrangères du cheik ont été conclus à une date ultérieure. »

Si lord Clarendon, saisi d'une revendication formelle des droits de l'Iran sur Bahrein, « n'avait pas à les réfuter directement, » c'est, dans l'opinion que lui prête son successeur, parce que des traités poursuivant des buts désintéressés comme la répression de la piraterie et de la traite des nègres n'engageaient pas encore les intérêts de la Grande-Bretagne. Mais si le Secrétaire d'État ne les réfutait pas, sa communication n'était donc pas une fin de non-recevoir à la protestation iranienne, et n'impliquait pas une reconnaissance formelle de l'indépendance de Bahrein.

La controverse autour de la lettre du comte de Clarendon ne fournit donc pas un appui décisif aux thèses en présence. Même si l'argumentation de l'Iran était démonstrative, les deux gouvernements paraissent d'ailleurs être tombés d'accord pour lui dénier la valeur d'une preuve suffisante à elle seule de sa souveraineté sur Bahrein.

Dans sa note du 18 janvier 1928, le Secrétaire d'État britannique déclare : « Le gouvernement iranien, en diverses

occasions, a soutenu que sa revendication visant la souveraineté de Bahrein a été reconnue par le gouvernement de Sa Majesté. Il n'apparaît pas avec évidence que cette assertion, même si elle était fondée, conférerait à l'Iran le droit de propriété. »

Le gouvernement iranien répond, dans sa note du 2 août 1928 :

« Le passage du paragraphe 3 de la lettre de l'honorable Secrétaire d'État britannique, dans laquelle il prétend que, même au cas où l'Iran aurait raison d'affirmer que le gouvernement britannique a admis sa revendication sur Bahrein, cela ne conférerait pas à l'Iran un droit de propriété sur ces îles, nous demeure inintelligible.

« Nous n'avons jamais prétendu que la reconnaissance par le gouvernement britannique de notre droit sur Bahrein créait ce droit, pas plus que nous ne pouvons accepter que sa méconnaissance de ce droit nous l'enlève. Il est et demeure indépendamment de toute opinion étrangère, pour les raisons que nous avons établies. Il n'est tout de même pas sans intérêt de relever que le gouvernement britannique, qui nous conteste aujourd'hui ce droit, l'ait lui-même, au cours de l'histoire, plus d'une fois reconnu. »

Dans sa note du 18 février 1929, le cabinet anglais s'empresse de prendre acte de cette réponse. Il constate que « le gouvernement iranien, dans sa revendication, n'invoque nullement la prétendue reconnaissance de ses droits, dans le passé, par le gouvernement de Sa Majesté. » Il souligne une seconde fois cette constatation. « Étant donné que le gouvernement iranien ne fonde aucune partie de sa revendication sur le fait que le gouvernement de Sa Majesté aurait, dans le passé, reconnu cette revendication, il

semble inutile de répondre ici en détail aux divers arguments par lesquels le gouvernement iranien s'efforce de montrer que ses revendications ont été reconnues autrefois par la Grande-Bretagne. »

Ainsi le gouvernement iranien, après avoir longuement cherché dans la lettre de lord Clarendon une reconnaissance par l'Angleterre du droit de l'Iran, déclare que cette reconnaissance ne crée pas son droit. Il n'y a pas dans cette position de contradiction. Le gouvernement de Téhéran justifie par un ensemble d'arguments très solides son droit de souveraineté sur Bahrein. A son avis, la communication de lord Clarendon corrobore cette argumentation par une reconnaissance britannique ; mais elle ne démontrerait pas à elle seule sa prétention, s'il n'avait d'autres arguments à invoquer. Ces arguments se suffisent à eux-mêmes : ils prouvent le droit de l'Iran sur Bahrein, même si l'interprétation de la note Clarendon est contestée. Ce droit, déclare la note du 2 août 1928, « est et demeure indépendant de toute opinion étrangère, pour les raisons que nous avons établies ».

La reconnaissance par le gouvernement britannique ne crée par le droit de l'Iran sur Bahrein, « pas plus, remarque la note iranienne, que nous ne pouvons accepter que sa méconnaissance de ce droit nous l'enlève ». Le gouvernement de Téhéran réfute ainsi du même coup l'argument tiré d'une méconnaissance de ses droits, notamment sous la forme implicite d'une reconnaissance par la Grande-Bretagne de l'indépendance de l'« État de Bahrein » par la conclusion directe de traités avec les cheiks.

CHAPITRE VIII

CARTES ET STATISTIQUES

On a parfois tiré argument, en faveur de la souveraineté d'un État, des indications inscrites sur des cartes géographiques. Dans sa sentence relative au différend des îles Palmas, rendue le 4 avril 1928, l'arbitre, M. Max Huber, précise les conditions auxquelles ces indications peuvent être retenues comme moyens de preuve.

« Par rapport à ce moyen de preuve, l'arbitre considère, en outre, que les cartes n'indiquant pas avec précision la répartition politique des territoires... doivent être écartées, à moins qu'elles ne contribuent... à la localisation des noms géographiques. Du reste, des indications de cette nature n'ont de valeur que s'il y a raison de croire que le cartographe... a basé ses décisions sur des informations minutieusement recueillies à cet effet. Ce sont donc avant tout les cartes officielles ou semi-officielles qui peuvent remplir ces conditions, et elles seraient d'un intérêt spécial dans des cas où elles n'affirmeraient pas la souveraineté du pays dont le gouvernement les a fait publier. Lorsque l'arbitre est convaincu de l'existence de faits qui sont d'importance juridique et qui contredisent les indications des cartographes dont les sources d'information ne sont pas connues, il ne peut attacher aucune valeur à ces cartes, si nombreuses et généralement appréciées qu'elles puissent

être... Une carte ne donne qu'une indication... indirecte... et, à moins qu'elle ne soit annexé à un instrument juridique, elle n'a pas la valeur d'un tel instrument, impliquant la reconnaissance ou l'abandon de droits. »

Nous avons relevé sur les Atlas de Stieler de 1905 et 1925 et de Vidal-Lablache de 1905 la mention « Angleterre » sur les îles de Bahrein. Ces Atlas n'ayant aucun caractère officiel, il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette mention. D'ailleurs, le gouvernement britannique et le gouvernement iranien n'ont pas fait état dans leurs notes de l'argument cartographique.

Le gouvernement de Téhéran n'a pas manqué, par ailleurs, d'élever une protestation contre une statistique de la Société des Nations, dans laquelle les îles de Bahrein figuraient comme appartenant à l'Angleterre.

Il n'y a pas non plus à retenir la mention du tableau figurant dans l'ouvrage de Dareste, Delpech et Laferrière. *Les constitutions modernes*, qui incorpore Bahrein dans les possessions de l'Empire britannique¹.

1. Dareste, Delpech et Laferrière, *Les Constitutions modernes*, tome V, p. 9.

CONCLUSION

Arrivé au terme de notre voyage à travers le Golfe Persique, nous sera-t-il permis d'exprimer l'espoir d'avoir un peu contribué à mieux faire connaître une région du globe qui mérite, au milieu même des préoccupations pressantes de l'heure, de retenir sa part d'attention ? Sillonné par les navires depuis la plus haute antiquité, parcouru par les marins arabes au moyen âge, le Golfe Persique a vu accourir les vaisseaux des puissances maritimes d'Europe, dès la découverte de la route des Indes Orientales. La ténacité et la puissance navale de l'Angleterre l'ont débarrassée de ses concurrentes, jusqu'au jour où la Russie et l'Allemagne ont essayé de lui ravir sa suprématie. Ces rivalités, déjà réveillées par la Russie depuis 1920, suffiraient à démontrer l'importance économique du Golfe Persique ; dans un avenir sans doute prochain, le problème mondial du Golfe Persique se posera comme un aspect renouvelé de la question du Proche-Orient.

Est-ce à dire qu'un conflit, peut-être sanglant, menace encore de déchirer le monde ? Il faut nourrir l'espoir que la Société des Nations, saisie à l'occasion de l'affaire de Bahrein, saura trouver la formule de règlement susceptible de concilier tous les intérêts.

D'ailleurs un élément nouveau interviendra pour maintenir un caractère pacifique à la lutte des intérêts. Nous

serons satisfait si notre modeste étude a pu contribuer à faire connaître l'œuvre admirable de redressement national entreprise par l'Iran depuis 1921, dont l'animateur est S. M. Riza Shah en personne. Le réveil de l'Iran est, à notre avis, un facteur décisif du maintien de la paix dans le Proche-Orient, comme le réveil de la Turquie. L'impuissance de l'« homme malade », la veulerie et l'incapacité des « rois fainéants » n'étaient-elles pas les meilleurs encouragements aux rivalités des grandes puissances pour la mainmise sur leurs territoires ? Si les puissances trouvent sur leur chemin des gouvernements forts, décidés à faire respecter leur souveraineté, l'intégrité du territoire national, la perspective d'une résistance suffira à mettre obstacle à leurs ambitions. Il n'y a plus à redouter, sous le gouvernement de S. M. Riza Shah, des guerres russo-iraniennes, des traités de partage en zones d'influence ou de protectorat déguisé.

Il n'y a pas place davantage pour le monopole politique ou économique d'une puissance. C'est pourquoi l'Iran, en revendiquant ses droits de souveraineté sur les îles de Bahrein, ne menace pas la paix internationale, comme l'a prétendu le gouvernement britannique : il tend, au contraire, à libérer l'archipel, clef du Golfe Persique, d'un protectorat, de la mainmise exclusive d'une puissance. Dégagée de son aspect politique, la lutte entre les nations, envisagée dans l'ordre économique, est une forme de la libre concurrence, qui mérite d'être encouragée comme un stimulant du progrès. Toutes les nations, nous l'avons vu, peuvent se faire une place dans le Golfe Persique.

Élevé au trône par un mouvement de nationalisme, S. M. Riza Shah a suffisamment le sens des réalités pour ne pas dédaigner la collaboration des capitaux, des tech-

nicieus et de la main d'œuvre de l'étranger, indispensables pour l'équipement et la mise en valeur des richesses du territoire iranien, trop longtemps laissées en friche sous des rois sans volonté.

Nous concluons par un passage du discours prononcé en 1907 par M. Bordat à la Société de Géographie commerciale de Paris, qui reste actuel et peut servir de leçon aux puissances :

« Il serait à souhaiter que les divisions entre puissances, leurs ambitions et leurs rivalités n'apportent pas en Iran, comme elles l'ont fait d'ailleurs, un élément de désordre et d'anarchie contraire à tout progrès. L'Iran en souffre, et avec lui, il faut bien le dire, les autres nations étrangères intéressées à l'ouverture économique d'un pays plein de ressources. »¹

1. Bordat (G.). *Le Golfe Persique et la Perse*, Bull. de la Soc. de Géogr. commerc. de Paris, t. XXIV, 1902, p. 272.

VU :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

VU :

Le Président de la Thèse,
BASDEVANT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ANNEXES

(Doc. C. 658. M. 219. 1927. VIII.)

*Lettre du Gouvernement iranien au Secrétaire Général
de la S. D. N.*

Téhéran, le 23 novembre 1927¹.

J'ai l'honneur de vous communiquer à titre d'information pour les États membres de la S. D. N., tous liés par le Pacte et notamment par l'article 10, qui garantit l'intégrité territoriale de chacun d'entre eux, et en vue de garantir les droits incontestables de l'Iran sur les îles de Bahrein, la protestation que le Gouvernement iranien, dès qu'il a pu connaître la teneur du traité signé à Djeddah, le 20 mai dernier, entre le représentant de Sa Majesté britannique et celui du Hedjaz, a adressée au Gouvernement de Sa Majesté britannique, relativement à l'article 6 dudit traité.

Signé : F. PAKREVAN

Gérant du Ministère des Affaires étrangères.

*Lettre adressée, en date du 22 novembre 1927, à Son Excellence
Sir Robert Henry Clive, Ministre de Grande-Bretagne à
Téhéran.*

D'après les informations parvenues au Gouvernement iranien, l'article 6 du traité signé à Djeddah, le 20 mai 1927,

1. Voir *Journ. Officiel de la S. D. N.*, mai 1928, p. 605-607.

entre le Sultan Abdol-Aziz Ebné Saoud et le Gouvernement britannique, est ainsi conçu :

« His Majesty the King of the Hedjaz and of Nedjd and its Dependencies undertakes to maintain friendly and peaceful relations with the territories of Kuwait and Bahrain, and with the Sheiks of Qatar and the Oman Coast, who are in special treaty relations with His Britannic Majesty's Government. »

Étant donné que Bahrein est incontestablement propriété iranienne; comme, d'autre part, lors de la conclusion de l'accord particulier entre le Gouvernement britannique et le Cheik de Bahrein, le Gouvernement iranien a, à bon droit, protesté contre ledit accord et que lord Clarendon, dans sa réponse au Ministre de l'Iran à Londres, datée du 29 avril 1869, a reconnu officiellement cette protestation comme fondée, Votre Excellence conviendra que l'article précité, en ce qui regarde Bahrein, est contraire à l'intégrité territoriale de l'Iran, et incompatible avec les bonnes relations qui ont existé de tout temps entre les deux États amis et voisins.

En conséquence, le Gouvernement iranien proteste énergiquement contre la partie ci-dessus visée du traité, et s'attend à ce que le Gouvernement britannique prenne d'urgence les mesures indispensables pour en enlever tout effet.

Je tiens à ajouter pour l'information de Votre Excellence que le Gouvernement iranien, vu que l'Iran est membre de la Société des Nations, et se basant sur l'article 10 du Pacte, qui garantit l'intégrité territoriale des États membres de la Société, communique à cette haute institution la copie de cette lettre, afin que la protestation du Gouvernement iranien y soit prise en considération.

Signé : PAKREVAN.

Gérant du Ministère des Affaires étrangères.

*Sir Austen Chamberlain à Hovhannès Khan Mossaed
Ministre de l'Iran à Londres.*

Foreign Office, Londres,
18 janvier 1928 ¹.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 26 novembre, renfermant la protestation officielle que le Gouvernement iranien a cru devoir élever contre les termes de l'article 6 du Traité de Djeddah, conclu, le 20 mai 1927, entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedj et de ses Dépendances, en faisant valoir que la mention relative aux îles de Bahrein, que contient cet article, est contraire à l'intégrité territoriale de l'Iran.

2. En réponse, je vous serais reconnaissant de bien vouloir informer votre Gouvernement que le Gouvernement de Sa Majesté n'a connaissance d'aucun motif valable, suivant lequel le Gouvernement iranien est fondé, ou peut être fondé, à revendiquer la souveraineté de ces îles. Au point de vue géographique, les îles en question ne constituent pas une partie de l'Iran, et leurs habitants ne sont pas de race iranienne. Le Gouvernement de Sa Majesté n'ignore pas que, pendant une partie du XVII^e siècle et pendant quelques années de la seconde partie du XVIII^e siècle, Bahrein a été envahi et occupé par des troupes iraniennes ou par les partisans de certains chefs venant de la côte orientale du Golfe Persique, mais il semble être établi qu'en 1783, ou vers cette année, le Gouvernement du Shah a été dépossédé de ces îles à la suite d'une invasion de tribus arabes dirigées par l'ancêtre, en ligne directe, du Cheik actuel et que, depuis cette date, les îles n'ont jamais, à aucun moment, été sous le contrôle effectif de l'Iran.

3. Le Gouvernement iranien, en diverses occasions, a soutenu que sa revendication, visant la souveraineté de Bahrein, a été reconnue par le Gouvernement de Sa Majesté. Il n'apparaît pas avec évidence que cette assertion, même si elle était fondée, conférerait à l'Iran le droit de propriété qui, pour

1. *Journal Officiel de la S. D. N.*, mai 1928, p. 606.

d'autres raisons, semble si difficile à établir ; mais le Gouvernement de Sa Majesté croit, de toute manière, devoir déclarer une fois pour toutes que cette affirmation ne saurait aucunement être acceptée.

4. Les relations spéciales établies par traité, entre le Gouvernement de Sa Majesté et les Cheiks qui se sont succédé à Bahrein, auxquelles il est fait allusion dans le traité de Djeddah, existent depuis plus d'un siècle, le premier de cette série d'accords qui règlent les dites relations ayant été signé au cours de l'année 1820. Les accords en question se sont toujours inspirés du principe que le Cheik de Bahrein est un chef indépendant. Le Gouvernement de Sa Majesté ne disconvient pas que la revendication du Cheik visant son indépendance a été, à diverses reprises, contestée par le Gouvernement du Shah, particulièrement lors des discussions qui ont eu lieu en 1869 et dont il est fait mention dans votre note. Je désirerais toutefois signaler que votre Gouvernement se méprend complètement en déduisant des termes de la communication faite par feu le Comte de Clarendon au Ministre de l'Iran, le 29 avril 1869, que l'on avait, à cette époque, une intention quelconque de reconnaître la validité des revendications iraniennes concernant la souveraineté de Bahrein. Cette note déclarait que le Gouvernement de Sa Majesté avait dûment considéré la protestation que le Gouvernement iranien avait élevée au sujet du fait « que les autorités britanniques ne tenaient pas compte du droit iranien de souveraineté sur Bahrein », mais elle ne reconnaissait, en aucune façon, un droit de ce genre. Au contraire, la teneur de la note tout entière aurait dû montrer nettement que le Gouvernement de Sa Majesté maintenait son droit d'entrer en relations directes, par traité, avec les Cheiks de Bahrein, en tant que chefs indépendants ; cette note indiquait, en même temps, que le Gouvernement de Sa Majesté serait heureux de transférer à l'Iran, si celui-ci était disposé à les remplir et s'il était en mesure de le faire, certaines obligations dans le Golfe Persique, à l'exécution desquelles contribuaient les susdites relations établies par traité ; elle offrait, en raison des sentiments amicaux dont le Gouvernement de Sa Majesté était animé envers l'Iran, de faire connaître à l'avance au Gouvernement iranien, lorsque ce serait possible, les mesures de coercition que l'attitude des Cheiks aurait pu rendre néces-

saires; mais il est évident que, par là, on n'avait aucunement l'intention de reconnaître la validité de la protestation iranienne ou de la revendication iranienne concernant la suzeraineté et qu'aucune reconnaissance de ce genre n'était impliquée. En fait, ainsi que Sir Henry Elliott, alors ambassadeur de Sa Majesté en Turquie, le rappela à la Légation iranienne à Constantinople en décembre 1871, la note en question se borne à reconnaître le fait que la revendication iranienne visant la suzeraineté avait été formulée antérieurement. Les nombreux accords supplémentaires intervenus entre le Gouvernement britannique et les chefs exerçant le pouvoir à Bahrein, entre 1869 et la date actuelle, se sont également inspirés de l'idée qu'une revendication visant la souveraineté à Bahrein et émanant soit du Gouvernement du Shah, soit du Gouvernement turc, ne pouvait, en aucune manière, être admise par le Gouvernement de Sa Majesté.

5. L'attitude du Gouvernement de Sa Majesté dans cette question a été définie encore plus clairement lorsque, au cours de l'année 1906, le Ministre de Sa Majesté à Téhéran, suivant les instructions de mon prédécesseur, a adressé au Gouvernement iranien une note déclarant que « Le Gouvernement de Sa Majesté n'a jamais admis le droit de propriété ou de souveraineté de l'Iran sur Bahrein. Il estime qu'une telle revendication ne saurait aucunement être admise. Le Gouvernement de Sa Majesté considère que l'île de Bahrein et ses habitants sont sous la protection britannique, et il doit se refuser à accueillir toutes nouvelles représentations à ce sujet. » La note ajoutait que cette réponse avait été invariablement faite au Gouvernement ottoman qui, à plusieurs reprises, avait formulé des revendications concernant Bahrein. En réponse à cette note, une protestation officielle a été reçue du Gouvernement iranien, dans laquelle celui-ci déclare que sa revendication, concernant la souveraineté de Bahrein, se fonde sur un accord, en date du 30 août 1822, conclu entre le capitaine William Bruce, « Commissaire spécial du Gouvernement britannique » et le Prince Gouverneur de Chiraz. Or, cet accord, ainsi qu'il a été signalé dans une réponse du Ministre de Sa Majesté, en date du 2 janvier 1907, et à nouveau le 23 février 1907, a été immédiatement désavoué, à l'époque, par les représentants compétents de Sa Majesté britannique, comme ayant été conclu sans les auto-

risations nécessaires. Sa Majesté Fath Ali Shah a également refusé de reconnaître les stipulations de cet accord et a exprimé son déplaisir que le Prince de Chiraz ait pris des engagements avec le Gouvernement britannique sans que Sa Majesté en ait eu connaissance et sans avoir reçu d'instructions à cet effet. Dans ces conditions, au point de vue du droit international et des usages internationaux, l'accord en question ne peut être considéré comme ayant jamais eu force obligatoire.

6. D'après les observations qui précèdent, vous constaterez que le Gouvernement iranien n'est pas fondé à supposer que le Gouvernement de Sa Majesté, soit en 1869, soit à un autre moment, ait eu l'intention de reconnaître que Bahrein constituait une partie de l'Iran ; tout en ayant admis qu'une revendication à cet égard a été, à diverses reprises, formulée par le Gouvernement iranien, il n'a jamais reconnu la validité des prétentions que le Gouvernement turc ou le Gouvernement iranien ont fréquemment élevées dans le passé. Il s'est constamment efforcé, en ce qui concerne Bahrein, d'assurer que le développement pacifique des îles et la prospérité des habitants arabes ne fussent pas troublés par des tentatives injustifiées, venant de leurs voisins et visant à les soumettre à une domination étrangère. Il n'est pas disposé à envisager une modification quelconque de cette politique.

Signé : Austen CHAMBERLAIN.

C. 66. M. 26. 1928. VII.

*Lettre du Gouvernement britannique au Secrétaire Général
de la S. D. N.*

Londres, le 25 février 1928¹.

Comme suite à votre lettre n° 11 /63723/63723, du 21 décembre 1927, par laquelle vous transmettiez copie d'une protestation du Gouvernement iranien, concernant les clauses du Traité signé à Djeddah, le 20 mai 1927, entre Sa Majesté bri-

1. *Journal Officiel de la S. D. N.*, mai 1928, p. 605.

tannique et le Roi du Hedjaz, du Nedjd et de ses Dépendances, j'ai l'honneur, d'ordre du Secrétaire d'État, Sir Austen Chamberlain, de vous transmettre, ci-joint, copie de la réponse qu'il a adressée, à ce sujet, au Gouvernement iranien.

2. On observera que le Gouvernement de Sa Majesté n'a connaissance d'aucun motif valable suivant lequel le Gouvernement iranien est fondé, ou peut être fondé, à revendiquer la souveraineté des îles de Bahrein, et que le Gouvernement iranien se méprend complètement s'il suppose qu'il ait jamais été dans les intentions du Gouvernement de Sa Majesté de reconnaître que Bahrein constituait une partie de l'Iran.

3. Je suis chargé de vous prier de vouloir bien communiquer, à titre de renseignement, copie de cette lettre, ainsi que du document qui y est joint, aux États membres de la Société des Nations, qui ont reçu copie de la lettre du Gouvernement iranien, en date du 23 novembre dernier, relative à cette question.

Signé : LANCELOT-OLIPHANT.

Genève, le 1^{er} juin 1928.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Rapport à la neuvième session ordinaire de l'Assemblée de la S. D. N. sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée (p. 34). (A. 6, 1928.)

LES ILES DE BAHREIN.

Le 23 novembre 1927, le Gouvernement iranien communiqua au Secrétaire Général, pour l'information des États membres de la S. D. N., une protestation qu'il avait adressée, la veille, au Ministre de Grande-Bretagne à Téhéran. La thèse du Gouvernement iranien était que, dans le traité signé à Djeddah, le 20 mai 1927, par les représentants de la Grande-Bretagne et du Hedjaz, l'article 6 visant les îles Bahrein, sur lesquelles l'Iran avait des « droits incontestables », était contraire à l'intégrité territoriale garantie par l'article 10 du Pacte de la S. D. N. Lors de la conclusion de l'accord particulier entre la Grande-Bretagne et le Cheik de Bahrein,

le Gouvernement iranien avait protesté, et lord Clarendon, dans sa réponse du 29 avril 1869, avait « reconnu officiellement cette protestation comme fondée ».

La note du Gouvernement iranien fut, conformément à sa requête, transmise, à titre d'information, aux États membres de la S. D. N. (Voir *Journ. Off.*, mai 1928, p. 605) et le Secrétaire Général fit savoir au Gouvernement britannique qu'il ne manquerait pas de communiquer de la même manière les observations éventuelles de ce Gouvernement.

Le Gouvernement britannique envoya au Secrétaire Général une lettre, en date du 25 février 1928, à laquelle était annexée copie de la réponse qu'il avait adressée au Gouvernement iranien. Le Gouvernement britannique ne connaissait aucun motif valable permettant au Gouvernement iranien de revendiquer la souveraineté des îles Bahrein qui, au point de vue géographique, ne faisaient pas partie de l'Iran, dont les habitants n'étaient pas de race iranienne et sur lesquelles l'Iran n'avait plus exercé d'autorité effective depuis 1783 environ, époque où ces îles furent envahies par des tribus arabes, dont le chef était l'ancêtre en ligne directe du Cheik actuel. D'autre part, les traités successifs qui, depuis 1820, avaient réglé les relations entre le Gouvernement britannique et les Cheiks de Bahrein, avaient tous été conclus sur la base que le Cheik de Bahrein était indépendant. La note de lord Clarendon, du 29 avril 1869, n'admettait nullement la validité des revendications iraniennes et, depuis 1869, de nombreux accords, excluant la supposition que la Grande-Bretagne pût admettre des revendications, soit iraniennes, soit turques, touchant la souveraineté des îles, étaient intervenus entre le Gouvernement britannique et le Cheik. L'attitude du Gouvernement britannique avait été définie d'une façon encore plus claire, lorsque le Ministre de Grande-Bretagne à Téhéran avait déclaré, dans une note adressée au Gouvernement iranien en 1906, que « son Gouvernement n'avait jamais admis un droit de propriété ou de souveraineté de l'Iran sur Bahrein ».

La communication du Gouvernement britannique a été transmise à titre d'information aux membres de la Société des Nations (*V. Journ. Off.*, mai 1928, p. 605-607).

Doc. C. 413, M. 13. L 1928, VII.

*Lettre du Gouvernement iranien au Secrétaire Général
de la S. D. N. **

Téhéran, le 2 août 1928.

Comme suite à ma lettre du 23 novembre 1927, relative aux droits de l'Iran sur les îles de Bahrein, qui a été publiée dans le *Journ. Off. de la S. D. N.* sous le n° C. 658, M. 219, 1927, VII, j'ai l'honneur de vous communiquer, pour compléter l'information des États membres de la S. D. N., copie de la réponse que j'ai adressée à la lettre de Sir Austen Chamberlain en date du 18 janvier 1928, dont la traduction a été publiée au *Journ. Off.* sous le n° C. 66, M. 26, 1928, VII.

Comme vous le remarquerez, le Gouvernement iranien maintient intégralement les termes de sa protestation contre l'article 6 du traité du 20 mai 1927 entre la Grande-Bretagne et le Hedjaz.

Signé : F. PAKREVAN.

Gérant du Ministère des Affaires étrangères.

Téhéran, le 2 août 1928 *
N° 10.953.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire connaître sa réponse à la lettre n° 220-51-91 du 18 janvier 1928, relative aux îles de Bahrein, que Son Excellence le Secrétaire d'État, Sir Austen Chamberlain, a adressée au Ministre d'Iran à Londres.

Les motifs invoqués par l'honorable Secrétaire d'État pour

1. *Journ. Off. de la S. D. N.*, p. 1360, sept, 1928.

2. Lettre du gouvernement iranien à M. Raymond Paar, chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique à Téhéran. *J. Off.*, p. 1360, septembre 1928.

opposer une fin de non-recevoir à la juste protestation du Gouvernement impérial, formulée dans sa lettre du 22 novembre 1927, contre la clause relative aux îles de Bahrein contenue à l'article 6 du traité de Djeddah du 20 mai 1927, entre Sa Majesté britannique et le Sultan Abdol Aziz Ebné Saoud, ne sauraient en rien convaincre le Gouvernement impérial et le détourner un instant de la voie dans laquelle il s'est engagé pour la légitime défense de son incontestable droit de souveraineté sur les îles de Bahrein.

2. Mais, avant d'en venir à l'étude et au rejet des postulats sur lesquels s'appuie le Secrétaire d'État pour repousser la protestation iranienne et affirmer la légitimité de la politique britannique, je tiens à attirer l'attention de votre Gouvernement sur ce principe juridique d'ordre international :

Un territoire, appartenant à un État souverain, ne peut en être légitimement détaché tant que le droit de propriété n'a pas été transféré par cet État à un autre État par un acte officiel, en l'espèce un traité, ou que son annexion à un autre État ou que son indépendance propre n'ont pas été reconnues officiellement par le légitime propriétaire de ce territoire. Or, comme toute vérité historique, c'est l'évidence même que les îles de Bahrein appartiennent à l'Iran. Jamais il n'a existé un État indépendant connu sous le nom de Bahrein. L'Iran n'a jamais renoncé à sa souveraineté sur ces îles, comme elle ne l'a jamais cédée à un autre État, ni n'a jamais reconnu aucun des Cheiks de ces îles comme des chefs indépendants.

Nous sommes loin de disconvenir qu'il est souvent arrivé dans l'histoire de l'Iran, que les khans, gouverneurs, cheiks ou autres chefs locaux se sont soulevés contre l'autorité du pouvoir central, se soumettant aussitôt après ou vivant un temps plus ou moins long en état de rébellion, fréquemment se battant entre eux, le plus fort s'emparant du pouvoir local, mais restant, comme ses adversaires, soumis et subordonné au Gouvernement central ; il va de soi que ces rivalités, ces querelles intestines n'ont jamais pu porter atteinte au droit de souveraineté, ni à l'intégrité du pays.

Cela posé, je déclare, au nom de mon Gouvernement, et de la façon la plus catégorique, que les Îles de Bahrein font partie intégrante de l'Iran et qu'il ne peut, par conséquent, admettre que l'insoumission momentanée ou plus ou moins prolongée

d'un Cheik quelconque puisse aucunement porter atteinte au droit souverain de l'Iran sur Bahrein.

Dans l'état actuel des usages internationaux, il ne peut jamais être question de demander à un État, en temps de paix, de renoncer à ses droits de souveraineté sur une partie quelconque de son territoire, sous le prétexte que les habitants de ce territoire ne parlent pas la langue nationale de l'État souverain ou que ce territoire est, par sa position géographique, en fait détaché de la mère-patrie par la mer. Cette vérité, le Gouvernement britannique, moins que tout autre pays, ne peut la méconnaître. Les considérations d'ordre ethnique et géographique ne peuvent à la rigueur se poser que pour justifier les prétentions d'un État d'annexer un territoire nouveau.

En outre des droits de l'Iran sur Bahrein, il est notoire que les rapports de ces îles avec elle, tant ethniques qu'économiques, sont beaucoup plus développés qu'avec n'importe quel autre pays indépendant et civilisé du monde.

Bahrein a constamment et sans interruption fait partie de l'Iran dans les siècles passés, sauf cependant durant l'occupation portugaise de 1507 à 1622, date à laquelle le Gouvernement iranien en a repris la possession.

Jamais les Cheiks gouverneurs de Bahrein n'ont, même dans les siècles passés, exercé leurs fonctions à titre de chefs indépendants, mais bien plutôt comme chefs de tribus, à l'exemple de Khans locaux de certaines parties de l'Iran, qui, il y a à peine quelques années encore, exerçaient leurs fonctions de gouverneur à titre permanent et parfois même héréditaire, mais toujours sous la dépendance et le contrôle du pouvoir central.

Les Cheiks de Bahrein ont toujours reconnu la souveraineté iranienne et cela non pas seulement jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Des documents postérieurs et authentiques existent, où ils déclarent leur entière soumission et leur fidélité au gouvernement central, sans omettre d'ajouter, ce qui est une preuve incontestable de dépendance, qu'ils payaient l'impôt qu'ils devaient à l'État.

Il est manifeste que cet état de choses n'a cessé qu'à partir du moment où les Cheiks ont été incités à l'insoumission à l'instigation d'un État étranger, sous forme de contrainte, de menaces ou d'ingérence directe.

3. S'il est constant que l'Iran n'a jamais douté de son droit de souveraineté et de propriété sur Bahrein, il est avéré qu'il fut un temps où le Gouvernement britannique n'en doutait pas non plus. Nous en trouvons la preuve dans la correspondance échangée avec le Secrétaire d'État, feu le Comte de Clarendon. Après avoir pris connaissance des documents communiqués par la Légation de l'Iran à Londres et après en avoir conféré avec son collègue, le Secrétaire d'État des Indes, le Comte de Clarendon, dans sa lettre du 29 avril 1869, déclare :

« The British Government readily admit that the Government of Shah has protested against the Persian right of Sovereignty over Bahrein being ignored by the British authority and they have given due consideration to that protest. »

Ainsi, après avoir pris connaissance des faits et documents, il déclare prendre en due considération la protestation par laquelle le Gouvernement impérial affirme son droit de souveraineté.

Nous prétendons qu'il est impossible de découvrir dans les termes dont se sert le Secrétaire d'État de l'époque un sens autre et de leur donner une interprétation autre que celle qui tombe sous le sens.

Cela est si vrai que le noble Lord se voit obligé de justifier la nature des relations entretenues par son gouvernement avec les Cheiks de Bahrein, qui ne peut s'expliquer que vis-à-vis du souverain légitime, et de restreindre la politique britannique à leur égard à un simple contrôle sur la piraterie, la traite des esclaves et le maintien de l'ordre dans le Golfe. Il convient de citer, à cet effet, la partie de sa lettre qui s'y rapporte :

« I beg to assure you that the British Government hold the Sheikh to these engagements *solely* for the purposes of preventing piracy and slave trade and of maintaining the police of the Gulf. »

Il n'est ici nullement question d'un droit pour l'Angleterre sur ces îles, ni de l'indépendance de Bahrein et de ses Cheiks.

Et la reconnaissance de la souveraineté iranienne sur Bahrein est ensuite affirmée de la façon la plus éclatante :

« If the Persian Government are prepared to keep a sufficient force in the Gulf for these purposes, this country would be relieved of a troublesome and costly duty, but if the Shah is

« not prepared to undertake these duties, Her Majesty's
« Government cannot suppose His Majesty would wish that
« in these waters disorder and crimes should be encouraged by
« impunity. »

Ce qui revient à dire que, si le Gouvernement iranien est en état de faire la police du Golfe, le Gouvernement britannique se considérera comme libéré « de la lourde et coûteuse tâche » qu'il s'est imposée à cet effet et que, par conséquent, il se retirera pour laisser le souverain légitime exercer ses devoirs, qui donc lui reviennent réellement.

Lord Clarendon ajoute :

« And in regard to this question I have the honour to state
« to you, whenever it is practicable to do so, Her Majesty's
« Government will cause the Persian Government to be informed
« beforehand of any measures of coercion against himself
« which the conduct of the Sheikh of Bahrein may have rendered necessary. »

Ce qui ne peut s'expliquer que par la nécessité de rendre compte au souverain légitime.

Les déclarations très explicites de Lord Clarendon et l'engagement formel du Gouvernement britannique en 1869 sont une preuve éclatante tant de la fragilité des droits que s'est arrogé le Gouvernement britannique que de la souveraineté de l'Iran sur les îles de Bahrein.

Cela étant, le passage du paragraphe 3 de la lettre de l'honorable Secrétaire d'État britannique, dans lequel il prétend que, même au cas où l'Iran aurait raison d'affirmer que le Gouvernement britannique a admis sa revendication sur Bahrein, cela ne conférerait pas à l'Iran un droit de propriété sur ces îles, nous demeure inintelligible.

Nous n'avons jamais prétendu que la reconnaissance par le Gouvernement britannique de notre droit sur Bahrein créait ce droit, pas plus que nous ne pouvons accepter que sa méconnaissance de ce droit nous l'enlève. Il est et demeure indépendamment de toute opinion étrangère, pour les raisons que nous avons établies. Il n'est tout de même pas sans intérêt de relever que le Gouvernement britannique, qui nous conteste aujourd'hui ce droit, l'a lui-même, au cours de l'histoire, plus d'une fois reconnu.

4. Le seul argument invoqué, à plusieurs reprises, par le

Gouvernement britannique, pour refuser de reconnaître la souveraineté de l'Iran sur Bahrein, se base sur le fait qu'il est entré en relations directes contractuelles avec les Cheiks gouverneurs de Bahrein.

A cet aveu, le Gouvernement iranien répond en posant les questions suivantes :

Le fait d'avoir enfreint les règles élémentaires du droit international crée-t-il un droit et autorise-t-il son auteur à s'en prévaloir pour en tirer les conclusions qui conviennent à sa politique ?

En effet, si un gouverneur ou un chef local d'une partie quelconque du territoire d'un État souverain entre en relations directes avec un État étranger, sans l'autorisation expresse du gouvernement central, cela a-t-il une valeur juridique en droit des gens ?

Un État étranger a-t-il le droit de conclure des accords avec des gouverneurs ou des chefs locaux, à l'insu du Gouvernement dont ces chefs ou gouverneurs dépendent ?

Mais si néanmoins ce principe incontesté du droit international se trouve avoir été transgressé par un gouverneur ou chef local, volontairement ou par contrainte, ou si l'État étranger, passant outre aux règles communes du droit des gens, est entré en relations contractuelles avec ces gouverneurs ou ces chefs rebelles, le droit de l'État souverain sur les parties de son territoire où ces accords illégaux ont eu lieu, sera-t-il prescrit ?

Le gouverneur ou le chef rebelle pourra-t-il légitimement se prévaloir de ces accords avec l'étranger pour prétendre à une autonomie ou une indépendance quelconque ?

Le Gouvernement impérial, chaque fois qu'il a eu connaissance de semblables accords, n'a jamais manqué d'élever à leur rencontre une énergique protestation officielle.

5. Les déclarations du Ministre d'Angleterre à Téhéran en 1906, auxquelles il est fait allusion dans la lettre de l'honorable Secrétaire d'État, déclaration tendant à rejeter l'affirmation par l'Iran de sa souveraineté sur Bahrein et à prétendre au protectorat britannique sur ces îles, ne donne aucune force nouvelle à la thèse anglaise.

A ces déclarations, le Gouvernement impérial a répondu par une protestation catégorique, appuyée entre autres sur cet

argument que ses droits sur Bahrein étaient corroborés dans l'accord, en date du 30 août 1822, conclu entre le Capitaine William Bruce et le Prince Gouverneur de Chiraz.

Cet accord aurait été « immédiatement désavoué, à l'époque, par les représentants compétents de Sa Majesté britannique comme ayant été conclu sans les autorisations nécessaires ».

Mais, même désavoué, il reste un document historique d'une inappréciable valeur. Il permet, en effet, de fixer, telles qu'elles étaient, les situations respectives du Gouvernement iranien et du Gouvernement britannique par rapport à Bahrein et ses Cheiks. La vérité historique qui ressort de cet accord, c'est l'affirmation et la confirmation, de la main même du capitaine Bruce, que les îles de Bahrein faisaient partie de notre Province de Pars.

Aucun désaveu n'infirmera jamais ce point d'histoire, définitivement élucidé dès 1822 par une autorité britannique, bien placée pour en connaître.

On peut supposer à ce désaveu tous les motifs qu'on voudra, sauf évidemment le fait que le capitaine Bruce avait reconnu que Bahrein faisait partie de l'Iran, puisque la susdite lettre de Lord Clarendon, postérieure de quarante-sept ans, corrobore et même renforce, comme nous l'avons ci-dessus établi, la reconnaissance de l'état de fait émanant du capitaine Bruce.

D'autre part, quand on dit que Fath Ali Shah lui-même a désavoué cet accord, ce n'est certes pas parce qu'on y reconnaissait que les îles de Bahrein dépendaient de son Gouvernement.

Sans répit, ni trêve, l'Iran ne s'est pas lassé de proclamer sa souveraineté et cela même aux temps les plus troubles de son histoire.

En effet, le Gouvernement iranien, dans sa réponse du 10 août 1907 aux notes des 2 janvier et 23 février 1907 du Ministre britannique à Téhéran, relative au désaveu de l'accord du 30 août 1822, déclare :

« L'accord de 1822, même non exécuté comme vous le prétendez, ne peut aller à l'encontre des conséquences qui s'en déduisent. Les autorités *officielles* britanniques, à ce moment là, ont constaté tels qu'ils étaient, l'état et la situation juridique des îles de Bahrein. Elles les ont certifiés d'après ce qu'elles ont vu et reconnu. Si, par la suite, l'accord intervenu

« n'a pas été exécuté, cela ne peut nullement porter atteinte
« au principe de la reconnaissance du droit de l'Iran sur les
« îles par les autorités britanniques, et c'est au sujet de ce prin-
« cipe que le Gouvernement iranien ne peut s'attendre que le
« Gouvernement britannique méconnaisse le droit traditionnel
« de l'Iran sur ces îles. »

6. De l'accord de 1822 jusqu'à ce jour, aucun titre valable n'a été acquis par le Gouvernement britannique. Il n'avait donc pas le droit d'empiéter sur le droit de la souveraineté de l'Iran sur Bahrein par le traité qu'il a conclu avec le Sultan Abdol Aziz Ebné Saoud en mai 1927.

C'est sur ces considérations que le Gouvernement impérial a protesté et qu'il maintient sa protestation contre l'article 6 du Traité de Djeddah du 20 mai 1927, relatif aux îles de Bahrein.

Mon Gouvernement espère que le Gouvernement de Sa Majesté britannique se rendra aux considérations historiques et juridiques ci-dessus invoquées et qu'il reconnaitra volontiers qu'une telle disposition ne peut avoir d'effet que si elle a été conclue avec l'État iranien, souverain légitime des îles de Bahrein.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

Signé : F. PAKREVAN.

Doc. C, 39, M. 23, 1929. VII.

*Lettre du Gouvernement iranien en date du 13 janvier 1929¹,
au Secrétaire Général de la S. D. N.*

Téhéran, le 13 janvier 1929.

En rapport avec ma lettre datée du 2 août 1928 (V. *Journ. Off.*, sept. 1928, p. 1360), relative aux îles Bahrein, j'ai l'honneur de vous envoyer, à titre d'information pour les membres de la S. D. N., copie de la lettre adressée à Son Excellence Sir Robert Henry Clive, Ministre de Sa Majesté britannique à Téhéran, le 5 janvier 1929.

Signé : F. PAKREVAN.

Gérant du Ministère des Affaires étrangères de l'Iran.

1. *J. Off. de la S. D. N.*, p. 351, mars 1929.

Lettre adressée par le Gérant du Ministère des Affaires Etrangères de l'Iran à S. E. Sir Robert Clive, Ministre de Sa Majesté britannique à Téhéran ¹.

Téhéran, le 5 janvier 1929.

J'ai l'honneur d'attirer l'attention de Votre Excellence sur ce qui suit :

Jusqu'à présent, les Iraniens qui se rendaient à Bahrein n'étaient munis que du permis nécessaire pour se rendre d'un port iranien à un autre, et aucune difficulté ne leur était apportée à l'accomplissement de leur voyage.

Mon gouvernement vient d'apprendre que des ordres auraient été donnés d'exiger des Iraniens se rendant à Bahrein un passeport, comme si Bahrein était hors de l'Iran.

Le changement ainsi apporté à une pratique ancienne, qui constituait la reconnaissance par les autorités britanniques mêmes des droits incontestables de l'Iran sur Bahrein, ne saurait affaiblir la portée de cette reconnaissance, surtout qu'il coïncide avec le moment où la question entière pourrait être résolue par la S. D. N. Il semble qu'en tout état de cause, il eût été préférable d'attendre, avant de rien modifier au *Statu quo*, jusqu'à ce que cette question ait été réglée par la décision de la S. D. N. ou par un accord amiable entre les deux gouvernements.

En conséquence, le Gouvernement impérial se voit obligé de protester énergiquement contre la tentative faite pour porter atteinte aux droits du pays et entraver le libre passage des Iraniens d'un point à un autre du territoire national.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'aucun passeport ne sera accordé à un Iranien pour se rendre à Bahrein, et que la responsabilité des dommages causés aux ressortissants iraniens au cas où les autorités britanniques maintiendraient une exigence injustifiée, sera à la charge de ces autorités mêmes, sans préjudice de toutes autres sanctions utiles que le Gouvernement impérial se réserve de prendre, comme, par exemple, la défense d'entrer dans les ports iraniens aux bateaux ayant à

1. *Journ. Off. de la S. D. N.*, p. 351, mars 1929.

leur bord des passagers qui ne seraient pas en règle avec les prescriptions et le point de vue du Gouvernement Impérial.

J'ai l'honneur de vous informer, en outre, que le Gouvernement impérial se voit obligé d'adresser copie de la présente note au Secrétaire de la S. D. N.

Signé : F. PAKREVAN.

Doc. C. 72, M. 37, 1929. VII.

*Lettre du Gouvernement britannique au Secrétaire Général
de la S. D. N.¹*

Londres, le 18 février 1929.

Comme suite à votre lettre n° C. 413, M. 131, 1928, VII (V. *J. Off.*, sept. 1928, p. 1360-1363), en date du 24 août 1928, par laquelle vous me transmettiez copie d'une note du Gouvernement iranien concernant la revendication de ce Gouvernement sur les îles de Bahrein, dans le Golfe Persique, j'ai l'honneur, d'ordre du Secrétaire d'État, Sir Austen Chamberlain, de vous transmettre ci-joint copie de la réponse qui a été adressée à ce sujet au Gouvernement iranien.

2. Il convient de remarquer que le Gouvernement de Sā Majesté a soumis à un examen approfondi l'argumentation présentée par le Gouvernement iranien, mais reste persuadé qu'il n'existe aucune raison valable autorisant l'Iran à revendiquer la souveraineté sur les îles de Bahrein.

3. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir communiquer copie de la présente lettre et du document annexe, à titre de renseignement, aux États membres de la S. D. N., qui ont reçu copie de la lettre, adressée à ce sujet, en date du 2 août, par le Gouvernement iranien.

Signé : MONTEAGLE.

1. *J. Off. de la S. D. N.*, p. 790, mai 1929.

*Lettre du Gouvernement britannique à Hovhannès Khan Mossaed,
Ministre de l'Iran à Londres.*

Londres, le 18 février 1929¹.

Par une note en date du 18 janvier 1928, j'ai eu l'honneur de vous informer, en réponse à notre note n° 910/306 du 26 novembre 1927 concernant la revendication de votre Gouvernement sur les îles Bahrein, que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ne connaissait pas de raisons valables qui aient été invoquées, ou pourraient l'être, par le Gouvernement iranien pour revendiquer la souveraineté sur ces îles. Quelques mois plus tard, le 2 août 1928, le Gérant du Ministère des Affaires étrangères de l'Iran a adressé au chargé d'affaires de Sa Majesté à Téhéran une nouvelle note exposant en détail les raisons pour lesquelles son Gouvernement se croit fondé à formuler cette revendication. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir transmettre à votre Gouvernement la réponse ci-après.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a examiné avec la plus grande attention la thèse exposée dans la note du Gouvernement iranien en date du 2 août et s'est efforcé de découvrir, parmi les nombreuses affirmations non appuyées de preuves, selon lesquelles Bahrein ferait partie intégrante de l'Iran (opinion qui, comme je l'ai déjà indiqué dans ma note sus-mentionnée, n'est fondée sur aucune considération d'ordre géographique), les arguments essentiels sur lesquels est basée cette revendication. Il constate que le Gouvernement iranien, dans sa revendication, n'invoque nullement la prétendue reconnaissance de ses droits, dans le passé, par le Gouvernement de Sa Majesté. Pour autant qu'on puisse le déduire de la note qui fait l'objet de la présente réponse, la revendication du Gouvernement iranien repose en fait sur trois arguments principaux : en premier lieu, sur une possession ininterrompue, sauf cependant la période d'occupation portugaise de 1507 à 1622 ; en second lieu, sur un prétendu principe de droit international selon lequel un territoire appartenant à un État souverain ne

1. *J. Off. de la S. D. N.*, p. 790, mai 1929.

peut être légitimement détaché de cet État tant que son annexion par un autre État ou son indépendance n'ont pas été officiellement reconnues par le propriétaire légitime du territoire ; en troisième lieu, sur des documents, postérieurs à la fin du XVIII^e siècle, par lesquels les Cheiks de l'île auraient déclaré leur soumission au Gouvernement iranien, ainsi que sur le prétendu versement, par ces Cheiks, d'un tribut au gouvernement iranien.

Après avoir attentivement examiné ces arguments, le Gouvernement de Sa Majesté a abouti, par les raisons indiquées ci-après, à la conclusion qu'ils ne réussiraient nullement à légitimer un droit de l'Iran à la souveraineté sur ces îles à l'époque actuelle.

3. En premier lieu, l'allégation selon laquelle « Bahrein a toujours et sans interruption fait partie de l'Iran au cours des siècles écoulés, sauf pendant l'occupation portugaise de 1507 à 1622 », ne saurait être admise sans conteste. J'ai déjà attiré l'attention sur le fait évident qu'au point de vue géographique, cette assertion est erronée.

Du point de vue historique, l'histoire des îles avant 1507 est obscure ; mais on ne saurait sérieusement soutenir qu'elles sont restées assujetties à la souveraineté iranienne pendant toutes les invasions arabes, mongoles et tartares, ainsi que pendant l'anarchie du moyen âge. Au contraire, les historiens modernes ont exprimé l'opinion que, du XI^e siècle au commencement du XVI^e, les habitants de Bahrein dépendaient de chefs de leur propre race ; parmi les auteurs contemporains, le géographe arabe Idrisi, qui écrivait pendant la seconde moitié du XII^e siècle, a déclaré catégoriquement que l'île était alors gouvernée par un chef indépendant. Il est donc impossible d'accepter la thèse selon laquelle l'île a été assujettie d'une manière continue à la domination de l'Iran avant 1507. De 1507 à 1622, les îles ont été occupées par les Portugais, ainsi que le Gouvernement iranien le reconnaît lui-même. La domination de l'Iran a commencé en 1622 et a pris fin en 1783, date à laquelle les troupes iraniennes ont été définitivement chassées des îles par les ancêtres du Cheik actuel de Bahrein. Mais on ne saurait admettre que, même pendant cette période de domination iranienne, l'autorité de l'Iran se soit exercée d'une manière ininterrompue et incontestée, ni qu'elle ait assuré aux habitants la paix et la

prospérité. La durée de l'occupation iranienne après l'expulsion des Portugais a été incertaine, mais il semble établi que, vers 1718, les Arabes Omani ont effectué une descente dans l'île, qu'ils ont alors occupée pendant une courte période. Au milieu du XVIII^e siècle, l'autorité semble avoir passé aux mains des Arabes Huwala, qui étaient alors puissants et qui, même actuellement, y sont encore fortement représentés, bien qu'en 1753, l'Iran ait été de nouveau en mesure d'affirmer son autorité par droit de conquête. Cependant, en 1783, les troupes de Sa Majesté le Shah ont été définitivement chassées par les Arabes Utubi ; l'autorité de l'Iran a pris fin et n'a jamais été rétablie depuis.

4. Il ressort manifestement du bref résumé contenu dans le paragraphe précédent que l'argumentation d'ordre historique qui peut être invoquée en faveur de la revendication iranienne doit se fonder principalement sur une occupation intermittente de 1622 à 1783, pendant laquelle on compte au moins deux périodes de domination arabe. Par contre, il s'est écoulé, depuis 1783 jusqu'à nos jours, une période, approximativement aussi longue, durant laquelle l'Iran n'a exercé aucune autorité sur les îles, tandis que la domination arabe y était ininterrompue. Dans ces circonstances, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut que considérer comme abondamment établie l'indépendance revendiquée par Bahrein à l'égard de l'Iran.

5. C'est à la lumière des événements historiques résumés ci-dessus qu'il faut examiner le second argument du Gouvernement iranien, à savoir, la partie de la note faisant l'objet de la présente réponse dans laquelle le Gouvernement iranien avance, comme un principe de droit international, la théorie suivante : « Un territoire appartenant à un État souverain ne peut en être légitimement détaché tant que le droit de propriété n'a pas été transféré par cet État à un autre État par un acte officiel, en l'espèce un traité, ou que son annexion à un autre État ou son indépendance propre n'ont pas été reconnues officiellement par le légitime propriétaire de ce territoire ». Même si cette théorie pouvait être admise, l'Iran devrait encore établir qu'il est, ou qu'il n'a jamais cessé d'être, le propriétaire légitime de Bahrein, et que les droits qu'il peut avoir acquis au cours des siècles passés par la conquête et l'exercice de la force priment non seulement les droits des Portugais, mais aussi ceux des habitants arabes eux-mêmes.

6. Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté n'hésite pas à déclarer qu'un principe de ce genre, si l'on prétend qu'il est d'une application universelle, ne saurait faire partie du droit international. L'assertion selon laquelle le consentement de l'État dépossédé est toujours requis pour valider un changement de souveraineté, est en contradiction à la fois avec les usages internationaux et avec les événements historiques. Au surplus, ce principe, s'il existait, compromettrait gravement le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Tout État aurait la faculté de revendiquer un territoire qu'il n'a pas effectivement possédé depuis des siècles, en faisant valoir que la perte de cette possession, survenue en des temps écoulés, n'a pas été confirmée par un traité ultérieur. Affirmer un tel principe juridique équivaldrait à affirmer que, dans un différend relatif à un territoire, le seul facteur décisif est la volonté exprimée par l'une des parties. Au contraire, dans les cas où un territoire s'est effectivement rendu indépendant de son ancien souverain, un traité par lequel le propriétaire dépossédé reconnaît l'indépendance du territoire en question est, en fait, surtout important comme témoignage décisif indiquant que, de l'avis même de l'ancien souverain, cette indépendance a été effectivement établie. En pareil cas, le fait que le territoire s'est effectivement rendu indépendant constitue le facteur décisif du point de vue international. Or, dans le cas de Bahrein, le Gouvernement de Sa Majesté considère comme tout à fait insoutenable la thèse selon laquelle la possession et l'administration effective de Bahrein par la famille actuellement régnante, qui y exerce le pouvoir depuis cent quarante-cinq années, pendant lesquelles ces chefs ont été indépendants de l'Iran et pendant lesquelles aucune autorité iranienne n'a été exercée sur leurs territoires, peuvent être affectées par le simple fait que le gouvernement iranien n'a pas apposé sa signature sur un document reconnaissant formellement cette indépendance effective.

7. Il est, au surplus, abondamment prouvé de par les précédents historiques, que la théorie de la nécessité de l'assentiment formel de l'État dépossédé n'a jamais été internationalement reconnue. Les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, révoltées contre la Métropole, ont été diplomatiquement reconnues comme États indépendants par le Gouvernement

des États-Unis d'Amérique en 1822 et par la Grande-Bretagne en 1824, c'est-à-dire de nombreuses années avant que leur indépendance fût formellement admise par l'Espagne. En 1837, l'indépendance du Texas, et en 1903 celle de Panama, ont été reconnues par les États-Unis d'Amérique et, ultérieurement, par la Grande-Bretagne et d'autres puissances européennes, bien avant que le Mexique et la Colombie aient cessé de considérer ces territoires comme des provinces rebelles. Dans ces cas, auxquels on pourrait, s'il était nécessaire, en ajouter d'autres, l'établissement effectif de l'indépendance a été nettement considéré par les puissances comme le facteur décisif de la situation, et l'on n'a pas estimé que le consentement de l'État dépossédé constituât une condition *sine qua non* de la validité d'un transfert ou d'une acquisition de territoire. Dans le cas de Bahrein, dont les Cheiks, en tant que chefs indépendants, ont été en relations contractuelles avec le Gouvernement de Sa Majesté depuis plus d'un siècle, il n'a donc pas été nécessaire que le Gouvernement de Sa Majesté attendît le consentement de l'Iran pour pouvoir accorder cette reconnaissance.

8. Le seul autre argument que fasse valoir le Gouvernement iranien à l'appui de sa revendication, est le suivant : il affirme que les Cheiks de Bahrein, à une époque postérieure à la fin du XVIII^e siècle, ont affirmé par écrit leur entière soumission et leur fidélité au gouvernement iranien et lui ont payé tribut.

Bien que le Gouvernement iranien ne donne aucun détail à l'appui de cette affirmation et qu'il soit probablement difficile, à l'heure actuelle, de prouver l'authenticité des documents que le Gouvernement iranien peut détenir, le Gouvernement de Sa Majesté est tout disposé à admettre la possibilité de l'existence de ces documents. Toutefois, il n'estime pas que l'existence de ces documents, ou même la preuve, si celle-ci était faite, que des paiements ont été effectués par les chefs de Bahrein au Gouvernement du Shah, puissent être considérées comme établissant la validité de la revendication iranienne. Il n'a jamais ignoré que les malheureux chefs des îles, entourés par des États belliqueux et plus puissants, qui menaçaient leur indépendance, ont, à diverses occasions, au cours des soixante ou soixante-dix premières années du XIX^e siècle, reconnu, bien malgré eux, la suzeraineté de Mascate, de l'Iran,

de la Turquie, des chefs du continent arabe, et même de l'Égypte, en un mot de toute puissance qui consentait à leur offrir sa protection et leur semblait, à ce moment, suffisamment puissante pour le faire. Le Gouvernement de Sa Majesté n'ignore pas non plus que, pendant de courtes périodes, ces chefs ont à plusieurs reprises payé tribut à Mascate, à l'Égypte ou aux Arabes Wahabites du continent. Toute argumentation s'appuyant sur le paiement d'un tribut pourrait donc être invoquée à l'appui d'une revendication de souveraineté sur Bahrein que présenterait l'un quelconque des États auxquels les îles ont, effectivement, payé tribut. Il est évident, dans tous les cas, que cette politique timorée et irrésolue qu'ont parfois suivie les prédécesseurs du Cheik actuel, ne peut être considérée comme affectant la situation de celui-ci, qui est fermement résolu à s'opposer aux revendications du Gouvernement iranien et qui a autorisé le Gouvernement de Sa Majesté à les repousser en son nom, conformément aux traités qui donnent au Gouvernement de Sa Majesté le droit de défendre Bahrein contre une agression étrangère.

9. Étant donné que le Gouvernement iranien ne fonde aucune partie de sa revendication sur le fait que le Gouvernement de Sa Majesté aurait, dans le passé, reconnu cette revendication, il semble inutile de répondre ici en détail aux divers arguments par lesquels le Gouvernement iranien s'efforce de montrer que ses revendications ont été reconnues autrefois par la Grande-Bretagne. Dans ma note du 18 janvier 1928, j'ai déjà exposé que le Gouvernement de Sa Majesté britannique n'a jamais eu, en aucune occasion, l'intention d'admettre la validité des revendications de l'Iran, et je prie le Gouvernement iranien de croire qu'un nouvel examen complet et attentif des documents contemporains confirme entièrement cette déclaration. Depuis 1820, date à laquelle, pour la première fois, il est entré en relations contractuelles spéciales avec le Cheik de Bahrein, sans en référer aucunement au Shah, le Gouvernement de Sa Majesté a considéré que le Cheik est un chef indépendant. Lorsque, en 1822, le capitaine William Bruce fut rappelé pour avoir, sans y être autorisé par le Gouvernement britannique, négocié les termes d'un accord avec le prince gouverneur de Chiraz, la principale raison invoquée pour son rappel et pour le prompt désaveu sa tentative d'accord est que « cet accord reconnaît

le titre de propriété du Shah de l'Iran sur Bahrein, titre dont il n'existe pas la moindre preuve ». Il n'eût pas été possible d'exprimer de manière plus claire l'opinion que professait à cette époque, c'est-à-dire il y a plus d'un siècle, le Gouvernement britannique, qui jamais, depuis lors, n'a eu de raison de modifier son point de vue.

10. La note du Comte de Clarendon, en date du 29 avril 1869, à laquelle le Gouvernement iranien consacre une partie si considérable de la note qui fait l'objet de la présente réponse, n'a certainement jamais été destinée à recevoir l'interprétation que lui donne actuellement le Gouvernement iranien. Ainsi que je l'ai souligné dans ma note du 18 janvier 1928, il était reconnu dans ladite note que le Gouvernement iranien avait élevé des prétentions sur Bahrein, que ces prétentions avaient été dûment examinées, mais qu'on n'en admettait pas la validité. La note affirmait même l'intention du Gouvernement britannique de continuer à astreindre les Cheiks à l'observation des engagements figurant dans les traités conclus avec eux, en tant que chefs indépendants. Il est absolument impossible au Gouvernement de Sa Majesté d'admettre que, dans cette note, la mention relative aux considérations qui ont abouti à l'établissement et au maintien de ces relations contractuelles constitue une reconnaissance implicite de la validité des revendications de l'Iran. Le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait davantage admettre que la question de la dépendance ou d'une autre situation de Bahrein vis-à-vis de l'Iran puisse, d'une manière quelconque, se trouver influencée par le fait qu'en concluant et en maintenant ses traités avec les Cheiks, il était animé principalement du désir de réprimer la piraterie et la traite et d'assurer la police du Golfe Persique, obligations que le Gouvernement iranien n'était pas en mesure d'assumer lui-même de façon effective. Il est exact qu'à cette époque, le Gouvernement de Sa Majesté était influencé surtout par l'intérêt que présentait pour lui, comme pour l'Iran, la sécurité du commerce dans le Golfe Persique, et il eût accepté avec satisfaction la coopération de l'Iran au maintien de l'ordre, si la situation navale de celui-ci l'avait permis. Mais, tout en n'admettant pas la validité des droits de propriété revendiqués par l'Iran, le Gouvernement de Sa Majesté, à l'époque, n'avait pas à les réfuter directement. Les traités spéciaux par lesquels le Gouvernement de Sa Majesté

a finalement accepté le contrôle des relations étrangères du Cheik ont été conclus à une date ultérieure.

11. A ce sujet, je me vois dans la nécessité de prier le Gouvernement iranien de bien vouloir prendre note du fait qu'on ne saurait imaginer aucune raison justifiant « la suggestion contenue dans le dernier paragraphe de la 2^e partie de la note de votre Gouvernement qui fait l'objet de la présente réponse, suggestion selon laquelle le régime d'indépendance dont jouissent les chefs de Bahrein pourrait, d'une manière quelconque, être représenté comme le résultat d'une « insoumission à l'instigation d'un État étranger ». Le Gouvernement de Sa Majesté repousse cette suggestion qu'il juge entièrement injustifiable. Lorsqu'en 1820, après avoir réprimé la piraterie exercée par les chefs indépendants de la Côte des pirates d'Oman (Trucial Coast), le Gouvernement de Sa Majesté jugea nécessaire d'examiner la situation de Bahrein, près de quarante ans s'étaient écoulés depuis la conquête de cette île par l'ancêtre du Cheik actuel, et, au cours de ces années, l'Iran n'avait exercé aucune domination sur les îles et ne semblait avoir pris aucune mesure en vue d'y rétablir sa situation. Le Gouvernement de Sa Majesté n'hésita donc pas à entrer en pourparlers avec le chef indépendant, sans en référer préalablement au Gouvernement du Shah. Son but, ainsi que le déclarait Lord Clarendon en 1869, était la répression de la piraterie et le maintien de la paix dans le Golfe Persique. Le Gouvernement de Sa Majesté se borna strictement aux mesures nécessaires pour atteindre ce but et, quoiqu'il eût pu avoir la possibilité de soumettre le Cheik à sa domination, il ne voulut pas le faire et se contenta d'un arrangement destiné à assurer la sécurité de la navigation internationale, sans s'imposer la charge de l'administration. Le Gouvernement de Sa Majesté maintint cette attitude, non seulement en 1820, mais en d'autres occasions, au cours des années suivantes et notamment en 1848, lorsqu'il refusa d'accéder à la requête par laquelle le Cheik sollicitait l'incorporation de ses territoires à ceux de Sa Majesté la Reine. Le traité de 1820, par lequel le Cheik de Bahrein s'engagea à s'abstenir du pillage et de la piraterie sur terre et sur mer, ainsi que de la traite et des luttes entre tribus, fut suivi, en 1847, en 1856 et en 1861, d'autres traités destinés à réaliser les mêmes fins, à savoir la suppression de l'esclavage et la pacification générale

du Golfe dans l'intérêt de la navigation internationale. Le Gouvernement britannique a conclu tous ces traités avec le Cheik en tant que chef indépendant ; il a toujours refusé, en conséquence, d'admettre les prétentions turques, iraniennes et autres, à la souveraineté sur les territoires du Cheik.

C'est seulement lors de la conclusion du traité de 1861 que le Gouvernement de Sa Majesté, en échange de l'engagement pris par le Cheik de s'abstenir de toute agression, guerre et piraterie maritime, lui garantit, en retour, son aide contre toute agression analogue et c'est seulement plus tard encore, en 1880 et en 1892, que le Gouvernement de Sa Majesté assumait la responsabilité pleine et entière des relations étrangères de ce chef, en raison de quoi celui-ci vient d'invoquer son assistance pour repousser ce qu'il considère de façon assez naturelle comme une tentative entreprise, sans aucune provocation, contre son indépendance, par un gouvernement étranger.

12. Pour conclure, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut s'abstenir d'exprimer sa surprise de ce que le Gouvernement iranien se soit référé, dans cette correspondance, à l'article 10 du Pacte de la S. D. N., suivant lequel les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la S. D. N., et de ce que le Gouvernement iranien semble croire que les termes dudit article imposent l'obligation aux membres de la S. D. N. de soutenir les prétentions iraniennes sur une île séparée de l'Iran par toute la largeur du Golfe Persique et sur laquelle l'Iran n'a exercé aucune autorité depuis cent quarante-cinq ans.

13. Le Gouvernement iranien reconnaîtra certainement que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a attentivement pesé les arguments avancés dans la note faisant l'objet de la présente réponse et que, bien qu'il n'ait trouvé aucune raison de modifier ses vues antérieures, son attitude est dictée par la conviction sincère que les dits arguments sont insoutenables, et ne s'inspire nullement d'une politique hostile aux aspirations légitimes de l'Iran. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut croire qu'il soit conforme aux véritables intérêts de l'Iran de continuer à refuser de reconnaître l'indépendance déjà ancienne de l'État de Bahrein. Il espère que le Gouver-

nement des Shahs, dont il suit depuis longtemps, avec un intérêt amical, la politique intérieure, si éclairée, jugera opportun d'établir de bonnes relations avec les voisins de l'Iran et, reconnaissant que sa revendication actuelle, devenue caduque, ne peut vraiment se défendre et constitue un obstacle insurmontable à l'établissement de ses relations cordiales avec le Gouvernement et la population de Bahrein, renoncera, après un nouvel examen, à maintenir cette revendication.

14. Copie de la présente note a été adressée au Secrétaire Général de la S. D. N.

Signé : Austen CHAMBERLAIN.

Téhéran, le 17 janvier 1930
N° 12.894¹.

Monsieur le Secrétaire Général,

A plusieurs reprises, notamment par des communications qui vous ont été adressées le 23 novembre 1927 et le 2 août 1928, le Gouvernement impérial a informé le Secrétariat de la Société des Nations et l'a prié de porter à la connaissance des États membres que les îles de Bahrein étaient partie intégrante de l'Empire d'Iran et que les prétentions du Gouvernement britannique à leur propos restaient infondées.

Mon Gouvernement a le regret de devoir une fois de plus faire entendre une protestation formelle, du fait que dans le texte de la 2^e partie de l'annexe I à la convention internationale concernant les statistiques économiques, les îles Bahrein sont indiquées comme territoire statistique distinct, rangé sous la rubrique : « Dominions, Colonies, etc... britanniques » (G. 505. M. 167, 1929, II, p. 25, n° 59). Il doit être entendu que l'indication fournie dans le document officiel émanant de la Société des Nations, et intitulé « Conférence Internationale Economique concernant les statistiques économiques » (Genève, 1^{er} octobre 1929) n'a aucune valeur réelle et ne préjuge en rien de

1. Cette lettre a été communiquée aux gouvernements signataires de la Convention internationale concernant les statistiques économiques, ainsi qu'au Conseil et aux membres de la S. D. N. (Genève, le 1^{er} juin 1930. V. *Rapport sur l'œuvre accomplie par la Société depuis la dernière session de l'Assemblée*, p. 39. *J. Off.*, A. 6. 1930).

l'attribution des îles en question, lesquelles sont et demeurent persanes.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma haute considération.

Doc. C. 433, M. 196, 1930. VII.

*Lettre du Gouvernement Iranien au Secrétaire
Général de la S. D. N.¹.*

Téhéran, le 24 juillet 1930.

J'ai l'honneur de communiquer au Secrétariat, afin qu'il en soit donné connaissance par ses soins à tous les États membres de la S. D. N., copie de la traduction d'une lettre que je viens d'adresser à la Légation britannique pour protester contre une nouvelle infraction aux droits souverains de l'Iran sur Bahrein.

Signé : M. O. FOROUGHÏ.

*Lettre du Ministre des Affaires Étrangères de l'Iran
au Ministre de Sa Majesté britannique à Téhéran.*

Téhéran, le 23 juillet 1930.

D'après une nouvelle parue dans divers journaux, notamment dans le *Near East and India* et le *Bagdad Times* des 5 et 18 juin dernier, un syndicat anglais aurait obtenu du Cheik de Bahrein une concession pour l'exploitation des pétroles de l'île et le Major Holmes, représentant dudit syndicat, y aurait commencé les travaux.

Or, les îles Bahrein étant partie intégrante de l'Iran et le droit de souveraineté de l'Iran sur ces îles étant hors de conteste, ainsi qu'il a été prouvé au Gouvernement de Votre Excellence et à la S. D. N. dans nos lettres du 26 novembre 1927 et du 2 août 1928, rappelant la reconnaissance expresse par votre

1. *J. Off. de la S. D. N.*, septembre 1930, p. 1083.

Gouvernement, en 1869, des droits de souveraineté de l'Iran sur ces îles, mon Gouvernement proteste énergiquement contre la concession en question et toute autre concession qui ne serait pas accordée directement par le Gouvernement iranien dans les îles Bahrein, et déclare les considérer comme nulles et non avenues.

J'éprouve du regret à me trouver contraint, en dépit de l'esprit d'équité que je me plais à reconnaître à votre Gouvernement, de renouveler de temps en temps nos protestations à ce sujet.

Il va sans dire que pareils actes et la méconnaissance des droits incontestables de l'Iran sur les îles de Bahrein ne sauraient en rien affaiblir ces droits et que mon Gouvernement se réserve de réclamer et demander la restitution de tout profit résultant éventuellement de la concession en cause, sans préjudice de tous dommages-intérêts y relatifs.

Signé : FOROUGHÍ.

Doc. C. 751, M. 351, 1932, VII.

*Lettre du Gouvernement iranien au Secrétaire Général
de la S. D. N.¹.*

Berne, le 14 octobre 1932.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'administration postale des Indes va incessamment mettre en circulation un certain nombre de timbres portant la surcharge des îles Bahrein pour les besoins du service postal des dites îles. Cette mesure étant une nouvelle atteinte à la souveraineté de l'Iran sur les îles Bahrein, le Gouvernement impérial s'est empressé de protester officiellement contre cette mesure auprès de la Légation de Sa Majesté britannique à Téhéran.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je la prie de vouloir bien communiquer cette lettre aux membres de la S. D. N.

Signé : A. SEPAHBODY.

1. *Journ. Off. de la S. D. N.*, janvier 1933, p. 119.

Doc. C. 260, M. 109, 1934, VII.

*Lettre du Gouvernement iranien au Secrétaire Général
de la S. D. N.¹.*

Téhéran, le 22 mai 1934.

Faisant suite à la lettre que Son Altesse Mirza Mohammed Ali Khan Foroughi, mon prédécesseur, avait adressée en date du 24 juillet 1930 (*V. J. Off.*, sept. 1930, p. 1083), n° 11806/710 1214, à l'honorable Sir Eric Drummond, ex-Secrétaire général de la S. D. N., j'ai l'honneur de communiquer au Secrétariat, afin qu'il en soit donné connaissance à tous les États membres de la S. D. N., la traduction d'une lettre que je viens d'adresser à la Légation des États-Unis d'Amérique à Téhéran au sujet des îles de Bahrein.

Signé : B. KAZEMI.

*Lettre du Gouvernement iranien au Ministre
des États-Unis d'Amérique à Téhéran.*

Téhéran, le 22 mai 1934.

Il y a bientôt quatre ans, mon Gouvernement a appris pour la première fois par la voie de la presse étrangère qu'un syndicat anglais a obtenu la concession de l'exploitation des gisements pétrolifères de Bahrein et a commencé certains travaux dans ladite région. Étant donné que Bahrein fait partie intégrante du territoire iranien et que les droits de souveraineté du Gouvernement impérial sur les îles sus-mentionnées sont indéniables, une protestation énergique a été faite en cette occasion auprès de la Légation de Sa Majesté britannique à Téhéran contre la façon d'agir dudit syndicat qui aurait illégalement obtenu cette concession et aurait procédé à l'exploitation des richesses de ce territoire et, par là, avait violé les droits de souveraineté de l'Iran.

Copie de cette lettre de protestation a été communiquée au Secrétaire Général de la S. D. N. qui, selon la demande du Gouvernement iranien, l'a portée à la connaissance de tous les États membres.

1. *J. Off. de la S. D. N.*, août 1934, p. 968.

Conformément aux informations reçues tout récemment par le Gouvernement impérial, la concession des pétroles de Bahrein vient d'être obtenue par la *Standard Oil Company of California*, laquelle s'est livrée à des opérations d'exploitation et a déjà extrait de grandes quantités de pétrole.

J'ai l'honneur d'attirer la sérieuse attention de Votre Excellence sur ce qui précède et de lui faire savoir qu'une telle concession ou toute autre acquise par la *Standard Oil Co* ou une autre Compagnie quelconque, n'ayant pas été obtenue du Gouvernement iranien, dont les droits de souveraineté sur les îles de Bahrein sont incontestables, mais d'autorités légalement incompétentes et n'ayant aucun droit d'accorder de pareilles concessions, est considérée comme nulle et non avenue et est l'objet de vives protestations de mon Gouvernement, qui se réserve tous ses droits quant à la réclamation et à la restitution de tout profit réalisé du chef des dites concessions, ainsi que pour les réparations de tous dommages qui en résulteraient.

En conséquence, je prie Votre Excellence de bien vouloir porter le contenu de la présente lettre à la connaissance du Gouvernement de la République des États-Unis d'Amérique et de lui demander d'en communiquer la teneur à la *Standard Oil Company of California*.

Signé : KAZEMI.

Communiqué au Conseil
et aux Membres de la Société.

C. 328. M. 149. 1934. VII.

Genève, le 28 juillet 1934.

LES ILES BAHREIN

Communication du Gouvernement du Royaume-Uni.

Note du Secrétaire Général.

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer, à titre d'information, aux Membres de la Société des Nations, la lettre suivante du Gouvernement du Royaume-Uni.

Londres, le 23 juillet 1934.

Au Secrétaire général.

J'ai l'honneur, d'ordre de Sir John Simon, Secrétaire d'État, d'accuser réception de votre lettre n° 1/11421/11421/C. EN en date du 12 juin, renfermant copie d'une communication du Ministre des Affaires Étrangères de l'Iran relative aux revendications de son Gouvernement concernant les îles Bahrein ¹.

2. Les raisons pour lesquelles le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni estime que les revendications de l'Iran ne sont pas fondées, ont été exposées en détail dans les notes des 18 janvier 1928 et 18 février 1929, adressées par Sir Austen Chamberlain à Hovhannes Khan Mossaed, alors Ministre de l'Iran à Londres, et dont copie a été communiquée aux Gouvernements membres par les lettres du Secrétariat de la Société des Nations, n°s C. 66, M. 26. 1928, VII du 28 février 1928, et C. 72, M. 37, 1929, VII du 26 février 1929. Le Gouvernement de Sa Majesté ne désire actuellement rien ajouter au contenu de ces notes.

3. En conséquence, Sir John Simon vous serait très obligé de bien vouloir communiquer, à titre d'information, copie de la présente lettre aux États membres de la Société des Nations qui ont reçu copie de votre lettre sus-mentionnée.

Veuillez agréer, etc...

Signé : G. W. RENDEL.

Rapport sur l'œuvre accomplie par la Société depuis la 14^e session de l'Assemblée. Genève, le 8 septembre 1934, J. Off. 6 (a) 1934, p. 32.

Le Ministre des Affaires étrangères de l'Iran a communiqué, le 22 mai 1934, au Secrétaire général de la S. D. N., copie d'une lettre adressée par lui à la Légation des États-Unis d'Amérique à Téhéran, au sujet des îles de Bahrein.

Le Ministre des Affaires étrangères de l'Iran, dans sa lettre

1. Voir document C. 260. M. 109. 1934. VII. (V. J. Off., août 1934, p. 969).

au Ministre des États-Unis à Téhéran, attirait l'attention sur les renseignements récemment parvenus au Gouvernement iranien et selon lesquels la *Standard Oil Company of California* aurait obtenu la concession des pétroles de Bahrein. Le Gouvernement iranien déclarait que cette concession, ayant été obtenue, non du Gouvernement iranien, dont les droits de souveraineté sur les îles de Bahrein sont incontestables, mais d'autorités légalement incompétentes, était considérée comme nulle et non avenue. Le Gouvernement iranien élevait de vives protestations contre cette concession, et se considérait en droit de réclamer la restitution de tout profit qui pourrait être réalisé de ce fait, ainsi qu'une réparation pour tout dommage qui en résulterait.

Le Ministre des Affaires étrangères de l'Iran mentionnait le fait que, quatre ans auparavant, le Gouvernement iranien avait formulé une protestation analogue en apprenant qu'un syndicat anglais avait obtenu et exploitait une concession dans les îles de Bahrein.

Le Secrétaire général a transmis des copies de la communication du Ministre des Affaires étrangères de l'Iran au Gouvernement des États-Unis d'Amérique et au Gouvernement du Royaume-Uni.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, dans une communication du 23 juillet 1934, adressée au Secrétaire général, a rappelé que dans des notes en date du 18 janvier 1928 et du 18 février 1929, adressées par Sir Austen Chamberlain au Ministre de l'Iran à Londres, il avait exposé les raisons pour lesquelles il considérait que les droits revendiqués par l'Iran sur les îles Bahrein n'étaient pas fondés. Le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré qu'il ne désirait pas, pour le moment, ajouter quoi que ce fût à cette communication antérieure. (Document C. 260, M. 109, 1934, VII.)

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AFSCHAR. — La politique européenne en Perse. *Thèse, Lausanne, 1921.*
- ALI AKBAR SIASSI. — La Perse au contact de l'Occident, Paris.
- ALBIN (Pierre). — Les grands traités politiques, Paris, 1912.
- ANALYSE DES SENTENCES de 1899 à 1934. — La Haye, *Bureau international de la Cour Permanente d'Arbitrage*, 1934.
- ANNUAIRE DE LA S. D. N.
- AUBIN (Eugène). — La Perse d'aujourd'hui, Paris, 1908.
- BENT (J. Théodore). — The Bahrein Island in the Persian Gulf, in *Proced. of the R. Geogr. Soc.*, Vol. XII, 1890.
- BORDAT (G.). — Voyage autour du Golfe Persique en Mésopotamie et en Perse, in *La Géographie*, V, 1907.
- Le Golfe Persique et la Perse. *Bull. Soc. Géog. comm.*, Paris, t. XXIV, 1902.
- BELEZE. — Dictionnaire Universel.
- BLANFORD. — Eastern Persia.
- BROWN (Edward). — A brief narrative of recent events in Persia. Londres, 1909.
- The Persian revolution. Londres, 1912.
- The Persian constitutional movement. Paris, 1918.
- Littery, History of Persia.
- BONELLI (L.). — Del recente movimento costituzionale in Persia, dans *Annuario del R. Istituto orientale in Napoli*, 1918.
- BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-PERSANE, janvier 1931.
- BÜLOW (de). — Imperial Germany, traduction anglaise, 1914.
- CURZON. — Persia and Persian question, 1889.
- CHARDIN. — Voyage en Perse, 1711.
- DEMORGNY. — La Question persane et la guerre.
- Les réformes administratives en Perse. *Revue du monde musulman*, 1913.
- DARESTE, DELPECH et LAFERRIÈRE. — Les constitutions modernes, Paris, 1933.
- ENCYCLOPÉDIE DE L'ISLAM.

ENCYCLOPEDIA BRITANNICA.

GRANDE ENCYCLOPÉDIE.

FEUVRIER. — Trois ans à la Cour de Perse.

LA FRANCE MILITAIRE, n° des 29-30 sept. 1935.

FORESTER. — (Lieut.-Commander). Economic condition in the Persian Gulf. London. Avril 1929.

GOEJE (J. de). — La fin de l'Empire des Garmathes de Bahrein. *Extrait du Journal asiatique*.

GROTH (Hugo). — Wanderungen in Persia. Erlebten und Erschautes. Berlin, 1910.

HOGARTH. — In *Geographical Journal*, vol. XIX, 1927.

HAMDOLLAH MOSTOWFI GAZVINI. — Paris, 1903.

IRAN (en iranien) n° des 14-19 sept. 1930.

KEYHAN (Masoud). — Géographie (en iranien).

LEGAL STATUS OF EASTERNE GROENLAND. *C. P. J. I.*, arrêt du 5 avril 1933. Série C., n° 66.

LA PERSE. Album édité en commémoration du voyage de S. M. I. Riza Shah, juin 1934.

MALCOLM (Sir John). Histoire de la Perse.

NAVAI (Hussein). — Les relations économiques irano-russes. *Thèse*, Paris, 1935.

OPERT (J.). — Cadastre chaldéen. Paris, 1896.

PALGRAVE. — Carl Ritters Asien dans le *Journ. of the Roy. Geogr. Soc.*, XXXIV.

RECLUS (El.). — Géographie Universelle, t. IX.

SPRINGER. — Die alte Geographie Arabien.

SHUSTER. — The strangling of Persia.

SIKES (Major P. M.), consul à Meched, Diplomatic and consular reports, n° 3043.

— A history of Persia, 2 vol., 3^e édit., London, 1930.

SPRONČK (Maurice). — Revue Hebdomadaire, Paris.

STATISTIQUES du département du Commerce de Washington.

SADLEER (G. F.). — Account of a journey from Katif on the Persian Gulf to Ianko on the read Sea, in *Trans. of The Let. Soc. of Bombay*, vol. III, London, 1823.

Times (The). Persian art number, *suppl. au Times*, 5 janv. 1931.

VAKIL (Mehdi). — Les recours contre l'administration, d'après le droit public persan. *Thèse*, Paris, 1934.

VIALLATTE. — L'impérialisme économique et les relations internationales pendant le dernier demi-siècle (1923).

VIVIEN DE SAINT-MARTIN. — Géographie universelle.

VADALA. — Le Golfe Persique, Paris, 1920.

- WUSTENFIELD. — Bahrein and Imama nach arabischen Geographen beschrieben. (Extraits des relations des auteurs arabes, Gottingue, 1874).
- WILSON (Sir A. T.) — The Delta of the Shatt-el-Arab and Proposals for dreaging the Bar.
- WILSON. — A bibliographie of Persia. *Oxford Clarendon Press*, London, 1930.
- WILSON. — The persian Gulf, *Oxford*, et traduction en iranien, par Saïdi.
- WILLIAM MUR (Sir). — K.C.S.I. The caliphate its rise Decline and fall.
- W. LITTEN. — Persien.
- ZISCHKA. — La guerre secrète pour le pétrole. Payot, Paris, 1934.

OUVRAGES HISTORIQUES OU GÉOGRAPHIQUES TRAITANT DU GOLFE PERSIQUE

- AITCHISON (C. N.). — A Collection of Treaties, Engagements, and Sunnuds relating and neighbouring countries, vol. VII, 1876.
- ALBUQUERQUE (Bras d'). — Commentarios de grande Affonso d'Albuquerque. Lisboa, 1557.
- ALEXANDER (James Edward). — Travels from India to England. London, 1827.
- BARBARO (J.), and A. CANTARINI. — Travels to Tarra and Persia, Transl. by Charles Grey. A narrative of Italian travels into Persia in the 15th and 16th Centuries. *Hakluyt Society*, 1873.
- BARROS (Jao de) ASIA. — Dos feitos que os Portugueses fezerão no des cobrimento et conquista dos mares et terras dos Oriente. Lisboa, Jorge Rodriguez, 1628, 3 vol.
- BELON DU MANS (P.). — Les observations de plusieurs singularités et choses mémorables trouvées en Grèce, Asie, Judée, Égypte, Arabie et autres pays estranges. Paris, 1555, in-4°.
- BENJAMIN (S. G. W.). — Persia and the Persians. London, 1887.
- BINNING. — A journal of two years' travels in Persia, Ceylan, etc., London, 1857, 2 vol.
- BIZARUS (Pietrus). — Rerum persicarum historia. Initia gentis, mores, instituta, resque gestas usque ad haec tempora complectens. Francoforti, 1601 (aussi : chez Plantin, Anvers, 1583).
- BLUNT (A.). — A Pilgrimage to Nejd and our Persian Campaigni. London, 1885, 2 vol.
- CASTANHEDA (Lopez de). — Historia do descobrimento e conquista da India pelos Portugueses. Lisboa, 1833, 8 vol.
- CHARDIN (Jean). — Voyages de M. le Chevalier Chardin en Perse et autres lieux de l'Orient. Nouv. édit. conférée sur les trois édit. orig., augm. d'une notice sur la Perse, de notes, éd. par L. Langlès, Paris, 1811, 10 vol. in-8°.

- COWPER (H. Swains). — *Through Turkish Arabia. A. Journey from the Mediterranean to Bombay by the Euphrates and Tigris Valleys and the Persian Gulf.* London, 1894.
- CURZON (Georges N.). — *Persia and the Persian Question.* London, 1892, 2 vol. (Principalement t. II, chap. xxvii : the Persian Gulf).
- DIEULAFOY (Jane). — *La Perse, la Chaldée et la Susiane.* Paris, 1887.
- DUPRÉ (A.). — *Voyage en Perse,* 1808.
- EDEN (Richard). — *The History of Travels in the West and East and other countreys lying eyther way, as Moscovia, Persia, Arabia, Syria, etc. Gathered in parte and done into Englishe. Newly set in order, augmented et finished by Richard Walles.* London, 1577.
- FABRICIUS (B.). — *Der Periplus des erythräischen Meeres. Von einem Unbekannten. Griechisch und Deutsch. Mit Kritischen und erklärenden Anmerkungen nebst vollständigem Wortverzeichniss.* Leipzig, 1883.
- FILIPPO (Patre) di SANTA TRINITA. — *Viaggi Orientali,* Venezia, 1676.
- FLANDIN (Eug.). — *Voyage en Perse de MM. E. Flandin, peintre, et Pascal-Coste, architecte, 1840-1841.* Paris, 1851, 2 vol. in-8° (le t. II).
- FRASER (J.-B.). — *Historical and descriptive account of Persia, including a description of Afghanistan and Beloochistan.* Edinburg, 1834. (Contient : Geological observations on certain parts of Persia).
- GARCIA DE SILVA FIGUEORA. — *L'ambassade de D. Garcia de Silva Figueora en Perse. Trad. de l'espagnol par de Wicquefort.* Paris, 1667, in-4°.
- GEARY (GRATTAM). — *Through Asiatic Turkey,* p. 759.
- GOBINEAU. — *Trois ans en Asie (de 1855 à 1858).* Paris, 1859, in-8°, (pp. 110-129).
- COGE (M.-J. de). — *Bibliotheca geographorum arabicorum, 1870-1894* 8 vol.
- GOLDSMID (Fred. J.). — *Telegraph and Travel in Persia. A narrative of the formation and development of Telegraphic communication between England and India, with incidental notices of the countries traversed by the line.* London, 1874.
- GOLDSMID (Sir Fr. John). — *East Persia. An account of the journeys of the Persian Boundary Commission, 1870-71-72. Vol. I : The Geography, vol. II : The Zoology and Geology.* London, 1876, 2 vol.
- GERLACH (Benj.). — *Der beiden Erb. Fürstenthümer Schweidnitz und Jauer Landes Bestelltens, des Herrn Heinrich von Poser und Gross Nedlitz Lebens und Todes Geschichte worinnen das Tagebuch seiner Reise von Constantinople aus durch die Bulgarey, Armenien, Persien und Indien,* Jena, 1675.
- HERBERT (Thomas). — *Some Years Travels into Africa and Asia the Great. Especially describing the famous empires of Persia and Indstant.* London, 1638 (pp. 108-109 sur Ormuz).

- Trad. franç. par Wicquefort : Relation du voyage de Perse et des Indes Orientales. Paris, 1663, in-4°.
- HISTOIRE de Tharnas Kouli-Kan, nouveau roi de Perse ou histoire de la dernière révolution de la Perse, arrivée en 1732. Paris, 1742, in-12.
- HOUSSAY (Frédéric). La structure du sol et son influence sur la vie des hommes. Études sur la Perse méridionale (*Annales de Géographie*, III, 1894, pp. 278-295) (avec coupes géol. de Bender-Bouchir à Dehbid et de Bender-Dilem à Molamir).
- HOUTOUM SCHINDLER (A.). — Historical and archaeological note on a Journey in S. W. Persia, 1877-1878. In *Journ. of the Geogr. Soc.*, avril 1880.
- IVES (E.). — A voyage from England to India in the year 1754. London, 1773 (Sur l'occupation de Kharak par les Hollandais, pp. 207-226).
- JEDINA (Léopold von). — An Asiens Küsten und Fürstenhofen, Tagebuchblätter der Reise S. M. Schiffes Fasana und über den Aufenthalt an asiatischen Hofen, 1887-89. Wien, 1891 (contient une description des principaux ports du Golfe Persique).
- JOHN (H.). — Mission to Persia, vol. I, p. 138.
- KINNEIR (J.-M.). — Geographical Memoir of the Persian Empire. Trad. franç. par le col. G. Drouville (1813, St-Pétersbourg, 1827, 2 vol. in-8°).
- KHANIKOFF (Nic. de). — Mémoire sur l'ethnographie de la Perse. Paris, 1866, in-4°.
- KLAPROTH (Julien von). — Mémoires relatifs à l'Asie, contenant des recherches historiques, géographiques et philologiques sur les peuples de l'Orient. Paris, 1824.
- KUNSTMANN (Friedrich). — Die Kenntnis Indiens in XV ter. Jahrhundert, München, 1863.
- LACON DE VILMORIN (Aug.). — De Paris à Bombay par la Perse. Paris, 1895, in-8°.
- LEBLANC (V.), Marseillois. Voyages fameux qu'il a faits depuis l'âge de 12 ans jusqu'à 60 aux quatre parties du monde, à savoir aux Indes Orientales et Occidentales, en Perse et Pégou, aux royaumes de Fez, de Maroc, de Guinée et dans toute l'Afrique intérieure. Rédigés par B. Bergeron et augmentés par Coulon. Paris, 1658.
- LAPIE. — Voyage en Perse, fait dans les années 1807-1809. Paris, 1819, 2 vol. in-8°.
- LE BRUYN (C.). — Voyages au Levant et par la Moscovie, en Perse et aux Indes Orientales. La Haye, 1732, 5 vol. (sur Bender-Abbas, pp. 448-490, dans le t. IV de l'édit. de Rouen, 1725, 5 vol. in-4°).
- LELEWEL (Joachim). Géographie du moyen âge étudiée par J. L. et accompagnée d'un atlas. Bruxelles, 1852, 4 vol.
- LINSCHOTEN (Jan Huygen van). — Itinerario, voyage ofte schipvaer naer oost ofte Portugaels Indien. Amsterdam, 1596.

- LYCKLAMA DE NIJEHOLT. — Voyage en Russie, au Caucase et en Perse, 1865-1868. Paris, Amsterdam, 1874, 4 vol. in-8° (vol. III).
- MAJOR (R. H.). — India in the XVth century, being a collection of narratives and voyages to India in the century preceeding the Portuguese discovery of the Cape of Good Hope. London, *Hakluyt Society*, 1857.
- MANDELSLO. — Des Hochedelgebornen Johann Albreechts von Mandelslo Morsenländische Reise Beschreibung. Hegs. durch Adam Olearium. Hamburg, 1696. Trad. franç. par A. de Vicquefort : Voyages célèbres et remarquables faits de Perse aux Indes Orientales. A Amsterdam, chez M. Ch. Le Cène, 1727, 2 vol. in-fol.
- MANS (Père Raphaël du). — État de la Perse en 1660, publié avec notes et appendice par Ch. Schefer. Paris, 1890 (*Publ. de l'École des Langues Orientales*).
- MORGAN (J. de). — Mission scientifique en Perse. Paris, 1894-1904 (5 vol.), t. I et II : études géographiques, t. I et III : études géologiques.
- MORIER (Jacques). — Voyage en Perse, en Arménie, en Asie-Mineure, 1808-1809. Trad. de l'anglais. Paris, 1813, 3 vol. in-8° et atlas.
— Second voyage en Perse..., etc., 1810-1816, avec le Journal d'un voyage au Golfe Persique. Trad. de l'anglais. Paris, 1818, 2 vol. in-8° (t. I, pp. 65-96).
- MULLER-SIMONIS. — Relation de missions scientifiques de M. H. Hyvernat et P. Paul Müller-Simonis : Du Caucase au Golfe Persique à travers l'Arménie, le Kurdistan et la Mésopotamie, 1888-1889. Suivie de notices sur la géographie, sur la géologie et l'histoire ancienne de l'Arménie, par M. Hyvernat. Paris, 1892.
- NIEBUHR (Carsten). — Beschreibung von Arabien. Aus eigenen Beobachtungen und in Lande selbst gesammelten Nachrichten abgefasst. Kopenhagen, 1772. Trad. fr. Paris, 1779.
— Voyage en Arabie et en d'autres pays d'Orient. Édité en Suisse, 1730, 2 vol. (édit. angl., 1792).
- OLEARIUS (Adam). — Reise nach Persian und Muskau nebst beigefügtem Persianischem Rosenthal. Schleswig, 1647.
- OSORIO. — De rebus gestis Emanuelis (von Portugal). Coloniae, 1586.
- POLAK (Jakob Eduard). — Persien. Das Land und seine Bewohner. Ethnographische Schilderungen. Leipzig, 1865. 2 vol.
- POLO (Marco). — Le livre de Marco Polo, citoyen de Venise, conseiller privé et commissaire impérial de Koublai-Khaân, rédigé en français sous sa dictée en 1298, par Rusticien de Pise. Publié pour la première fois, par M. G. Pauthier. Paris, 1865, 2 vol.
— The Brook of Sir Marco Polo of Venice. Ed. by Col. Henry Yule. 2^e édit. London, 1874.
- PUENTE (J. M. de la). — Compendio de las historias, de los descubrimientos conquistas y guerras de la India Oriental, y sus islas desde

los tiempos del Enrique de Portugal, hasta los del Felipe II, y la introduccion de el comercio portugueses en las Malucas. Madrid, 1681.

PURCHAS. — His Pilgrinages. London, 1614, nouv. éd. 1617.

RAMUSIO. — Navigazioni et viaggi, raccolti già da M. Gio Battista Ramusio et con molti et vaghi discorsi, da lui in molti luoghi dichiarati et illustrati. Venetia, Nella stamperia dei Giunti, 1563-1608, 3 vol.

RECLUS (Él.). — Géographie universelle, t. IX, Paris, 1884, in-4°.

REINAUD. — Relations des voyages faits par les Arabes et les Persans dans l'Inde et la Chine dans le ix^e siècle. Texte arabe et traduction franç., Paris, 1845, 2 vol.

RIVADENEYRA (A.). — Viaje al interior de Persia. Madrid, 1880, 3 vol.

ROCHECHOUART (Cte J. de). — Souvenirs d'un voyage en Perse. Paris, 1867, in-8°.

SACY (Sylv. de). — Mémoires sur diverses antiquités de la Perse. Paris, 1793, in-4°.

SAN FILIPPO (Pietro Annat di). — Studi bibliografici e biografici sulla storia della geografia in Italia. Roma, 1875, t. I et II, par Gustavo Uzielli, t. III, par Enrico Narducci.

SANSON. — État présent du royaume de Perse. Paris, 1694, 2 vol.

SCHILTBERGER (Johannes). Reisen nach Asien und Afrika, 1394-1427. Zum ersten Male nach der Heidelberger Handschrift, hrsg. von C. F. Neumann. Mit Zusätzen von Fallmerayer und Hammer-Purgstall. München, 1859. Neue Ausgabe nach der Nürnberger Handschrift von Valentin Langmantel. Tübingen, 1885 (vol. 172 de la Bibliothek des Literarischen Vereins in Stuttgart).

SHERLEY (Sir Antony). His relation of his travels into Persia. London, 1613.

— The three brothers, or travels and adventures of Sir Anthony, Sir Robert and Sir Thomas Sherley in Persia, Russia, Turkey, Spain, etc., London, 1825.

STACK (E.). — Six months in Persia. London, 3^e édit. 1882, 2 vol.

STRUYS (Han). — Voyages en Moscovie, en Tartarie, en Perse, aux Indes et en plusieurs autres pays étrangers. Accompagnés de remarques par Glanius. Amsterdam, 1718, 3 vol.

SYKES (P. M.). — A fourth journey in Persia, 1897-1901. in *Geographical Journal*, XIX, 1902 (analysé dans *La Géographie*, V, 1902, p. 209.)

— Ten thousand miles in Persia, or eight years in Iran. London, 1902, in-8°, carte (résultats de ses 4 voyages) (analysé dans *La Géographie*, VI, 1902, pp. 58-60).

TAVERNIER (J. B.). — Voyages de M. J. B. Tavernier, écuyer, baron d'Aubonne, en Turquie, en Perse et aux Indes. Nouv. édit., Paris, 1724, 6 vol. in-12.

- TEULE (J. Ch.). — Pensées et notes critiques extr. du Journal de mes voyages dans l'Empire du Sultan de Constantinople... et dans le royaume de Perse. Paris, 1842, 2 vol. in-8°.
- TEXEIRA. — Relaciones del Origen, etc... de los Reyes de Persia y de Harmuz. Coimbra, 1610 (v. le t. II, trad. franç. Paris, 1681, 2 vol.).
- TEXIER (Charles). — L'Arménie, la Perse et la Mésopotamie. Géographie et géologie, monuments anciens et modernes, histoire, mœurs et coutumes. Paris, 1842, 2 vol.
- THEVENOT (de). — Relation d'un voyage fait au Levant. Paris, 1665.
- TOMASCHEK (Wilhelm). Topographische Erläuterung der Küstenfuhrts Nearchs von Euphrat bis zum Indus (*in Sitzungsberichte der phil. hist. Cl. der K. Akad. d. Wiss.*, Wien, 1890, Bd. 88, 121).
- VALLE (Pietro della). — Viaggi con munito ragguaglio di tutte le cose osservate in essi, descritti da lui medesimo in 54 lettere familiari a Maria Schipano, divisi in 3 parte, cive la Turchia, la Persia e l'India. Rome, 1650-58, 3 vol.
- Voyages de P. della V. dans la Turquie, l'Égypte, la Palestine, la Perse, les Indes Orientales et autres lieux. Paris, 1745, 7 vol. in-12.
- VARTHEMA (H. B.). — Travels in Eastern Persia (*in Proc. Royal Geographical Soc.*). London, 1890.
- VINCENT (William). — The Periplus of the Erythraen Sea. London, 1800-1805, 2 vol.
- WEEKS (Edwin). — From the Black Sea through Persia and India. New-York, 1896.
- WELLSTED (J. R.). — Travels in Arabia, 1836, 2 vol.

MONOGRAPHIES SUR LE GOLFE PERSIQUE

- AINSWORTH (W. F.). — The River Kàrùm, an opening to British commerce. London, 1890.
- ANVILLE (d'). — Mémoire sur le Golfe Persique, avec carte. *In Mém. Acad. des Inscript. et Belles-Lettres*, 1758 (164).
- BEKE (Charles Tilston). — On the former extent of the Persian Gulf and on the comparatively recent union of the Euphrates and Tigris (*in the London and Edinburgh Philosophical Magazine and Journ. of Science*, vol. II, 1834).
- BENT (J. Theodore). — The Bahrein Islands in the Persian Gulf in *Proceed. of the R. Geogr. Soc.*, vol. XII, 1890.
- BERGHAUSS (Heinrich). — Geo-hydrographisches Memoir zur Fiklärung und E.läuterung der redurciten Karte vom P. G. Gotha, 1832.
- BOEHM (Sir E. C.). — The Persian Gulf and the South Sea Isles. London, 1904, 8°.
- BORDAT (G.). — Voyage autour du Golfe Persique, en Mésopotamie et en Perse, *in La Géographie*, V, 1902, p. 234.

- BORDAT (G.). — Le Golfe Persique et la Perse. *Bull. Soc. Géogr. Comm.*, Paris, t. XXIV, 1902, pp. 260-272.
- COLVILL (W. H.). — Land Journey along the shores of the Persian Gulf, from Bushire to Lingah, in *Proc. R. Geogr. Soc.*, XI, 1867, pp. 36-38.
- BOULLAY-LE-GOUZ (de la). — Les voyages et observations du sieur de la Boullaye-le-Gouz. Paris, 1653, in-4° (pp. 111-119, sur Bender-Abbas et Ormuz).
- CAUSSIN DE PERCEVAL. — Essai sur l'histoire des Arabes. 1847-1848, 3 vol. (sur Oman).
- CHAMPAIN (J. M. BATEMAN). — On the various means of communication between Central Persia and the Sea. In *Proc. R. Geogr. Soc.* London, V. 1883, pp. 121-138.
- COMMENTARIOS de grande capitão Ruy Peyre de Andrade, em que se relatam suas prazas do anno de 1619 em que partio deste regno por general do mar de Ormus e costa da Persia e Arabia ate a sua morte. Lisboa, 1647, in-4°.
- CONSTABLE (C. G.). — Memoir on the Hydrography and the knowledge we possess of the G. P., in *Trans. Bombay Geogr. Soc.*, XII, p. 98-112). — Account of the physical Geography of the G. P., in *Trans. Bombay Geogr. Soc.*, XV, pp. 13-16.
- CORSAL (A.). — Relation de la navigation de la Mer Rouge et du Golfe Persique, trad. de l'espagnol. Anvers, 1558 (publiée dans l'« *Historiale description de l'Ethiopie* » d'Alvarez).
- COX (Percy). — Overland Journey to Maskat from the Persian Gulf. in *Geogr. Journ.*, XX, 1902, p. 452.
- CHRIGHTON. — History of Arabia, 1830, 2 vol. (sur Oman).
- CURZON (G. N.). — The Karum River. (Chap. xxv, in *Persia and the Persian Question*, 1893, t. II, pp. 350-387.) — The Karum River and the commercial Geography of South-West Persia. In *Proc. R. Geogr. Soc.*, London, XII, 1890, pp. 505-532.
- DELTON (C.). — Voyage aux Indes Orientales, 1865, 2 vol. (sur Oman).
- EXPÉDITION DANOISE de la région du Golfe Persique. In *La Geogr.* XX, 1910, p. 153.
- FAIRCHILD (D. G.). — Travels in Arabia and along the Persian Gulf. In *Nat. Geogr. Magaz.*, XV, 1904, pp. 139-151.
- FAIVRE (Dr. Paul). — Minist. de l'Intérieur. Direction de l'Assist. et de l'Hygiène publ. Rapport sur la défense sanitaire du Golfe Persique. Melun, 1916, in-8°, 104 p., fig. et cartes.
- FERRIÈRES-SAUVEBOËUF. — Mémoires historiques, politiques et géographiques des voyages de F.-S. faits en Turquie, en Perse et en Arabie, 1782-1789, Paris, 1790, 2 vol. in-8° (t. II, chap. xxvi).
- FONTANIER (V.). — Voyage dans l'Inde et dans le Golfe Persique, etc., Paris, 1844, 2 vol. Nouvelle édit., 1844-1848, 3 vol. in-8°. — Observations de M. Fontanier à Ormuz. In *Bull. Soc. Geogr.*, Paris, 2^e série, t. XIX, 1843, p. 393.

- FLOYER. — Unexplored Baluchistan, pp. 123-126 (description géologique de l'île Henjam).
- FORSTER (C.). — Historical Geography of Arabia, 1844, 2 vol. (sur Oman).
- GENTHE (S.). — Der Persische Meerbusen; Geschichte und Morphologie. Marburg, 1896 (thèse).
- GUIGUES (de). — Histoire des Huns, vol. I, p. 345 (sur Ormuz).
- KANITZ (F.). — Verbindungsprojekt des P. G. mit dem Mittelmeer, *Mittheil. k. k. geogr. Ges.* Wien, 1870.
- KEBER (A.). — Der Persische Meerbusen (*in Ersch und Grubers Allgemeiner Encyclopädie der Wissenschaften und Künste* (III, section 17, pp. 25-32).
- HOGARTH (D. G.). — Problems in Exploration. *In Geogr. Journal*, London, t. XXXII, 1908 (p. 65, parties inconnues du littoral).
- KEMPTHORNE (G. B.). — Notes mad on a survey along the eastern shores of the P. G. in 1828. *In Journ. of the R. Geogr. Soc.*, London, V, 1835, pp. 263-285.
- LYNCH (H. F. B.). — The Persian Gulf. *In Imp. and Asiatic Quart. Rev.* XII, 1902, pp. 225-234.
- MARKHAM (C. R.). — Progrès des connaissances géographiques sur la Perse. *In Proc. R. geogr. Soc.*, London, II^e série, I, 1879, p. 354.
- MAUDE (Ashbey). — Notice sur quelques îles du Golfe Persique. *In Ann. des Voyages*, nouv. série, t. XXXV, 1827, p. 28.
- MERTENS (K.). — Eine Fahrt nach dem Persischen Golf. *In Deutsche Geogr. Blätter*, Brême, 1887, X, I, p. 49.
- MILES (Lt. Col. S. B.). — Geography of Oman (*in Lt. Col. E. C. Ross, Administration Report for 1878-79*).
- MOREAU (Dr L.). — Étude de géographie médicale du Golfe Persique. Paris, 1909, p. 36 (*in Ann. de médecine navale*).
- MORIER (J.). — Second voyage en Perse, en Arménie et dans l'Asie Mineure, fait de 1810 à 1816, avec le Journal d'un voyage au Golfe Persique. Trad. de l'angl. Paris, 1818, 2 vol. in-8° (voir t. I, pp. 65-95).
- MORGAN (J. de). — Notes sur la Basse-Mésopotamie. *In La Géographie*, II, 1900, p. 250 (complément progressif du Golfe Persique).
- ÆSTERREICHER (von). — Der Persische Golf. *in Æsterreichische Monatschrift für den Orient*, 1877, n° 12.
- OPPENHEIM (Max von). — Vom Mittelmeer zum persischen Golf., Berlin, 1899-1900, in-8° avec atlas in-folio.
- PAVIE (Th. M.). — La Mer Rouge et le Golfe Persique. *In Revue des Deux Mondes*, 1844.
- PEDRO DE LA MADRE DE DIOS (F.). — Estudio sobre el Golfo Persico. *In Bull. R. Soc. Geogr.*, Madrid, t. XLVI, 1904, pp. 164-175.
- PELLE (L.). — Report on the Tribes, Trade and Ressources around of the shores line of the P. G. *In Trans. Bombay Geogr. Soc.*, XVII, 1863, pp. 32-112.
- (Sous le même titre, un autre ouvrage paru à Calcutta en 1874, con-

- tient : Political Juridictions : 1. Directly under the shah, but administered by Arab chiefs ; — 2. Directly under shah himself ; — 3. Farmed by shah to Sultan of Mascat ; — 4. Directly under Sultan of Maskat ; — 5. Independant Arab chiefs (formely the pirates) ; — 6. Turkish dependencies ; — 7. Directly Turkish ; — 8. Chaab Arabs (Bandar Maschûr) ; — 9. Description des ports : Hiudijân, Dilam, Righ, Bûschar, Linga, Bander-Abbâs, Harmâs, Kischm, Hingâm, mari-Arabs, Bahrein, Bassra, history of import to Bûschar, 84 fig. et cartes.
- On the Persian Gulf. *In Proc. R. Geogr. Soc.*, 1863, vol. VIII, pp. 18-21.
- A visit to Lingah, Kishm, and Bunder Abbâs. *In Journ. R. Geogr. Soc.*, London, t. XXXIV, 1864, pp. 251-258.
- Account of a Recent Tour round the Northern Portion of the P. G. *In Trans. Bombay Geogr. Soc.*, t. XVII, 1865, pp. 113-140.
- PETITEVILLE (A.) et SAINT-QUENTIN. — Bassorah et les ports du Golfe Persique. *In Bull. Soc. Geogr.*, Le Havre, 1887, p. 17.
- RADET (G.). — La première incorporation de l'Égypte à l'Empire Perse. Communication au Congr. archéol. du Caire, 13 avril 1909. *In Revue Etudes anc.*, Bordeaux, 1910, 12 p.
- REPORT on the Administration of the P. G. Political Residency and Muscat Political Agency, Calcutta (paraît chaque année).
- RITTER (C.). — Der Persische Golf (au t. XII de l'Erdkunde, t. I de l'Arabie, 1846, pp. 403-468).
- ROOBAKER. — Cornelis Cornelios. Roobacher's Scheeps Journal Gamron-Basrah (1645) ; de erste des Nederlanders door de Perzische Golf. Uitz door A. Hotz. *In Tijdschr. van het K. Nederlandsch aardrijkskundig Genootschap*, 2^e série, t. XXIV, Leyden, 1907, pp. 289-415, avec cartes.
- SCHLAGINTWEIT (E.). — Die Uferstaaten des P. G. *in Globus*, 1876.
- SCHOTT (G.). — Der Salzgehalt des Persischen Golfes und der angrenzenden Gewässer. *In Ann. d'Hydrographie*, t. XXXVI, 1908, pp. 296-299.
- SCHWEIGER-LERCHENFELDT (Ammand von). — Culturbilder vom P. G. *in Oesterr. Monatschrift f. Orient*, 1878, n^o 5, 6 et 11.
- SEIDLITZ (N. von). — Dr. S. Marks Reisen am Persischen Meerbusen. *In Globus*, t. LXXIII, 1898, pp. 140-145.
- SELBY (W. B.). — Ascent of the Karun and Dizful Rivers. *In Journ. R. Geogr. Soc.*, London, t. XIV, 1884, pp. 219-246.
- SCHLAFLI (Alex.). — Skizze der politisch territorialen Verhältnisse der Gestäde-länder des P. G. *In Petermann's Mittheile*, 1863, pp. 210-212.
- SICARD (F.). — L'île d'Ormuz. *In l'Explorateur*, 1876, p. 389.
- STIFFE (A. W.). — The Island of Hormuz. *In Geogr. Magazine*, 1871, n^o 1, p. 14.
- Ancient sites in the P. G. : Siraf. *In Geogr. Magazine*, août 1894.

- STIFFE (A. W.). — Ancient trading centres of the Persian Gulf. *In Geogr. Journal*, London. I. Siraf, 1895, VI, pp. 166-173; II. Kais, 1896, VII, pp. 644-649; III. Pre-Mahommedan Sett, 1897, IX, pp. 309-314; IV. Maskat, X, 1897, pp. 608-618; V. Kung, 1899, XIII, pp. 294-297; VI. Bander Abas, 1900, XVI, pp. 211-215; VII. Bahreim, 1901, XVIII, pp. 291-294.
- STOLZE (F.). — Voyage à Bouchir en 1876. Voir : *Petermann's Mittheile*, 1877, p. 306.
- STURKEN (A.). — Reisebriefe aus dem persischen Golf und Persian, Hambourg, 1907, in-8°, 56 p., 20 pl. *In Mittheile, aus d. Hamburgischen Geogr. Bunde*, 22.
- SYKES (P. M.). — A fourth journey in Persia, 1897-1901. *In Geogr. Journ.*, t. XIX, 1902, pp. 121-173 (voir : histoires et légendes du Golfe Persique, pp. 121-123).
- ÜBERSICHTSKARTE von dem Verbreitungs-gebiet des Schwarzen Todes in den Jahren 1366 bis 1351 und den äussersten Grenzen der Pest-Epidemien zwischen 1351 und 1879; (1 carte et 8 cartons). *In Peterm. Mitteil.*, 1879, p. 14.
- VIVIEN DE SAINT-MARTIN. — Nouveau Dictionnaire de Géographie (art. : Golfe Persique, t. IV, p. 758, 1890).
- VOYAGE de Bouchir à l'embouchure de l'Euphrate (RAPPORT sur un). *In Bull. Soc. Geogr.*, Paris, XI, 1829, pp. 97-105.
- WARNER (H. W.). — Report on the Bay and Fort of Shewoo (North Coast in 52° 7' 0") on the shore of the P. G. *In trans. Bombay Geogr. Society*, XVII, 1865, pp. 186-190.
- WHITELOCK. — Descriptive Sketch of the Islands and coast situated at the Entrance of the P. G. *In Journ. of the R. Geogr. Soc.*, London, t. VIII, 1838, pp. 170-184, et *Trans. Bombay G. Soc.*, I, 1841, pp. 113-127. Trad. franç. du premier article dans les *Annales des Voyages*, 1839, p. 193.

Documents officiels.

- SELECTION FROM THE RECORDS of the Bombay Government (new séries), n° XXIV, 1856.
- CALENDAR OF STATE PAPERS (East Indies Series), vol. I, n°s 1179, 1181, 1182, 1186, 1188; vol. III, n°s 303, 330, 388, 687; vol. IV, n°s 121, 122. Histoire des relations avec la Compagnie des Indes, 1513-1629.
- COLE (A.). — *In Journal of Bombay Geogr. Soc.*, 1847 (sur Oman).
- MOCKLER (Major) et Colonel S. B. MILES. — Administration Reports of Persian Gulf, 1882, 1883.
- ADMINISTRATION REPORTS (Annual) of the Persian Gulf and Muscat, publiés à Calcutta.

CÔTE ARABIQUE DU GOLFE PERSIQUE

- BADGER (G. P.). — Geography of the North East Coast of Arabia, 1882.
- BARRE (P.). — L'Arabie. In *Rev. de Géogr.* (de Drapeyron), LII, 1903, pp. 123-134 et 250-263.
- BENT (J. Th.). — The Bahrain Island (in *Proc. R. Geogr. Soc.*, 1800, pp. 1-19).
- BLAU (Otto). — Arabien im VI ten Jahrhundert (in *Zeitsch. der Deutschen Morgenländ. Gesellschaft*, t. XXIII, 1869, pp. 559-592).
- BRENNER (Rich.). — Maskat. (*Peterm. Mitteil.*, 1873, pp. 60-62).
— Perlen und Fischhandel des G. P., *Pet. Mittheile*, 1873.
- CAPITAINE (H.). — La ville de Mascate. *L'Explorateur*, t. III, 1876, p. 472.
- DURAND (Capt.). — A Sir H. Rawlinson. The Bahrain Island (in *Journ. R. Asiat. Soc.*, 1879).
— A statistical account of the Bahrain Islands (in *Administration Report*, 1878-79, published by lieut.-col. E.-C. Ross, political resident in Bushire).
- FREDE (P.). — La pêche aux perles en Perse et à Ceylan. Paris, 1887.
- GLASER (Ed.). — Skizze der Geschichte und Geographie Arabiens von den ältesten Zeiten bis zum Propheten Muhammed nebst einem Anhang zur Beleuchtung der Geschichte Abessyniens, im III ten und IV ten Jahrhundert Chr. Auf Grund der Inschriften, der Angaben der alten Autoren und der Bibel. Berlin, 1890, 2^e partie.
- GÆJE (J. M. de). — Mémoires sur les Carmathes de Bahrein, 1863.
— Die Insel Karrach. Das Ziel der Expedition in Persischen Golf. In *Peterm. Mittheile*, 1856, p. 466.
- KLOEDEN (G. A. von). — Literaturübersicht von Arabien nach Vivien de St-Martin. *Zeitsch. f. Wissenschaft. Geogr.*, I, 1881, p. 320 (avec un complément, par J. de Gæje, dans le même volume).
— Perlfischerei im Persischen Meerbusen. In *Vossische Zeitung* 1881, *Sontagsbeilage*, n^o 37.
- MANSSUR (Scheich). — History of the Seyd Layd, Sultan of Maskat, together with an account of the countries and people on the shores of the Persian Gulf, particularly of the Wahabees. Trad. de l'italien. London, 1819, in-8^o.
- OLIVIER (G. A.). — Voyage dans l'empire ottoman, etc... (Vol. V, p. 157 : Sur la domination française à Kharak).
- PALGRAVE (Will. Gifford). — Narrative of a year's journey through central and Eastern Arabia, 1862-1863. London, 1865.
— Observations made in Central, Eastern, and Southern Arabia. In *Journ. R. Geogr. Soc.*, t. XXXIV, 1864, pp. 111-154.

- PELLEY (Lewis). — Remarks on the Oyster Beds in the G. P. *In Trans. of Bombay Geog. Soc.*, XVIII, 1868.
- Die Perlenbänke im Persischen Meerbusen. *In Das Ausland*, 1866, n° 14, pp. 334-335 et *Trans. of the Bombay Geog. Soc.*, t. XVIII, 1865-67.
- A visit to the Wahabee capital, Central Arabia. *In Journ. R. Geog. Soc.*, 1865, p. 180.
- PEREZ (Ch.). — Six semaines de dragages sur les bancs perliers du Golfe Persique. Orléans, 1908, in-8°, 19 p. fig. (*in Bull. professionnel et technique des pêches maritimes*, 1908, 3^e trimestre).
- PERLEN und Fischhandel des Persischen Golfes. *In Peterm. Mitt.* 1873, pp. 37-48.
- PRICE (D.). — History of Arabia, 1824 (sur Oman).
- PRICE (J.). — Free Merchants' Letters, p. 172 (sur l'occupation de Kharak par les Hollandais).
- RIVOYRE (Denise). — Obock, Mascate, Bouchire, Bassorah. — Paris, 1883.
- ROSS (E. C.). — Annals of Oman. *In Journ. of As. Soc. of Bengal*, vol. XLIII.
- RUGE (Sophus). — Bahrein Inseln. *Welthandel*, II, 1870, p. 195.
- Die Perlenfischerei im Persischen Meerbusen. *Welthandel*, II, 1870, pp. 193-196.
- SADLER (G. F.). — Journey from Katif to Yambo 1819 (*in Trans. Literary Soc. Bombay*, III, 1823). Réimp. Bombay, 1866, sous le titre : Diary of a Journey across Arabia, in 1819.
- SALIL IBN RAZIK. — History of the Imâms and Seyyids of Omân from 661 to 1856. Trans. from the Arabic by G. P. Badger. London, 1871 (*Nakluyt soc.*).
- SPRENGER (A.). — Die alte Geographie Arabiens als Grundlage der Entwicklungsgeschichte der Semitismus. Bern, 1875, Chap. XII : Kusti von Oman und das Vorgebirge Mosandam, pp. 106-109. Chap. XIII : Die Arabischen Inseln in Persischem Meerbusen, pp. 122-140.
- SITFFE (A. W.). — Persian Gulf Notes : Khrag Island. *In Geog. Journ.*, XII, 1898, pp. 179-182, avec carte.
- VINCENZO. — History of Seyd Said of Mascot, etc..., transl. by Sheikh Mansur, 1919.
- WITELock (Lieut.). — Journey in Omân (*in Journ. of Asiatic Soc. Bombay*, 1836-1838 et *in Journ. R. Geog. Soc.*, VIII, 1838).
- WHISH. — Memoir on Bahrein, 1859.
- WILSON (Col.). — Memorandum respecting the pearl fisheries in the P. G. *In Journ. R. Geog. Soc.*, III, 1833, pp. 283-286.
- WUSTENFELD (F.). — Bahrein und Jemâna. Nach Arabischen Geographen beschrieben. Göttingen, 1875. (Abhandl. der Göttingischen Gesellschaft der Wissenschaften, vol. XIX).

Sur les Wahabites :

- BLUNT (Lady A.). — A Pilgrimage to Nejd, 2 vol.
BRYDGES (H.). — History of the Wahaby, 1834.
BURCKHARDT (J. L.). — Notes on the Bedouins and the Wahabys, 1830.
CORANCEZ (L. A.). — Histoire des Wahabis (édit. Sylv. de Sacy). Paris, 1810.
DOUGHTY (C. M.). — Travels in Arabia Deserta, 1876-77, 2 vol.
GUARMANI (G.). — Itinéraire de Jérusalem au Neged septentrional. In *Bull. Soc. Géog.*, Paris, 1865, p. 241, 365, 486.
HUBER (Ch.). — Voyage dans l'Arabie centrale, 1878-1882. In *Bull. Soc. Géog.*, Paris, 1884, pp. 304-484 ; 1885, p. 92.
PALGRAVE (W. G.). — Narrative of a journey through Central and Eastern Arabia, 1862-63, 2 vol.
PELLEY (L.). — Report of a visit to Nedj, 1866.
RITTER (C.). — Die Erkunde von Asien-Arabien, 1846-47, 2 vol.
SADLEIR (G. F.). — Diary of a journey across Arabia in 1819. Bombay, 1866.
WALLIN (G. A.). — Notes of a journey in N. Arabia, in 1848.
ZEHME (Alb.). — Arabien und die Araber seit hundert Jahren. Halle, 1875.

SOURCES ORIENTALES

- ABOU DJAFARS. — Ortsbestimmungen und astronomische Fixpunkte für Persien und Mesopotamien siehe bei Lelével 1857, I (von Jahre 830). Albaténis astronomische Fixpunkte für Persien und Mesopotamien aus dem Jahr 380 bei Lelével 1357. Epilogue de la Géographie du moyen âge : « Albateni et les rams de souret eleards », p. 45-110.
BATOUTA EBNÉ. — The travels of Ibn Batûtah. Translated from the abridged Arabic Manuscript copies (Cambridge), and edited with notes by Rev. Samuel Lee. London, 1824.
BENJAMIN VON TUDELA. — The itinerary of Rabbi Benj. of Tudela. Ed. by Asher. London, 1840-41, 2 vol.
— Reisetagebuch von B. v. T. ; Beiträge zur Kenntniss der Juden in der Diaspora während des 12 ten Jahrhunderts, von Martinet. Bamberg, 1850.
— Examen géographique des courses et de la description de Benjamin de Tudèle, 1160-1175, bei Lelével, vol. III, 1872.
CHORDBEH EBNÉ. — Kitâb al Masâlik wa al Memâlik tâ alîf Abi al gâsim Obeidullah bin' Abdullah bin Hordâdbel, Buch der Wege und der Provinzen, von medischen (Dschebel) Oberpostmeister Ibn

- Chordâbeh unterm chalipen Mûtamid von Bagdâd (Ende des 9 ten Jahrhunderts). Hg. von Barbier de Meynard, deutsch und französisch). *Journal Asiatique*, 6^e série, t. V, 1865. A. Sprenger, in *Zeitschrift der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft*, vol. III, n^o 3, Heft I. Aussi : *Biblioth. Geogr. Arab.*, 6^e édit., de Gorje, Paris, 1889.
- HAMDAMI, al. — Geographie der arabischen Halbinsel (d'après les mss. de Berlin, Constantinople, Londres, Paris, Strasbourg, éditée pour la première fois par David Heinrich Müller. Leiden, 1884-91, 2 vol.
- HAUKAL EBNÉ. — Voir Isstachri.
- IDRISSI. — Géographie d'Edrisi, trad. de l'arabe, par P. A. Jaubert, Paris, 1836, 2 vol.
- ISSTACHRI. — Kitâb al latîm. (Livre des climats.) Edition arabe, par M. J. de Gœje, dans la *Bibliotheca geographorum arabicorum*. Vol. I, Leiden, 1870.
Et aussi dans : *Zeits. der Deutsch. Morgenlând. Ges.*, 25, 42.
- Das Buch der Länder, von Schech Ebn Ismak el Farsi el Istachri. Aus dem Arabischen übersetzt von A. D. Mordtmann. Hamburg, 1845, 6 cartes.
- The Oriental Geography of the Haukal, publiée à Londres en 1800 par Sir W. Ausseley, n'est qu'un remaniement de l'ouvr. d'Isstachri.
- ITIMAD as SULTANA. — Ma'-âsir os Sultan (Hist. et statistique de la Perse sous Nâsser erd Dîn Schâh). Téhéran, 1306 (1888) (en persan).
- KASWÎNÎ. — Zahariya ben Muhammed ben Mahmûd el Kazwini's Kosmographie. Nach der Wüstenfeld'schen Textausgabe zum ersten Male vollständig aus dem Arabischen übersetzt von Ermann Ethé. Leipzig, 1868.
- MASSOUDI. — Les prairies d'or de Maçoudi. Ed. Barbier de Meynard, 1861-1877, 9 vol.
- SADIK ISSFAHANI. — Geographical works of Sadik Isfanhai. Translated by J. C., London, 1832.
- SERAPION, Ibn. — Description of Mesopotamia and Baghdâd, written About 900 A. D. Ed., par Guy de Strange, *Journ. R. Asiatic Soc.*, 1895, p. 297.
- TABARI. — Annales Auctore Abou Djafar Mohammed ibn Djarir at Tabari quos ediderunt S. Barth, Th. Nöldeke, C. Loth, E. Prym, H. Thorbecke alli. Leiden, 1879.
- Chronique d'Abou Djafar Mohammed ben Djarir ben Yezid Tabarî, traduit sur la version persane d'Abou'Abî Mohammed Belamî, par Hermann Zotenberg. Paris, 1867, in-fol.
- YAKOUT. — Jacuts geographische Wörterbuch, hrsg. von Ferd. Wüstenfeld. Leipzig, 1866-70, 6 vol.
- Dictionnaire géographique, historique et littéraire de la Perse et des contrées adjacentes, extrait au Modjem el Bouldan de Yaquout et complété... par Barbier de Meynard. Paris, 1861, (639 p.).

QUESTIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES
SUR LE GOLFE PERSIQUE

ANDREW (W. P.). — The Euphrates Valley Route to India in Connection with the Central Asian and Egyptian question. London, 1882.

AVRIL (Baron A. d'). — Le Golfe Persique, route de l'Inde et de la Chine (avec carte). *In Quest. dipl. et col.*, XI, 1901, pp. 129-146.

ASIE FRANÇAISE (L'). Paris, 1901-1918, in-4°, mensuel :

Russie. — Les efforts du commerce russe dans le Golfe Persique, I, 1901, p. 47.

L'Action de la Russie (service entre Odessa et le Golfe Persique), I, 80, 310 ; — II, 328.

La Russie en Perse, III, 314, 401, 512.

Le second voyage de Kornilov, II, 42.

Angleterre et Russie. — L'Angleterre, la Russie et la Perse, III, 251-258 (synthèse d'art. publ. par Louis Jadot dans le *Times*, d'octobre 1902 à janvier 1903).

— IV, 584.

Angleterre. — La nouvelle route anglaise de l'Inde au Khorassan, I, 224.

Les Anglais dans le Golfe Persique, I, 260 ; III, 174, 192.

La question du Golfe Persique au Parlement anglais, II, 92 ; I, 79 (législation arabe), 270, 404.

Affaire de Koueït, I, 79, pp. 270 et 404 (par Peyerimhoff) ; II, 91, 284, 326, 551, 562 ; III, 1904, 493 ; IV, 541 (Un incident anglais) ; V, 1905, 210.

Sur le littoral de Koueït et dans la région du Nedjd, II, 187.

Intrigues anglaises à Mascate, I, 79 ; III, 175.

Le voyage du vice-roi de l'Inde dans le G. P., III, 459, 510, 563.

Le commerce anglais dans le G. P., X, 1910, 258 ; V. aussi : *Times*, 17 mai 1910.

La mission commerciale anglaise en Perse, V, 1905, 126.

Une grève commerciale dans le Sud, V, 294.

L'Angleterre et les chemins de fer persans, VIII, 1908, 127.

La situation dans la Perse méridionale et la politique anglaise, XIII, 1913, 40.

La situation dans le G. P. et les intérêts anglais, par J. Barth, XII, 1912, 64-70.

France. — La question des droits de la France à Mascate, XIII, 1913, 379-380, 417-420.

Allemagne. — La réception du schah de Perse à Berlin et les intérêts allemands dans le G. P., II, 328.

L'action allemande en Perse (la mission de M. Gutmann), VII, 1907, 190, 235, 264.

- La banque allemande en Perse, VII, 1907, 323 ; VIII, 1908, 41.
L'effort allemand dans le G. P., XV, 1915, 22.
L'Allemagne dans le G. P. (Le *Kanadia* fait le service régulier des ports du G.), VI, 1906, 458.
L'Allemagne dans le G. P. (Création d'un nouveau service), VII, 1907, 264.
Sur les chemins de fer. — La ligne Mohammerah-Khoramabad, XIII, 1913, 442 ; XII, 1912, 235 ; XIV, 1914, 42 ; XVI, 1916, 101.
Deux projets de chemins de fer russes et anglais en Perse, XIII, 1913, 99.
Le chemin de fer en Perse, II, 42.
Sur le chemin de fer de Bagdad. — Son importance, son avenir, analyse de l'ouvrage de Aublé, par J. Dietz, XVII, 1917, pp. 197-201. — Par Peyrerimhoff, I, 1901, 23-28. — I, 207 ; II, 69 ; III, 85, 127, 477.
L'accord russo-allemand, par R. de Caix, XI, 1911, 341-346.
Les Anglais et le chemin de fer de Bagdad, II, 467 ; III, 174.
Le rachat par les Allemands du chemin de fer de Mersine-Tarsons-Adana, VII, 1907, 91 ; VIII, 1908, 173 et 255.
Voir aussi, sur le chemin de fer de Bagdad :
ANNALES DE GÉOGRAPHIE, VIII, 1899, 377 ; X, 1901, 284 ; XI, 1902, 275 ; XVII, 1908, 370-372.
AUBLÉ (E.). — Bagdad, son chemin de fer, son importance, son avenir. Paris, 1917, in-8°.
WOODS (H. Charles). — The Bagdad Railway and its tributaries. *In Geogr. Journ.*, I, 1917 (voir pp. 48-49 : projet d'embranchement vers un point du G. P.).
Divers. — Bouchir : les inondations, la situation économique, V, 1905, 44.
Gendarmerie à Bouchir (Gendarmerie suédoise), XIV, 1914, 43, 216.
Quelques réflexions sur l'histoire de la Perse depuis deux ans, VIII, 1908, 406-411.
Le commerce extérieur de la Perse, VIII, 1908, 346.
Le modernisme (au sujet des douanes du G. P.), I, 80-81, 210.
Le développement économique, I, 170 ; II, 391.
La pêche des perles dans le G. P., III, 1903, 86.
Navigation dans le G. P., par A. Jouannin, III, 486.
Importation du sucre dans les ports du G. P., III, 225.
Le commerce dans le G. P., III, 402.
BAUMANN (Otto). — Untersuchungen über die Hiltquellen und Bevölkerungsverhältnisse von Persien. Marburg, 1900, in-8° (*thèse*).
BENNETT (T. J.). — The past and present connection of England with the Persian Gulf. *In Journ. Soc. Arts.*, t. L, 1902, pp. 634-652.
BERCHETT (G.). — La republica di Venezia e la Persia. Turin, 1865.

- BERGHAUS (Hermann). — Gegenwärtige und künftige Wege nach Indien. *Peterm. Mitteil.*, 1863, 143 p.
- BLAU (Otto). — Die Commercialen Zustände Persiens. Dargestellt nach den Erfahrungen einer Reise im Sommer 1857. Berlin, 1858.
- BOITAL (F.). — La Perse et le chemin de fer de la Caspienne au Golfe Persique. In *Bull. Soc. Géog. Comm.*, Paris, 1883, V, pp. 373-379.
- BULLETIN DE L'UNION FRANCO-PERSANE. Paris, n° 1 (juillet 1910) à n° 5 (novembre 1912).
- CAMERON (Verney Lovett). — Our future highway. London, 1882, 2 vol.
- CARNAP (A. von). — Persischer und österreichischer Handel im Orient. In *Welthandel*, III, 1871, p. 122.
- CHAMPAGN (J. N. B.). — On the various means of communications between central Persia and the Sea. In *Proc. R. Geogr. Soc.*, V, 1838, pp. 121-138.
- CHARLES (J.). — Les luttes d'influence dans le Golfe Persique. Paris, 1907, in-8°.
- CLERGET (P.). — Les routes et le commerce de la Perse méridionale. (In *La Géographie*, t. XXIX, 1914, p. 285.)
- CONTARINI. — Viaggion del Magnifico Messer Ambrogio Contarini Ambasciator di Venetia ad Ussuncassan Re di Persia hora chiamato Sophi, pp. 65-107. In *Viaggia fatti da Venetia alle Tana, in Persia, in India, et in Constantinople*. Vinegia, 1543.
- CORNET (Henrico). — Lettere al Senato veneto di Giosaf atte Barbaro, ambasciatore ad Usunhassan di Persia, tratte da un codice originale della I. T. Biblioteca di Vienna. Vienna, 1852.
- COSTES (E.). — The present situation in the Persian Gulf. In *Contemporary Rev.*, t. LXXXV, 1904, pp. 480-486.
- DUNN (A. J.). — British interest in the Persian Gulf. In *Central Asian Soc.*, 1907.
- FORMAIENONI (V.). — Saggio sulla nautica antica de Veneziani. Venezia, 1783.
- DIE HAFEN und Handelsverhältnisse des Persischen Golfs und des Golfs von Oman. In *Ann. der Hydrographie*, Heft 5, 1889.
- HAGERNEISTER (J. D. von). — Der europäische Handel in Persien und der Türkei. Riga, 1838.
- HANTZSCHE (J. C.). — Specialstatistik von Persien. Berlin, 1869, pp. 428, 450 (extrait de *Z. G. E.*, t. IV).
- HENRY (René). — Des monts de Bohême au Golfe Persique. Paris, 1908, in-12.
- HEYD (Wilh.). — Geschichte des Levantehandels in Mittelalter. Stuttgart, 1879, 2 vol.
- JONGE (J. K. J. de). — De reis van Jhr. T. M. Lycklama à Nijeholt der Persië, de vroegere handel der Nederlanders aldaar en de tegenwoordige staat des handels in dat rijk. In *Tijdschrift van het adrijk Genootschap*. Amsterdam, 1875, p. 143.

- JOUANNIN (André). — Sur les rives du Golfe Persique. Notes de voyage, 1903. *In Bull. Soc. Géog. Comm.*, Paris, t. XXVI, 1904, pp. 62-75.
- KONER. — Handelsverhältnisse Persiens. *Z. A. E.* Berlin, XIV, 1863, p. 265.
- LABBÉ (Paul). — Importation du sucre dans les ports du Golfe Persique. *In Bull. Soc. Géog. Comm.*, Paris, t. XXV, 1903, pp. 393-394.
- LAW. — Trade of Persia. *In Proc. Royal Geogr. Soc.*, 1889, p. 242.
- LEWIN (Evans). — The German road to the East : an account of the « Drang nach Osten ». London, 1916, p. 340.
- MARIN (Louis). — Recul inacceptable de notre influence en Perse. *In Bull. de l'Union franco-persane*, n° 2, août 1910.
- MERCATOR. — Les routes commerciales de la Perse. Voie maritime du Golfe Persique. *In Bull. de l'Union franco-persane*, n° 1, juill. 1910.
- Relations commerciales entre la France et la Perse. *Ibid.*, n° 2.
- PELLEY (L.). — On the geographical capabilities on the Persian Gulf as an area of trade. *In Proc. R. Geogr. Soc.*, VII, 1864.
- RAUSCH VON TREMBENGER. — Hauptverkehrswege Persiens. Versuch einer Verkehrsgeographie dieses Landes. Halle a. S., 1800.
- REES (J. D.). — Russia, India, and Persian Gulf. London, 1890, in-8°, p. 39.
- ITTER (Carl.). — Gegenwärtige Zustände von Land und Volk im Mündungslande des Schatt el Arab und ihre commercialen Verhältnisse zum Perser-Golf. (Erläuterung zum Stufenland des Euphrat- und Tigris-systems. *West-Asien*, V, 3.)
- ROUIRE (M. F.). — La rivalité anglo-russe en Asie au XIX^e siècle. Golfe Persique. Frontières de l'Inde. Paris, 1908, in-18 (Réun. d'art, parus de 1903 à 1907 dans la *Revue des Deux Mondes*).
- SAVARY. — État général du commerce de l'Asie (*In Dictionn. Universel de commerce*, Paris, 1741, vol. I).
- SCHLAGINTWEIT (E.). — Der Handel im Persischen Golf. (*Oesterr. Monatschrift f. d. Orient*, 1883, p. 6.)
- STOLZE (F.) und F. C. ANDREAS. — Die Handelsverhältnisse Persiens mit besonderer Berücksichtigung der deutschen Interessen. *Peterm. Mittheil., Ergänzungsheft*, n° 77, 1885.
- STUWE. — Die Handelswege der Araber unter den Abbassiden durch Afrika, Asien und Europa, Berlin, 1836.
- TEX (N. J. den). — Onze handel in de P. G. en de Roode Zee. *In Economiât*, 1871.
- THIEURY (J.). — L'histoire des relations entre la Perse et la Normandie, suivie des traités de commerce conclus entre ces deux pays. Evreux, 1866.
- TRADE ROUTES IN PERSIA. *In Proc. R. Geogr. Soc.*, London, XI, 1889, p. 242.
- LES VOIES DE COMMUNICATION et le commerce d'importation de la Perse, (d'après un rapport de M. Simais). *In Revue du Com. extérieur* 3 février 1898.

WAPPAUS (J. E.). — Untersuchungen über die geographischen Entdeckungen der Portugiesen unter Heinrich dem Seefahrer (Beiträge zur Geschichte der Seehandels und der Geographie im Mittelalter). Göttingen, 1842.

Documents officiels. — Rapports diplomatiques et consulaires, depuis 1892.

Diplomatic and Consular Reports. On the Trade of the Persian Gulf; on the Trade of Bushire, Lingah, Bander-Abbas, Mohammerad, and other ports of the Gulf, depuis 1898.

Administration Reports of the P. G. and Muscat, publ. à Calcutta.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
CARTES DU GOLFE PERSIQUE ET DES ÎLES DE BAHREIN	VII
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE LE GOLFE PERSIQUE

CHAPITRE PREMIER. — Description géographique du Golfe Persique.	9
CHAPITRE II. — Aperçu historique sur le Golfe Persique	21
<i>Section I.</i> — Le Golfe Persique dans l'antiquité	21
<i>Section II.</i> — Les Arabes et le Golfe Persique	22
<i>Section III.</i> — Les Iraniens dans le Golfe Persique.	25
<i>Section IV.</i> — L'empire portugais d'Orient.	27
<i>Section V.</i> — Les Hollandais et le Golfe Persique.	31
<i>Section VI.</i> — La France et le Golfe Persique	34
<i>Section VII.</i> — Les Anglais et le Golfe Persique	39
<i>Section VIII.</i> — Les Russes dans le Golfe Persique	60
<i>Section IX.</i> — Les Allemands dans le Golfe Persique.	69
<i>Section X.</i> — Les Belges dans le Golfe Persique.	77
CHAPITRE III. — Le Golfe Persique depuis la guerre	81
<i>Section I.</i> — L'Iran depuis 1921	83
<i>Section II.</i> — Les puissances et le Golfe Persique.	89
§ 1. — L'Angleterre.	89
§ 2. — La Russie	95
§ 3. — L'Allemagne.	98
§ 4. — La France.	102
<i>Section III.</i> — Le pétrole en Iran	106
<i>Section IV.</i> — Les voies d'accès au Golfe Persique	112
§ 1. — Les routes.	112
§ 2. — Les chemins de fer	115
§ 3. — L'aviation.	119
<i>Section V.</i> — L'activité économique du Golfe Persique depuis la guerre	120

DEUXIÈME PARTIE LES ÎLES DE BAHREIN ET LE CONFLIT ANGLO-IRANIE

CHAPITRE PREMIER. — Les îles de Bahrein.	134
<i>Section I.</i> — Géographie des îles	134
<i>Section II.</i> — Histoire des îles de Bahrein.	137
<i>Section III.</i> — L'activité économique des îles de Bahrein	147
<i>Section IV.</i> — L'industrie des perles à Bahrein	150
<i>Section V.</i> — Importance mondiale des îles de Bahrein.	155

CHAPITRE II. — Position du différend anglo-iranien	160
<i>Section I.</i> — L'intervention de la Grande-Bretagne aux îles de Bahrein	160
<i>Section II.</i> — Position de l'Iran en face de l'activité britannique à Bahrein	163
<i>Section III.</i> — Le différend diplomatique	164
CHAPITRE III. — La qualité de la Grande-Bretagne dans le différend anglo-iranien	169
CHAPITRE IV. — L'Iran avait-il, en 1783, la souveraineté sur les îles de Bahrein?	174
<i>Section I.</i> — La période du ^{III} e siècle au début du ^{XIV} e siècle	175
<i>Section II.</i> — La période de 1622 à 1783	179
§ 1. — Durée de la possession de l'Iran sur Bahrein	180
§ 2. — Exercice de la souveraineté de l'Iran sur Bahrein	182
<i>Section III.</i> — Les objections géographique et ethnique	186
§ 1. — L'objection géographique	186
§ 2. — L'objection ethnique	188
<i>Section IV.</i> — Conclusion : La souveraineté de l'Iran sur Bahrein en 1783	190
CHAPITRE V. — L'Iran a-t-il perdu, depuis 1783, la souveraineté sur les îles de Bahrein?	193
<i>Section I.</i> — L'Iran n'a pas renoncé à la souveraineté des îles de Bahrein	194
<i>Section II.</i> — L'Iran a continué d'exercer la souveraineté sur Bahrein	200
<i>Section III.</i> — Les cheiks n'ont pas exercé la souveraineté sur les îles	204
§ 1. — Les îles de Bahrein ne sont pas un « État »	205
§ 2. — Les cheiks exercent-ils la souveraineté sur Bahrein depuis 1783?	208
<i>Section IV.</i> — Conclusion : Maintien de la souveraineté de l'Iran sur Bahrein	211
CHAPITRE VI. — La reconnaissance de l'« État de Bahrein » par la Grande-Bretagne	212
CHAPITRE VII. — Reconnaissance par la Grande-Bretagne des droits de l'Iran sur les îles de Bahrein	216
<i>Section I.</i> — L'accord de 1822	216
<i>Section II.</i> — La communication de Lord Clarendon au ministre de l'Iran	218
CHAPITRE VIII. — Cartes et statistiques	226
CONCLUSION	228
ANNEXES	231
BIBLIOGRAPHIE	265
TABLE DES MATIÈRES	287

IMPRIMERIE
H. R. 1888
77 RUE DE LA VILLE